

Etranger

La visite à Paris du président égyptien et la situation en Cisjordanie et à Gaza

Les premiers entretiens de M. Moubarak

Au cours d'un dîner, le mercredi 10 décembre, en l'honneur du président égyptien, M. Hosni Moubarak, M. Mitterrand a souhaité que « soit écartée la tentation du désarmement » dans la recherche d'une solution au Proche-Orient. « Si l'on veut parvenir à un résultat, a poursuivi le chef de l'Etat, il ne faut exclure aucun pays, aucun groupe, c'est le cas de l'OLP, dont il ne s'agit pas de définir de

quelle manière elle pourrait y trouver sa place. » M. Moubarak, dont c'était la première journée d'une visite d'Etat de trois jours en France, a demandé à Israël de « mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et de Gaza ». Il devait s'entretenir ce jeudi avec M. Chirac à l'Hôtel de Ville, déjeuner à l'Assemblée nationale puis retrouver le premier ministre lors d'un dîner au Quai d'Orsay.

Vers une fabrication sur place du Mirage-2000 ?

Dans l'hypothèse d'une deuxième commande de vingt nouveaux Mirage-2000 par l'armée de l'air égyptienne, qui en possède déjà vingt autres, les industriels français concernés sont prêts à transférer l'assemblage de ces avions de combat à l'Organisation arabe pour l'industrialisation (OAI), qui emploie mille personnes dans neuf usines pour le compte d'un consortium fondé, il y a onze ans maintenant, par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Qatar et l'Egypte. En outre, deux sociétés françaises prévoient de participer à la construction, en Egypte, d'une usine de matériaux composites, dont l'OAI estime avoir le plus pressant besoin.

L'opportunité de ce double contrat à finalité militaire apparaît en filigrane dans les conversations entre égyptiens et français, à Paris, à l'occasion de la visite du président Moubarak. Le président de l'OAI, M. Ahmed Zaidou, ancien ministre égyptien et ancien gouverneur de la Banque centrale d'Egypte, a évoqué récemment la perspective avec ses interlocuteurs français à Paris.

Ce pourrait être le moyen de relancer entre la France et l'OAI une coopération technologique qui marque aujourd'hui le pas. Une vingtaine de sociétés françaises travaillent avec l'OAI et, parmi elles, le groupe Dassault-Breguet pour la fourniture d'avions d'entraînement et d'appui Alpha-Jet à l'armée égyptienne ; la société Aerospatiale pour la livraison d'hélicoptères Gazelle armés de missiles antichars HOT, et la société Thomson, pour une assistance technique dans la fabrication de missiles sol-air de défense anti-aérienne.

A l'heure actuelle, la plupart de ces programmes d'armement sont achevés ou sur le point de l'être. L'OAI a donc besoin de relancer sa coopération avec l'industrie française pour tenter de devenir la plaque tournante, en Egypte, d'une industrie de l'armement qui travaillerait pour le compte de nombreux pays, au Proche-Orient, d'abord, mais aussi en Afrique et en Asie, avec l'aide de sociétés françaises prêtes à fournir des transferts de technologie. Outre l'assemblage sur

place du Mirage-2000 et la création d'une activité qui se rapporte aux matériaux composites à des fins civiles et militaires, cette coopération n'aboutit pas le montage, dans les usines de l'OAI, de l'hélicoptère Super-Puma conçu par l'Aérospatiale.

Les ambitions de l'OAI se heurtent, pourtant, à un double obstacle. Le premier a trait à l'existence d'une vigoureuse concurrence de sociétés américaines. Le second obstacle a trait à l'impopularité du principal client qu'est l'Egypte.

Dans ces conditions, l'OAI est condamné à rechercher d'autres partenaires - c'est le cas actuellement avec le Brésil, qui lui a confié la fabrication de l'avion Tucano - et à accroître ses possibilités à l'exportation, qu'il s'agisse d'aider un client étranger à fabriquer ses propres matériels ou à réparer des armements vendus par d'autres fournisseurs, pour maintenir l'outil industriel. L'Etat figure au nombre de ces clients, pour de petits matériels.

J. L.

Des colons prendraient part à la répression

(Suite de la première page.)

Ce colon, qui a le grade de commandant, et dont on connaît le nom, sort dans la zone opérationnelle de Ramallah. Ce jour-là, il était de service et fut l'un des premiers arrivés sur les lieux. L'affaire a été connue parce que plusieurs militaires réservistes, choqués par le comportement du commandant, auraient fait part de leur intention d'adresser une plainte à leurs supérieurs.

Selon la presse de jeudi, l'officier a reconnu avoir tiré sur l'un des deux étudiants, alors qu'il était attaqué à coups de pierre et de barres de fer. Quel qu'il en soit, M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, a dérogé, à l'avance, la responsabilité de l'armée en soulignant que, au lendemain des incidents, celle-ci avait suivi scrupuleusement les instructions.

L'enfant de Ralata est mort, lui, dans des circonstances troubles. Atteint à la tête, son corps fut, selon M. Rabin, amené à l'hôpital vingt minutes avant que les soldats ne reprennent l'ordre de tirer. En outre, la balle qui l'a tué et qui n'a pas été retrouvée ne semble pas du même calibre que celui utilisé par l'armée. « Une enquête est en cours, a ajouté M. Rabin devant la Knesset, et tant qu'elle ne sera pas achevée je ne peux rien dire de définitif. »

Qui a tué le jeune Ramadan Abu Zaima, si ce n'est pas l'armée ?

Selon le journal *Yedioth Ahronot*, les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'une « initiative personnelle ». D'après le *Jerusalem Post*, l'enfant aurait été abattu par des coups de feu tirés d'une voiture qui transportait des colons et des soldats.

Dernier incident : les télescopes israéliens ont pu voir lundi, lors du journal télévisé, un israélien coiffé d'une calotte tirer cinq fois en l'air dans une rue de Ramallah. Selon le porte-parole de l'armée, cet homme était en position de légitime défense, donc dans son droit. Une enquête a néanmoins été ouverte sur son cas.

Complaisance de l'armée ?

S'il s'avérait que certains colons ont effectivement participé aux opérations de maintien de l'ordre, cela confirmerait seulement que l'armée ne veut pas toujours, en période de tension, contrôler les agissements des colons les plus extrémistes. D'où l'impression, pour le moins, d'une certaine complaisance des forces de sécurité envers les résidents juifs de Cisjordanie.

An cours des troubles qui suivirent, en mai 1985, la libération de 1 150 « prisonniers de sécurité » - donc de nombreux responsables d'actions terroristes - nous avions été témoins de cette complaisance dans les rues d'Hébron. A la tête d'un groupe de colons de Kyrat Arba, le rabbin Moshe Levinger, fondateur du Caush Emmanim (extrême droite), avait ouvert le feu sur des habitants arabes sans atteindre personne. Les soldats l'avaient laissé jouer un cow-boy, sans le déarmer, pendant un long moment (*Le Monde* du 22 mai 1985).

par plusieurs canaux. Certaines de ces armes sont attribuées aux Israéliens qui participent au « système de défense régional » ; d'autres sont fournies aux réserves dans le cadre de leurs unités. D'autres, enfin, sont achetées chez l'armurier.

Le haut commandement tenta de mettre de l'ordre dans l'usage des armes. Mais les colons de Cisjordanie protestèrent, et l'entreprise tourna court. Les plus zélés participent à des escortes, certains responsables, comme le rabbin Levinger, font à l'armée des propositions « opérationnelles », suggèrent d'expulser tel suspect, de détruire la maison familiale de tel condamné. Il est même arrivé à M. Levinger, en maître des lieux, d'admonester le chef d'état-major lors d'une réunion de travail.

L'agitation en cours s'est poursuivie mercredi à un degré moindre et pour le septième jour d'affilée. Les plus sérieux incidents ont eu lieu à Gaza, où une adolescente de seize ans a été légèrement blessée par balle au poignet lors d'une manifestation. Des étudiants islamistes ont harcelé les soldats, des voitures ont été brûlées dans le camp de réfugiés. Depuis une semaine, l'armée a arrêté cent trente personnes, à Gaza.

M. Rabin s'attache à ne pas dramatiser les choses. « Nous avons affaire à des troubles graves mais pas à une insurrection », a-t-il déclaré mercredi, en visitant Bir Zeit. L'opposition de gauche commence à se mobiliser. Le Parti communiste a manifesté à Nazareth, et une délégation du MAPAM a rendu visite aux victimes arabes des incidents de Cisjordanie. Le mouvement La Paix maintenant a annoncé, lui, une réunion publique pour dimanche.

JEAN-PIERRE L'ANGELLIER.

● EGYPTO-ISRAËL : l'affaire de Taba. — La commission d'arbitrage chargée de trouver une solution au différend territorial égypto-israélien sur l'enclave de Taba, sur la mer Rouge, a officiellement entamé ses travaux mercredi 10 décembre à Genève. Les négociations - qui doivent aboutir à une délimitation définitive de la frontière - dureront jusqu'en 1988. — (AFP.)

Asie

PHILIPPINES : un mort et plusieurs blessés au premier jour de la trêve

Communistes et militaires s'observent avec méfiance

Un groupe d'hommes armés, présumés anticommunistes, a ouvert le feu, le mercredi 10 décembre, sur la foule à Davao, dans le sud des Philippines, au cours d'une cérémonie marquant l'instauration de la trêve entre les forces gouvernementales et les insurgés communistes, tuant un homme et en blessant plusieurs. C'est le seul incident qui ait été rapporté durant la première journée du cessez-le-feu dans tout l'archipel.

BACOLOD
de notre envoyé spécial

Dans une ville déjà décorée par d'insolites sapins pour un Noël tropical, une population en fête s'est efforcée de croire aux miracles : fussent-ils ceux que réalisait parfois les hommes : la paix et la fraternité. Il est vrai que l'Eglise elle-même y avait invité : elle est apparue, en effet, comme l'un des grands artisans de cette trêve de soixante jours entre les forces gouvernementales et l'insurrection communiste, dont l'entrée en vigueur a été célébrée le mercredi 10 décembre.

Mgr Fortich, évêque de Bacolod, capitale de l'île de Negros, était venu accueillir lui-même, aux abords de la place où se déroulait la cérémonie, la délégation du Front national démocratique (NDF), organisation de masse clandestine contrôlée par les communistes. Celle-ci était suivie d'un cortège de quelque trente mille sympathisants venus en majorité du nord et du sud de Negros. C'est dans cette île, où les problèmes de la pauvreté sont immenses et l'insurrection en expansion, que le cessez-le-feu a suscité la

plus grande mobilisation populaire du pays avec le nord de Luzon.

A la tête du cortège marchaient deux dignitaires de l'insurrection : un chef de « zone » communiste et à la cheville frappée de l'insigne du Front. Deux d'entre eux étaient d'anciens prêtres du diocèse de Mgr Fortich qui ont pris le maquis au début des années 60. La chaleureuse accolade que leur donna l'évêque fut saluée par une ovation et une volée de slogans lancés dans un même souffle : « Vive les Philippines ! vive Aquino ! vive la NPA ! » (Nouvelle armée du peuple).

Conférentiel aux accords de dernière heure, aucun membre de la NPA n'était en armes mais une certaine d'entre eux se trouvaient dans le cortège, nous dit-on de source communiste.

Les quatre chefs rebelles sortis du maquis tous originaires de Bacolod, serraient les mains tendues de la foule qui les interpellaient par leur prénom. Les pétards et les fanfares célébraient des sons de cloche de la cathédrale. Atmosphère de fête, encore, lorsque Francisco Demafilla, alias « commandant Eko », le fondateur de la NPA à Negros dont la tête avait été mise à prix du temps de Marcos, prit une guitare pour entonner une chanson du NDF. « A quel rêve le peuple ? », seule touche véritablement politique à la cérémonie qui, comme il se doit aux Philippines, se terminait par une messe : le lever de poing accompagna le chant de la « révolution de février » de Cory Aquino, « Bayan Ko », vieille chanson des paysans révoltés contre les colons espagnols de la fin du siècle dernier. Même une religieuse saluait du poing levé la révolution. Des séminalistes en blanc, groupés autour de leur croix en bois, ne semblaient pas étonnés outre mesure.

L'Eglise, à Negros, comme ailleurs dans les Philippines, a fait plus que béatifier ce jour de réconciliation nationale : elle fut l'intermédiaire privilégiée de la trêve. Mgr Fortich a d'ailleurs été désigné président de la commission nationale de surveillance du cessez-le-feu. L'évêque âgé de soixante-deux ans, qui passe pour l'un des plus militants de l'épiscopat philippin, estime qu'il « a joué un rôle politique ». « Si l'Eglise ne contribue pas à la paix et à la stabilité, assume-t-elle pleinement son rôle ? », nous dit-il. Jeudi soir, la cour du grand séminaire de Bacolod où réside l'évêque était devenue un immense bivouac pour « le peuple des collines », les sympathisants du NDF : plusieurs milliers de personnes y passaient la nuit autour des feux.

« L'Eglise, à Negros, a reconnu la justice de notre cause », nous dit Silvio Gallardo, alias « commandant Makabao », fils d'une grande famille de Bacolod, qui est entré dans la clandestinité en 1972 et est aujourd'hui considéré comme le chef de la guérilla à Negros.

Tant dans cette « île du sucre », qu'à Iloilo, à Cebu ou à Panay, ce sont d'ex-prêtres passés à l'insurrection qui représentent les communistes dans les comités de cessez-le-feu. « Pour moi, ils sont toujours des prêtres, nous dit Mgr Fortich, ils sont pour l'instant en congé. »

Nervosité et suspicion

Les communistes se méfient du gouvernement et, plus encore, de l'armée. Ils n'ont pas encore confiance qu'en l'Eglise : « C'est l'Eglise qui nous a donné des garanties de sécurité et c'est parce que nous avons fait confiance à Mgr Fortich que nous sommes descendus des collines. Jusqu'à présent, nous n'avons eu aucun contact avec l'armée, ni aucun sauf-conduit », nous dit Mgr Fortich, qui doit veiller sur le respect du cessez-le-feu : les prêtres sont les mieux placés pour dénoncer les violations des accords », nous dit M. Gallardo.

Mgr Fortich veut croire « en cette première étape vers les négociations » avec les communistes. Mais il est aussi assez réaliste pour savoir que cette trêve, obtenue de haute lutte, sur les éléments radicaux des deux camps, est très fragile.

Outre la difficulté des négociations à venir (les communistes ont des demandes précises, à commencer par une réforme agraire, que le gouvernement Aquino peut difficilement satisfaire dans l'immédiat, ou la formation d'un gouvernement de coalition, hypothèse exclue par la présidence), il y a des menaces évidentes de rupture du cessez-le-feu : l'instabilité de la situation politique à Manille, l'influence grandissante de l'armée et les actes de provocation de la droite.

Les militaires sont nerveux. Ils affirment qu'ils respecteront le cessez-le-feu, mais ils n'entendent pas, apparemment, fraterniser avec les rebelles. Des représentants de l'armée avaient été invités par Mgr Fortich à la cérémonie, mais personne n'est venu.

Les occasions de rompre la trêve sont multiples. Les militaires résistent, de reconnaître l'existence de « zones rouges » contrôlées par les communistes, mais n'en commencent pas moins parfaitement la localisation (un quart des villages de l'archipel). S'ils cherchent le « contact », ils n'ont qu'à y pénétrer. En outre, le « front » communiste est mobile, et la NPA n'entend pas que la trêve se traduise par un repli sur ses bases. Il est donc probable que des patrouilles ennemies se croiseront. Que se passera-t-il alors ?

A Negros, l'armée semble avoir resserré son étau sur les « zones rouges », à la veille de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu : redéploiement de troupes et pilonnages, au mortier de régions voisines des bases communistes. Les représentants du NDF craignent que l'armée ne profite de la trêve pour renforcer ses positions.

Les communistes n'espèrent pas moins obtenir des gains sur un autre front : dans l'opinion publique. Ils sont conscients, d'abord, qu'ils ont atteint sur le terrain un seul qu'il leur sera difficile de dépasser sans des approvisionnements problématiques en armements plus lourds et, ensuite, il leur faut se donner une nouvelle image, face à une « révolution », celle de Cory Aquino, qui les a pris de vitesse.

A court terme, il n'est pas question pour eux de renoncer à la lutte armée comme moyen de pression. Mais, en même temps, ils doivent tenir compte d'une atmosphère qui est moins favorable qu'auparavant à l'action violente : du temps de Marcos, l'absence d'alternative pouvait justifier celle-ci aux yeux de certains. Ils cherchent, disent-ils, à suivre la « volonté populaire ». Et c'est pourquoi, par exemple, ils soutiennent, « même si elle est réactionnaire par certains aspects », la nouvelle Constitution qui sera soumise à référendum en février prochain. Le cessez-le-feu leur donne en outre l'occasion d'apparaître comme un interlocuteur du pouvoir et d'exposer leurs thèses au grand jour.

Depuis une semaine, les « guérilleros sans visage » sont devenus des hommes dont les physionomies sont connues de tous. Ils se succèdent à la télévision ; les journaux rapportent quotidiennement leurs propos. Avec le cessez-le-feu, ils s'apprentissent à avoir pignon sur rue, ouvrant des bureaux de représentation dans toutes les grandes villes. Pour les communistes, la trêve qui commence s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération de relations publiques.

PHILIPPE PONS.

Pierre Merle Dictionnaire du français branché



Voici un petit livre, mais il est géant. Un livre qui interpelle quelque part tous les blaireaux amoureux de la langue française. Des définitions coolas, des exemples superbiens à hurler de rire.

Un must, ciblé et tout. En plus, ce bouquin rend de réels services dans le créneau de la communication où ça devient galère avec toute cette glauquerie verbale. A la limite, il était devenu nécessaire au niveau du vécu, pour une meilleure approche de la quotidienneté. Bref, jveux dire, ce Dictionnaire du français branché, c'est un plan d'enter. Et ceux qui ne l'auront pas dans leur poche, jvous dis pas !... Bonjour les Raouls !

59 F.

LE PREMIER DICTIONNAIRE BRANCHÉ

SEUIL

Europe

URSS : au lendemain de la mort d'Anatoli Martchenko

Moscou célèbre à sa manière les droits de l'homme

Un porte-parole officiel soviétique a confirmé, le mercredi 10 décembre, la mort en prison d'Anatoli Martchenko, l'un des plus connus des dissidents soviétiques, sans donner la moindre précision sur la date du décès ni expliquer pourquoi sa femme n'avait pas été autorisée à lui rendre visite (le *Monde* du 10 décembre). Selon le porte-parole, le prisonnier est mort « d'une hémorragie cérébrale après une longue maladie naturelle ».

Le gouvernement français a exprimé mercredi sa « vive émotion ». « Au moment où à Vienne s'ouvre la troisième réunion sur les suites de la

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le gouvernement français, ajoute le communiqué du Quai d'Orsay, ne peut que déplorer la disparition dans de telles conditions d'un membre du groupe de surveillance des accords d'Helsinki, condamné pour son action en faveur des droits de l'homme ».

De son côté, le président Reagan a déclaré qu'Anatoli Martchenko, « martyr de la cause des droits de l'homme », « n'était pas mort en vain ». Le secrétaire d'Etat George Shultz a salué en lui « un exemple d'intégrité et de courage ».

« Un cynisme rare »

Moscou (AFP). — Au lendemain de l'annonce de la mort en prison d'Anatoli Martchenko, Moscou a célébré mercredi à sa manière la Journée internationale des droits de l'homme en ironisant devant la presse et en « récupérant » la traditionnelle manifestation de dissidents de la place Pouchkine.

Le rituel qui veut que chaque année, le 10 décembre, une poignée de dissidents se rassemblent place Pouchkine, en plein centre de Moscou, et cailent symboliquement leur chapeau par un froid saisissant avant d'être arrêtés par le KGB, a été remarquablement modifié cette année.

Les correspondants occidentaux arrivés sur place avant l'heure dite (19 heures) ont en la surprise de trouver une tribune avec des micros, des haut-parleurs et un camion de la radio-télévision d'Etat. Les autorités avaient simplement décidé d'organiser une manifestation officielle « pour la paix », avec banderoles pacifistes jaillissant soudain d'un « public » et un orchestre aussi à l'aise dans l'interprétation de *Blowin in the Wind*, de Bob Dylan, que dans celle d'airs latino-américains.

« C'est d'un cynisme rare », a commenté un diplomate occidental, plongé dans la contemplation des slogans pour « la libération des prisonniers de l'impérialisme et de la réaction » ou contre « l'agression américaine au Nicaragua ».

Deux cents à trois cents personnes se pressaient autour de la statue de Pouchkine, parmi lesquels il était difficile de distinguer les « invités » officiels, les quelques passants — la milice bloquant les issues du métro, — les étrangers et les inspecteurs du KGB en civil. Ces derniers se sont employés, non sans efficacité, à empêcher physiquement les journalistes occidentaux d'approcher les rares individus qui osaient élever la voix, un chrétien et un Arménien. Leurs voix étaient couvertes par les haut-parleurs.

A 19 heures, passant pratiquement inaperçus, quatre personnes ont enlevé l'espace de quelques secondes leur chapeau devant la statue. Deux d'entre elles, un vieux monsieur et son fils, ont été escortés vers le métro par plusieurs policiers en civil.

Par ailleurs, cinq membres des « familles divisées », Soviétiques qui cherchent à émigrer pour rejoindre

un conjoint ou un parent à l'étranger, ont déclaré avoir été interpellés quelques heures pour avoir tenté de manifester dans la matinée. L'un d'entre eux, M. Belovienkov, a été roué de coups par un inconnu dans un escalier et une autre, M^{me} Galina Guerasimova, n'avait toujours pas regagné son domicile dans la soirée, selon son mari.

Dans l'après-midi, sept représentants du gouvernement soviétique avaient tenu une conférence de presse sur les droits de l'homme, au cours de laquelle ils avaient confirmé la mort en détention de l'écrivain dissident Anatoli Martchenko, ironisé sur le cas de l'académicien Andreï Sakharov, exilé à Gorki, et affirmé qu'il n'existait pas de « plan quinquennal pour l'émigration des Soviétiques vers Israël ». Le même jour, l'URSS avait formellement renouvelé à Vienne sa proposition d'organiser à Moscou une conférence internationale des droits de l'homme, une initiative déjà lancée au début de novembre lors de l'ouverture de la Conférence-bilan sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dans la capitale autrichienne.

M. Pierre Aubert élu président de la Confédération pour 1987

BERNE de notre correspondant

Par cent quatre-vingt-six voix, M. Pierre Aubert, socialiste et chef du département fédéral des affaires étrangères, a été élu président de la Confédération pour 1987 par les deux chambres du Parlement, le mercredi 10 décembre, à Berne. Chacune des sept membres du gouvernement occupent cette fonction à tour de rôle. M. Aubert succède le 1^{er} janvier à M. Alphonse Egli, démocrate-chrétien et chef du département de l'intérieur, qui se retirera à la fin de l'année.

Le Parlement a pourvu aux sièges devenus vacants des deux représentants du Parti démocrate-chrétien au Conseil fédéral. Personne ne remettant en cause la composition actuelle du gouvernement, les deux sièges furent attribués à M. Arnold Koller, député d'Appenzell, et à M. Kurt Furgler, responsable du département de l'économie publique. En remplacement de M. Egli, le Parlement a désigné au député de Tessin, M. Flavio Cotti. C'est la première fois depuis treize ans qu'un représentant de ce canton de langue italienne siège au gouvernement.

A titre personnel, un député démocrate-chrétien du canton de Lucerne, M^{me} Judith Stamm, avait présenté sa candidature contre l'avis des instances de son parti. M^{me} Stamm avait obtenu le soutien de quelques socialistes, des indépendants, de l'extrême gauche et des écologistes, qui voulaient ainsi protester contre les arrangements imposés par les États-majors des grandes formations traditionnelles.

En reculant successivement quarante-neuf et trente-trois voix, elle a tout au plus fait un baroud d'honneur, la majorité du Parlement étant apparemment pas encore prête à accepter une deuxième femme au Conseil fédéral. Une autre candidate démocrate-

chrétienne, M^{me} Roselyne Cressaz, avait en plus de chances aux élections de dimanche dans le canton de Fribourg, où elle est devenue la première femme de Suisse romande à faire son entrée dans un gouvernement régional.

JEAN-CLAUDE BURRER

SUISSE

CORRESPONDANCE

Le cas Stepinac et les « guerres de religion » en Yougoslavie sous l'occupation nazie

A la suite de l'article de notre correspondant à Belgrade, Paul Yankovitch, sur le « cas Stepinac » et sur le débat en Yougoslavie sur les « guerres de religion » qui sévirent sous l'occupation nazie (le *Monde* des 3 et 4 août), le secrétaire d'Etat de l'archevêché de Zagreb a souhaité nous faire parvenir une réponse, sous la forme d'un article publié le 7 septembre dans l'hebdomadaire catholique *Glas Koncila* (« la Voix du Concile »). Ce texte conteste la responsabilité imputée à la hiérarchie de l'Eglise catholique croate, dirigée par Mgr Stepinac, dans les persécutions subies au début des années 40 par les Serbes orthodoxes ainsi que le sens des relations nouées par l'archevêque de Zagreb (à l'époque Mgr Stepinac) avec le régime ouest-allemand, allié à l'occupant nazi. L'article de Paul Yankovitch était essentiellement fondé sur les faits rapportés dans la seconde édition, à Belgrade, du livre *Magnus Crimen*, de l'historien yougoslave Viktor Novak.

Certes, il en est dans le texte communiqué par le secrétariat de l'archevêché de Zagreb, Mgr Stepinac, o rendit visite le 12 avril 1941 aux représentants du nouveau pouvoir à Zagreb comme il l'avait fait auprès de ceux du pouvoir précédent et comme il a rencontré les plus hauts représentants du pouvoir de la nouvelle Yougoslavie et de la République de Croatie peu après leur arrivée à Zagreb. Le *Saint-Siège* lui-même a reconnu jusqu'à la fin de la guerre le royaume de Yougoslavie et sa légation au Vatican, et Stepinac n'a pas protesté contre cela, mais a collaboré avec

cette légation. Ce que le gouvernement de l'Etat de Croatie indépendante voulait obtenir, c'est autre chose. Il est connu que le vice-président du Comité national de libération de la Yougoslavie, Boro Magovac, a écrit de la part des partisans à l'archevêque Stepinac, lui demandant de reconnaître le nouveau pouvoir. Il a obtenu cette réponse laconique : « Le jour où vous serez le pouvoir à Zagreb ».

Le texte poursuit : « La hiérarchie n'a pas pris l'initiative de catholiser les Serbes par la force, mais elle a été agée de la sorte afin que les orthodoxes menacés souffrent le moins possible. Il y avait, certes, des prêtres dont la conduite n'était pas responsable. Mais incomparablement plus nombreux sont ceux qui se sont comportés humanement [...] Entre le mal et l'opposition armée contre le mal, il y avait un espace pour ceux qui ont souffert et qui se sont sauvés comme ils le pouvaient. C'était la place du plus grand nombre de prêtres et de laïcs. La hiérarchie ne pouvait recommander aucune orientation et, dans ces malheureuses circonstances, elle n'a même pas prononcé de position contre telle ou telle orientation ».

S'agissant de Mgr Stepinac, l'archevêque de Zagreb, accusé de graves persécutions, est-il nécessaire de rappeler qu'il a été exclu de sa communauté religieuse et que tous ministres sacerdotaux lui ont été interdits ? [...] Pourquoi la communauté qui l'a jugé la première devrait-elle être continuellement responsable de ses crimes ? »

Afrique

SOMALIE : les perspectives de l'« après-Syaad Barre »

Les grandes manœuvres ont commencé en vue de la succession du « patron »

MOGADISCIO de notre envoyé spécial

Qui gouverne à Mogadiscio ? « Quelle question saugrenue. Le général Syaad Barre, cela va sans dire », répond un peu abruptement ce fonctionnaire, agacé par cette curiosité. « Jugez par vous-même : notre président a repris le cours normal à faire de ses activités. » Plus de peur que de mal, semble-t-il. L'accident de voiture du chef de l'Etat somalien, le 23 mai dernier, près de la capitale, n'a pas sensiblement modifié le cours de la vie politique comme d'aucuns le redoutaient ou le souhaitaient.

Dès l'instant où, de retour d'Arabie saoudite après un mois d'hospitalisation, le général Barre eut de nouveau posé pied à Mogadiscio, la petite communauté diplomatique, toujours en manque d'informations, n'eut de cesse d'épicer les faits et gestes de l'illustre convalescent. Administrative, elle finit par conclure que « pour un homme de son âge (autour de soixante-dix ans), il avait merveilleusement récupéré. » Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que le chef de l'Etat remplit presque comme à l'ordinaire ses obligations professionnelles, bien qu'il n'ait pas encore repris ses longues tournées en province.

Un détail vestimentaire qui n'a échappé à personne : fin septembre, le chef de l'Etat a présidé le comité central du Parti socialiste révolutionnaire somalien (PSRS) en uniforme de général, ce qui ne s'était pas produit depuis l'expulsion des Soviétiques en 1977. Un mois plus tard, c'est encore en tenue militaire qu'il a assisté au défilé des troupes à l'occasion du dix-septième anniversaire de la révolution. Manière de montrer à ceux qui en auraient douté qu'il est toujours le « patron ».

Il n'empêche que, pendant son absence, l'entourage familial du général Barre, conduit par sa femme, l'énigmatique Khadija, s'est beaucoup agité, s'efforçant de conserver le pouvoir en tout état de cause. Des prétendants à la succession, membres de l'oligarchie marchau, sont alors sortis de l'ombre, comme, par exemple, le colonel Mohamed Meshal, responsable des bâtiments militaires et propre fils du chef de l'Etat, et M. Abdurahman Jama Barre, minis-

Après son accident de voiture le président (soixante-dix ans) a repris ses activités : cela n'empêche pas les clans, les courtisans et les opposants de s'agiter et d'intriguer...

tre des affaires étrangères et proche parent du président.

Bien que très populaire au sein de l'armée, le général Mohamed Ali Samatar, numéro deux du régime et ministre de la défense, a assuré avec loyalisme l'intégrité du pouvoir. Cette période a, en définitive, été si brève qu'elle n'a pas permis aux uns et aux autres de pousser très avant leurs intrigues. Peut-être est-ce pour couper court à toutes ces manœuvres que le général Barre renoua à partir en convalescence en Europe.

Un nouveau mandat

Passé ce « coup de chaleur » politique, il n'en reste pas moins que le problème de la succession est ouvert. Le clan des Marehan, allié à celui des Ogaden, eussent bien que les familles, les courtisans et les bénéficiaires du régime, harcelent le chef de l'Etat pour qu'il veuille, dès maintenant, à assurer, en leur faveur, la continuité du pouvoir. Une chose est sûre : le général Barre vient de se voir confier par le troisième congrès du PSRS un nouveau mandat présidentiel de sept ans qui sera soumis, le 23 décembre, à la sanction du suffrage universel.

L'édifice politico-militaire est si fragile que le chef de l'Etat dispose d'une très étroite marge de manœuvre pour en modifier les structures. Il se peut s'offrir le luxe, par des choix discutables, de remettre en cause le délicat équilibre tribal, car il n'est pas certain que lui et les siens seraient, aujourd'hui, en mesure de contraindre le tempête qu'ils auraient ainsi soulevée. La « révolution d'octobre » (1969), en effet, s'est peu à peu essouffée et vidée de son contenu.

L'opposition au régime se camoufle sous une certaine agitation religieuse, notamment marquée par des rafles d'intégristes musulmans. La population se montre de plus en plus critique vis-à-vis du laissez-aller

ambiant, au point que certains en viendraient même à regretter les premiers temps de cette révolution, lorsque « les choses étaient tenues en main politiquement et économiquement... ».

Le vent de la « libéralisation » économique qui souffle, depuis deux ans, sur la Somalie, a défrisé certaines initiatives privées. A Mogadiscio, des centaines de « mini-marchés » se sont ouverts, tandis que la circulation automobile connaît, aujourd'hui, un rythme presque infernal. Le bâtiment marche à tout va : les gros commerçants de la capitale affichent leur aisance et se font construire des villas coques. Quelques mauvais esprits ont baptisé l'un de ces quartiers naissants le « Quartier de la précarisation ». Juste derrière cette façade en trompe-l'œil, c'est encore le Moyen Age : des chemins de terre, des masures sans eau ni électricité et sans tout-à-l'égout...

Les griens sont pleins

« Il y a eu une réponse des hommes d'affaires aux nouvelles directives économiques du gouvernement, adoptées sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), remarque un expert. Mais est-ce la bonne réponse ? Tous les efforts se sont, en effet, portés vers les secteurs où l'argent se gagne facilement et non pas vers les secteurs productifs de l'économie. D'aucuns réclament que cette « libéralisation » soit conduite à son terme, que notamment le monopole d'Etat en matière bancaire soit levé pour faciliter les transactions commerciales. Signe des temps : on parle, aujourd'hui, des lettres de crédit de Somalie... »

En tout cas, la « libéralisation » du marché des céréales, accompagnée, il est vrai, de plües abondantes, a eu d'heureux effets, pour la troisième fois consécutive, sur les récoltes de maïs et de sorgho. Les griens sont pleins à ras bord. Le

Programme alimentaire mondial (PAM) a demandé aux pays donateurs de suspendre leur aide en vivres à la Somalie. Au 31 décembre prochain, les stocks atteindront 574 000 tonnes, soit l'équivalent d'un an de consommation. Mais l'abondance de biens n'est pas la question, aujourd'hui, de savoir si le gouvernement sera financièrement ou mesure d'acheter les surplus au prix plancher convenu et s'il réussira à les exporter.

Dans le cadre d'un « programme d'ajustement du secteur agricole », la Banque mondiale a mis à la disposition de tous les importateurs somaliens, pour qu'ils les utilisent à l'achat de biens jugés nécessaires (surbrut, pièces détachées), une somme de 70 millions de dollars en deux ans, ces devises étant attribuées aux enchères. Cette astucieuse initiative permettra-t-elle de relancer la machine économique, appauvrie par une totale pénurie de devises et un manque dramatique de personnel compétent ?

Hélas, du côté de Mogadiscio, la mauvaise habitude a été prise de compter sur les autres plus que sur soi-même pour se sortir de difficultés. Souvent détournée de son but, l'aide internationale, dont le montant s'élève à environ 400 millions de dollars en 1986 — les Etats-Unis en fournissent le quart — est considérée comme un dû, et les pays donateurs se voient reprocher de ne jamais en faire assez. Les responsables somaliens jugent, en effet, que la position géo-stratégique de leur pays devrait lui valoir d'être assiduellement courtisé.

Pour arriver à joindre les deux bouts, la Somalie se cherche désespérément des partenaires, sans l'encouragement de préjugés idéologiques. Les tentatives lancées en direction de l'Afrique du Sud n'ont donné aucun résultat. Quant aux pays arabes, ils ont suspendu leur aide car, depuis un an, Mogadiscio ne paie plus les intérêts de sa dette. Il n'empêche que le général Barre s'entête à défendre le projet de construction d'un barrage géant, à Bardhere, sur le fleuve Juba, dont le coût est estimé à environ 500 millions de dollars et qui ne sera pas opérationnel, dans le meilleur des cas, avant 1995. Mais, peut-être faut-il donner matière à rêver à un peuple, si pauvre soit-il.

JACQUES DE BARRIN

ZAMBIE

Les émeutes de la faim se propagent vers le Sud

Des unités de l'armée zambienne ont été déployées, le mercredi 10 décembre, dans le nord du pays après les émeutes de la faim qui se sont déroulées dans plusieurs localités lundi et mardi.

Le premier ministre, M. Kobby Mwaanga, a indiqué que le gouvernement ne reviendrait pas sur le doublement du prix de la farine de maïs, qui est la cause des émeutes. « Les dégâts causés à l'infrastructure économique sont importants », a-t-il indiqué devant le Parlement, précisant que les affrontements avaient fait cinq morts jusqu'à mardi soir. De source indienne, on indiquait, jeudi 11 décembre, que le bilan est de onze victimes. Les forces de l'ordre auraient, d'autre part, procédé à un millier d'arrestations.

Les émeutes se sont propagées dans la journée du mercredi au-delà du Copperbelt (ceinture de cuivre),

région minière du nord, vers le sud : des émeutes et des volées de pillage furent signalées à Kabwe et à Kapiri-Mposhi, sur la route de Lusaka. Le journal zambien *Daily Mail* signale que plus de deux mille manifestants ont bloqué la route principale allant de Lusaka à la région nord, à la hauteur de Kapiri-Mposhi, ville située à 200 kilomètres de la capitale.

Les frontières terrestres de la Zambie ont été fermées aux personnes souhaitant quitter le pays, mais les routes restent ouvertes aux immigrants, ainsi que les aéroports. L'agence de presse zambienne Zana indiquait mardi que le président Kenneth Kaunda avait été surpris par l'importance des émeutes. Le gouvernement avait interdit, jusqu'à mardi soir, toute diffusion d'informations à propos de la situation dans le nord. — (AFP, Reuters, AP).

MOZAMBIQUE

La Résistance nationale annonce qu'elle libérera les otages qu'elle détient avant Noël

La Résistance nationale du Mozambique (RNM, opposition armée au régime de Maputo), a annoncé, le mercredi 10 décembre, à Lisbonne, qu'elle libérera, avant Noël, les cinquante otages étrangers qu'elle détient. M. Paulo Oliveira, porte-parole de la RNM à Lisbonne, a précisé que les otages seraient libérés près de la frontière « d'un pays voisin » du Mozambique.

La RNM détenait actuellement environ trente-cinq Portugais, dix Pakistais, deux Marocains, un Cap-Vendien, un Italien, ainsi qu'un Britannique et un Allemand de l'Ouest, son épouse et leur enfant. « Comme chrétiens », a ajouté M. Oliveira, nous voulons que tous les étrangers puissent passer Noël dans leur pays et auprès de leur famille. »

MAROC

Un journal d'opposition publie un appel de déteus

Rabat (AFP). — Soixante-sept détenus marocains, qui se considèrent comme des prisonniers politiques, ont annoncé dans deux communiqués qu'ils ont fait une grève de la faim de vingt-quatre heures, le mercredi 10 décembre, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

Ces communiqués, publiés par le quotidien *Al-Iftikhâr*, *al-Iktirâk*, organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition), sont signés, selon le journal, par trente-quatre détenus de la prison de Kénitra et trente-trois autres de la prison civile de Casablanca. « Nous demandons la satisfaction des revendications suivantes : « droit aux visites, notes médicales, possibilité des études et amélioration des conditions de détention ».

Dans un autre communiqué remis mercredi à l'AFP, cinq détenus de la prison civile de Rabat, qui avaient fait la grève de la faim en octobre et novembre, déclarent avoir repris le 3 décembre une grève « illimitée » jusqu'à obtention de leurs « droits ».

Diplomatie

SUÈDE : la remise des prix Nobel

Wole Soyinka dénonce le colonialisme, l'apartheid et l'OUA

STOCKHOLM
de notre correspondant

L'écrivain nigérian Wole Soyinka a été la vedette des cérémonies de remise des prix Nobel 1986, le mercredi 10 décembre à la salle des concerts de Stockholm. C'était, en effet, la première fois depuis la création des prix, en 1901, que l'Académie suédoise récompensait un auteur africain, et ce n'est pas tous les ans son plus grand lauréat décide de porter un costume traditionnel de son pays au lieu du frac de circonstance.

Il n'était pas seul à se distinguer de cette façon : une délégation d'une trentaine de personnes, dont le ministre de la culture de Lagos, l'avaient suivi en Suède pour assister à cet événement qui marque « une reconnaissance de la culture et de la littérature de toute l'Afrique ». Quo-

va-t-il faire du oblique de 2 millions de couronnes (environ autant de francs) qui accompagnent la distinction ? « Financer entre autres un nouveau prix de poésie en Nigéria ».

Dans le discours, dédié à Nelson Mandela, qu'il a prononcé lundi devant l'Académie suédoise, Wole Soyinka a violemment dénoncé le colonialisme et l'apartheid. Mais il a aussi constaté que, malgré des siècles de répression et de dégoût de la part de nombreux penseurs européens, comme, par exemple, Hegel, Hume, Montesquieu et Voltaire, les Africains ont réussi à préserver leur culture propre.

Au cours de plusieurs conférences de presse, l'écrivain nigérian a regretté que la plupart des dirigeants du continent noir dépensent leur énergie à protéger leur propre pouvoir et leurs positions person-

nelles. « A cette fin, n-t-il dit, ils sont prêts à faire appel à l'aide armée des anciennes puissances coloniales. L'Organisation de l'unité africaine est un club privé mis sur pied par des dirigeants qui sont convenus de se protéger mutuellement ».

Il voit cependant quelques « exceptions intéressantes et encourageantes » en Tanzanie, au Burkina et dans les anciennes colonies portugaises, où le pouvoir mise sur la décentralisation et le développement rural.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, il ne pense pas que le problème de l'apartheid puisse être résolu de façon pacifique.

Aucun incident n'a marqué les cérémonies de cette année. Les choix de l'Académie royale des sciences et des dix-huit membres de l'Académie de littérature, à qui on

ne peut plus reprocher à présent d'oublier systématiquement l'Afrique (reste la Chine...), ont suscité peu de controverses. Toutefois, dans la presse de gauche, des critiques se sont élevées contre le lauréat du prix d'économie, l'Américain James Buchanan. Certains estiment que cet économiste n'est qu'un « excentrique de droite » dont les travaux n'ont abouti à aucun résultat majeur. Mais il n'y a pas eu de manifestations devant la salle des concerts, comme en 1976, année où Milton Friedman fut couronné.

A la suite de l'assassinat d'Olof Palme, la police avait renforcé le service d'ordre autour du bâtiment, et, pour la première fois depuis longtemps, les quelques deux mille invités ont été obligés de montrer patte blanche à l'entrée.

ALAIN DEBOVE.

Amériques

L'aviation hondurienne a bombardé des positions en territoire nicaraguayen

Le président du Honduras, M. José Azcona, a déclaré le mercredi 10 décembre, à Tegucigalpa, qu'en cas de « guerre ouverte avec le Nicaragua », son pays aurait recours à l'aide des Etats-Unis « et de tout pays ami ». Il a cependant estimé que les derniers « incidents » ne constituent pas un conflit entre le Honduras et le Nicaragua. « Les troupes honduraines », a-t-il précisé, ne franchiront pas la frontière d'un pouce ».

Il a démenti que des avions honduriens aient bombardé des positions à l'intérieur du Nicaragua. Pourtant, selon des sources proches du gouvernement de Tegucigalpa et du département d'Etat de Washington, l'armée de l'air du Honduras a effectivement bombardé des positions nicaraguayennes à Wiwili et à Marra, dans le département de Nueva-Segovia, en territoire nicaraguayen.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a confirmé que ces bombardements avaient évité des objectifs civils.

A New-York, le conseil de sécurité des Nations unies a ajourné ses travaux, mercredi, sans prendre de décision après avoir entendu les exposés contradictoires des représentants du Honduras et du Nicaragua.

Dialogue de sourds devant le Conseil de sécurité des Nations unies

NEW-YORK
de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies, réuni à la demande du Nicaragua, a entendu, le mercredi 10 décembre, une communication sur ce que les autorités de Managua ont présenté comme des « incursions armées » effectuées à partir du Honduras, avec l'aide des Etats-Unis.

Le 7 décembre, a affirmé le représentant du Nicaragua, M. Nora Astorga, cinq avions militaires ont attaqué la région nicaraguayenne de Las Vegas, venant des bases militaires américaines au Honduras. Cette attaque a été coordonnée par des conseillers militaires américains, sans lesquels les mercenaires (les « contras »), qui disposent de bases sur le territoire

hondurien, n'auraient pas été en mesure de mener une opération semblable. La responsabilité pour ces faits, particulièrement graves, incombe au gouvernement des Etats-Unis, dont la politique de terrorisme d'Etat tend à provoquer un conflit artificiel entre le Nicaragua et le Honduras.

Prendant note du refus du Honduras d'accueillir une commission internationale d'enquête, M. Astorga a proposé que l'ONU envoie des observateurs au Nicaragua, afin qu'ils inspectent les régions concernées.

Répondant à M. Astorga, le représentant du Honduras, M. Roberto Ordoñez, a rejeté la responsabilité des événements sur l'armée sandiniste qui, le 4 décembre, avait violé la frontière dans la région d'El Paraíso, faisant

entrer plus de mille soldats sur le territoire hondurien.

« Etant numériquement inférieurs, nos troupes ont dû faire appel à des renforts que le commandement a acheminé sur place avec l'aide logistique des Etats-Unis », a précisé M. Ordoñez, confirmant ainsi officiellement la participation d'hélicoptères américains à cette opération. Le représentant du Honduras a mis en garde contre toute nouvelle « tentative de déstabilisation de ce genre ».

« Notre armée fera son devoir, celui de défendre le territoire national par tous les moyens ». Expliquant le refus de son gouvernement d'accueillir une commission d'enquête, M. Ordoñez a indiqué que « l'heure n'était pas aux vérifications, mais à l'effort global en faveur d'un règlement pacifique ».

Dans cet ordre d'idées, le représentant hondurien a exprimé son étonnement de voir le Nicaragua demander une réunion du Conseil de sécurité « alors que les pays de la région sont engagés dans le processus de Concordia, avec la promesse implicite de ne pas faire appel à d'autres moyens ».

Sur le mode véhément que l'on connaît, le représentant américain, M. Vernon Walters, qui préside ce Conseil, s'est également étonné de voir les sandinistes « demander, pour la quatrième fois, une réunion du Conseil de sécurité afin que celui-ci écoute leurs plaintes usées ».

« Le seul rôle joué par les Etats-Unis dans cette triste affaire est d'avoir prêté neuf hélicoptères pour le transport de troupes honduriennes », a-t-il affirmé, ajoutant qu'une fois de plus le Honduras est la victime de la politique nicaraguayenne d'agression caractérisée.

Le Conseil a ajourné la séance sans prendre de décision et sans fixer la date de la prochaine réunion. Dans les milieux proches du secrétaire général, l'on doute de la possibilité, pour l'ONU, d'envoyer « en ce moment précis », une commission d'enquête au Nicaragua. « Des précédents existent, mais une telle initiative, confinée à un seul pays et venant bien après les faits, pourrait être mal interprétée », remarquent ces milieux.

CHARLES LESCAUT.

ETATS-UNIS : selon des membres du Congrès

La CIA aurait commis de « sérieuses erreurs de jugement » dans l'affaire irano-nicaraguayenne

Une « restructuration majeure » de la CIA pourrait être nécessaire à la suite de l'affaire des ventes secrètes d'armes américaines à l'Iran et du détournement de fonds vers les « contras » nicaraguayens liés à ces opérations. C'est ce qu'a estimé, le mercredi 10 décembre, M. William Brockfield, le principal représentant républicain à la commission des affaires étrangères de la Chambre, devant laquelle le directeur de la CIA, M. Casey, venait de déposer pendant cinq heures et demie.

« Une dimension nouvelle »

Selon des membres de la commission, cette audition a mis en lumière de « sérieuses erreurs de jugement » dans cette affaire de la part de hauts responsables des services de renseignement. M. Casey a affirmé n'avoir eu aucune connaissance directe du détournement au profit des « contras » des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran avant les révélations faites à ce sujet fin novembre par M. Moore, le ministre de la Justice. Dans son édition du même jour, le New-York Times avait rapporté que M. Casey avait été mis au courant de ces transactions un mois auparavant.

Le directeur de la CIA a nié, selon un membre de la commission, que des fonds attribués à l'Agence ont été utilisés pour aider les « contras » et il a indiqué que l'argent avait servi à payer les armes américaines achetées par l'Iran provenant de quatre sources différentes non identifiées. Pendant son audition, M. Casey s'est refusé à répondre à un certain nombre de questions.

Sur l'implication de M. Reagan dans ces événements, les membres de la commission ont exprimé à la suite de la déposition de M. Casey

des opinions différentes. M. Brockfield a estimé que « rien de ce que le directeur de la CIA a eu à dire n'indique que le président était au courant ou aurait dû être au courant d'un quelconque méfait ». En revanche, M. Solarz, démocrate, s'est déclaré « convaincu » que M. Reagan était informé des transferts de fonds vers les rebelles anti-sandinistes. Les indications apportées par M. Casey ont ajouté, a-t-il dit, « une dimension nouvelle et significative à l'ensemble de l'affaire ».

Le président de la commission, M. Dante Fascell, a affirmé pour sa part que lorsque tous les éléments de l'affaire seront reliés, celle-ci apparaîtra « extraordinaire ». Il a précisé que les noms de « quelques personnalités, supposément » étaient apparus dans la déposition de M. Casey, mais s'est refusé à donner leur identité ou leur « nationalité ».

Dans l'avis qui le menait, mercredi, de Londres à Bruxelles, pour assister, jeudi et vendredi, à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, a affirmé que l'Irlande n'avait rien à voir avec le scandale du Watergate qui avait abouti, en 1974, à la démission de M. Nixon. Il a dit avoir abordé brièvement cette affaire, à son initiative, avec ses collègues britannique et allemand à Londres.

Enfin, selon la chaîne ABC, les Etats-Unis seraient tentés à plusieurs reprises dans le passé de faire pression sur le Koweït pour que ce pays libère les dix-sept prisonniers réclamés par le Jihad islamique en échange d'otages détenus au Liban. En réponse à ces informations, le secrétaire d'Etat adjoint, M. Whitehead a affirmé mercredi, que la politique américaine à l'égard du terrorisme n'avait pas changé.

Guy Dornicuil
NINO CERRUTI
Christian Dior
francesco smalto
YVES SAINT LAURENT
GIVENCHY

soldent aux

BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2^{ème}
Carrefour Richelieu Drouot

BERNARD CAZES

Histoire des futurs

Les figures de l'avenir
de saint Augustin au XXI^e siècle.

• Vaste collection de données, familière de saint Augustin comme de la Rand Corporation, Cazes ennuie rarement. Un livre précieux... Un musée de la prospective.

Emmanuel Le Roy Ladurie / L'EXPRESS

• Une monumentale histoire des peurs, des préjugés et des mythes qui entourent, depuis la nuit des temps, nos représentations même « scientifiques » de l'avenir. Remarquable et passionnant.

Alain-Gérard Slama / LE FIGARO

• Jamais on n'avait entrepris de classer avec cette rigueur les figures de l'avenir « de saint Augustin au vingtième siècle ».

Pierre Drouin / LE MONDE

les Visages de l'Avenir

Seghers

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES



LE VOL.
PARIS PAPEETE
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 7 500 F
66 BD SAINT-MICHEL 75006 PARIS 46 34 53 30

NOUVELLES FRONTIERES

Turbulences au sein du gouvernement et de la majorité

M. Chirac courroucé par la « bande à Léo » sous l'œil ravi des partisans de M. Barre

Le gouvernement fait la pause, et chacun à l'UDF - léotardiens, barrestes, giscardiens - fait ses comptes avec plus ou moins d'enthousiasme. Les léotardiens sortent les plus meurtris de l'épreuve de ces quinze derniers jours. Leur stratégie d'union avec le RPR est en miettes. Leur image de ministres bien sous tous rapports, paisiblement éconômés, et leur avenir au sein de ce gouvernement et, par-delà, sur le terrain présidentiel de 1988, sérieusement hypothéqué. La petite histoire de la cohabitation retiendra, en effet, que la lune de miel entre le RPR et le Parti républicain se sera achevée le lundi 8 décembre au matin, quand, recevant à l'hôtel Matignon le numéro deux du PR, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, le premier ministre, excoyé par le comportement des ministres libéraux et celui de M. Madelin en particulier, a signifié, en substance, que personne, au sein de ce gouvernement, n'était lié à personne définitivement.

Certes, depuis quelques semaines, il était patent que les ministres libéraux commencent à avoir quelques frictions avec le ministre d'Etat, M. Edouard Balladur, l'expulsion de ce cent un Miliens, difficilement acceptée par le secrétaire d'Etat libéral aux droits de l'homme, M. Claude Malhuret, un différend sur le fameux amendement « Coluche », avaient amené M. François Léotard et ses amis, lors du dernier conseil national du PR, le 15 novembre, à lancer un premier appel de phare au rouleau compresseur RPR. Or, depuis cette date, rien ne s'est arrangé, bien au contraire.

Les récentes nominations, par la CNCL, des nouveaux présidents de chaînes publiques de télévision et de radio ont été perçues par M. Léotard et ses amis - qu'on n'a pas défendues maintenant - comme un violent coup de canif dans leur contrat de garanties mutuelles avec le RPR. Dès lors, il était clair que, blessés au vif, ils ne laisseraient guère passer la première occasion pour rappeler qu'ils existent.

Ainsi, faut-il penser que le conflit universitaire n'aura été qu'un pré-

texte pour se rappeler au bon souvenir de l'omnipotent allié? C'est un peu plus que ça. M. Chirac, on a allégrement franchi. Le procès est instruit. Trois reproches sont faits essentiellement à la « bande à Léo ». D'abord son expectative calculée, MM. Léotard et Madelin n'ayant dans cette affaire, songé à avancer après de Matignon l'idée du retrait du projet. Cette démarche a été fatalement interprétée comme le « coup de pied de l'âne » au gouvernement. L'entente accordée lundi par M. Madelin au Matin de Paris, dans lequel le ministre de l'Industrie faisait valoir que « le projet ne valait pas qu'on ne batte pour le malin », constituait le deuxième reproche. En vertu du principe, énoncé naguère par M. Jean-Pierre Chevènement, selon lequel « un ministre ferme sa gueule ou démissionne », ce manquement public à la solidarité gouvernementale a mis M. Chirac dans tous ses états.

Enfin, dernier reproche, les responsables du RPR pardonnent difficilement aux dirigeants du PR de s'être dévoués, dans l'histoire du règlement de ce dossier, au rôle éminent qui, manifestement, ne fut pas le leur. Ils leur reprochent d'avoir

tenté, par une campagne de désinformation assez subtile, de laisser croire que, grâce à l'active pression de M. Léotard, M. Chirac avait finalement reculé. Visiblement courroucé par tant de hardiesse, l'un des principaux dirigeants du RPR accuse, ni plus ni moins, le PR « de chercher à avoir une déquette plus grosse que son nez ».

Comme l'admet un cadre léotardien, entre le gouvernement et les ministres libéraux, il y a donc « du tirage ». A la colère du RPR, répond l'exaspération des dirigeants du PR. « Si on voulait avoir un gouvernement cohésif et réactionnaire, il ne fallait pas faire appel à nous. La victoire du 16 mars a été acquise en commun. Nous n'étions pas des suppléants, et pas plus qu'hier, nous n'avons voté à la dévotion. Ce qui est contesté, ce n'est pas la libéralisme. C'est la manière autoritaire de faire passer un certain nombre de réformes ».

Officiellement, ces propos sont destinés à « être que » simples rappels aux règles de la bienséance.

Au bureau politique du PR du mardi 9 décembre, le consensus a été le suivant : « on » colle au gouvernement, on plait, on « recolle ». Y a-t-il d'autre choix? « Pratiquer une politique de rupture, convient sans



Un entretien avec M. Rudloff

La majorité sénatoriale ne veut pas ajourner la réforme des prisons

M. Marcel Rudloff, sénateur (UDF-CDS) du Bas-Rhin, a fait approuver, mercredi 10 décembre, par la majorité de la commission des lois (socialistes et communistes votant contre), son rapport sur le projet de loi relatif aux prisons, présenté par M. Alain Chandon, garde des sceaux ministre de la justice.

— Êtes-vous favorable au maintien du projet de loi dans l'ordre du jour du Sénat?

— Il est indispensable de se préoccuper d'urgence du système pénitentiaire et de réfléchir à une amélioration d'une situation, au moins aussi explosive que celle des universités. Je ne prétends pas que la voie proposée soit la meilleure, elle mérite d'être explorée. Le débat est prévu les 18 et 19 décembre, et le Sénat a le devoir de faire connaître son point de vue; il serait désastreux que le processus législatif ne soit pas entaché.

— Sa discussion pourrait-elle être achevée au palais de Luxembourg avant la fin de la session?

— Compte tenu des autres textes inscrits, peut-être n'aurons-nous le temps que de procéder à la discussion générale. Cette solution est possible, même si elle n'est pas idéale. Elle manifesterait la volonté du gouvernement et de la majorité de ne pas renvoyer ce sujet aux calendes grecques; elle montrerait notre loyauté et notre refus d'une débandade totale.

— Quelles modifications proposez-vous?

— Deux innovations. La première consiste à amorcer une spécialisation effective des établissements pénitentiaires; les nouveaux établissements seraient, d'une part, destinés aux détenus provisoires, de l'autre, à des condamnés à des peines inférieures ou égales à trois ans; ces prisons « légères » - légères parce qu'elles auront moins de gardiens - seraient réservées à de petits délinquants et rendraient possible leur séparation d'avec les grands délinquants. Tous les effets dangereux de la promiscuité actuelle en seraient atténués d'autant.

— Quelle est votre seconde idée?

— L'extension des peines peut mettre en cause l'autorité de l'Etat, sa souveraineté. Le projet de loi prévoit que l'administration de la liberté, dont le greffe, reste à l'Etat. La discipline, la contrainte et le port d'armes doivent également lui être conservés. Ces trois responsabilités ne peuvent et ne doivent être confiées qu'à des fonctionnaires, ni détachés ni mis à disposition mais affectés à ces nouveaux établissements, ce qui les maintiendrait dans la hiérarchie pénitentiaire, dépendant directement du ministre de la justice.

— Le directeur serait-il le seul à être fonctionnaire?

— Non. Il serait assisté d'un étamajor. En fait, c'est tout l'encadrement qui devrait être assuré par des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire.

— A combien évaluez-vous le pourcentage fonctionnaires - autres personnels?

— Les fonctionnaires représenteraient entre 15 et 20 % des personnels de ces établissements.

— Si votre proposition n'était pas acceptée, jugeriez-vous le texte entaché d'anticonstitutionnalité?

— A défaut d'être anticonstitutionnel, le texte serait à tout le moins choquant. L'extension des peines n'est déjà plus tout à fait aux mains de l'Etat. Par exemple, pour les TIG (travaux d'intérêt général), l'Etat laisse une grande liberté d'appréciation aux associations ou aux collectivités locales. Le mauvais, dans le texte proposé, est que l'autorité de l'Etat n'apparaît pas.

— Après ces modifications, peut-on encore parler d'un projet de loi relatif au fonctionnement des établissements pénitentiaires, comme le dispose l'actuel?

— Je n'ai pas de réponse à cette question. La formation de tous les personnels - et quel que soit leur statut - relevant de ces nouveaux établissements soit assurée par l'Etat et que chacun fasse son devoir, nous avons raison de considérer que cette réforme est en fait relative « au service public pénitentiaire ».

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Giscard d'Estaing : il faut changer de rythme et de méthode

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, jeudi 11 décembre, à RTL : « La pause des réformes ne doit pas signifier la reconnaissance d'un échec global. Il y a des choses qui marchent, notamment la libéralisation de l'économie et la privatisation. » Il ne faut pas arrêter l'action. Il faut changer de rythme et de méthode. Il faut plus de pragmatisme et moins d'idéologie », a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'attitude de M. Mitterrand, l'ancien président de la République a déclaré : « Les espérances, les mots d'ordre du mouvement étudiant ne doivent être repris par personne. Ils appartiennent aux étudiants. Ce n'est ni au président ni à moi de les reprendre à son compte. » Selon lui, la cohabitation n'est pas « responsable » de la situation qui a été créée : « Cela n'a pas été un blocage entre le président et le gouvernement, mais un blocage entre le gouvernement et les étudiants. »

● CHIRAC A EU RAISON. MAIS MITTERRAND EN PROFITE. — 78 % des Français (et 83 % des 15-25 ans) donnent raison à M. Chirac d'avoir retiré le projet Devaquet, selon un sondage IPSOS, publié dans VSD. Mais 53 % pensent que c'est François Mitterrand qui a tiré le plus grand profit de ces derniers événements, et 40 % que le PS est le parti politique qui en est le premier bénéficiaire.

Barnett
Chemisier Habilleur
19, AV. VICTOR-HUGO 16

OFFRE EXCEPTIONNELLE
"ENTREE DE SAISON"
COSTUME PURE LAINE
AVOS MESURES
2500F
Cadeau aux lecteurs

9 H 30 A 19 H - TEL. 45 01 86 30

Que faire de la « pause » ?

« Il ne faut pas confondre changement de rythme et pause », a déclaré le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. André Rosencrot, le mercredi 10 décembre, à l'Assemblée nationale, en affirmant que l'ordre du jour de la session de printemps comprendra, outre le projet de loi de programmation militaire, les réformes des hôpitaux et du code de la nationalité, ainsi que les textes relatifs à l'épargne, aux relations entre le citoyen et les administrations fiscales et douanières, et aux retraites.

Telles sont les intentions du gouvernement, affichées par M. Rosencrot en réponse à une question de M. Jean-Pierre Stébois, député des Hauts-de-Seine, secrétaire général du Front national, qui avait dénoncé dans la pause de l'activité législative une « nouvelle recule » du gouvernement et réclamé le maintien du projet de réforme du code de la nationalité en l'ajoutant : « Etre Français, ce n'est pas un droit, c'est une obligation, c'est une responsabilité, c'est un devoir. »

Changement de rythme? « Je souhaite que ce soit, plutôt, un changement de méthode », avait déclaré M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, secrétaire général du CDS. « Totalement solitaire du gouvernement », selon son président, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, le CDS estime, a-t-il dit, que les « théoriciens » doivent, à présent, laisser la place à « aux hommes de terrain et au pragmatisme ». Pour M. Méhaignerie, qui parlait sur Europe 1, c'est « lorsque le jour du commerce sera arrivé » qu'il faudra « aborder de nouveau et en profondeur » les problèmes de société, tels que la réforme de l'éducation, le code de la nationalité et les prisons.

« On a vu, dans l'actualité récente, non à ceux qui ont cherché à donner des satisfactions idéologiques à une partie de l'électorat », a-t-il dit. M. Barrot, la réforme du code de la nationalité ne revêt pas, à ses yeux, un caractère « indispensable ». Les prisons posent « un vrai problème », mais, comme la réforme des hôpitaux, la création d'établisse-

ments pénitentiaires privés doit être examinée « de très près ».

La pause, « ce n'est pas le repos », a dit M. Alain Juppé (RPR), ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée, est d'accord : la pause, selon lui, c'est l'occasion de « réexaminer les projets » et de « se mettre à l'écoute des Français pour savoir ce qu'ils pensent, plutôt que de l'apprendre par des manifestations ». Les députés doivent, selon M. Gaudin, sortir du « ghetto » parlementaire et tenter de franchir le « fossé » qui sépare la classe politique, particulièrement de la jeunesse. Il sera, alors, de « réduire » les « réformes » envisagées.

M. Gaudin entend mettre ce délai à profit, aussi, pour refaire l'unité de l'UDF, qui « a bien besoin, pour commencer, de « solidarité interne ». Entre ceux, par exemple, qui, comme le CDS, se veulent solidaires du gouvernement et ceux qui, comme M. Jean-Pierre Soisson, député (UDF-PR) de l'Yonne, barrestes, jugent que M. Jacques Chirac « sort affaibli » de la crise, à l'avantage de M. François Mitterrand.

Les voix ne manquent pas, y compris au RPR, pour critiquer la méthode gouvernementale et regretter, que les problèmes de société n'aient pas été traités plus vite, en même temps que les problèmes économiques. C'est l'avis de M. Gabriel Kasperoff, député (RPR-Paris), qui aurait souhaité, aussi, que le problème des chaînes de télévision - « toutes contre nous », juge-t-il - « ait été réglé plus rapidement ».

« On a sprinté, maintenant on marche », explique de son côté, M. Francis Borotra, député des Yvelines, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR. L'urgence, l'opposition ne se fait pas le terrain de l'économie pour « faire un débat public », ajoutait-il, et, jusqu'à « y a aussi consensus » dans l'opinion sur la politique de sécurité, voilà deux terrains sur lesquels la majorité peut reprendre son souffle.

P. J.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 10 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand.

Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● LE STATUT DES NAVIRES

Le secrétaire d'Etat à la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer.

Ce projet de loi, annoncé par le premier ministre dans le plan de rénovation de la marine marchande, aménage le régime de la propriété quinquennale des navires de commerce, de pêche et de plaisance.

Il définit et limite plus clairement les engagements financiers des copropriétaires et accroît la garantie offerte aux créanciers, tout en conservant aux quinquennaires l'avantage de la transparence fiscale pour les bénéfices et les amortissements.

Ainsi, le projet de loi vise à rendre cette forme de placement plus attractive pour les investisseurs, afin de faciliter la constitution de notre flotte de commerce.

● LA POLITIQUE DE L'ACCUEIL TOURISTIQUE

Le secrétaire d'Etat chargé du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de l'accueil touristique.

La création de la Maison de France, décidée il y a quelques semaines, vise à organiser la promotion des produits touristiques. Parallèlement, il importe d'améliorer la qualité de l'accueil des touristes dans notre pays. Une politique en ce sens sera mise en place et conduite en étroite association avec les organisations professionnelles et les collectivités territoriales. Elle vise trois objectifs :

1) Améliorer l'information destinée aux touristes étrangers venant visiter la France ;

— L'installation de bureaux d'accueil et d'information et la diffusion de livrets d'information en quatre langues seront amplifiés durant l'été 1987 ;

— Une opération d'accueil linguistique des touristes étrangers par de jeunes Français sera lancée ;

— Pour ces opérations, des jeunes seront recrutés, notamment sur des contrats de travail d'utilité collective ;

2) Mobiliser les professionnels autour de thèmes de l'accueil ;

— Dix grands forums régionaux de l'accueil seront organisés par le secrétaire d'Etat ;

— Celles-ci passeront des conventions avec les chambres de commerce et d'industrie intéressées par des expériences pilotes de promotion touristique dans leur département ;

— Un guide d'accueil sera largement diffusé chez les professionnels du tourisme ;

— Des conseils, composés de hauts personnels étrangers, seront installés à partir de janvier 1987 pour mieux analyser les attentes particulières des clients étrangers en matière de produits touristiques français ;

3) Soutenir davantage la population à l'importance de l'accueil ;

— Avant le début de la saison d'été 1987, une grande campagne nationale de sensibilisation des Français à ce problème sera lancée ;

— De plus, un concours sera organisé pour désigner les meilleurs ambassadeurs de l'accueil touristique français, et une action spécifique de destination des jeunes sera mise en place ;

— Pour 1987, le secrétaire d'Etat chargé du tourisme engagera 6 millions de francs de dépenses au titre de la politique de l'accueil.

Politique

A l'Assemblée nationale

Les titulaires de contrats de conversion pourront recourir aux juridictions prud'homales

Dernière étape du dispositif législatif entamé par la loi du 3 juillet 1986 sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les projets de loi relatifs aux procédures de licenciement et portant réforme des conseils de prud'hommes (le Monde du 10 décembre) ont été adoptés en première lecture, à l'Assemblée nationale, les 9 et

10 décembre. Les navettes entre les deux assemblées devraient être rapides car les nouvelles dispositions législatives devront entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1987. Les retouches apportées par les députés à la copie de M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, ont été, dans l'ensemble, plus de forme que de fond; à une notable exception près.

Le texte sur les licenciements, «collant» en effet à l'accord interprofessionnel sur l'emploi, la marge de manœuvre du Parlement s'en est trouvée limitée. Cela ne va d'ailleurs pas sans poser question quant à la vocation législative des Assemblées, même si le Parlement en avait lui-même accepté le principe dans la loi du 3 juillet 1986.

Les problèmes juridiques soulevés par la nature des contrats de conversion (cinq mois, 70 % du salaire, trois cents heures de formation) posés aux conseils économiques ont bien montré, au cours de la discussion, combien était difficile la traduction en termes législatifs d'un accord interprofessionnel comme celui signé le 20 octobre par les partenaires sociaux (FO, CFDT, CFTC et CNPF). Le rapporteur de la commission des affaires sociales et culturelles, M. Edouard Pinte (RPR, Yvelines), a souligné le caractère «hybride» de la nature juridique du contrat de conversion, tel qu'il apparaît dans l'accord du 20 octobre: ni tout à fait licenciement ni tout à fait rupture du contrat de travail au sens strict.

M. Pinte, appuyé par le ministre, a répondu en deux temps à ce cas-là: en déposant, d'une part, un amendement à l'article 12 sur les contrats de conversion et, d'autre part, en amendement l'article 11 du projet sur les conseils de prud'hommes.

Ce faisant, le député RPR ne touchait pas à l'accord du 20 octobre mais faisait tout de même tomber l'obstacle. Le principe du recours possible aux juridictions prud'homales, pour ceux qui choisissent les contrats de conversion, a donc été inscrit dans le projet de loi sur les licenciements économiques: «les litiges relatifs à cette rupture (du contrat de travail) relèvent de la compétence des conseils de prud'hommes, dans les conditions prévues à l'article L.511-1». Le second amendement a modifié cet article L.511-1 du projet réformant les conseils de prud'hommes, de façon à prévoir, a expliqué le rapporteur, que «les procédures de recours ayant trait aux licenciements à caractère économique s'appliquent à la rupture du contrat de travail entraînée par le choix du contrat de conversion».

En revanche, le gouvernement n'a pas suivi le groupe socialiste qui, par la voix de M. Gérard Collomb (PS, Rhône) souhaitait que la rupture du contrat de travail (préalable à l'obtention du contrat de conversion) soit remplacée par une simple suspension temporaire. «Selon le contrat de conversion, si l'intéressé n'a pas retrouvé de travail à la fin des cinq mois, il entre dans le champ normal de la réglementation sur le chômage», a répondu M. Pinte. Il n'est pas possible de suspendre un contrat de travail qui ne pourrait en aucun cas être révoqué à l'issue du contrat de conversion. C'est également en vain que les députés socialistes ont demandé au gouvernement que les licenciements pour fin de chantier (notamment dans les travaux publics) puissent bénéficier des procédures de licenciement prévues par le texte. M. Seguin a rappelé que ce n'était pas «conforme aux usages de la profession».

Augmentation des litiges

L'Assemblée nationale a adopté, d'autre part, un amendement qui précise qu'en cas de licenciement ne répondant pas à un motif économique ou disciplinaire, l'employeur est tenu, à la demande écrite du salarié, d'expliquer les causes réelles et sérieuses du licenciement, et non plus seulement «les motifs du licenciement».

S'agissant du projet de loi améliorant le fonctionnement des prud'hommes, l'opposition a critiqué certains détails de ce texte qui doit permettre aux juridictions prud'homales de faire face à l'afflux de litiges entraînés par le nouveau dispositif législatif. Ce projet doit permettre également de raccourcir les délais de procédure (dix mois actuellement en moyenne, trente-quatre mois dans certaines localités).

Les députés communistes, comme ceux du Front national, ont contesté la création d'une chambre spécialisée dans les contentieux relatifs aux licenciements économiques. Cette chambre statuerait en urgence, selon une procédure définie par décret. «Tribunal d'exception, chargé de rendre une justice plus ou moins expéditive», pour M. Guy Decolme (PCF, Hauts-de-Seine), cette chambre, si elle est créée, sera désignée (Front national, Oise), de prononcer «des jugements faits d'avance». «Peut-être pourra-t-on la remplacer un jour par un ordinateur», a ironisé le député du Front national. «Vous vous livrez à un amalgame et vous faites peu de cas des juridictions qui ont fait leurs preuves en cent quatre-vingt ans d'existence», a répondu M. Jean Arthaud, secrétaire d'Etat chargé des affaires sociales et de l'emploi. «La procédure rapide sera une protection pour l'entreprise, comme pour le salarié».

Enfin, pour éviter les doubles inscriptions sur les listes électorales des prud'hommes, les députés ont adopté un amendement du gouvernement qui prévoit que le numéro de sécurité sociale des salariés sera désormais inscrit sur ces listes.

PIERRE SERVANT.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS demande le remplacement de M. Pons

NOUMÉA
de notre correspondant

La Nouvelle-Calédonie s'installe chaque jour davantage dans l'impasse. En révisant les contradictions jusqu'aux limites de la rupture, la visite de M. Bernard Pons sur le «canon», qui s'achève ce jeudi 11 décembre, aura précipité la crise qui couvait depuis plusieurs semaines entre le FLNKS et le gouvernement. Le divorce est maintenant consommé, après la décision prise par le bureau politique du FLNKS, à l'issue d'un entretien avec le ministre des DOM-TOM, de «demander au président de la République de destituer M. Pons du dossier calédonien».

Les indépendantistes reprochent à l'ancien secrétaire général du RPR d'avoir mené «un dialogue à sens unique» et de s'être fait «le porte-parole de la droite locale», en contournant de quel il s'agit de discuter «qu'avec son sno-

beur». An lendemain de ses premières propositions sur l'avenir institutionnel de l'archipel, c'est donc une fin de non-recevoir que vient d'envoyer M. Pons, qui semble d'ailleurs s'être fait une raison de l'opposition irréductible du FLNKS.

Le ministre des DOM-TOM affiche une sérénité d'autant plus insolite qu'il considère avoir fait de son côté de «larges concessions». Sa proposition de réviser le critère des «trois années de résidence» dans la définition du corps électoral appelé à voter lors du prochain scrutin d'autodétermination va, en effet, bien au-delà des dispositions du code électoral auquel il avait lui-même fait référence le 1^{er} décembre. Mais une telle restriction qui vise environ dix mille personnes sur un total de quatre-vingt mille électeurs inscrits — ne modifie que de manière marginale le rapport des forces politiques. D'où l'hostilité des indépendantistes. Ces derniers, en outre, ne peuvent que rejeter la proposition de «large autonomie interne» proposée par le ministre dans la mesure où, précisant le numéro deux du FLNKS M. Yvénès Yvénès, «l'autonomie est pour nous dépassée».

La encore, M. Pons argue de sa «bonne volonté»: il maintient les quatre régions issues de l'ancien statut Fabius-Pisani, même s'il les redessine. Les nouvelles délimitations feront apparaître une grosse région sud (confusion des communes de Fie de l'Est et de l'Est), une région ouest et une région est (au lieu du Centre et du Nord), la région des îles Loyauté étant conservée telle quelle.

Fait de ces deux «gestes d'ouverture», M. Pons est résolu à aller jusqu'au bout, multipliant les avances vers l'adversaire des indépendantistes. «Si les extrémistes du FLNKS ne participent pas au référendum, cela ne changera rien à la détermination du gouvernement français», a-t-il expliqué jeudi à Nouméa, devant un auditoire de

loyalistes. «Il n'y aura pas de boycottage actif; ce qui s'est passé en 1984-1985 ne se renouvellera plus, a-t-il poursuivi. Nous allons continuer les actions de présence et de sécurisation en brousse».

Le premier effet de cette campagne de clarification ne s'est pas fait attendre: dans le camp indépendantiste, c'est l'annonce d'une «union sacrée» rassemblant aux côtés du FLNKS deux autres petits partis pesant un total de 9 % des voix, le parti LKS (Libération kanak socialiste) et le PFK (Parti fédéral kanak). M. Pons, instruit de l'échec de la tentative de «transition force», lancée par les socialistes, n'a visiblement pas cherché à séduire ces dissidents modérés issus du FLNKS, même s'il a tenu à les rencontrer.

«Tel que les choses se présentent, nous refuserions de participer à ce référendum, car il signifie la minorisation officielle du peuple kanak», a expliqué M. Jacques Lalit, porte-parole du LKS, après s'être entretenu avec M. Pons. Même déception chez M. Gabriel Patta, dirigeant du PFK, pour qui, «à entendre le ministre, on a l'impression que le peuple indigène n'existe pas. Dans ces conditions, nous pensons nous abstenir».

Du côté loyaliste, les propositions de M. Pons ont trouvé un écho favorable. Le RPCR — qui a été très étroitement associé à la mise au point de ce projet — «ne voit pas d'obstacle à la conclusion des trois années de résidence», estimant même qu'une telle disposition conforterait les résultats du scrutin qui s'imposeraient à la communauté internationale. En revanche, les partis d'extrême droite, également consultés par M. Pons, ne cachent pas leur opposition. Le Front calédonien estime qu'il s'agit là d'une «nouvelle recrudescence du gouvernement», tandis que le Front national s'interroge sur «l'utilité d'une telle concession sans contre-partie de la part du FLNKS».

FREDERIC BOBIN.

GUADELOUPE:

une militante indépendantiste condamnée à cinq ans de prison

M^{lle} Letta Cassabé, militante du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (MIGI), a été condamnée, le mardi 9 décembre, à cinq ans de prison, dont deux avec sursis, pour l'attentat qui, le 14 novembre 1983, avait blessé vingt-trois personnes à la préfecture de la Guadeloupe.

A l'audience, M^{lle} Cassabé avait déclaré que «la violence des minorités agissantes» ne faisait pas avancer «la cause de l'indépendance nationale», rejoignant ainsi les thèses de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, principale formation indépendantiste de l'archipel. — (Corresp.)

1968 - 1986
un livre
une série
télévisée

DANY COHN-BENDIT

NOUS L'AVONS
TANT AIMÉE,
LA RÉVOLUTION

Qui d'autre mieux que lui pouvait oser ce douloureux pèlerinage? Roi de la révolution française de l'an 88, Daniel Cohn-Bendit est parti à la recherche de ceux qui, comme lui, ont voulu un jour changer la vie en occident, et que la vie s'est chargée de changer - l'un et l'autre passionnément.

E. Schmitz / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Pour sa part, l'enfant terrible de Mai 68 n'a pas renoncé à ses idéaux.

A. Woodrow / LE MONDE

Le livre et la série de Daniel Cohn-Bendit marquent une date et témoignent de façon exceptionnelle de l'émotion d'une époque, la nôtre.

J. C. Raspigeas / TELERAMA

L'album est illustré de très belles photos d'époque, mais les propos sont d'aujourd'hui.

P. Enckel / L'EVENEMENT DU JEUDI

L'enquête menée par Dany Cohn-Bendit a ceci de passionnant qu'elle est internationale.

F. Ewald / LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

Et:
Antenne 2 (Apostrophes), TFI, FR3, Canal Plus, les télévisions allemande, italienne, espagnole, portugaise, brésilienne, Newsweek, le Spiegel, la Stampa, Cambio, Jornal do Brasil, El País, Frankfurter Allgemeine Zeitung, etc.

1 volume 148 F
Conception graphique Hans Beyhmen

barraut

Tout ce que vous souhaitez. Et plus.

Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.

Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.

Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.

C'est ça, les hôtels Holiday Inn.

You're more than welcome.

POUR TOUTE RÉSERVATION, CONTACTEZ VOTRE BUREAU DE RÉSERVATION À PARIS: (1) 43 55 39 03, OU L'UN DES 10 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.
LILLE AÉROPORT 20 52 52 02 - LILLE NORD-MARCO-EN-BANQUE 20 72 72 30 - LYON ATLAS (OUVREMENT PERMANENT) 03 48 54 54 54 - NICE AÉROPORT 03 91 51 51 - PARIS-CDG (1) 46 57 26 56 - PARIS-PLAZA DE LA RÉPUBLIQUE (1) 43 55 44 34 - PARIS-PORT DE VERSAILLES (1) 45 33 74 63 - PARIS-BOISSY-CHARLES DE GAULLE (1) 38 88 00 22 - PARIS-LEVALLOIS (1) 39 46 96 98 - STRASBOURG 03 35 70 00
*VOUS Serez toujours les bienvenus.

Politique

La manifestation des étudiants et des lycéens

Cris et recueillement

La fin de quelque chose. La mort de Malik, bien sûr. Omniprésente. Tout le contraire de l'inspiration portée sur une gerbe de glaçons et d'iris. « La mort est silencieuse ». Une mort tonitruante à force de cris et de recueillement mêlés au long de la manifestation. Mais aussi comme une nostalgie déjà, de ces trois semaines qui ont ébranlé le gouvernement. Sous le ciel bas et dans l'air froidement de décembre, la grande aventure s'achève.

Gris et noir c'était un peu la couleur mercredi après-midi, de Denfert-Rochereau à la place de la Nation. Noir du calicot large comme une avenue en tête du cortège, sous les mains de la famille des jeunes manifestants blessés jeudi dernier et des membres de la Coordination nationale des étudiants. Noir des brassards de deuil. Gris du retour au quotidien, aux emplois du temps sans surprise, aux amphithéâtres sans passion. Gris d'une amère victoire payée de trop de brutalités et de violence.

Mais une vraie victoire tout de même. Les lycéens et les étudiants ont eu le dernier mot avant de reprendre les cours. Une fois encore, ils ont défié un gouvernement qui les avait crus assez dociles pour regagner le lycée ou la fac une fois le projet de loi retiré.

Pari tenu à l'évidence. Trois cent mille manifestants, quatre cent mille peut-être, alors que la revendication initiale — le retrait du projet — avait été satisfaite. Ni récupération ni provocation. Henri Krasucki,

Georges Marchais, Georgina Dufour, Edmond Maire, Jacques Pommatan étaient là. Mais au sein du cortège, et sans bannière déployée, les bras ballants. Les badges des partis ou organisations se faisaient discrets et ils voilaient toujours avec l'anticoût des étudiants : « Plus jamais ça ! », en réponse aux brutalités policières.

Quant aux provocations, échec et mat. Au moment où le ministre de l'Intérieur soufflait sur les braises de l'Assemblée nationale, les organisateurs pressaient les manifestants de se disperser dès leur arrivée à la Nation, dans le calme et la dignité : « On nous attend au coin du bois », déclarait un membre de la Coordination nationale. « Nous allons montrer que notre force c'est notre sens des responsabilités. Et demain il n'y aura aucune photo de magistrats pillés. » Pour la première fois depuis trois semaines, les étudiants ont pu clamer : « Nous avons gagné, nous ne l'oublierons jamais ».

Le nom de la colère

Victoire des étudiants, cette manifestation l'était cependant pas tout à fait la leur. Les adultes l'avaient envahie. Les syndicats étaient en nombre : la CGDT, le SGEN, le SNESup, le SNES. La CGT surtout avait mis le paquet. Embolant le pas aux étudiants, ses militants trouvaient dans la victoire sur le projet Devaquet de nouvelles

raisons d'espérer. « On a vu que le gouvernement était prêt à plier devant la masse, confiait un postier cégétiste. A nous de profiter de la brèche. » On était loin, cependant, de la jonction entre étudiants et travailleurs. Quelques syndicalistes égarés dans les rangs étudiants n'y ont guère trouvé l'hospitalité.

Mais tous, lycéens et ouvriers, étudiants et parents d'élèves, isolés ou organisés, étaient venus pour « protester contre la répression ». La mort d'un jeune de vingt-deux ans les avait bouleversés. Devaquet, Monory étaient tombés sur des oubliettes face à cette réalité. Comme la tête du cortège, comme plus loin les militants de la CGT ou en queue les parents de la PCPE, beaucoup avançaient silencieusement. La foule des lycéens, des étudiants ou des enseignants renouait à se taire. Cui. Puis à nouveau recueillement. Mais qu'ils la hurlent ou la brandissent sur leurs pancartes, la colère n'avait qu'un nom : Pasqua.

Alors que pas le moindre policier ne montrait le bout de son casque, le ministre de l'Intérieur était la vedette involontaire de cette manifestation. Vilipendé par tous, cible de tous les slogans, désigné comme l'unique responsable de toutes les violences, « Pasqua casseur », Venns nombreux de leurs banlieues, les amis du jeune Abdel Benyahia, tué à Pantin par un inspecteur de police, le répétaient à temps et à contretemps.

Les étudiants des Arts décoratifs le dissimulaient à leur façon, plus symbolique et plus spectaculaire. Vêtu d'une blouse blanche, un manifestant s'écroulait soudain sur le bitume. Un autre, mimant l'enquête policière, traçait aussitôt à la peinture le contour du corps et marquait le cœur d'une tâche rouge. Un troisième inscrivait dans la silhouette : « Plus jamais ça ».

La manifestation dispersée dans la nuit, les discours expédiés, quelques-uns trouvaient « trop court d'en rester là ». Un projet de loi retiré, un ministre démissionné, à leurs yeux la besogne n'était pas terminée. Il leur fallait la tête du premier ministre. Quelques empoignades pour tenter d'entraîner une troupe bien fournie. Bordées d'injures contre le service d'ordre traité de « SO facho », contre les « casques blancs », le « groupe de surveillance », à 19 heures, quelques centaines de personnes se dirigèrent vers l'Hôtel de ville en criant : « Chirac, devine qui vient dîner ? ».

La première manifestation de cet automne plus chaud que de coutume, potache et allégre, s'était heurtée aux grilles de l'Assemblée nationale. La deuxième avait éclaté sous les coups de matraques. La troisième se dissout en douceur. Les étudiants et les lycéens ont remporté une victoire et perdu un copain. En quinze jours, ils ont beaucoup appris.

PHILIPPE BERNARD.
GÉRARD COURTOIS.
CHARLES VIAL.

Triste soir pour les casseurs

Un service d'ordre implacable, regroupant des étudiants, des syndicalistes de la CGT et de la CFDT et des militants de la Ligue communiste, joints aux fameux « casques blancs », a empêché les casseurs d'entraîner avec eux une fraction significative de manifestants.

Ils essaient pourtant. Alors que la manifestation se disperse vers 19 heures, une poignée d'individus décidés, jeunes chômeurs venus de la banlieue, fleurant le vin et le bière, mélangés à des vétérans de l'autonomie, tentent de lancer le slogan : « A l'Hôtel de ville la. Plus d'une heure, cependant, le service d'ordre empêche les provocateurs d'écarter directement les manifestants. « SO, facho la, orient les plus excités. On se traite mutuellement de « facho ». « Laissez-les passer la nuit les casseurs », au service d'ordre, en parlant des manifestants.

Mais, apparemment, ça n'a pas brûlé pas d'envie d'en découdre. De guerre lasse, la chaîne se brise vers 19 heures, ne laissant alors passer que quelques centaines de lycéens et d'étudiants qui partent en rampe vers l'Hôtel de ville.

Puis, devant la présence massive de policiers, ils bifurquent vers le quartier Latin. Mais le petit cortège qui « casse » Pasqua, démission le fond à vue d'œil.

Il ne s'agit pas qu'une meute courtoise à se trouver face à des effectifs de police — et journalistes — impressionnés, près de l'église Saint-Julien-le-Pauvre. Voyant la partie perdue, les éléments les plus durs ont lâché en cours de route. « On n'est pas des casseurs », scandent-ils en levant les bras, pour la plus grande joie des photographes.

Un dialogue burlesque s'engage avec les CRS, visiblement étonnés : « Avec la tête que vous avez, vous auriez pu faire autre chose que communiste », dit l'un. « Ah, j'ai essayé, mais j'ai raté le concours », répond l'autre. On se fait photographier une cinse sur la poitrine devant les forces de l'ordre. Cédant au froid, on renforce finalement la chaîne, non sans avoir aré au boulevard Saint-Michel, désespérément qu'elle de forces de l'ordre. Les meilleurs monômes ont une fin.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Ressource de l'écrit

Les manifestants se sont emparés des murs et ont noté sévèrement M. Pasqua, le « ministre de l'intérieur » comme l'écrit un graffiti. Tout au long du parcours : « Pasqua, honte à toi ! Il avait vingt-deux ans ! » « Malik est mort. Pourquoi ? Pasqua, télévisé obligé : « Pasqua sur minitel : tapez Malik. » Mais le plus souvent sur les banderoles, parfois la simplicité d'une image simple : « Il ne pourront couper toutes les fleurs, mais ils n'empêcheront jamais la venue du printemps. » Ou cette forme de dévotion, cette inscription à la fenêtre de l'Institut de pathologie humaine : « La médecine, c'est la préhistoire. » Et l'émotion toujours prête à sourdre : « Docteur, dites-moi pourquoi mon cœur flanche quand on me tape sur la tête ? »

Avec les « casques blancs »

Les soixante-huitards s'interposent

A midi, ils se sont vus sur la tête des casques blancs de chantier. Petit instant d'émotion : « L'ONU des manifestations », pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Mignard (avocat), était née. Un groupe de soixante-dix médecins, magistrats, avocats et hauts fonctionnaires venait de recevoir amicalement, contre la présentation de leur carte professionnelle, ce casque flamboyant neuf frappé d'un auto-collant signalant en boue et due forme : « Groupe de surveillance ».

Bernard Kouchner (Médecin du monde) s'amuse encore de la tête du livreur qui a apporté les trois cents

casques commandés, chez un ami, avenue Paul-Doumer, dans le seizième. « Il n'avait jamais vu ça. Un « casque blanc », qui a le plus souvent à sa ceinture son heureuse « enquête : il faut le rendre à la fin ? » Non, non rassure un animateur. « Vous en êtes propriétaire pour la prochaine manifestation. » 18 F le casque pour une BA civique.

Tout au long du parcours, on les a vus par groupes de deux ou trois observer le cortège des jeunes. Et dix fois, cent fois, ils ont expliqué qu'ils étaient là : « en cas d'effervescence », pour témoigner, éviter que de sinistres bavures ne se reproduisent. L'idée est venue à Bernard Kouchner, Yves Lemoine (magistrat), Jacques Lebas (Médecin du monde), Francis Teitgen (avocat), François Hollande (conseiller référendaire à la Cour des comptes) et Jean-Pierre Mignard, dans la nuit de vendredi à samedi, au cours d'une « visite » dans le quartier de la Sorbonne.

roale, 18 heures, ça tanguait. Des manifestants les prévenaient que « cinq casseurs » s'empaignent avec le service d'ordre. Un « casque blanc » à un autre « casque blanc » : « On va voir ? ». « Euh... » Ils iront.

La nuit tombée, leur mission devient plus difficile. Ils ont bien une voiture PC, garée à proximité de la place de la Nation, mais aucun moyen de communication radio. « Ça manque, ça manque », dit une avocate qui a oublié de prendre un gros manteau et de laisser son cartable à son cabinet. Bien sûr, il y a des sceptiques : « Tu vas voir, si ça tague, ils vont se barrer », les moqueurs : « Tiens, v'la les papy ». Mais pas pour longtemps.

Les anciens soixante-huitards, qui tirent sagement sur leur pipe ou tissent leur cigarillo, vont bien sûr prouver leur utilité. A 19 heures, rue du Faubourg-Saint-Antoine, c'est la première vraie tension de la journée. Trois cents manifestants tentent de forcer un barrage du service d'ordre pour marcher vers l'Hôtel de ville. Une dizaine de « casques blancs » foncent pour discuter.

« Maintenant, la manifestation s'arrête. J'ai pas envie que vous preniez des grenades dans la gueule. Les jeunes ont gagné. » « Quels jeunes ? Les étudiants, demain, ce seront nos chefs. » On envoie : « Tot, t'es avocat. Tu as une bonne pays. Tu nous la distribues ? Eh, les mecs, ils nous la distribuent ! Arrête, demain, tu retournes à ton boulot, moi, je retournes à mon merdier. »

Les propos sont durs, mais permettent à la tension de retomber. Au passage, les « casques blancs » sont presque devenus, sans s'en rendre compte, une force d'interposition. Ils seront encore là, attentifs, calmes, devant le pont au Double, où une dernière poignée de manifestants s'avancent les bras levés, face à un cordon de CRS.

LAURENT GRELSAMER.

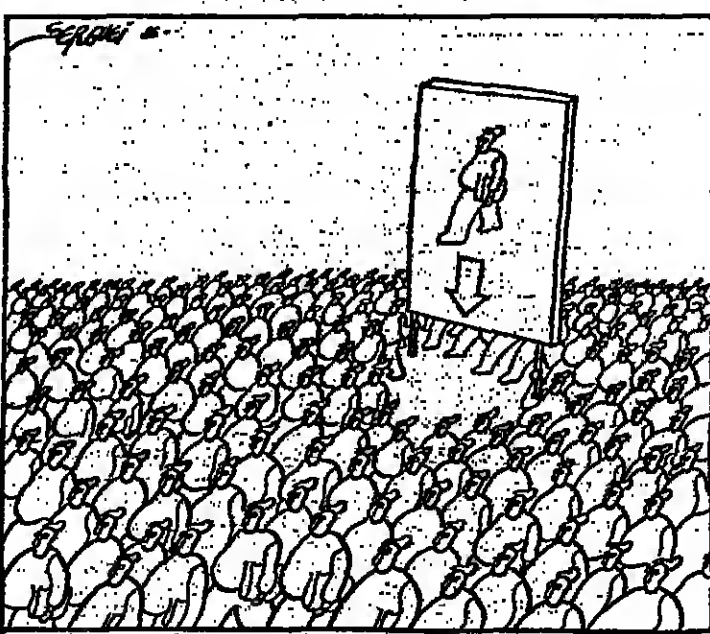
Les familles des blessés

« Le fils de tout le monde »

Les doigts crispés sur l'étoffe noire, un brin pile de chrysanthèmes dans une main, les familles des jeunes manifestants blessés aux Invalides, le jeudi 4 décembre, ont défilé en tête du cortège. Maurice Duval, ethnologue, professeur à l'université Paris-VIII, qui prendra la parole à la Nation pour annoncer la création d'un « Comité d'assistance aux victimes de la répression policière ». Son fils, Jérôme, triple fracture du crâne, attend, pour être opéré dans un hôpital parisien, que tout risque d'infection d'une plaie ouverte au visage soit écarté. Sylvie, sa mère adoptive, ethnologue elle aussi, frêle et digne. Gilbert et Fernande Rigal, cousins germains de François Rigal, étudiant à Brest, hospitalisé à la Pitié-Salpêtrière.

Quand le cortège est passé à la hauteur de l'hôpital, Gilbert s'est échappé pour rencontrer le chirurgien, avec l'espoir de dissiper cette sale inquiétude qui s'est mise à lui serrer le cœur, mercredi matin, quand des rumeurs — démenties depuis — ont couru sur l'état de santé de François.

Dans la nuit tombante, avant de retourner au chevet de Jérôme, Maurice Duval livre encore quelques confidences : « Mon fils est à l'hôpital, mais c'est le fils de tout le monde qui a été blessé. » Sourire triste et tout de même heureux : « Je suis stupéfait par la rapidité avec laquelle ces jeunes lycéens ont mûri en quelques jours. »



Avec les parents

« Touche pas à mon gosse ! »

Retrait favori des « casseurs », hantise des services d'ordre, la queue de la manifestation avait été investie, mercredi, par les parents d'élèves eux-mêmes.

Beaucoup avouaient avoir eu peur lors des précédentes sorties et d'être allés dans les rangs des lycéens, comme pour mieux les capotter. Cette fois, précédés d'une longue banderole noire, cinq à six mille parents, membres, pour la plupart, de la PCPE (Fédération des conseils de parents d'élèves), formaient le dernier carré. Comme pour servir d'ultime rideau. « Touche pas à mon gosse ! ».

« Il y a eu un mort d'homme, l'accusent », dit le père d'un lycéen de Savigny-sur-Orge. « Y a eu une mort de cette répression et de cette violence. On n'est pas un Chilli », ajoute une grand-mère en mammant de dain, dont les deux petits-enfants fréquentent le très chic Collège Baudouin.

« Ils » étaient plus sûrs qu'on ne le croyait. Ils ont même fait la fête que nous en 68, mais ils ont davantage « bossé ». Ils ont vaincu les textes de Devaquet et de Monory. Ils étaient inquiets de leur avenir personnel, mais leur prise de conscience collective a été rapide. Ils ont vite compris qu'ils étaient une force. Si Monory les invite demain, ils ne laisseront pas la chaîne vide.

Les parents très militants respirent : leurs absences régulières du foyer familial seront mieux compensées. Mais d'autres s'efforcent, dans leur voix, quelques regrets. Comme la peur de l'insouciance perdue. « Ma fille est socialement plus évoluée, mais aujourd'hui plus agitée. » La crise lycéenne et universitaire a fait de leurs enfants des adultes trop vite posés en herbe. Age tendre et tête de bois.

HENRI TINGO.

Concours junior-reporter

Date limite reportée au 31 décembre

En raison des événements qui ont bouleversé la vie des lycéens, la date limite pour participer à notre grand concours « Devaquet junior-reporter de Monde-Campus » a été reportée au 31 décembre.

Rappelons que ce concours consiste à rédiger un article de presse sur le sujet suivant : « Devaquet junior-reporter de Monde-Campus » a été reporté au 31 décembre.

le numéro dans tous les kiosques : 30 francs

La Revue des Deux Mondes

Alain GRIOTTERAY

La 1^{re} Chaîne... Qui sera l'heureux gagnant ?

IONESCO :



Son journal intime.

Terrorisme et Religion :

Les secrètes complicités.

La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université, Paris VII^e
Tél : 42.61.21.49

POUR MIEUX CONNAÎTRE NOTRE TEMPS
Produit de cette OFFRE D'INTRODUCTION et RECEVEZ GRATUITEMENT le 1^{er} NUMÉRO d'un abonnement de six mois à la Revue des Deux Mondes.
Faites-nous parvenir votre règlement sans tarder et ne payez que : 30-45-125 F.
Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
La Revue des Deux Mondes
15 rue de l'Université / 75007 Paris

Politique

à la mémoire de Malik Oussekin

Les défilés en province

De nombreuses manifestations ont eu lieu en province, notamment à Toulouse (35 000 personnes), Grenoble (20 000), Lille (15 000), Orléans (4 000), Limoges, Périgueux...

Ces rassemblements, où les adultes étaient nombreux, ont souvent pris une forme plus bruyante et revendicative qu'à Paris, le gouvernement et surtout le ministre de l'Intérieur étant vigoureusement

pris à partie, comme ce fut le cas à Lyon. A Limoges, un hommage a été rendu, au terme de la manifestation, devant la préfecture à la Fédération autonome des syndicats de police pour ses « courageuses déclarations » sur les responsabilités des affrontements de la semaine dernière. Souvent aussi, la présence de la CGT était particulièrement visible, ce qui a parfois provoqué l'irritation des plus jeunes manifestants.

Des manifestations de soutien aux étudiants français ont eu lieu en Allemagne fédérale (à Francfort, Hambourg et Munich) et en Italie (Rome et Bari), ainsi qu'à Genève et à Athènes.

Des délégations étrangères étaient également présentes dans le défilé parisien, notamment d'étudiants anglais, hollandais et italiens.

Lyon rugit contre Pasqua

Contrairement aux Parisiens, les Lyonnais n'ont pas opté pour un défilé silencieux : 20 000 personnes ont crié leur colère contre les violences policières. Brandissant pancartes et slogans, les manifestants ont condamné les brutalités qui ont entraîné la mort de Malik Oussekin. Dans un cortège où les syndiqués se mêlaient en grand nombre aux parents d'élèves, aux étudiants et aux lycéens, les protestations ont rapidement exprimé des sentiments hostiles à l'actuelle majorité, et notamment à M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Pour son dernier tour de piste, le mouvement étudiant lyonnais semble avoir rompu avec la neutralité politique de ses débuts.

Au départ, pourtant, le rassemblement paraît plutôt morne. Le visage et le nom de Malik ornent toutes les poitrines, l'ambiance n'est plus à la fête. « On est venues pour Malik, so mort nous a émus », déclarent simplement Marie et Nathalie, deux élèves de LEP. En tête du défilé, une étudiante chargée d'une gerbe de fleurs précède une vaste banderole noire sur laquelle sont inscrits les mots : « Plus jamais ça ». Oraison lue et cri d'alarme à la fois, cette expression

semble résumer la tristesse des jeunes.

Derrière eux, les syndicats forment un vaste cortège, au sein duquel la CGT tient manifestement le haut du pavé. Pour la première fois depuis quinze jours les étudiants semblent moins nombreux que leurs aînés.

A cet élargissement correspond très vite une extension des thèmes abordés par les revendications. Le problème universitaire est remplacé par la contestation de la politique gouvernementale. « Je suis là pour réclamer le droit d'expression dans mon travail », déclare un employé d'EDF. « Les licenciements aussi sont une atteinte à la liberté », souligne un ouvrier de RVI en agitant un drapeau aux armes de la CGT.

« On s'en souviendra en 1988 »

A mesure que le défilé s'étire à travers la ville, où les forces de l'ordre se font extrêmement discrètes, la colère gagne de très nombreux manifestants. Le ministre de l'Intérieur devient la cible principale de leur irritation.

« Pasqua ossossin. Pasqua démission ! », crie un militant CGT depuis sa camionnette avec un haut-parleur. « Pasqua pour Noël apporte-nous la démission ! » scandent les étudiants, qui complètent par des : « Chirac, on s'en souviendra en 88 ».

A l'issue de la manifestation, le souvenir de Malik reprend le dessus. « Nous avons gagné, mais nous n'oublions pas qu'on nous a insultés et que l'un des nôtres est mort », explique un étudiant devant une foule redevenue silencieuse.

Nous reprendrons les cours mais, au fond de chacun de nous, quelque chose est brisé. Une minute de silence met fin à ce rassemblement.

Seul regret exprimé par un étudiant : « Certains syndicats essaient de profiter de notre mouvement pour occuper le devant de la scène. Ils n'y arriveront pas. Nous sommes soudés plus que jamais ».

RAPHAËLE REROLLE.

Sur les traces des manifestants

La brigade du balai

Une heure après n'importe quelle « manifestation », les services de la Ville de Paris sont capables de rendre aux habitants de la capitale des avenues dégagées, propres et même lessivées à grande eau. Pour faire cette grande toilette, 6 000 hommes et 1 300 véhicules sont dans les rues chaque jour dès 6 heures du matin.

Mais ces troupes régulières achèvent leurs journées ordinaires à 18 heures. C'est pourquoi depuis 1982 ont été créées des équipes mobiles fortes de 250 hommes et de 60 engins, dont le PC se trouve porte de Pantin. Reliées par radio à des véhicules de patrouille, elles peuvent intervenir à tout instant en n'importe quel point de la capitale.

Lors de la grande « manif » du jeudi 4 décembre, une centaine de ces « mobiles » ont démarré de la Bastille sur les talons des derniers manifestants et les ont suivis jusqu'aux Invalides. Deux « crabes », engins spéciaux au point à Paris pour le nettoyage des marchés forains, ramassaient au fur et à mesure tracts, bouteilles, boîtes de bière

et pavés. Plus de 100 tonnes dans l'après-midi.

Dernière venue une flottille d'engins « finisseurs » formée de huit aspirateurs et de huit arroseurs qui ont littéralement « shampouiné » chaussées et trottoirs sur 8 kilomètres. Puis des équipes spéciales sont intervenues avec produits détergents et eau chaude sous pression pour enlever affiches et graffitis.

Laur travail s'est achevé vers 20 heures sur la place des Invalides, mais d'autres équipes ont été appelées dans la nuit au quartier Latin, où se poursuivaient les incidents. Dès 20 heures samedi, les « mobiles » étaient à nouveau en alerte à suivre les événements toute la nuit par radio. Une demi-heure après la fin des dernières bagarres, ils déboulèrent boulevard Saint-Michel et commençaient la grande nettoyage. Avec les « territoriaux », arrivés en renfort à 6 heures du matin, ils ont encore ramassé sur la chaussée dix camions pleins de débris. Mais l'enlèvement des carcasses de voitures est du seul ressort de la police...

M. A.-R.

Les syndicats ont rempli leur contrat

Même si la manifestation du 10 décembre à Paris n'a pas opéré une véritable jonction étudiants-syndicats, comme lors du défilé du 13 mai 1968, les syndicats présents de Denfert, à la Nation peuvent considérer qu'ils ont rempli leur contrat. Pour l'essentiel, ils ont fait partir leur cortège après celui des étudiants, sans banderoles ni mots d'ordre, arborant seulement à côté du badge « Plus jamais ça » un signe distinctif de leur syndicat. Ils n'ont ni débordé ni, à proprement parler, récupéré le mouvement étudiant.

Indéniablement, la CGT était la mieux représentée. M. Henri Krauskopf ayant répondu favorablement à l'appel des étudiants dès dimanche. L'union régionale d'Ile-de-France affirmait qu'elle avait mobilisé plus qu'à l'ordinaire. Il est cependant difficile d'évaluer le nombre de manifestants syndicaux, car beaucoup d'entre eux s'étaient glissés dans le cortège des étudiants. Mais, dans la partie du défilé plus strictement syndicale, il y avait au moins 15 000 cégétistes et près de 4 000 cfdtistes. La CGT avait fait venir dans le cortège des cégétistes victimes de la « répression », comme pour rappeler qu'elle sait depuis longtemps ce que sont les atteintes aux libertés syndicales. On nait aussi la présence, en plus de la FEN, d'organisations FO comme le Syndicat de la presse et les postiers de la région parisienne.

La CFDT s'est trouvée lors de cette manifestation plutôt en porte-à-faux. Dimanche, M. Edmond Maire avait posé des conditions strictes à la participation de son organisation dont l'absence de partis politiques. Lundi, immédiatement après avoir pris connaissance du

retrait du projet sur l'enseignement supérieur, M. Maire avait jugé la manifestation « sans objet ».

Alors que le débat avait été animé le dimanche au sein de la commission exécutive, une telle réaction a été jugée trop rapide et même maladroite. Devant les protestations suscitées au sein de la confédération — dont plusieurs unions appelaient à manifester — M. Maire a dû faire volte-face, et sans appeler ses adhérents à participer il a décidé de prendre la tête d'une délégation confédérale au défilé parisien. Non loin des partis de gauche...

Les syndicats — y compris ceux qui n'ont pas manifesté — vont maintenant évaluer l'effet du mouvement étudiant sur leur propre action. Le succès de ce mouvement va-t-il inciter les salariés à se montrer plus combattifs ? Pour la CGT, qui a bien du mal à déclencher sa « contre-offensive du monde du travail » face à la politique du gouvernement, la réponse est évidemment affirmative : l'action paie à condition de se mobiliser... en masse. Alors que les syndicats se montrent très critiques sur plusieurs projets gouvernementaux — comme les ordonnances sur l'ANPE et l'aménagement du temps de travail, non encore signées par M. Mitterrand — et que les négociations salariales dans la fonction publique et le secteur public — elles commencent le 11 décembre à EGF — s'annoncent très délicates, ils comptent sur un regain revendicatif. Ou du moins sur une plus grande prudence du gouvernement, qui pourrait hésiter à ouvrir de nouveaux fronts, ce qui altérerait le climat social.

M. N.

Agneau pleine fleur. 995 F



LA BAGAGERIE
Jean-Michel

Paris : 41, rue du Four, 6^e 12, rue Tronchet, 8^e, 74, rue de Passy, 16^e, Tour Montparnasse, 15^e, 11, faubourg St-Honoré, 8^e, Lyon, La Part-Dieu.

SCIENCE & TECHNIQUE

LES MENSONGES SUR L'AMSTRAD PC

Banc d'essai complet, tests et chiffres à l'appui, SVM l'affirme : l'AMSTRAD PC 1512 est l'un des meilleurs compatibles... et au meilleur prix !

SVM

DECEMBRE 86

LE MONDE diplomatique

Décembre 1986

ÉDITORIAL ASSASSINAT
par Claude JULIEN

Juan Menendez, directeur de l'édition du Monde diplomatique à Mexico, est le troisième cent cinquante-neuvième journaliste assassiné en Amérique latine depuis 1970. Claude Julien montre comment l'enquête risque de se révéler difficile dans un climat politique tendu.

GUERRE DES ÉTOILES
LA CONTESTATION DES SAVANTS AMÉRICAINS

Philip W. Anderson Prix Nobel de physique, explique pourquoi le bouclier spatial ne peut pas fonctionner et les risques qu'il ferait courir aux États-Unis et au reste du monde.

En vente chez votre marchand de journaux.

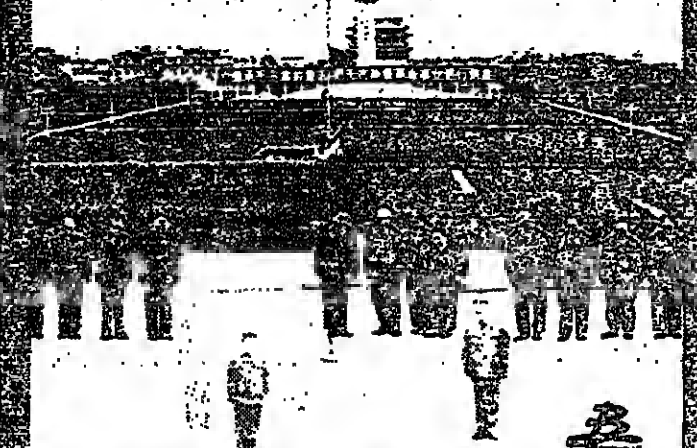
un livre une exposition

(Musée d'art moderne de la Ville de Paris jusqu'au 12 janvier)

ALAIN JAUBERT

LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES

LES PHOTOS QUI FAUSSENT L'HISTOIRE



Il faut impérativement reconsidérer l'ouvrage d'Alain Jaubert, son « Commissariat aux archives » est un démontage soigné et impressionnant de la plupart des montages photographiques destinés à falsifier l'histoire.

J. Amarit / LE MONDE

L'art indolent de retoucher l'histoire. Une exposition parfois amusante mais le plus souvent effrayante.

M. Gibson / NEW YORK HERALD TRIBUNE

La photographie ne ment pas, dit-on. Alain Jaubert a rassemblé dans un album révélateur les preuves de retouchement sans nombre allant du faux « Groslier » aux aménagements les plus subtils de l'image.

J.F. Hald / L'ÉVÉNEMENT DU JEU

Un voyage demystificateur à travers une galerie de photos qui ont falsifié l'histoire.

E. Singer / LA STAMPA

Avis aux amateurs : ne regardez pas que les images, le texte est succulent.

K. Kupferman / L'EXPRESS

Et Antenne 2 (Apostrophes), TF1, Canal+, les télévisions italienne, allemande, belge, suisse, brésilienne, le Wall Street Journal, l'Europeo, le Spiegel, l'Espresso, le Soir, les 24 heures de Lausanne, etc.

Collection 1432
Conservation graphique Hans Reichmann

Que lire ? le dernier Duras ou le Dernier des Mohicans ?

Les livres sur Minitel. La sélection du Monde. Les dernières critiques.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapaz : LEMONDE



LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

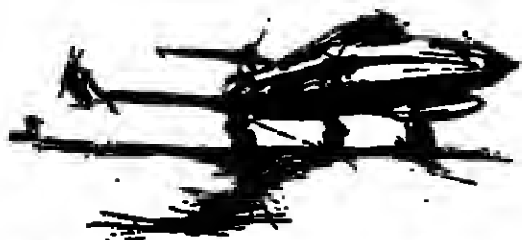
CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique / permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

CEICA/42-96-41-12 55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

(Publicité)



NOUS RECHERCHONS DES ÉTUDIANTS QUI SOUHAITENT DEVENIR PILOTES PROFESSIONNELS !

Des cours de formation en vue de la préparation au brevet de pilote professionnel pour le transport aérien commercial débuteront en juin 1987 en Caroline du Sud à la NAA, une école reconnue au niveau national.

Conditions d'admission : être âgé de 18 ans révolus ; être titulaire du BEPC ou d'un diplôme équivalent ; être en bonne santé physique et avoir été reçu aux tests d'admission qui auront lieu en février 1987. Les diplômés de la NAA sont recrutés par les compagnies aériennes du monde entier :

AIR LITTORAL	FINNAIR	SAS
AER LINGUS	GARUDA	SCHREINER AIRWAYS
AVIACO	MARTINAIR	SWEDAIR
CROSSAIR		SWISSAIR

et par de nombreuses autres. Autres cours disponibles : qualification d'instructeur, qualification de pilote d'appareils multimoteurs et de transport aérien commercial.

INTÉGREZ MAINTENANT LA NOUVELLE ÉCOLE DES TECHNICIENS DE CELLULES ET DE MOTOPROPULSEURS

École agréée par la FAA - PS 787-87
Habilitation à accepter des étudiants du monde entier
Programmes d'échanges d'étudiants n° P-4-4783.



ÉTES-VOUS QUALIFIÉ ?
Pour tous renseignements complémentaires, écrivez à :
NORTH AMERICAN INSTITUTE OF AVIATION
Conway-Horry County Airport
PO Box 680
Conway, South Carolina 29528 USA



Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Politique

La mort de Malik Oussekin

Les explications des policiers motocyclistes ne semblent pas correspondre à celles des témoins

Les policiers — membres du peloton mobile voltigeur, la brigade motocycliste — soupçonnés d'avoir frappé Malik Oussekin, auraient été identifiés. Comme tous les membres du peloton — une cinquantaine en tout — ils ont été entendus par les enquêteurs de l'inspection générale des services qui agissent sur commission rogatoire du juge d'instruction, M. Philippe Jeannin.

Dans un premier temps, il a été très difficile de déterminer quels étaient les policiers impliqués dans l'intervention de la rue Monsieur-le-Prince, jouant sur la confusion qui régnait ce soir-là, — vendredi 5 décembre — au quartier Latin, les policiers à moto n'ont, semble-t-il, guère facilité la tâche de l'IGS. Il a donc fallu attendre six jours pour identifier le groupe de policiers qui a donné la chasse à des manifestants dans cette petite rue, proche de la Sorbonne.

Un communiqué du conseil de l'ordre des avocats

Le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris vient de publier, au sujet de la mort de Malik Oussekin, un communiqué dans lequel il indique qu'il « ne peut accepter qu'en raison de l'absence, en fin de semaine, d'un magistrat compétent, la famille d'une victime de violence policière ou non, ait pu se constituer partie civile et soit ainsi de fait écartée du dossier dans le moment essentiel de l'enquête et mise dans l'impossibilité de contrôler éventuellement les déclarations unilatérales du parquet ».

Leur version des faits apparaît encore très approximative et peu conforme aux témoignages déjà recueillis par l'IGS, et notamment (voir ci-contre), celui de M. Paul Bayzelon, un fonctionnaire du ministère des finances qui a assisté au passage à tabac de Malik Oussekin. Selon ces policiers, le jeune homme aurait fait partie d'un groupe de manifestants d'où aurait jailli un pavé. Lancés à leur poursuite, après qu'un brigadier avait été blessé, les policiers auraient cherché à interpellé Malik Oussekin qui leur aurait résisté.

Ces explications ne correspondent guère aux témoignages enregistrés d'autre part. Il est aussi difficile de comprendre comment un jeune homme qui tentait de se réfugier dans l'entrée d'un immeuble pouvait, dans le même temps, résister de manière agressive aux forces de l'ordre. Aucun des policiers identifiés n'admet, pour le moment, avoir directement porté des coups à Malik Oussekin. Le juge d'instruction attend de recevoir la synthèse de ces interrogatoires avant d'entendre les policiers mis en cause.

La partie civile, représentée par M. Kiehlman et Darcovelle, s'apprête à demander des compléments d'expertise médicale, notamment pour ce qui concerne l'hématome cervical très important, visible sur le corps de la victime, et l'état de la colonne vertébrale et de la moelle épinière. En tout état de cause, les obèques de Malik Oussekin ne pourront être célébrées avant qu'on ne procède à ces expertises et à d'autres que pourrait demander le juge d'instruction.

AGATHE LOGEART.

Le témoignage d'un fonctionnaire des finances

« Des coups de matraque sur la tête »

Principal témoin des violences exercées contre Malik Oussekin, M. Paul Bayzelon, vingt-sept ans, fonctionnaire du ministère des finances, entend aujourd'hui compléter son témoignage et rendre public un élément important qu'il avait jusqu'ici tenu volontairement caché.

« Tout dans la nuit du samedi 6 décembre, je rentrais à mon domicile, au numéro 20, rue Monsieur-le-Prince, après avoir été au cinéma et avoir accompagné une amie, nous s'en-t-elle dit. Rue Richer, il y avait beaucoup de CRS. J'ai eu peur de peur et j'ai couru jusqu'à mon domicile. Là, j'ai composé le code d'accès et je suis entré. La porte n'était pas refermée que quelqu'un, c'était Malik, a voulu entrer. Je l'ai laissé entrer dans le hall. Des policiers sont ensuite arrivés, ils ont réussi à forcer la porte en plaçant leurs matraques entre les deux battants. J'ai voulu m'opposer. Mais ils étaient trois. »

« J'ai été projeté contre le mur, ajoute M. Bayzelon. Ils ont alors frappé Malik. Ils lui ont donné des coups de matraque sur la tête en criant : « C'est la troisième fois, ça commence à suffire ! » Malik criait : « Laissez-moi, je n'ai rien fait. » Puis il est tombé. Les policiers lui ont alors donné des coups de pied dans le ventre, des coups de rangas de grande amplitude. A ce moment-là, Malik n'a plus rien dit. Les policiers sont partis, je saignais abondamment. C'est alors que j'ai vu, sur le côté droit de Malik, un gros pistolet, un pistolet avec une croix en bois et, je crois, un barillet. J'ai eu peur et je n'ai pas voulu laisser ce pistolet comme ça, je l'ai mis dans ma poche. A ce moment-là, les policiers sont à nouveau entrés dans l'immeuble. Ils m'ont

demandé : « Y a-t-il une arme ici ? ». « Oui, ai-je répondu, elle est dans ma poche. » Ils ont alors pris l'arme puis m'ont frappé avec une violence inouïe. Mais j'ai réussi à leur montrer ma carte professionnelle du ministère des finances. Je leur ai dit : je suis fonctionnaire et j'habite ici. Ils sont partis. Pris de peur panique, je suis monté chez moi, je ne pense pas que Malik était mort. »

Du sang séch

M. Bayzelon n'a immédiatement donné ces informations à l'inspection générale des services ainsi qu'au juge d'instruction. « Je n'ai rien dit à la presse, dit-il aujourd'hui, parce que je craignais que ça ne complique les choses. On dit aujourd'hui que c'est moi qui aurais volé l'arme, alors j'ai décidé de parler ». M. Bayzelon pense, sans trop y croire, que l'arme a pu tomber pendant les violences exercées sur Malik. Il lui semble impossible de soutenir que Malik avait volé cette arme. Comment expliquer en effet que les policiers ne l'aient pas, dans cette hypothèse, immédiatement récupérée ?

Autre point : comment les policiers ont-ils pu pénétrer une seconde fois dans l'immeuble alors que la porte est condamnée par un système d'ouverture à code ?

Dans le hall de l'immeuble du 20, rue Monsieur-le-Prince, le sang a séché sur la moquette. Pour entrer, il faut se frayer avec difficulté un passage entre les multiples gerbes que des mains anonymes ont déposées.

JEAN-YVES NAU.

Rentrée ordinaire au lycée Voltaire

Jeudi 11 décembre, 8 h 55, lycée Voltaire. Une rentrée ordinaire. « Nous sommes bien contents de reprendre les cours », lance un élève de terminale. On va bosser fort, pour rattraper le retard et pour nos vacances. C'est une autre forme de manifestation. Deux militants des Jeunes communistes, révolutionnaires distribuent leur journal à la poignée. On rentre dans le calme, retrouvant le vieux réflexe de la bousculade.

Le mouvement sur-t-il une suite ? « Nous allons rester vigilants et constituer un comité pour surveiller l'évolution des choses et relancer

des activités au sein du lycée, comme le ciné-club », affirment des élèves installés dans un café à proximité de l'établissement (ceux-là « commencent » à 9 heures). Le lendemain de batailles. « Le fait de retirer la loi Devaquet nous a coupés en plein élan et, après ce qui s'est passé, on ne pouvait pas continuer dans l'ignorance. Alors, oui, on rentre », commente un lycéen.

« Tu vois, tu l'as retiré, mais on s'en souviendra », a écrit une main anonyme sur la façade du lycée.

J. P.

Au cabinet de M. Monory

Nomination d'un proviseur

Un proviseur de lycée, M. Jean Beauvillain, a été nommé, mercredi 10 décembre, conseiller au cabinet de M. René Monory, ministre de l'éducation nationale. M. Beauvillain, qui est membre du Syndicat des proviseurs de la FEN, sera chargé de l'articulation entre les lycées et l'enseignement supérieur.

Né le 10 mars 1942 à Loudun (Vienne), M. Beauvillain a été instituteur puis professeur d'histoire-géographie en collège. Il est titulaire d'un CAPES et d'une maîtrise de géographie. De 1976 à 1983, il a été enseignant au lycée Romain-Rolland de Clichy (Seine) puis à l'annexe du lycée Saint-Cécile de Pau. Depuis la rentrée 1983, il était proviseur à la cité scolaire de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Depuis 1984, M. Beauvillain était désigné auprès de l'inspection d'académie pour la réinsertion des collégiés et l'aide à la réussite scolaire. M. Beauvillain adhère depuis une dizaine d'années au Syndicat national du personnel de direction des établissements secondaires (SNPDES-FEN) dont il est membre de la commission pédagogique. Le SNPDES regroupe six mille enseignants et a obtenu 60 % des voix aux dernières élections professionnelles.

Les grévistes ne seront pas « collés »

Les élèves qui ont participé aux grèves et manifestations depuis le début du mouvement contre le projet de loi sur les universités ne devraient pas être sanctionnés s'ils ont manqué des cours. Le ministre de l'éducation nationale a précisé que cette mesure s'appliquait jusqu'au mercredi 10 décembre inclus. M. Monory a indiqué par ailleurs que les cours devaient reprendre normalement jeudi et que les proviseurs retrouvaient leurs responsabilités en ce qui concerne les absences injustifiées.

« L'état de santé de M. François Rigal. — A la suite des rumeurs sur l'état de santé de M. François Rigal, vingt et un ans, hospitalisé depuis la manifestation du 4 décembre dernier, l'Assistance publique de Paris a publié, le mercredi 10 décembre, un communiqué signé du professeur Bernard Portuget, chef du service de neuro-chirurgie de l'hôpital de la Pitié. Ce communiqué indique que M. Rigal a subi une énucléation de l'œil gauche, qu'il est aujourd'hui « parfaitement conscient », et souffre toujours d'un léger déficit du côté droit, mais que ce dernier est en voie de régression.

LES BANQUIERS PARLENT AUX BANQUIERS

Le rapprochement des comptes Nostri chez NSM,
l'intégration par la bureautique à Sudameris,
la gestion des effectifs au Crédit Mutuel Artois-Picardie,
le "Risque Pays" sur télématique à la BNP,
la décentralisation au Crédit Coopératif,
la gestion de trésorerie pour les particuliers au CCF,
l'automatisation de l'exploitation
à la Banque Populaire de l'Ouest...

100 pages d'analyses
et de reportages en couleurs
sur l'informatique bancaire.
Le n° 3 est paru : 35 FF

Ordinateurs et Banque

Ordinateurs et Banque

LE MAGAZINE MENSUEL DE L'INFORMATIQUE BANCAIRE

CRICRET
de
Stehner

Convertible
à sommier à
lattes de bois, matelas en
mousse "STENFLEX" 12 cm
d'épaisseur, se fait en
dimensions : 80 x 190, 140 x
180, 160 x 190, tissu ou cuir

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

32, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 MARS - PARMENTIER

474.100.150

Politique

et la polémique sur les attitudes des forces de l'ordre

MM. Jospin et Mauroy interpellent vivement M. Pasqua à l'Assemblée nationale

A l'heure où des milliers de jeunes se rassemblent dans les rues des principales villes de France, l'Assemblée nationale ne pouvait rester silencieuse. Faut-il un débat organisé par le gouvernement, les groupes — tous les groupes à l'exception de l'UDF — ont profité de la séance hebdomadaire des questions au gouvernement de mercredi 10 décembre pour évoquer les événements de ces derniers jours. Le Front

national a critiqué la « retraite » du gouvernement. Le RPR et le PC se sont inquiétés de sa politique éducative. Le PS a fait doner ses témoins, et a mis en cause les ordres donnés aux forces de police lors des grandes manifestations d'étudiants et de lycéens. Il compte recommencer jeudi au Palais du Luxembourg et vendredi au Palais-Bourbon. Le gouvernement n'a apporté aucun élément nouveau au

débat : le premier ministre n'a pas profité de l'occasion pour donner son sentiment après les deux semaines agitées qui viennent de s'écouler. M. André Rousnot, ministre chargé des relations avec le Parlement, a simplement annoncé qu'au mois d'avril prochain il y aura un « grand débat » à l'Assemblée permettant au gouvernement de « tracer le bilan de ses décisions après un an d'action ».

Le tour de rôle offert aux socialistes l'occasion d'ouvrir le feu. Ils en ont profité. Toutes leurs questions portaient sur le mouvement des jeunes et, spécialement, sur l'attitude des forces de l'ordre.

M. Lionel Jospin fut donc le premier à s'emparer du micro, sous les cris de « provocateur ! » de quelques députés RPR. Il fit remarquer que cette quinzaine s'était « ouverte avec un gouvernement sûr de lui, catégorique, imbu de ses références idéologiques (...) et que sa majorité encourageait encore (...) à durcir ses projets. Elle se clôt avec un gouvernement qui prône la sagesse, le même l'humanité ». Interrogeant le ministre de l'Intérieur, il lui fit remarquer que « dimanche il invitait à défendre la République contre les loubards, aujourd'hui le gouvernement renonce à défendre son ordre du jour ».

Les incidents du jeudi 4 décembre ont paru curieux à M. Jospin : « Votre dispositif a été débordé (...) vous avez ordonné les premières charges et des tirs tendus de grenades lacrymogènes », a-t-il dit au ministre de l'Intérieur avant de lui demander : « Quelles sanctions avez-vous prises ou vous apprêtez-vous à prendre à la suite de ces opérations dont on connaît le prix en blessés, chez les jeunes comme chez les policiers ? »

« Une enquête est en cours », fut l'essentiel de la réponse de M. Charles Pasqua. Mais il en profita pour annoncer que ce mercredi 10, au matin, la police avait interpellé deux personnes dans une camionnette où furent trouvés « des billes de verre, une matraque télescopique, cinq manches de pioche neuves, une visière de casque de CRS et, dans la poche d'un des manifestants, un couteau à cran d'arrêt ». Or cette camionnette appartenait à SOS-Racisme.

Sur la journée du 4 décembre, il a assuré que « le cortège principal a

toujours été précédé d'un groupe de trois mille personnes parmi lesquelles se trouvaient des éléments troubles qui ont été directement à l'origine des premiers affrontements ». Il a ajouté que « avant l'entrée, entre les responsables étudiants et le ministre de l'Éducation nationale, les forces de l'ordre ont subi un tir de bouteilles, de billes d'acier et de cailloux », précisant que « si elles avaient utilisé le canon à eau », c'est d'abord à la demande du service d'ordre étudiant.

M. Pasqua a aussi expliqué qu'à 20 heures « les charges et les tirs de grenades sont apparus comme le seul moyen d'assurer la sécurité de l'Assemblée et du pont Alexandre III, c'est-à-dire de l'Élysée ». Il a indiqué que les images diffusées à la télévision d'un cordon de CRS laissant passer des militants d'extrême droite avaient été filmées ce 4 décembre et correspondaient « au retour de ce commando à la faculté d'Assas organisé pour éviter tout incident entre manifestants ».

Il a aussi précisé que ce jour-là, 121 policiers ont été blessés, 148 personnes ont été interpellées, dont 97 étaient toujours placées en garde à vue. Le lendemain : 61 lycéens ou étudiants et 37 n'appartenant pas au monde universitaire.

« A cette heure où les étudiants défient dans les rues de Paris le signe de deuil (...), la nation attend d'autres réponses », lui répliqua Pierre Mauroy. Il déclara que la mort de Malik Ousekine était un « symbole ». « C'était un étudiant comme les autres (...). C'est la réalité de la France d'aujourd'hui : de la maternelle à l'Université, nos enfants travaillent ensemble, se reconnaissent et s'aident. Il n'est pas question d'exclure Paul ou Jacques, mais d'entraider Yasmine ou Malik. Les jeunes défient au nom de valeurs qu'ils appellent générosité, fraternité, égalité (...). C'est

au nom de ces valeurs que je m'exprime ». Puis l'ancien premier ministre fit remarquer que, vendredi soir, « les policiers ont frappé, il y a eu un mort. Samedi soir, les policiers laissent sans ordre ont laissé faire les casseurs pendant plusieurs heures (...) ». La jeunesse française demande d'autres réponses qu'un rapport de police.

Première réplique du ministre de l'Intérieur : « Votre discours fait vraiment récupération politicienne. La mort d'un jeune étudiant nous a tous touchés. Vous n'avez ni le monopole du cœur et de la générosité ni celui de l'intelligence. M. Pasqua a aussi simplement sur ce sujet que « l'intervention du Samu a eu lieu à 1 h 31. Elle s'est achevée sur place à 2 h 54. L'intéressé a été admis à 3 h 10 à l'hôpital Cochin où son décès a été constaté dix minutes plus tard. Les autres éléments seront fournis par l'enquête ».

Distinguer casseurs et étudiants

Sur l'ensemble de la soirée, le ministre de l'Intérieur expliqua qu'à partir de 1 h 15 « le peloton des volontaires macarons », a entrepris de disperser des manifestants, jusqu'à 2 h 15. Il affirma que cette unité avait été utilisée, « quinze fois pour la maintien de l'ordre au cours des seules années 1984 et 1985 (ce que nie M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur) et présentée, dans sa composition sportive au président de la République le 14 juillet 1985 ».

Sur la soirée de samedi, il a expliqué qu'à partir de « 20 heures de très sérieux incidents se sont produits, notamment à 22 h 15 : des individus armés, casqués, très organisés et virulents ont harcelé les forces de l'ordre, se livrant jusqu'à 4 heures à des incendies et à des dégradations. Les forces de l'ordre sont intervenues dès 23 h 30 (...). Après que les pillages eurent commencé à 0 h 30, les charges des forces de l'ordre se sont succédées », mais, qu'il n'était « pas toujours simple de distinguer les étudiants des casseurs » et que les charges devaient « être maîtrisées » dans un quartier où il y avait « beaucoup de badauds ».

Quand aux accusations faites aux policiers d'être intervenus « tardivement », M. Pasqua rappela que « des colonnes analogues avaient été proférées » après la manifestation des sidérurgistes de 1979, et que, nommé ministre de l'Intérieur en 1981, Gaston Defferre avait fait faire enquête. « La seule conclusion qu'il en tira fut de nommer préfet de région à Marseille le préfet de police responsable du maintien de l'ordre ce jour-là ».

M. Laurent Fabius aurait dû alors intervenir. Mais, fidèle à sa pratique de refuser la parole quand le temps d'un groupe est pratiquement épuisé, M. Jacques Chaban-Delmas, comme il l'avait fait au détriment du Front national à deux reprises,

Les explications de SOS-Racisme

Deux jeunes militants de SOS-Racisme, Pascal Troadec, vingt-deux ans, et Akim Addad, vingt-trois ans, ont été interpellés, boulevard Arago à Paris, le mercredi 10 décembre peu avant le début de la manifestation, mais le parquet a décidé dans la soirée de les remettre en liberté. En effet, pendant la manifestation, M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, et un groupe de « casques blancs », dans lequel se trouvait M. Yves Lemoine, magistrat au tribunal de Paris, sont entrés en contact avec le procureur et les services du premier ministre afin de faire libérer les deux jeunes manifestants. Ils seront jugés en janvier pour « transport par destination ».

Pour SOS-Racisme, ces interpellations étaient « une nouvelle provocation du ministre de l'Intérieur ». « Un bonal collage d'offices lui donne l'occasion de mener une entreprise de désinformation en tentant de faire passer deux de nos militants pour des casseurs. Ils collaient des affiches exigeant le retrait du projet de loi de la nationalité. Quand ils ont été interpellés, ils se trouvaient à l'intérieur d'un véhicule break dans lequel, par mesure de protection et de sécurité dans le climat actuel, il y avait le minimum nécessaire pour faire face à une éventuelle agression. »

Les questions sans réponse des socialistes

Considérant que son temps de parole avait été injustement écourté par M. Jacques Chaban-Delmas, lors des questions d'actualité, le groupe socialiste a quitté mercredi l'hémicycle sous les quolibets des députés de droite hurlant : « dégonflés, dégonflés ! Dans les couloirs, les députés socialistes ne décollèrent pas. « Non seulement M. Pasqua ne répond pas aux questions qu'on lui pose, mais en plus il occupe notre temps de parole », s'insurge M. Pierre Mauroy. « Quel cynisme ! », proteste M. Guy Vedepied, « c'est ignoble ! » crie M. Jean-Claude Cassaing tandis que M. Michel Crépau constate que le règlement de l'Assemblée a une faille, puisque le temps utilisé par le ministre pour répondre à une question est défectueux du temps de parole du groupe qui l'interroge. « C'est une manœuvre pour priver de parole M. Laurent Fabius, qui était l'intervenant suivant », explique M. Jean-Jack

Quayranne, alors que M. Jean-Marie Bockel regrette pour sa part que le groupe soit sorti de l'hémicycle en criant « assassins, assassins ! ». « L'important, c'est l'image que l'on donne », ajoute-t-il. Le débat du mercredi est retransmis à la télévision.

Les députés PS ont, en riposte, tenu une séance improvisée de questions... sans réponse dans la salle Colbert. « M. Pasqua a joué la montre. Nous n'avons pas rencontré un homme, mais du papier », lance M. Pierre Joxe avant de passer la parole à M. Fabius, qui demandera à M. Pasqua s'il est « admissible de frapper un homme à terre » ou de laisser des provocateurs facilement identifiables (l'homme à l'écharpe jaune) jouer les casseurs sans être interpellés. « Vous ne touchez pas si facilement une page que vous avez tachée d'incompétence et de sang », conclura-t-il, très longuement applaudi.

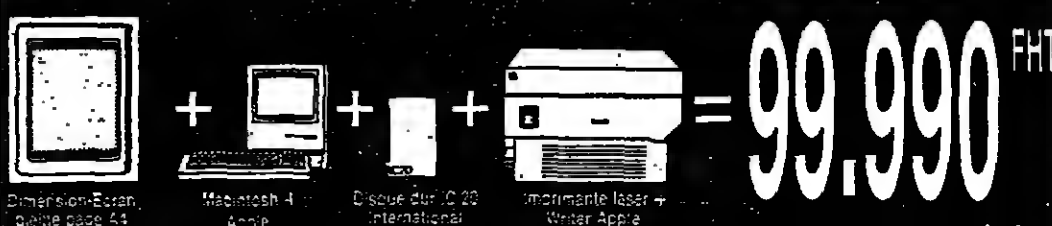


LES MENSONGES SUR L'AMSTRAD PC

Banc d'essai complet, tests et chiffres à l'appui, SVM affirme : L'AMSTRAD PC 1512 est l'un des meilleurs compatibles... et au meilleur prix !

POUR LEUR MICRO EDITION LES ENTREPRISES PROGRAMMEES CHOISISSENT LE SYSTEME PLEINE PAGE A4 D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES RESTENT SUR LEUR SOIF AVEC LEURS PETITS ECRANS



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontière

26, rue de Renard Paris 4^e 64, av. du Prado Marseille 6^e
■ 42.72.26.26 ■ 91.37.25.03

Jean Duvignaud fait passer un souffle d'air sur notre société vouée à "l'efficacité" par ses prophètes... Les liens entre les hommes ne sont pas aussi distendus qu'on le croit.

PIERRE DROUIN, *Le Monde*



Dans la même collection : L'IDÉOLOGIE par RAYMOND BOUDON

Collection "Idées-forces" dirigée par Jean Montalbetti
FAYARD

POINT DE VUE

Après le meurtre de Pantin.

L'intention est sortie du canon

par M^{me} Jean-Louis Chalanet et Julien Hay
Avocats au barreau de Paris

L'ARME à feu est un objet de par-doxa. Entre le geste minuscule de l'index sur la détente et l'explosion, puis la mort, il existe un décalage vertigineux, une folle disproportion. De fait, ceux qui sont jugés pour avoir tué de la sorte se défendent souvent en affirmant qu'ils n'avaient pas d'intention meurtrière. Le geste est si petit qu'il est en effet tentant de l'assimiler à celui d'un automate en le déplaçant, a posteriori, d'une intention quelconque.

La justice n'a pas voulu cela. Depuis très longtemps, la Cour de cassation, la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire, a dégagé un principe dont la formulation est célèbre : l'intention est dans le canon. Celui qui se saisit d'une arme à feu, la pointe en direction d'autrui et le tire, celui-là s'est rendu coupable d'un homicide volontaire et ses explications après coup n'y changeront rien.

Vendredi 5 décembre, un inspecteur de police a tué Abdel Baryah, un jeune homme de dix-neuf ans. La police était ivra. Il n'était pas en service. Plusieurs témoins l'auraient vu détenir son arme et tirer sur Abdel Baryah, qui est mort tué par une balle dans la région du cœur. D'embée, nombreux sont ceux qui pourraient ne pas comprendre que ce policier soit en liberté alors que l'on a mis en prison l'homme qui, lors des

dernières manifestations, a blessé un policier.

En dépit des apparences, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que le meurtrier d'Abdel Baryah a été inculpé d'homicide involontaire. Dans l'ordre du droit, le juge d'instruction qui a prononcé cette inculpation est un révolutionnaire. Grâce à lui, l'intention est sortie du canon pour entrer dans la tête de l'homme, là où maintenant les magistrats devront aller le chercher pour qualifier pénelement les actes.

Si, comme nous, on se refuse à croire que le meurtrier a échappé à une inculpation d'homicide volontaire à cause de sa qualité de policier, il faut nécessairement en déduire que le vieux principe jurisprudentiel a vécu. Dans l'esprit de tous les auteurs futurs d'un coup de feu mortel, il faudra donc maintenant pouvoir déceler une intention de tuer pour prononcer à leur encontre une inculpation d'homicide volontaire.

Par analogie, celui qui vole pour inverser à son profit une répartition des richesses qui, auparavant, lui paraissait inégale pourra peut-être échapper à des poursuites pour vol, il souffrira en effet qu'il n'ait pas eu l'intention de soustraire frauduleusement le bien d'autrui, alors qu'il s'agit pourtant là de la seule définition du vol. Cette conséquence hypothétique de l'inculpation d'homicide involontaire démontre bien que la justice est dépourvue d'apriorismes, sauf à admettre alors qu'elle vient d'atteindre le degré absolu de la contradiction.

Carrefour du développement

M. Jean-Pierre Michau se voit opposer le « secret défense »

M. Bernard Gérard, directeur de la surveillance de territoire (DST), a opposé, mardi 9 décembre, le « secret défense » au juge d'instruction Jean-Pierre Michau, chargé du dossier du Carrefour de développement, venu l'entendre dans les locaux de la DST, rue Nélaton à Paris (15^e).

M. Michau a voulu entendre M. Gérard après qu'il eut établi que M. Yves Chalié, accusé numéro un dans l'affaire du Carrefour du développement, a pu voyager incognito alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international, grâce à de « faux-papiers » passeport et permis de conduire.

Ces documents avaient été confectionnés par la préfecture de police de Paris à la demande de la DST. Le passeport avait été remis au contre-espionnage en novembre 1984 et le permis de conduire en avril 1986. M. Chalié avait déclaré au magistrat instructeur que ces documents lui avaient été fournis par le contrôleur général Jacques Delebois, chef du Service de coopération technique internationale de la police (SCTIP). M. Delebois avait en conséquence été inculpé pour ces faits par le juge Michau.

L'une des questions de ce qui est devenu « l'affaire dans l'affaire » est de savoir comment des documents d'identité remis à la DST pour ses besoins spécifiques ont pu aboutir dans la poche de M. Chalié, recherché pour des délits de droit commun.

Enfin, de source judiciaire, on estime que l'invocation du « secret défense » dans une affaire de droit commun est inconcevable. C'est un décret du 12 mai 1981 qui régit les habilitations au « très secret défense », au « secret défense » et au « confidentiel défense ». Si le déclassement des dossiers classifiés « très secret défense » relève du premier ministre, celui des dossiers

classés « secret défense » et « confidentiel défense » dépend des ministères concernés, c'est-à-dire, dans le cas de la DST, du ministre de l'Intérieur et, peut-être, aussi, du ministre de la Défense. Mais, s'il s'agit d'entendre des fonctionnaires habilités au « secret défense », la levée de ce « secret » appartient à l'autorité judiciaire.

M. Yves Chalié demande une confrontation avec M. Christian Nucci

M. Yves Chalié, l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, l'ancien ministre socialiste de la coopération, a été entendu, mercredi 10 décembre, par M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction au tribunal de Paris chargé du dossier sur le Carrefour du développement.

Selon M. Xavier de Roux, l'avocat de M. Chalié, ce dernier aurait expressément demandé au juge à être confronté à M. Nucci dans les plus brefs délais compatibles avec la procédure, afin d'établir le montant des sommes utilisées par M. Nucci pour son compte personnel ainsi que des sommes utilisées (d'après l'ancien chef de cabinet) selon les instructions ministérielles, notamment au profit de l'Institut de formation et de promotion de la femme présidé par M^{me} Marthe Mercadier et d'autres associations et fondations.

Les deux avocats de M. Chalié, M^{me} Xavier de Roux et Grégoire Triet, étaient venus avec un volumineux dossier contenant les photographies de diverses factures adressées à M. Chalié, au « secret défense », et au « confidentiel défense ». Si le déclassement des dossiers classifiés « très secret défense » relève du premier ministre, celui des dossiers

REPÈRES

Médecine
Expérimentation
prochaine
d'un vaccin anti-SIDA

Un vaccin anti-SIDA sera expérimenté l'an prochain sur l'homme, a annoncé, le 10 décembre à Genève, le docteur Jonathan Mann, de l'Organisation mondiale de la santé. Les premières tests seront pratiqués sur un nombre limité de volontaires en bonne santé. Des chercheurs américains annoncent par ailleurs, dans le dernier numéro de la revue *Proceedings of National Academy of Sciences*, avoir synthétisé une protéine virale — la protéine T₄ — qui pourrait servir à la mise au point d'un vaccin anti-SIDA (*le Monde* du 6 décembre).

Plainte contre X...
à la Ligne bleue

Le conseil d'administration de la Ligne bleue, dont le président, M^{me} Nedie Gomez, a été inculpée d'escroquerie et d'abus de confiance (*le Monde* du 6 décembre), a décidé de porter plainte contre X, et de se constituer partie civile. Le conseil d'administration a pris cette décision le 9 décembre, « afin que les intérêts de la Ligne bleue, des milliers de personnes qui s'occupent et de son personnel soient sauvegardés et préservés ».

La justice a inculpé et écroué M^{me} Gomez, trente-cinq ans, son adjointe, Marie-Thérèse Fourrez, vingt-huit ans, et M. Jean-Michel Samsenec, « chef des courtiers » de la société DAM, créée par M^{me} Gomez pour recueillir des fonds afin de financer son association, accusée d'avoir profité de ses fonctions des multiples subventions accordées à son association.

M. Chalandon à l'Assemblée nationale

Le Parlement pourrait examiner dès la semaine prochaine, le projet de loi sur le jugement des terroristes

Le Parlement examinera dès la semaine prochaine le projet de loi permettant de faire juger les terroristes déjà inculpés par des magistrats professionnels et non plus par des jurés populaires. Du moins, M. Alain Chalandon l'espère-t-il. Il l'a annoncé, mercredi 10 décembre, à l'Assemblée nationale, en réponse à des questions de M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes) et de M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines). Le Conseil d'Etat a d'ailleurs été saisi ce même mercredi du texte du garde des sceaux.

Celui-ci a précisé que la procédure pourrait ainsi être modifiée tant pour les membres d'Action directe que pour Georges Ibrahim Abdallah. Pour le ministre de la justice, il ne s'agit « nullement de rétroactivité (...) mais de la constatation d'un principe constant de notre droit : l'application immédiate des lois de procédure pénale ».

La droite, bien entendue, a longuement insisté sur les responsabilités des socialistes, rappelant, citations en tête, les débats parlementaires à l'appui, leur opposition à la création d'une cour d'assises spéciale pour les terroristes. Ainsi, M. Chalandon a rappelé que, lors de la discussion de son projet, c'est M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) qui avait déclaré : « Pourriez-vous citer un seul cas de terrorisme où l'on n'a pas été capable de constituer et de faire siéger normalement un jury populaire ? Vous n'avez aucun exemple. » Quant à M. Aubert, il n'a pas manqué de rappeler que, lors de la discussion du texte qui s'est appliqué

dans le procès suspendu, M. Philippe Seguin, alors député RPR, avait prévenu M. Robert Badinter qu'il serait difficile à son jury populaire « de résister aux pressions des organisations terroristes ».

Pour leur défense, les socialistes ont pu que diffuser des documents prouvant que c'était un amendement de M. Chalandon qui avait précisé que le projet créant des cours d'assises spéciales ne s'appliquerait qu'aux « faits commis postérieurement à son entrée en vigueur », qu'eux-mêmes, alors, qu'ils s'étaient opposés au changement de procédure, ils n'avaient pas contesté la date d'entrée en vigueur figurant dans le texte initial.

Dans sa réponse à M. Wagner, le ministre de la justice a expliqué qu'une « Cour de sûreté de l'Etat » était « contraire à nos traditions juridiques ».

Th. B.

Les quarante ans des juristes démocrates. — L'Association internationale des juristes démocrates, que préside M. Joe Nordmann (Paris), célèbre son quarantième anniversaire au siège de l'UNESCO vendredi 12 décembre, à 15 heures. Samedi 13 sera lieu de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 15 heures une série de tables rondes. Pendant ces deux jours, l'association débatera de la mise en cause du système des Nations unies, de la coopération internationale, du droit au développement et de la sauvegarde de la paix.

An tribunal de Paris

Le consul des Etats-Unis à Strasbourg partie civile contre Georges Ibrahim Abdallah

M. Robert Ouan Hounne, consul général des Etats-Unis à Strasbourg, est constitué partie civile, mercredi 10 décembre, contre Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises, inculpé, depuis le 10 novembre, de complicité dans l'attentat contre le diplomate américain à une victime le 26 mars 1984.

Assisté de M. Georges Klejman, M. Hounne a été entendu pendant plus de trois heures par M. Gilles Boulogne, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Le diplomate n'a pu donner aucun signalétique du cycliste qui simulait une réparation de son deux roues avant de tirer sur lui à plusieurs reprises, le blessant au cou et au visage.

Vêtu d'un manteau beige, l'agresseur portait un casque de moto, et les témoins l'avaient décrit comme un individu d'allure jeune, d'origine asiatique ou arabe. Selon les enquêteurs, il s'agirait en fait d'une femme, Josephine Abdo, arrêtée depuis par la police italienne.

Devant les assises de la Gironde

Lionel Cardon répond du meurtre des époux Aran

Fixé initialement au 2 décembre et reporté de huit jours après la tentative de suicide de l'accusé, le procès de Lionel Cardon a commencé, mercredi 10 décembre, devant les assises de la Gironde, où il devra répondre du double meurtre, en octobre 1983, du docteur François-Xavier Aran et de son épouse Aline Aran.

Livide, soutenu par des gardes, Lionel Cardon, qui s'était taillé la gorge avec une lame de rasoir, ne peut malade de sa tentative de suicide. Dès l'ouverture de l'audience, ses avocats, M^{me} Pierre Blazy et Scarlett Berrebi, ont demandé le renvoi de l'affaire à une session ultérieure. La demande a été refusée par la cour.

Le procès de Lionel Cardon, déjà condamné par les assises de Paris à la réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtre du brigadier Claude Hochard en novembre 1983, doit durer plusieurs jours.

Au tribunal de Nanterre

Un crime de la route

Le 25 juin 1986, à minuit, Anne Callier revenait à Paris par l'autoroute de l'Ouest. Un « bouchon » la contraignait, avant le tunnel de Saint-Cloud, à un arrêt. Lancé derrière elle à 150 kilomètres à l'heure, M. Michel Barraud, agent d'assurance, tentait vainement de la frapper. Sous le choc, le véhicule d'Anne Callier prenait feu. La conductrice, brûlée au troisième degré sur 50 % de son corps, mourut le 17 septembre, après trois mois de soins qui furent une agonie doublée d'un enfer. Elle avait vingt-deux ans, et elle était belle. Mercredi 10 décembre, devant la dixième chambre du tribunal de Nanterre, il s'agissait de juger M. Barraud, prévenu d'homicide par imprudence, conduits en état d'ivresse et défaut de maîtrise de son véhicule. Il était 14^h 30, sans voir, face au père, à la mère, au frère et à la sœur de la victime, il porte la responsabilité d'une mort atroce.

C'est aussi celui « comme de deuil, le coût social des malheurs de la route » qui légalisent le sursis. M. Sautot, « entre l'assassinat et la colère », et l'assassinat à demander que la peine de prison à infliger à M. Barraud soit, pour partie et pour une fois, une peine ferme complétée, bien sûr, par le retrait de permis.

Suffisait-il, pourtant, pour tout écorcher de faire, en cette circonstance, du bien médiocre M. Barraud une victime expiatoire ? Ce fut le thème de la plaidoirie de son défenseur, M^{me} Christian Orongo. Que son client soit responsable, il n'aurait même pas le discours. Mais, puisqu'il voulait un procès exemplaire, pourquoi ne pas aller au fond des choses ? Pourquoi ne pas assigner quelques évidences, relever les contradictions entre les campagnes pour la sécurité routière et la publicité faite un peu partout et en toute occasion à l'alcool ? Pourquoi ne pas demander combien de ceux qui se trouvaient dans la salle pouvaient prétendre ne pas avoir, un soir au moins, conduit eux aussi avec une alcoolémie supérieure au taux autorisé de 0,50 gramme ? C'était, au fond, la même invitation à un « plus jamais ça », lancé par ses confrères de la partie civile, l'adjuration à tous ceux que seule la chance a encore préservés d'être des Michel Barraud, de better leur coupe.

Jugeant le 21 janvier. JEAN-MARC THEOLYRE.

L'accablant et la colère

Alors tout a été décrit : la violence du choc, l'embrasement, les difficultés éprouvées à sortir d'une carcasse de métal brûlante un corps déjà méconnaissable. Et encore, l'effacement de M. Barraud, hébété, incapable de concourir à ses secours.

Lui aussi revenait à Paris après un dîner. Avant le plus que de raison ? Plus que le permis de loi, c'est sûr. Plus que son tour.

SPORTS

BASKET-BALL : Coupe Koran. — Châlons a battu Evreux, mercredi 10 décembre, par 95 à 82, tandis qu'Antibes était éliminée à Verbe (Italie), par 98 à 78.

HALTÉROPHILIE : Le Bulgare Shalamanov passe à l'Orléans. — Après avoir donné un 27^e record du monde à son pays, l'haltérophile bulgare Nait Shalamanov a fait sensation dimanche 7, décembre à Melbourn, où se déroulait la Coupe du monde d'haltérophilie. Agé de vingt ans, le petit prodige (1,49 m pour 55 kilos) n'a pas encore demandé le droit d'asile, attendant pour le faire le départ de la délégation bulgare d'Australie. Selon un porte-parole de la communauté turque de Melbourne où il s'est réfugié, Shalamanov aurait voulu échapper aux persécutions visant les minorités turques en Bulgarie. En 1984, le jeune champion avait dû s'abstenir de son nom d'origine, turc, que Shalamanov avait lui-même déclaré battu quinze records mondiaux.

VOLE : tour du monde. — Philippe Mornet, un équipier d'Eric Tabarly dans la course Quiberon-Saint-Malo, âgé de vingt-trois ans, est parti de Brest, mercredi 10 novembre, pour un tour du monde en solitaire sans escale. Avec son trimaran

Kiter-brut-de-brut (ex-Jacques Ribault, d'Oliver de Kersauson), il s'en va battre le record établi, en 1974, par Alain Colas sur le trimaran *Mesure* (109 jours 4 h 11 min).

EN BREF

Quatrième essai nucléaire français en deux mois à Mururoo. — La France a procédé, le mardi 10 décembre, à un nouveau test nucléaire sur le site souterrain de l'atoll de Mururoo, dans le Pacifique sud, le quatrième depuis deux mois, selon le centre de séismologie de Nouvelle-Zélande. L'explosion souterraine, d'une puissance de 30 kilotonnes (une fois et demie la puissance de la bombe d'Hiroshima), est la plus puissante des huit essais enregistrés cette année. Depuis que la France a commencé ses tests souterrains, sur l'atoll de Mururoo, en 1975, c'est la quatre-vingt-dixième explosion. — (AFP.)

Incendie rue du Mont-Cenis à Paris : un mort, six blessés. — Une personne est morte et six autres — dont deux enfants — ont été blessées au cours d'un incendie d'origine spontanée, mercredi 10 décembre, dans un immeuble, 54, rue du Mont-Cenis à Paris (18^e).

GRAND CONCOURS

MERCREDI 17 DÉCEMBRE

Le Monde donne la parole aux étudiants



ACHETEZ **Le Monde** et son supplément **CAMPUS**
Mercredi 17 décembre 1986
(numéro daté du 18 décembre)

DU « SUR MESURE » chez vous !
Ne vous dérangez plus !
Paris, région parisienne
nous venons sur rendez-vous !

Des tailleurs à votre disposition !
Grand choix de tissus, haut de gamme
costumes, blazers, vestes, smoking, pantalons.
CLASSIQUE - MODE - CÉRÉMONIE - HAUTE QUALITÉ
TOUTES MESURES SANS EXCEPTION
Prix et service très performants
Carte de garantie valable 1 an

Exemple :
Pantalon en serge sur mesure 339 F
Veste sur mesure sur mesure 337 F
Costume sur mesure sur mesure 1 017 F
Blazer sur mesure sur mesure 305 F

SUR RENDEZ-VOUS
Chez vous, à votre hôtel, à votre travail
« SUR MESURE »
LIVRAISON SOUS 15 JOURS MAXIMUM
Diffusion de « CAMPUS » DE
Appelez :
48-67-60-30 ou 48-67-95-42

Le Monde DES LIVRES

Alan Sillitoe l'homme qui vient de loin

Nous avons rencontré l'auteur de
Samedi soir, dimanche matin
pour la parution de son nouveau roman,
les Aventuriers de l'Aldebaran

« J'ai découvert très tôt le pouvoir de la narration. Lorsque j'étais enfant, mes parents me chargeaient d'aller coucher mes frères et sœurs tous les soirs. A défaut de pouvoir exercer une réelle autorité sur eux, je me suis aperçu qu'ils se tenaient bien plus tranquilles lorsque je leur racontais des histoires que j'inventais. » Le visage d'Alan Sillitoe s'éclaircit timidement derrière ses fines lunettes à monture d'écaillé. Ses yeux clairs s'attardent sur le guéridon où est posée sa pipe.

Sillitoe est un homme qui vient de loin. Il est né à Nottingham en 1928. Son père exerçait le métier de tannier. A quatorze ans, parce qu'il avait raté à deux reprises l'examen qui lui aurait permis de poursuivre ses études, Sillitoe partit travailler dans une usine de vélos. Il rêvait de devenir pilote d'avion. Après la guerre, il songera à la RAF. Pourquoi pas ? Mais le conflit mondial achevé, le ciel s'était vidé d'une bonne partie de ses machines volantes. Sillitoe devient opérateur-radio. Puis il commença à écrire. Pour lui, pour le plaisir.

A la fin des années 50, il tenta de proposer aux éditeurs anglais un manuscrit qui s'intitule Samedi soir, dimanche matin.

« J'ai dû essayer au moins cinq ou six refus d'éditeurs, raconte Sillitoe. On m'expliquait que le récit n'était pas digne de qualité, mais que le public ne s'intéresserait jamais aux personnages et au milieu simple que je décrivais. » Le roman sera finalement publié en 1959, chez W.H. Allen. Le succès est immédiat, et le livre est traduit dans les principaux pays d'Europe (1). Six millions d'exemplaires seront vendus, toutes éditions confondues.

Les jeunes gens en colère

L'année suivante, Sillitoe casse encore la baraque avec un recueil de nouvelles, la Solitude du coureur de fond. La reconnaissance de l'enfant de Nottingham intervient à un moment précis sur la scène littéraire anglaise. C'est, en effet, l'époque où l'on assiste à l'émergence d'une nouvelle génération d'auteurs, les célèbres « angry young men », les jeunes hommes en colère (2). Parmi eux, John Braine, John Wain, John Osborne et Kingsley Amis (lauréat de Booker Prize cette année). Sillitoe appartient, de fait, à cette « école » informelle qui rejette les conceptions des

romanciers traditionnels, ceux que l'on surnomme les « candleabra-and-wine-writers » (nous dirions : les auteurs des dîners aux chandelles). Les thèmes qu'explorent ces écrivains d'un autre genre sont plus sociaux (au sens large), plus réalistes face à la société anglaise.

Aujourd'hui, sans rejeter totalement son appartenance à ce courant, Sillitoe précise néanmoins : « Je ne peux pas dire que j'étais « en colère ». La colère est un sentiment précis. Mon ambition n'a jamais été de dénoncer des situations ou des faits. J'ai mes idées, elles transparaissent sans

aucun doute, mais je crois davantage à ma propre expérience de la vie. » A l'appui, il cite ses premières influences littéraires : E.M. Forster, D.H. Lawrence (originaire lui aussi du Nottinghamshire).

Actuellement, Sillitoe préfère [se] plonger dans Melville, Conrad, Shakespeare. Ou même la Bible. Il m'arrive souvent d'en lire plusieurs pages par jour dans la King James Version. La pureté de la langue est extraordinaire dans cette traduction. » Etonnant d'entendre Sillitoe parler style, lui qui a mis en scène tant de personnages au parler populaire, pour ne pas dire argotique parfois. « C'est une erreur de croire, précise-t-il, qu'il est facile d'écrire des dialogues dont les protagonistes sont d'origine modeste. Je dirais même que c'est beaucoup plus contraignant. Cela ne doit pas sonner faux. »

BERNARD GÉNIES.

(Lire la suite page 24.)

(1) Ce roman a paru au Seuil, ainsi que le Général et la Solitude du coureur de fond.

(2) On doit cette appellation au titre d'une pièce de John Osborne, Look back in anger, jouée au Royal Court Theatre, à Londres, en 1956.



« J'écris avec la tête et avec les tripes. »

Anita Brookner à la recherche d'un regard

Il faut découvrir cette romancière anglaise,
peintre de la solitude.

ANITA BROOKNER appartient à la belle lignée de ces chères romancières anglaises : Charlotte Brontë, Katherine Mansfield, Virginia Woolf. Dans Regardez-moi (Look at Me) — son premier récit traduit en français — elle adopte un petit ton tranquille lorsqu'elle évoque les désespoirs de la solitude.

Pour certains qui sont très solitaires, ou qui connaissent les misères d'un nombreux voisinage, la solitude, c'est un luxe. Tandis que, pour d'autres, c'est un vertige ; le terrible apprentissage d'un silence jamais vraiment rompu. Vous êtes effrayé de vous-même, car personne ne vous garantit votre identité ; personne ne vous regarde. Quand elle quitte son travail, Fanny — l'héroïne de Look at Me — tarde à rentrer, puisqu'elle se retrouvera seule, le soir, dans l'appartement désuet de ses parents défunts, avec une vieille servante irlandaise, une sorte de fantôme taciturne qui, sentinelle du passé, veut seulement que soit respecté l'ordre des choses : la place des objets.

« Un miroir qui ne flatte pas »

Par l'entremise de sa narratrice, Anita Brookner dépeint admirablement — avec beaucoup de finesse et de modestie — l'infortunée d'être délaissée, les mauvaises fréquentations que l'on entretient avec soi lorsqu'on subit la tyrannie de la solitude. Pour lui échapper, Fanny consigne ses observations, ses rêveries, ses pensées. Voici comment elle définit la littérature : « C'est votre protestation instinctive quand vous découvrez que vous n'avez pas de voix devant les tribunaux du monde et que personne ne vous défendra. »

Anita Brookner, qui a reçu le Booker Prize pour un autre roman — Hôtel du lac — enseigne l'his-

toire de l'art dans un établissement londonien : c'est pourquoi, sans doute, l'hérétique de Regardez-moi exerce le métier d'archiviste. « Employée à la bibliothèque d'un institut de recherche médicale spécialisé dans l'étude du comportement », Fanny rassemble des « reproductions d'œuvres d'art et de gravures populaires » ayant trait à la mort ou à la maladie. Cela nous vaut une troublante méditation sur les représentations de la mélancolie, sur la peinture de Goya, et sur les images du trépas. La mélancolie des femmes comparée à celle des hommes : « Les femmes semblent être la proie d'une affliction indescriptible. Les hommes, eux, ont l'air de s'être habillés pour la circonstance. » Les visions de Goya : « Je ne sois pas trop ce [qu'il] avait en tête, mais ce ne devait pas être enviable. On dirait qu'il a passé toute sa vie au bord de l'insupportable. » La mort : « [Elle] peut menacer la mère et son enfant, elle peut envahir la demeure confortable du marchand, interrompre l'avare qui compte son or ou le savant dans son cabinet. La mort peut tendre un piège aux jeunes époux ; la mort peut assister au repas de noces. La mort, portant couronne, un pied décharné posé sur un globe terrestre, tient un miroir où sont inscrits les maux : « le miroir qui ne flatte pas. »

Voilà donc les pensées qui occupent l'esprit de Fanny, dans cette bibliothèque assez lugubre où se retrouvent de pauvres habitués, d'abord sauteux de se réchauffer un peu le corps, un peu l'âme. Pourtant, il est quelquefois un visiteur qui éclaire ces lieux de sa présence. C'est Nick, un médecin : l'exemple même du charme, du charisme. Il « exerce sur les autres un pouvoir » que personne ne tente de légitimer, ni d'expliquer.

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 24.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Victor Hugo, d'Hubert Juin

Rester l'« esprit »

LES fionfions du centenaire Hugo se sont tus voilà un an. Déjà le poète commençait à retomber dans l'oubli révérencieux qui sépare désormais deux commémorations. Faudrait-il attendre les deux ans du siècle prochain pour que le mémoire se remette en branle ?

Le troisième et dernier tome de la biographie d'Hubert Juin arrive avec les carabiniers. On ne comprend pas bien ce retard, vu que le livre est daté, par l'auteur, de novembre 1985. Mais on ne boude pas cette prolongation.

La période finale, de 1870 à la mort, est moins désolante que dans la plupart des vies ; non seulement parce que le bonhomme connaît peu de diminutions physiques, il se maintient même, comme on sait, avec gaillardise et paillardise ; mais parce que la pensée garde son cap au milieu d'événements qui ont détrequé bien des compas. Hugo reste l'« esprit », et d'autant mieux que, en dépit des sollicitations, il ne prétend à rien d'autre.

NAPOLÉON le « Petit » est déchu en septembre 1870. Hugo rentre aussitôt de Bruxelles, après dix-neuf ans d'exil. On pourrait croire que le siècle s'achève. L'autre, qui va mourir en novembre, n'a-t-il pas comparé Hugo à une « locomotive surmenée » ? Rimbaud ne parlera-t-il pas des Jéhovahs et des colonnes en trop grand nombre, « vieilles énormités crevées » ?

Mais c'est le propre des avant-gardes de prendre leurs désirs pour la réalité ; on le voit

bien, en peinture, au musée d'Orsay, où l'impressionnisme laisse survivre triomphalement l'académisme qu'il prétend supplanter.

On aimerait lire, un jour, un essai sur le bon usage des exils, en tous sens, sur les rapports que les écrivains y développent avec la langue maternelle, la langue d'adoption, avec les événements de la patrie quittée, avec le temps. Qu'en pensent aujourd'hui Beckett, le Dublinois de Paris, Ionesco, Kundera ? Hugo, quant à lui, a affirmé à Guernsey la conscience de son pouvoir spirituel, d'une exigence métaphysique. On dit beaucoup que cette notion de magistère intellectuel date de l'affaire Dreyfus ; elle remonte d'abord à Hugo.

Devant la Commune, le poète conserve la tête froide. Le peuple tant sacralisé n'a pas forcément raison, à ses yeux. Pour lui, il s'agit d'une « bonne chose mal faite ». Selon une de ces formules balancées qui lui viennent devant les drames de l'histoire, la répression versaillaise, c'est « l'ignorance égorgeant l'ignorance ».

Une certitude : la nécessité de l'amnistie. Hugo la réclamera sur tous les tons. Il en fera son cheval de bataille, au-delà de tout jugement politique. Il y mettra l'entêtement lyrique qu'il sait donner à ses convictions. C'est cette obstination intraitable qui lui vaut d'être souvent comparé à un roc. Leconte de Lisle ira jusqu'à dire, rappelez-vous, « bête comme l'Himalaya ». On retient le montagne immense, on oublie le reste.

(Lire la suite page 18.)

PRIX PASSION 1986

décerné par les libraires

FRANÇOIS BON
Le crime de Buzon



AUX EDITIONS DE MINUIT

L'AIDE MEMOIRE, Pau - L'ARBRE A LETTRES, Paris 5^e, 7^e, 14^e - L'ARMITIERE, Rouen - AUTREMENT DIT, Paris 5^e - LA BRECHE, Montpellier - CALLIGRAMME, Cahors - COMPAGNIE, Paris 5^e - LE DIVAN, Paris 6^e - L'ENTRELIGNE, Paris 14^e - FLAMMARION 4/CENTRE GEORGES POMPIDOU - FOLIES D'ENCRE, Montreuil - GERONIMO, Metz - LA HUNE, Paris 6^e - JULLIARD, Paris 7^e - LA LIBRAIRIE, Montpellier - LA MACHINE A LIRE, Bordeaux - MAGNARD, Paris 6^e - MILLEPAGES, Vincennes - LE MONDE MEDITERRANEEN, Avignon - L'ODEUR DU TEMPS, Marseille - OMBRES BLANCHES, Toulouse - LE ROI LIRE, Paris 15^e - LES TEMPS MODERNES, Orléans - LA TERRASSE DE GUTENBERG, Paris 12^e - TROPISMES, Bruxelles TSCHANN, Paris 14^e - DE L'UNIVERSITE, Grenoble - VENT D'OUEST, Nantes - VENTS DU SUD, Aix-en-Provence - VOYELLE, Paris 15^e.

كتاب من الأدب

X

JEAN BLOT RACONTE ALBERT COHEN

Une traversée personnelle de
l'œuvre et des thèmes qu'elle
ressasse, hantise de tout un
peuple.

Bertrand Poirot-Delpech

Jean Blot
Albert Cohen



Balland

Ce livre nous rend d'un bout
à l'autre Albert Cohen extraor-
dinairement vivant dans ses
doutes, ses luttes, ses souffran-
ces et ses triomphes.

Nicolas Bréhal

Balland

POÉSIE

Jacques Prévert
l'enchanteur

Danièle Gasiglia-Laster, qui colla-
bore à la future édition des œuvres
de Jacques Prévert dans La Pléiade,
nous propose aujourd'hui une ten-
dre biographie de ce poète, qui
passa sa vie en enfance.

Enfant du rire, de la bohème et
de l'amour, Jacques Prévert naît
avec le siècle et, dès ses jeunes
années, il fréquente l'école de la
rue. Bien des années après, il écrit
un texte pour les cancreaux, ces hor-
laux en culottes courtes qui récu-
rent les règles des adultes.

En 1920, ce jeune rebelle que le
moindre commandement indispose
et que les armes répugnent fait
connaissance avec l'institution qu'il
ne cessera de vilipender : l'armée.
Sa chance sera d'y rencontrer un
conscrit breton qui chasse les ara-
gnées pour les dévorer à pleines
dents. Ce jeune homme étrange
s'appelle Yves Tanguy.

Danièle Gasiglia-Laster suit scru-
puleusement la chronologie des
activités de Prévert. Du groupe sur-
réaliste au groupe Octobre, elle ne
s'attarde pas et préfère souligner
les faits significatifs.

Le cinéma retiendra Prévert
durant de nombreuses saisons.
Mais ses dialogues n'étaient-ils pas
déjà des poèmes ? Ainsi, Gerance-
Arietty fredonnant dans Les Enfants
du paradis :

J'aime celui que j'aime
Est-ce ma faute à moi ?
Si ce n'est jamais le même
Que j'aime à chaque fois.

Jacques Prévert ne fera jamais
rien pour être publié. Son ami René
Berthel, qui dirigeait Le point du
jour, passera deux ans à rassembler
des textes éparpillés chez les pro-
ches du poète et pourra enfin éditer
Paroles en 1946. Le succès sera
immédiat et les poètes ne per-
donneront jamais à Prévert d'être lu
par l'honneur de la rue.

Jacques Prévert, cet enchanteur
des villes et des champs, s'est
éteint le 11 avril 1977. « Mourra
bien qui rira le dernier », disait ce
cancre.

P. Dra.

★ JACQUES PRÉVERT, de
Danièle Gasiglia-Laster, Librairie
Stéphen-Vagabondages, relié, for-
mat 22 x 31, nombreuses illustra-
tions en noir et blanc, 125 p., 185 F.

La belle graphie

d'Eluard

En 1938, Paul Eluard publie *Don-
ner à voir*, un recueil de réflexions et
de poèmes qu'il confronte avec de
larges citations de poètes poétiques
empruntées à des écrivains avec
lesquels il se sent en affinité. De ce
face-à-face naît une œuvre qui est
probablement celle où Eluard se
« donne à voir », intellectuellement
et sensiblement, avec le plus de
bonheur et de sincérité. Mais dès
1940, le poète désire donner à ce
jeu de miroirs plus d'ampleur
encore. Sur un des exemplaires de
Donner à voir, de sa belle écriture, il
commence soigneusement à anno-
ter, à ajouter, à transcrire, à retri-
cher, à corriger. C'est un fac-similé
de ce nouveau livre sur lequel Eluard
travaillera près de dix ans qui est
édité aujourd'hui. Un document lit-
éraire, mais aussi un étonnant
livre-objet.

P. L.

★ DONNER À VOIR, de Paul
Eluard, 1100 exemplaires numé-
rotés, Gallimard, 284 p., 400 F.

RENCONTRE

Camus-Char

A l'automne 1946, un écrivain
résistant vient en attendant un autre,
en gare d'Avignon. Le premier
s'appelle René Char, le second
Albert Camus. Char n'a pas lu
l'étranger, ou mal ; il n'a pas la tête
à lire de la fiction, sinon des récits
de Blanchot. Camus, qui travaille
chez Gallimard, voudrait éditer le
poète de l'île-sur-le-Sorgue. D'où
ce voyage. Les deux hommes
étaient faits pour se plaindre, parce
qu'incapables de comédie. Ils ont
révisé, à la fraîche, d'un album de
photographies qui racontera leur
passion commune pour les pays de

LE MONDE DES LIVRES

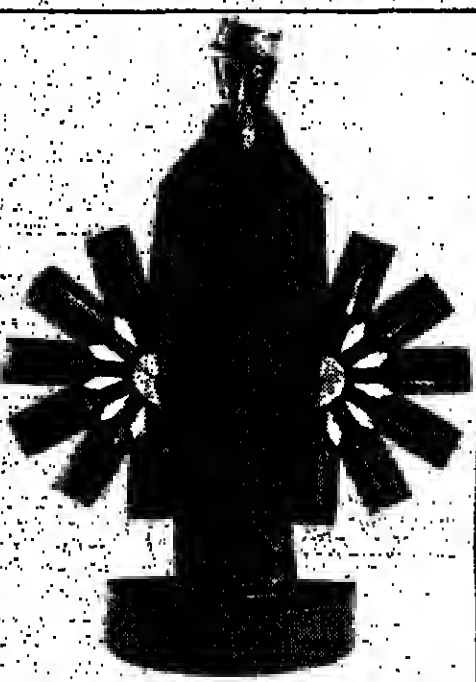
ÉTRENNES A LA VITRINE

Demeures
portugaises

Les plus belles demeures patri-
ciennes des environs de Lisbonne
ont été scrupuleusement répertori-
ées et décrites par Anne de Sucoy
et photographiées par Maurice
Weber. Le résultat est un précieux
album publié par les Éditions
Weber. Cent vingt « quintas »,
construites entre le seizième et le
dix-neuvième siècle, font ainsi
l'objet de descriptions, très détail-
lées pour quatre-vingts d'entre
elles. Si l'histoire d'un pays et des
hommes qui ont fait sa splendeur
ou sa décadence peut se lire dans
ses habitations, ce livre apportera
une très utile contribution à celle du
Portugal. Regrettons seulement
l'absence des demeures plus
modestes qui, tout autant que les
châteaux, font la réalité d'un pays.
Mais cela, il est vrai, aurait entraîné
beaucoup plus loin.

P. Ké.

★ DEMEURES PORTU-
GAISES, HISTOIRE ET DÉCOR,
d'Anne de Sucoy, Weber, civiliza-
cao, 340 ill., 420 p., 450 F.



Le célèbre
Nectar
de Nicolas,
version 1930

Un regard

colonial

L'album de photos intitulé *Black
Ladies*, qui paraît aux Éditions du
Jaguar, s'inscrit sans scrupules
excessifs dans la pure et ancienne
tradition du document colonial,
revue par l'œil moderne d'un photo-
graphe publicitaire, Uwe Ommer.
Cette version « artistique » et car-
tonnée du « bazar magazine » ma-
giclin ravira les amateurs d'exotisme
qui ont encore la nostalgie des loir-
taines terres françaises et de leurs
populations indigènes. La mention
de ce livre ne se justifie finalement
que sur un seul point : celui d'expli-
quer le regret de voir Léopold Sedar
Senghor apporter sa caution à l'ou-
vrage en signant la préface et
les poèmes anciens qui l'illustrent.

P. Ké.

★ BLACK LADIES, d'Uwe
Ommer, préface et poèmes de Lé-
opold Sedar Senghor, Éditions du
Jaguar, 142 p., 240 F.

MÉMOIRE

L'intrépide gaieté

des « années folles »

Les « années folles » ? Du
n'importe quoi, dirait Jacques-Henri
Lartigue, du « n'importe quoi » qui
est la liberté et la fantasia. Les
« années d'illusion », ajouterait Mau-
rice Sachs, avec une pointe d'amer-
tume. Partout régnait une intrépide
gaieté. Les femmes n'avaient qu'un
mot à la bouche : audace. L'audace
de Monique Lerbier, la scandaleuse
Garçonne de Victor Marguerite. La
résolution des coussettes en grève.
L'impétuosité des Dolly Sisters. La
fougue de Violette Morris, ancienne
championne d'éphémère convertie
au music-hall. L'aplomb de Colette,
« Notre-Dame de Lesbos », qui
chassait ses proies au bar du Mono-
cle.

Paul Morand faisait frissonner les
noctambules parisiens avec son
recueil de nouvelles *Ferné la nuit*.
La Gaumont-Palace projetait *Anna
Karlina*, avec Greta Garbo, tandis
qu'au Studio des Ulyssees se pres-
saient les années des dadaïstes et
autres avant-gardistes. Kiki de

Montparnasse posait pour Man
Ray ; les héros de Paul Morand
lisaient les *Trois essais* sur la psy-
chanalyse, « qui reculent terrible-
ment les bornes de l'innocence ».

Artistes et princesses, tous atteints
de « dansomanie », se retrouvaient
pour le five o'clock tea au Bœuf sur
le toit, un bar-caveau et sélect...

Les *Années folles* de Michel Col-
lomb, c'est « l'œil de la mémoire »,
l'âge d'or de l'avant-guerre dans
l'objectif d'Eugène Atget, d'André
Kertész, de Germaine Krull, de Man
Ray, des frères Steiner et de
Jacques-Henri Lartigue. L'enfant
saige des « années folles », qui répé-
tait à qui voulait l'entendre : « Com-
prenez son époque et en être,
involontairement ou non, l'image.
C'est déjà un commencement de
chef-d'œuvre ».

R. J.

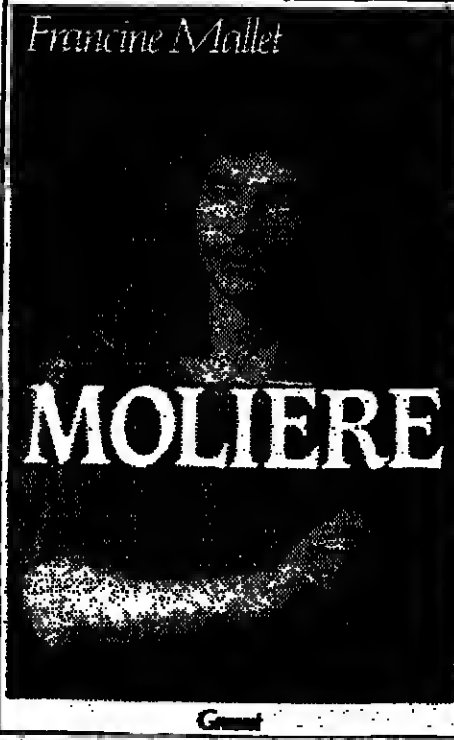
★ LES ANNÉES FOLLES,
textes de Michel Colomb, icono-
graphie d'Eugène Atget, rééditions
de Michel Colomb, Belfond/Paris
Audio-Visuel, 250 p., format
235 x 290, 423 photos en noir et
blanc, 37 en couleurs, 395 F.

Molière, le plus inconnu des écrivains célèbres

Molière, mal connu, mal aimé, n'a pas pris pour nous
figure légendaire comme un Chateaubriand ou un
Hugo... Le livre de Francine Mallet apporte du nouveau.
Il importe de le lire !
Marcel Schneider / Le Figaro

Un portrait largement neutre
Dominique Jamet / Le Quotidien de Paris

Un incroyable travail de détective... on aura sans
doute du mal à écrire autre chose sur Molière
Sylvie Genevoix / Jours de France



Gaut

DU LIBRAIRE

L'après-guerre

c'est l'après-cubisme

L'ambition est vaste : retrouver tous les éléments qui, vus un demi-siècle plus tard, contribuent à définir le style d'une époque. Ils se dispersent dans la peinture et l'architecture, les affiches et le mobilier, le vêtement et la vaisselle, la sculpture et les tissus d'ameublement. S'inspirant d'une idée nette, celle qui professe que les années 20 sont celles de l'après-cubisme et non celles de l'après-guerre, Gilles Néret a entrepris de collectionner le caractère et l'atypique d'une décennie.

S'il n'a pas atteint à l'exhaustivité — mais le fallait-il ? — du moins a-t-il réussi le plus difficile, démontrer l'unité de la période, démontrer l'existence d'un style « années 20 » qui régit aussi bien les inventions du Bauhaus que la révolution du sous-vêtement féminin. Sans s'inspirer trop d'une construction rigide de son livre, l'auteur y a réuni pile-mêle une quantité étonnante de faits, documents et illustrations, si bien qu'il joue de l'abondance comme d'une preuve et que son lecteur se laisse volontiers convaincre. Des raretés qui forcent l'attention, comme cette peinture « pompier » bougeoise que Gilles Néret resuscita, des affiches fort bien venues de l'Expo des arts décoratifs de 1925, des analyses sociologiques paradoxales, tout cela séduit.

Et même si la peinture « moderne » souffre quelques violences et si le néo-classicisme d'un La Fresnaye ou d'un Derain disparaissent étrangement du récit, cette chronique d'une mode remplie heureusement son projet.

Ph. D.

★ L'ART DES ANNÉES 20, de Gilles Néret, Seuil, 248 p., 495 F.

OBJETS D'ART

Porcelaines

de Chine

Deux livres somptueux présentent avec magnificence l'art fragile de la porcelaine chinoise. Le premier regroupe les créations réalisées de 1644 à 1912, soit pendant l'ère mandchoue, en détaillant les techniques de fabrication, les marques dynastiques, les décors et jusqu'aux copies frauduleuses. Rien ne manque, de la porcelaine dite « famille verte » à la porcelaine « bleu de poudre », de la porcelaine de Cailu et de la « famille rose » à l'« œuf de rouge-gorge ». Ces vases couverts de bambous, de lacs, de rochers, ces bols monochromes, ces coupes d'époque Kangxi, qui figurent trois brigands échappés du célèbre roman *Au bord de l'eau* ; tous ces personnages, tout ce bestiaire, donnent vite l'impression que l'on habite, comme Victor Segalen, « une chambre aux porcelaines, un palais dur et brillant, où l'imagination se plaît ».

Encore plus spécialisés : la Porcelaine des compagnies des Indes à décor occidental, qui constitue le développement exhaustif d'un chapitre du précédent ouvrage. Il s'agit, en effet, de l'inventaire minutieux des objets en porcelaine fabriqués en Chine mais dont les décors furent spécialement conçus par et pour des Européens. Ici pas de fleurs, ni d'oiseaux, ni de dragons, ni de chimères : des navires, des scènes de chasse, des sujets galants, et même Apollon jouant de la lyre à une muse pensive au fond d'une assiette polychrome.

A. V.

★ LA PORCELAINE DES COMPAGNIES DES INDES À DÉCOR OCCIDENTAL, par F. et N. Hervé, photos de Y. Ermen, 424 p., 1 204 illustrations, 795 F.

★ LA PORCELAINE DES COMPAGNIES DES INDES À DÉCOR OCCIDENTAL, par F. et N. Hervé, photos de Y. Ermen, 424 p., 1 204 illustrations, 795 F.

L'âge d'or

de la faïence française

Pour entrer dans le domaine complexe de la faïence française, ou, si l'on est déjà amateur, pour s'y retrouver, il faut, plutôt qu'un panorama — nécessairement imprécis — des répères. C'est en

DERNIÈRES LIVRAISONS

BANDES DESSINÉES

● Les Trois Royaumes : bandes dessinées traduites du chinois par Maurice Cayard. Célèbre roman du quatorzième siècle qui narre les intrigues militaires à la cour, à la suite de l'abdication du dernier empereur des Han, en 220, et qui a été adapté en bandes dessinées à l'époque contemporaine. Le texte chinois figure au-dessus de la traduction française, sous les planches de dessin. (Pour l'analyse du folklore, diffusion E 100, 96 p., 78 F.)

COLLOQUES

● Ouvrage collectif : Actes des deuxième assises de la traduction littéraire. Les nombreux participants des assises de novembre 1985 ont débattu des problèmes de traduction et du statut d'une profession qui attend encore d'être reconnue. Une table ronde a réuni Claude Simon et ses traducteurs européens. (Actes Sud, 214 p., 100 F.)

CORRESPONDANCE

● Alexis de Tocqueville : Correspondance étrangère. Amérique, Europe continentale. Parallèlement à son voyage en Amérique en 1831 et à la publication de son grand livre, en 1835-1840, Tocqueville entretient une correspondance avec des amis d'outre-Atlantique. La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée au versant européen de cette correspondance. Texte de ce volume établi par Françoise Mélonio, Lise Queffelec et Anthony Plessencia. (Gallimard, 398 p., 230 F.)

ÉROTISME

● L'Enfer de la Bibliothèque nationale : Œuvres anonymes du dix-huitième siècle, tome III. Six ouvrages licencieux dans la collection dirigée par Michel Camus. Outre le Triomphe des religieuses ou les Nonnes habillées, on trouve dans ce volume, la célèbre Thérèse philosophe, que préface ici Philippe Roger. (Fayard, 414 p., 120 F.)

ESSAIS

● Jean-Pierre Cometti : Robert Musil de « Törles » à « l'Homme sans qualités ». L'individu et l'impersonnel, le temps, l'expérience de l'indéterminé et de l'infiniment variable, constituent quelques-uns des thèmes d'une œuvre qui, tout en ne perdant jamais tout à fait « le contact avec le comportement ordinaire », cherche ce que Jean-Pierre Cometti appelle une « morale de la création ». (Pierre Mardaga éditeur, Bruxelles, 278 p., 229 F.)

VOYAGES

Le Transsibérien

Déjà, spécialistes des trains au long cours, Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla — auteurs d'un bel album sur l'Orient-Express — nous proposent cette année de prendre le plus long train du monde : le Transsibérien, qu'ils surnomment l'« Extrême-Orient-Express ».

Paris, Jaumont, Charleroi, Namur. Les premières étapes de ce voyage intercontinental commencent sans exotisme, tandis que s'accumulent les frontières. Berlin, Varsovie, Moscou... avant de franchir la Volga à Samara (aujourd'hui Kouibichev). Oufa, Tcheliabinsk, Omsk, Taïga, Krasnoïarsk, Irkutsk sur le Baïkal avec la direction de Pékin par le Transmongolien, à travers le désert de Gobi, ou par le Transmandchourien à moins de continuer vers le Pacifique en longeant l'Oussouri jusqu'à Vladivostok. Telles sont les étapes inscrites sur les titres de transport de ce train de luxe, qui est, au début du siècle, le fleuron de la Compagnie internationale des wagons-lits.

Il faut, en 1907, seize jours pour aller de Paris à Pékin, une dizaine aujourd'hui... Après une interruption d'un demi-siècle, le Transsibérien, ouvert aux voyageurs internationaux à partir de 1970, est redevenu un but de voyage, une croisière touristique sur rails qui propose diverses agences de voyage. L'un des miracles du Transsibérien, c'est d'avoir créé un mythe. D'avoir transformé le mot qui évoque le pire inhospitalité (tant par le climat que par les bêtes) en rêve. L'illusion de l'évasion... (1).

Les auteurs nous livrent les résultats d'une minutieuse enquête sur l'histoire de la construction et sur les modèles de wagons et de locomotives qui passionneront les amateurs de trains, rapportant les impressions des voyageurs anciens et ont même fait une partie du trajet — de Moscou à Khabarovsk — pour rapporter des « choses vues ». S'ils se sont attachés à mettre en lumière l'importance du contrôle de la ligne transsibérienne pendant la guerre civile, s'ils ont tenu compte de tous les aménagements récents des lignes — sans mettre en lumière que le terminus n'est plus à Vlad-

● Gilles Farcat : Henry Thoreau - L'éveil du Nouveau Monde. Une étude très documentée sur l'auteur de *Walden*, écrivain et philosophe du retour à la nature conçu comme quête spirituelle. Adepte de la non-violence, il a inspiré à la fois Gandhi, Tolstoï et Kerouac. En postface, dialogue avec Kenneth White. (Sang de la terre, 350 p., 90 F.)

HISTOIRE

● Michel Antoine : le Dur Métier de roi. Onze études sur la civilisation politique de la France d'Ancien Régime, par Michel Antoine, professeur à l'université de Caen et spécialiste du fonctionnement de la monarchie administrative française. Préface de Pierre Chaunu. (PUF, 344 p., 185 F.)

HUMOUR

● Jacques Sternberg : les Pensées. « Douces, glacées, grutes, sauvages, surnaturelles ou réalistes », ces pensées de Jacques Sternberg sont d'une grande noirceur. Mais dans ce déferlement de pessimisme, il faut une lumière, un espoir... On les trouve dans le préface du dynamique Bernard Tapie, d'où nous extrayons le mot suivant : « Le vie, c'est connaître, c'est risquer, c'est faire preuve d'une boutade existentielle que les intellectuels ne peuvent pas forcément comprendre... » (La Cherche-Midi éditeur, 134 p., 56 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● Katab Yacine : l'Œuvre en fragments. Rassemblés et présentés par Jacqueline Amaud, ces textes épiques — poèmes, textes narratifs et théâtre — du grand écrivain algérien étaient parus dans des revues ou des périodiques. « Ce soir, ma vie sanglante avec des cris de joie : j'ai entendu venir le chant de ma détresse. » (Sindbad, 446 p., 150 F.)

SCIENCES

● Ronald W. Clark : Edison - L'artisan de l'avenir. L'itinéraire d'un inventeur-né qui débute à quatorze ans comme vendeur de journaux, fabrique le premier ampoule électrique et — moins connu — la poupée parlante. Avec ses quelques centaines de brevets déposés, il incarne le rêve de tout créateur : être Edison ou rien. Traduit de l'anglais par Edouard Guignon. (Belfin, 312 p., 82 F.)

SOCIÉTÉ

● Philippe Beaune et Guy Desplanches : Un prénom pour toujours. Un sociologue et un démographe se sont penchés sur les modes et usages qui régissent le choix des prénoms, selon les époques, les sexes... (Balland, 328 p., 89 F.)

vostok, — ils se sont malheureusement privés des témoignages des utilisateurs soviétiques d'aujourd'hui. En effet, le livre est allé jusqu'en 1920, couvre les neuf décennies du livre et, à propos du nouveau Transsibérien, le BAM, construit à partir de 1974, ils concluent bizarrement : « Le BAM forge des milliers d'hommes et de femmes, dormeurs obstinés, de la plus sauvage des Sibéries » !

M. Z.

★ LE TRANSSIBÉRIEN, de Jean des Cars et Jean-Paul Caracalla, rééd., Denoel, 160 p., 378 F.

(1) Pour les jeunes lecteurs (et les autres), rappels excellents et spirituels album d'Agota Rosenfeld *Paris-Pékin par le Transsibérien* (Gallimard).

EN BRIEF

● Le PRIX PASSION, décerné par les libraires, est cette année à François. Bon pour son roman *Le Crime d'Henri*, publié par les éditions de Minuit.

● Le PRIX DES QUATRE JURETS a été décerné à l'ensemble à Henri Coulonges pour son roman *Les Frères Moravcs* (Stock).

● L'Interrogation démocratique et le lien social, tel est le thème de la RENCONTRE organisée par Christian Descamps dans le cadre de l'Espace de recherche de Centre Georges-Pompidou, les 11 et 12 décembre à 21 heures dans la petite salle du Centre.

● Un colloque sur LA POÉSIE FRANÇAISE CONTEMPORAINE se déroulera du 12 au 14 décembre à l'Institut français de Londres. A cette occasion seront présentés des auteurs et leurs traducteurs en anglais, dont Pierre Oster, Jean-Claude Risset, Claude Roy, Jean Tardieu. (Renaissance, s'adresser à l'Institut français, 17 Queensberry Place, London SW7 2DT. Tél. : 01-589 6211.)

● PRÉCISION. — Sous le titre *Le Conte des contes*, les éditions Albin ont publié non pas deux, comme nous l'avions écrit par erreur dans « Le Monde des Livres » du 29 novembre, mais dix fables sur les quarante-neuf que contient le grand livre de Gabrielle Baillie, plus minutieusement baptisé *Le Paradis*. La deuxième partie du texte est en fait une conclusion. L'adaptation de ces contes en français représente un achèvement du livre napoléonien.

Augustin BERQUE

Le sauvage et l'artifice

Les Japonais devant la nature

Le regard sensible et savant que pose l'auteur sur la manière plus sensible encore et plus naturellement savante qu'ont les Japonais de regarder leurs monts et leurs eaux, leurs herbes et leurs bois aux quatre saisons de l'année nous en apprend long sur eux, et sur nous.

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD *rf*

Georges Elgozy

LA GRANDE MAGOUILLE

Les paradoxes du politique

« Électeurs, élus, carriéristes, diplomates, publicitaires... tous les acteurs de notre démocratie en prennent pour leur grade... Un essai décapant et toujours convaincant »

PATRICK COQUIDÉ, *LE NOUVEL ÉCONOMISTE*

« Quelle erreur, au reste commettait le lecteur en ne s'arrêtant qu'à la parodie. Derrière, il y a Elgozy qui pense que l'apolitisme est le lit du totalitarisme »

PIERRE PROUD, *LE MONDE*

« Deux cent quarante-huit pages de culture, d'intelligence, d'humour, de bon sens au service de la rigueur morale »

YVONNE LES ÉCHOS

« Ainsi souffle l'esprit de Georges Elgozy, que les amateurs tiennent pour le Sacha Guitry de la technocratie, de l'économie et de la politique »

L'EXPRESS

LE ROCHER

Un petit livre exquis.

Le Nouvel Observateur

Un essai éblouissant.

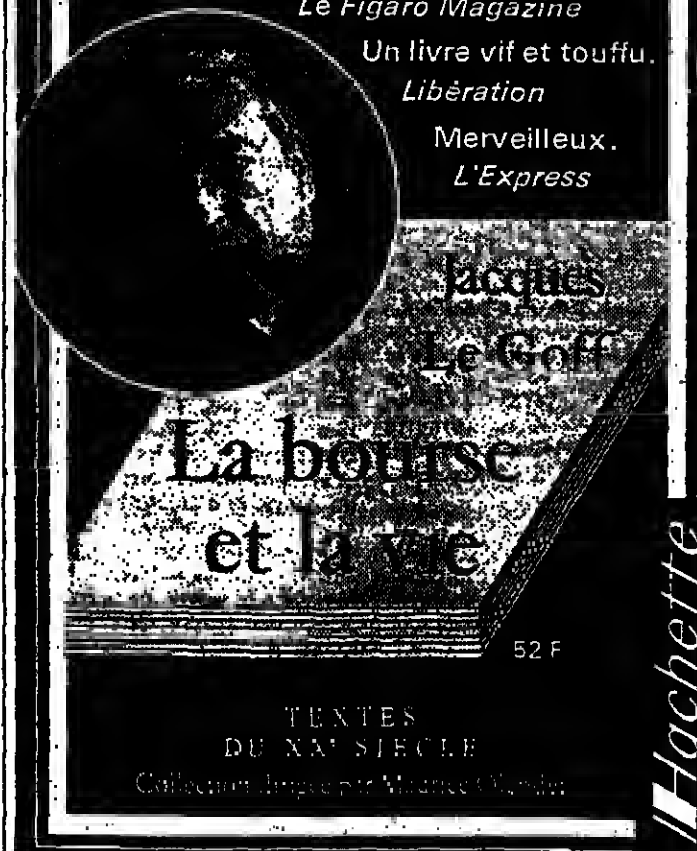
Le Figaro Magazine

Un livre vif et touffu.

Libération

Merveilleux.

L'Express



La bourse et la vie

52 F

TENTES DU XI^e SIÈCLE
Collection dirigée par Maurice Godé

Hachette

Op. 1101520

كنا في انا

ÉTRENNES

L'édition pour la jeunesse a pris, cette année, un rythme plus sage. Pourtant, on a la nette impression que la qualité s'améliore d'autant plus qu'on en produit maintenant pour toutes les « tranches d'âge ».

Des albums réussis

Onze histoires loufoques somptueusement illustrées par les aquarelles de l'Allemand Helme Heine, pleines d'invention, de talent et de drôlerie. Il n'est pas utile de savoir lire pour trouver un sens (et un non-sens) à ces dessins qui sont chacun comme l'antécédent d'une fable... (*Sept cochons sauvages*, de Helme Heine, album 21,5 x 27,5 cm. Gallimard Jeunesse, 120 p., 128 F., à partir de six ans).

« La princesse Finemouche ne voulait pas se marier. Cela lui plaisait bien d'être une demoiselle. Comme elle était très mignonne et très riche, tous les princes convoitaient sa main. Comment décourager les prétendants et les transformer en crapauds convertis de pustules... C'est ce qu'enseignent, pince-sans-rire, l'Anglaise Babette Cole. (*Princesse Finemouche*, de Babette Cole, album 23,5 x 20 cm. Seuil, 32 p., 55 F., pour les filles à partir de six ans).

Maman Ours et son petit font provision de nourriture avant l'hiver. Dans la rivière, le reflet de la lune ressemble à un poisson d'or. La technique très originale de ce livre (gravure sur bois ? linogravure ?) fait vibrer les noirs avec beaucoup de force et d'originalité. (*L'Automne de l'ours brun*, de Keizaburo Teijima, album 21,5 x 30,5 cm. Ecole des Loisirs, 44 p., 60 F., à partir de cinq ans).

Ralph Steadman, malgré Freud et Leonard de Vinci, n'abandonne pas les enfants. On retrouve son coup de crayon volontaire et expressif dans cette histoire de pont entre deux villages qui se font la guerre pour... un navet. (*Deux îles et un pont*, de Ralph Steadman, album 22 x 29 cm. Nord-Sud, 32 p., 68 F., à partir de cinq ans).

« Tout ce que j'aime faire dans la vie, c'est manger. Manger. MANGER », dit la Grosse Patate, que nous avions connue en 1979 aux éditions Léon Faure (aujourd'hui disparues), revivait avec de nouveaux dessins pour faire l'éloge de la boulimie et du droit à la différence. Un livre qui ne ressemble pas aux autres. (*La Grosse Patate*, de Sissi Morgenshtern et Joëlle Boucher, album 25 x 23 cm. Messidor/La Farandole, 256 p., 145 F.).

doit, 28 p., 65 F., pour les filles à partir de huit ans).

Du même auteur : *Toujours de cuisine*, une « cuisine-fiction » qui a pour ambition de mettre les jeunes en appétit à travers la lecture. Avec des recettes de cuisine dues à Jacques Maximin, meilleur jeune Chef de France 1984. (Ecole des loisirs, 124 p., 96 F.).

La vie des animaux d'Afrique vue par les crayons d'un dessinateur japonais : troupeaux d'éléphants, invasion de sauterelles, portrait de groupes de lycéens, la chasse sert à survivre. On s'y croirait. Ne regardez pas, avant de vous endormir, les yeux des lions affamés qui flambent dans la nuit... (*Souvenirs et De la part de papa*, de Toshi Yoshida, album 30 x 21,5 cm. L'Ecole des loisirs, 32 p., 65 F. chaque, à partir de sept ans).

Il y a des choses dont un enfant bien élevé ne parle pas en public. « Ah ! ces sales cochons ! », dit la princesse. « Une seule solution : il faut aller sur ton pipot », répondait la reine... Ne soyons pas plus royalistes que la reine et n'hésitons pas à savourer cet humour pipicaca dont tous les enfants sont friands... Superbes dessins de Tony Ross. (*Je veux mon pipot*, de Tony Ross, album 20,5 x 23,5 cm. Seuil, 24 p., 49 F., à partir de quatre ans).

Marie-Anne et Louis ont déménagé et détestent leur nouveau quartier. Ils n'ont pas d'amis... James Stevenson, à son habitude, livre librement de la BD et des bulles pour raconter une vraie histoire avec un minimum de paroles. (*Pas d'amis !* par James Stevenson, album 25 x 20 cm. Ecole des loisirs, 32 p., 58 F., à partir de six ans. Du même auteur : *On est bientôt arrivé ?* Flammarion, 65 F.).

L'histoire de Maco des Grands Bois, un fameux chasseur qui, toute sa vie, a poursuivi la Grande Bête Noire qu'on tue ou qui vous tue, qui échappe aux chiens et aux hommes qui la poursuivent... Une belle histoire d'arbres et de bêtes où toutes les pages sont ornées par la nature. (*Maco des Grands Bois*, de Nicole Maymat, III de Claire Forgeot, album 22,5 x 29 cm. Ipomée, 40 p., 100 F., à partir de douze ans).



Dessin d'Anne Wilsdorf

Noël

Les Pères Noël ne sont plus ce qu'ils étaient... Celui-ci est devenu vieux : son chariot se brise, sa monture dérape sur le pont gelé. Il sera sauvé. Cherchez la femme : Faustine, marchande de jouets. (*Faustine et le Père Noël*, d'Anne Wilsdorf, album cartonné 16 x 20,5 cm. Flammarion, 32 p., 55 F., à partir de quatre ans.)

Un conte de Noël provençal en images et en chansons qui raconte l'histoire de Jaume, le vieux berger de Lourmarin, parti vers les sommets à la recherche du soleil pour que Noël soit une nuit de lumière... (*Le Secret de Jaume le Berger*, mis en paroles par Giorda, mis en images par Sophie Koechlin, mis en musique et en chansons par Jean-Maria Carlotti, Cassette, une cassette dans un livre d'images, Ed. Vif-Argent, 18, rue d'Armenouville 92200 Neuilly, 120 F., à partir de quatre ans.)

Un conte de Noël raconté comme un conte oriental par Amahl, le jeune berger qui ne

veut pas dormir et qui, en cette nuit extraordinaire, va rencontrer la caravane des Rois mages à la recherche d'un enfant à qui ils portent leurs présents. Presque tout entier en dialogues, le livre a un ton direct qui retiendra le jeune lecteur. La relation entre la mère et son fils somme tendre et juste. Les illustrations aux couleurs chaudes de l'or et du désert nocturne évoquent bien « tous les trésors de l'Arabie »... (*Amahl et les visiteurs de la nuit*, de Gian-Carlo Menotti, illustré par Michèle Lemieux, album 28,5 x 22 cm. Centurion Jeunesse, 64 p., 78 F., à partir de sept ans.)

Une nuit de Noël, un train s'arrête devant la fenêtre d'un petit garçon. « En voiture », crie le chef de ce train qui se trouve déjà plein d'enfants en pyjama et chemise de nuit. Un voyage fantastique vers la grande calotte glaciale polaire, le pays du Père Noël, superbement illustré... (*Boréal-Express*, de Chris Van Allsburg, album 29 x 23 cm. Ecole des loisirs, 32 p., 70 F., à partir de cinq ans.)

Contes de tous les temps

Un livre de chevet, avec une histoire par jour, ou une devinette, à raconter par les plus grands aux plus petits. Des contes de tous les pays, de tous les temps, parfois trop longs pour être racontés en une fois, occupent toute une semaine : des contes à suivre, venus de partout... (*365 contes pour tous les âges*, de Muriel Bloch, volume cartonné 12x20 cm, avec 52 ill. en noir de Grégoire Solotareff. Hatier, 384 p., 85 F.).

Les illustrations féeriques et fantastiques de Binette Schröder sont des images de peintre qui plongent le lecteur ou l'auditeur d'un conte aussi connu que *la Belle et la Bête* dans le monde merveilleux du rêve éveillé et du canehemard délicieux. Attention pourtant à l'orthographe : dès la deuxième ligne, il est écrit que le marchand avait six enfants... (*La Belle et la Bête*, de M^{me} Leprince de Beaumont, ill. de Binette Schröder, album 23 x 27 cm. Albin Michel jeunesse, 40 p., F.).

L'illustratrice Kelek a le goût de l'insolite, et même du terrifiant. Ce qui n'est pas fait forcément pour déplaire aux enfants... Pour présenter les contes de Perrault, elle ne craint pas de créer des images inquiétantes qui les plongent dans un monde à mi-chemin entre le tableau de maître et la BD. Des créatures monstrueuses aux longues griffes crochues guettent la Belle au bois dormant, l'ogre ressemble à Ras-

poutine, et ses filles lui ressemblent... Les parents n'aiment pas forcément. (*Contes de Charles Perrault*, illustrés par Kelek. Album 22,5 x 31 cm. Hatier, 72 p., 98 F.).

L'humour et la dérision des gouaches de Dorothee Duntze rendent merveilleusement l'esprit du conte d'Andersen : la ville et la cour existent réellement auprès de cet empereur trop coquet qui a la passion des beaux habits. (*Les Habits neufs de l'empereur*, de H.-Ch. Andersen, ill. de Dorothee Duntze, album 24x32 cm. Nord-Sud, diff. Sotefis, 29, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris, 32 p., 74 F.).

Les contes, tels qu'ils furent transmis par la tradition orale, ont été très souvent édulcorés, perdant ainsi une grande part de leur richesse et de leur sens. Contes souvent cruels, toujours mystérieux, que cette collection restitue en supprimant tous les archaïsmes et en racontant les histoires dans un langage d'aujourd'hui. Par exemple, la grand-mère du Petit Chaperon rouge sort rajeunie des entrailles du loup égaré. « On mit dans le ventre du loup quarante kilos de gros sel et puis on le lui recousit. Il avait eu si grande peur que lorsqu'il reprit ses esprits il ne se souvenait de rien. Il se rappelait seulement qu'il avait mangé la grand-mère et cru qu'il l'avait trop salée... » Dans un autre conte, recueilli par les frères Grimm, l'enfant est tué par sa mère, mangé par son père,

sauf par sa petite sœur... *La Pêche de vigne*, conte de l'Anbrac contre la stupidité, est illustré en images d'aujourd'hui... (*Le Petit Chaperon rouge, la Pomme rouge, la Pêche de vigne, le Pêcheur et le Petit Poisson*, Coll. « Contes de toujours », dirigée par Bruno de La Salle. Albums 25 x 25 cm., très spirituellement illustrés. Casterman, 28 p., 48 F.).

Une nouvelle collection fait sortir les contes de l'enfance dans des récits peu connus recueillis et adaptés par des écrivains et des poètes, suivis d'un glossaire pour expliquer les mots « exotiques ». Présentés avec un goût parfait, superbement mis en pages et imprimés, ces volumes sont des livres à lire qu'on gardera longtemps. (*Contes irlandais*, choisis et traduits par Pierre Leyris ; *Contes berbères*, par José Féron ; *Contes du Grand Nord*, par Luda, ill. en hors-texte, 19 x 24 cm. Hatier, coll. « Fées et gestes », 144 p., 99 F. le volume.)

Un sondage réalisé auprès des élèves du primaire et du secondaire nous apprendait récemment

que les enfants ne connaissent pas les fables de La Fontaine et qu'on ne les apprend plus à l'école. Cette édition, dont le bestiaire est spirituellement illustré, se présente en deux volumes très maniables, très lisibles, très joliment présentés. Un beau cadeau. (*Fables de La Fontaine*, images de Gabriel Lefebvre, deux volumes 17,5 x 16 cm., sous emboîtage, Casterman, 300 p., 200 F.).

Ce très beau et très luxueux album sur papier glacé est une récréation picturale d'Ondine par Frédéric Clément. L'étrange jeune fille née au fond des mers et qui attend l'amour d'un homme nous apparaît étendue sur un matelas flottant, image aquatique qui submerge tout le livre, jusqu'à la mort du chevalier noyé par le torrent de larmes versé par la jeune fille de l'eau. (*Ondine*, de Frédéric de la Motte-Fouqué ; traduit de l'allemand par Jean Thorel. Illustrations de Frédéric Clément. Album relié toile 24,5 x 31 cm, Ipomée, 110 p., 280 F., à partir de 14 ans.)

Un « Etat du monde » à la portée de tous

Cet *Etat du monde* à destination de la « jeunesse » est un ouvrage intelligent, maniable parce qu'il est doté d'un index et d'« entrées » multiples, sérieux tout en restant parfaitement lisible, très bien mis en page enfin. Réunir autant d'informations, d'explications, de rappels historiques en deux cent cinquante pages n'est pas chose aisée. Voilà pourtant ce qu'a réalisé le « couple » Hechette-La Découverte, et il faut l'en féliciter. A défaut de devenir la bible de l'honnête homme, cet *Etat du monde* peut parfaitement constituer celle de l'honnête adolescent, voire de l'honnête étudiant, tant il est indispensable complètement à la lecture d'un quotidien.

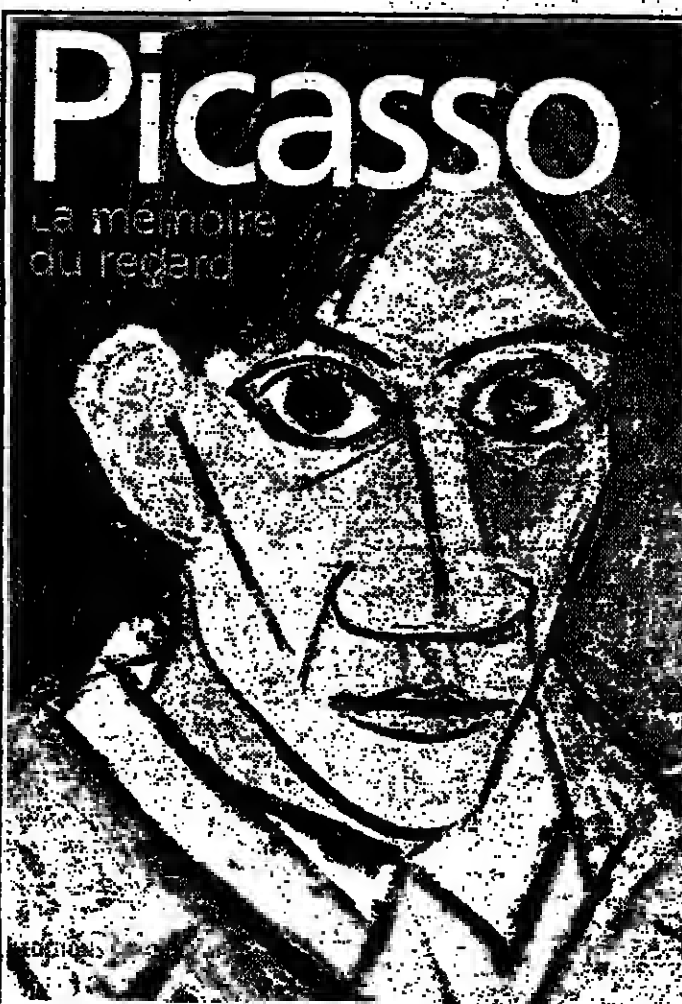
Une réserve cependant : les auteurs... ou certains d'entre eux puisqu'on ne nous dit pas qui a fait quoi... sont parfois enclins à pousser l'euphémisme ou le raccourci un peu loin. Illustrons notre propos : pourquoi écrire à la rubrique Tchad (p. 76) que l'accord de retrait simultané signé en septembre 1984 par Paris et Tripoli a été « partiellement appliqué » par la Libye alors qu'il a été tout simplement violé par le colonel Kadhafi ? Pourquoi, à propos de Madagascar

(p. 99), écrire que le « politique économique du président Ratsiraka « n'a pas donné tous les résultats escomptés » alors qu'elle se solda, de l'avis de tous les spécialistes, par une catastrophe ? Pourquoi, à propos du Nicaragua (pp. 105 et 106) faire l'éloge des élections de novembre 1984 et faire de penser que Somoza n'a été renversé que par les sandinistes alors qu'il a été renversé par tout un peuple ? Qu'on le veuille ou non, les « contras » ne sont pas que d'anciens somozistes. La vérité est peut-être plus complexe. Même chose à propos de l'Algérie : peut-on ne citer que le chiffre, fort controversé, d'un million et demi de morts pendant la guerre d'indépendance ? Et peut-on sérieusement écrire, au chapitre islam, que cette doctrine « ouvre la voie à la démocratie » ?

Erreurs de jeunesse ? Il faut l'espérer, tant cet *Etat du monde*, si bien conçu, ne mérite pas d'être entaché de telles approximations.

JACQUES AMALRIC.

★ L'*Etat du monde* : jeunesse, chez Hechette-La Découverte, 256 p., 145 F.



L'ÉVÈNEMENT

De 1901 à 1972, une sélection de 218 œuvres - dont beaucoup inédites - présentée à des formats jamais utilisés pour un livre d'art.

Format : 270 x 370 mm, 320 pages, 218 illustrations dont 130 en couleurs
4 triptyques de 370 x 800 mm

SOUSCRIPTION : 885 F

jusqu'au 31/12/86

980 F au 1/1/87

Cadeau aux 1000 premiers souscripteurs :
2 grandes reproductions en couleurs,
La Guerre et La Paix.

En vente chez votre libraire Beaux-Arts
Editions Grise d'Art

POUR LA JEUNESSE

Moins inventif aussi, depuis que la plupart des petites maisons ont dû disparaître, faute de moyens. Les livres d'images, cependant, continuent à faire preuve de trésors d'imagination. C'est au berceau, désormais, qu'on veut prendre le lecteur. — Nicole Zand.

Célébrités

Comment Sancho Panza, qui était docteur en médecine, a vécu à sa manière les célèbres aventures du Chevalier et comment il l'a ramené à la réalité. « Sans doute faisait-il trop d'aventures chevaleresques, sans doute avait-il trop d'imagination », explique Sancho, qui finit par découvrir pourquoi Quichotte prenait des moutons pour des soldats ou des moulins à vent pour des géants : il était... myope. C'est avec des lunettes qu'il lit désormais les romans de chevalerie ! La parodie est drôle et bien dessinée. (Comment j'ai guéri Don Quichotte par le Dr Sancho Panza, de Gaetan Evard. Album 25 x 21 cm. Duculot, 34 p., 59 F, à partir de sept ans.)



Dessin de Paolo Cardoni

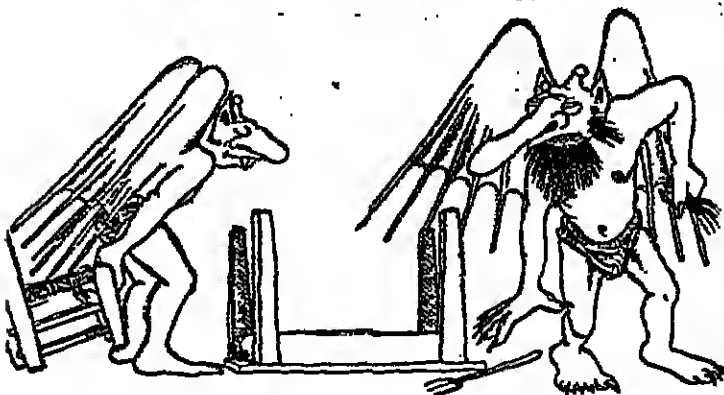
Philippe Dumas a imaginé que, un jour dans les bois, il rencontre, par l'intermédiaire d'Edouard, son héros... Victor Hugo, fatigué et cherchant son chemin. On invite à dîner le poète, qui revêt son habit d'académicien et ne se fait pas prier pour réciter une de ses œuvres devant cette table. Il choisit le crapaud comparant les hôtes qui l'ont secouru à l'âne « qui s'écarte et se dérange pour ne pas écraser un crapaud dans la fange ». Une rencontre narquoise, pleine d'humour, toute vibrante de la chaleur des banquets. (Victor Hugo s'est égaré, de Philippe Dumas. Album 29 x 23 cm. Ecole des Loisirs, 48 p., 110 F, pour adolescents et adultes.)

Claudio Abbado, un des plus grands chefs d'orchestre contemporains, se raconte. Il évoque son enfance pleine de musique, sa pre-

mière visite à la Scala de Milan et explique les bases élémentaires de la direction d'orchestre. (Je serai chef d'orchestre, par Claudio Abbado. Album 24,5 x 30 cm. Ed. Van de Velde et Hachette Jeunesse, 48 p., 85 F, pour jeunes musiciens, à partir de huit ans.)

An Brésil, le football est un sport national. Et Jorge Amado, l'auteur de *Capitaine des sables*, a imaginé l'histoire d'amour de la balle Perce-Filets et du gardien de buts Bilé-Bilé, dit la Passoire : entre eux, la passion pousse régulièrement la balle dans les bras de son amoureux. Les Brésiliens soupçonnent d'ailleurs fortement qu'une passion de ce genre a précipité la balle de penalty de Zico dans les bras de Joel Bats, lors du Mondial... (La balle et le footballeur, de Jorge Amado, III, de Guy Lebrument. Album 22 x 20 cm. Ed. ILM (Impressions Latour-Maubourg, 20, rue Augereau, 75007 Paris), 36 p., 48 F, à partir de huit ans.)

Fées, monstres et sorcières



Dessin de Grégoire Solotareff

Minotaure, licorne ou chimère... Bêtes fabuleuses et géants impressionnants sont les personnages de courtes histoires bien illustrées qui introduisent les jeunes lecteurs dans les mondes des contes de fées. Où les fées peuvent être des monstres... (Le Livre des bêtes fabuleuses et le Livre des géants, albums racontés par Sarah Hayes, format 19 x 25 cm, Albin Michel jeunesse, collection « Dis-moi une histoire », 36 p., 29 F, à partir de sept ans.)

La vie de fée peut être une vie de chien... C'est ce qui ressort des aventures et des déboires de Margot la chienne-fée, qui tous les quinze ans change d'aspect pour échapper à Mélusine. (Cornes d'auroch et poils de yak, de Philippe Barbeau et Gérard Franquin. Couverture souple illustrée, 13 x 18 cm, Flammarion/Père Castor, collection « Cadet-Castor », 64 p., 35 F, à partir de sept ans.)

Trois courtes histoires de sorcières enfermées dans un coffret rouge à l'intention des très jeunes amateurs. (Le coffret des sorcières : Mère rapace, Une sorcière bien attrapée, La Sorcière et sa servante, par Margaret Greaves, illustrations Francesca Crespi, trois petits volumes cartonnés 10,5 x 12 cm sous emboîtement, Gautier-Languereau, 28 p., 68 F, à partir de cinq ans.)

Le bébé monstre a peur des humains qui pourraient se cacher sous son lit et ne peut s'endormir.

« Un monstre affreux comme toi n'a vraiment rien à craindre », lui dit sa mère. Illustré par Susan Varley, la jeune Anglaise auteur de *Au revoir, blaireau*. (Bébé monstre, de Jeanne Willis et Susan Varley. Album 24 x 20 cm, Gallimard, 24 p., 62 F, à partir de quatre ans.)

Les ogres de Grégoire Solotareff sont la grande découverte de l'année. A condition d'aimer les ogres... Car ce jeune illustrateur dessine à traits épais, bien noirs, bien grimaçants, des créatures affreuses — affreusement drôles, d'une efficacité graphique exceptionnne. Né en 1953 à Alexandrie, élevé en Egypte, Solotareff a terminé ses études de médecine, mais il préfère dessiner monsieur l'Ogre, un gros bonhomme vorace et cruel. Il l'envoie en prison, mais l'Ogre devient si maigre qu'il passe à travers les barreaux... Il imagine aussi la lutte fratricide pour la prééminence entre Grand-Louis et Petit-Robert et leur suggère de procréer le plus possible afin que, peut-être, ces enfants-monstres puissent un jour prendre le pouvoir sur la Terre... (La bataille de Grand-Louis et de Petit-Robert et Une prison pour monsieur l'Ogre, de Grégoire Solotareff. Albums 23,5 x 23 cm, Ecole des loisirs, 40 p., 60 F, à partir de six ans.)

Du même auteur, mais en moins féroce : les Aventures de Théo et Balthazar, le rhinocéros : Au Japon. En Amérique. (Hatier, Collection « Théo et Balthazar », 40 p., 45,50 F, à partir de trois ans.)

Tout sur l'astronomie

Tout, tout, vous saurez tout sur l'astronomie après avoir feuilleté ces trois volumes de l'Histoire du Ciel et de la Terre. Certes, ces trois livres aux textes très courts, agrémentés de nombreuses illustrations, ne s'adressent pas à un public de spécialistes. Mais ils constituent un bon ensemble d'initiation à l'astronomie.

Le premier volume traite des Premiers Astronomes et de leurs conceptions, parfois géniales, mais souvent fausses, sur la vraie nature de l'univers. Car ce n'est qu'avec Copernic, Kepler, Galilée et Newton que l'Astronomie moderne, traitée dans le second volume, va naître. Vont alors se multiplier les lunettes astronomiques, les télescopes et ces radiotélescopes qui nous donnent aujourd'hui une image

du ciel bien différente de celles décrites par nos ancêtres.

C'est en effet grâce à ces moyens d'observation et à l'utilisation des satellites que l'on connaît mieux le fameux « big bang », cette gigantesque explosion originelle qui a donné naissance à l'univers, aux étoiles, aux galaxies, au Soleil et à son cortège de planètes, dont une, la Terre, a vu apparaître la vie comme la raconte la troisième et dernier volume de cet ensemble traduit de l'italien.

J.-F. AUGEREAU.

★ HISTOIRE DU CIEL ET DE LA TERRE, trois volumes. Format BD, d'une quarantaine de pages chacun. Belin, 57 F chaque volume (à partir de douze ans).

Livres objets, livres jeux

Sur la couverture métallique, un grand soleil rit à pleines dents et invite à entrer dans ce livre original, où l'on se promène comme dans un spectacle... ou une pochette-surprise. Avec des lettres, des recettes de cuisine, un lampion, un théâtre d'ombres, un miroir, des parfums, des journaux de bandes dessinées, etc.

Un côté batteur rappelle que l'album est né d'un spectacle donné par une troupe de Catalogne, Comediants, dans lequel on chante, on danse, on parle, on monte et on descend, on rit, on voyage, on célèbre le culte du soleil...

Une étrange boîte à trésors et à secrets qui ne donne pas de solutions. (Soleil! Soleil! Version libre, sensorielle, cosmique et littéraire du spectacle Sol soleil, réalisé par les Comediants, traduit du catalan, relié en fer-blanc 31 x 31,5 cm, poids 1,250 kg, éditions Milan, 9, rue des Gestes, Toulouse, 350 F.)

Les pages de cette grande maison de carton représentent des pièces qu'on peut meubler et habiter, grâce à des personnages et à des objets à découper et à glisser à leur place. (Natale Maison, format 39 x 32,5 cm. Rouge et or, 85 F, à partir de quatre ans.)

Pour les amateurs de chats, un livre qui réunit plus de trois douzaines de chats du monde entier avec leurs explications et de très jolies illustrations : jeux de salon, devinettes, jeux de plein air, jeux d'adresse, marionnettes, un chat noir à assembler, un beau jeu de l'oie-chat. (Jouons avec les chats, par Erika Bruce, un cahier pelliculé 21 x 28 cm, Albin Michel, 100 F.)

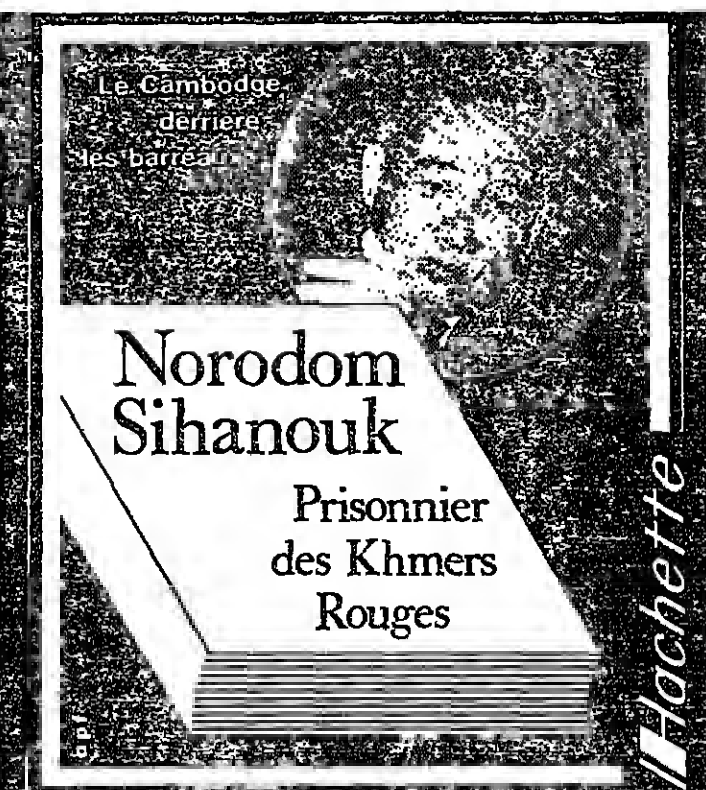
La page s'allonge quand on la tire. Ou se replie. Et raconte, sans mots, une autre histoire qui nous était bien cachée. D'un maniement extrêmement simple, ce sont les premiers livres à donner, avant l'âge de la lecture. (Familles et le Cirque, d'Allan Ahlberg et Colin McNaughton, albums 16,5 x 17,5 cm, Gautier-Languereau, coll. « Tu tires et tu ris », 20 p., 30 F chaque.)

Un album de dix chansons connues — Dansons la capucine, Petit papa, Promenons-nous — accompagné d'un piano électronique miniature. Des ronds de couleur sous les portées et sur les touches du clavier permettent aux petits de jouer la mélodie sans connaître le solfège. (Livre musical : dix chansons pour les petits, format 20 x 26,5 cm. G.P. Rouge et or, 100 F.)

Un album en couleurs et en relief à lire avec les yeux et avec les mains. Les images en relief sont lisibles par les mains à l'aide de codes graphiques qui décomposent les formes en relief. Les légendes en braille permettent à

l'enfant aveugle la lecture des aventures de Filodélune. (Filodélune, d'Olivier Poncer, album en lamine plastique, 18 x 19 cm, éd. Laurence Olivier Four, 142, rue Basse, 14000 Caen, coll. « Des yeux au bout des doigts », 20 p.)

Pour la première fois, l'hologramme est intégré dans l'intrigue. Miroir magique qui a son rôle dans la série d'épreuves que doit traverser Paul avant de retrouver la pierre de cristal. (La Pierre de cristal, par Michel Palin [un des fondateurs de Monty Python], Alan Lee, Richard Seymour, album 22 x 28,5 cm, Casterman, 32 p., 120 F.)



GRAND PRIX DU ROMAN DE L'ACADEMIE FRANÇAISE



● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Rester « l'esprit »

(Suite de la page 13.)

Les biographes ne peuvent aborder la vieillesse d'Hugo sans s'interroger sur les prouesses sexuelles. A soixante-dix ans passés, les *Carnets* témoignent que le faune n'a rien perdu de son entrain.

Sur ce chapitre, Hubert Juin se retranche derrière les élucidations et comptabilités d'Henri Guillemin (*Hugo par lui-même; Hugo et la sexualité; Carnets intimes*). Outre Louise Michel, Judith Gautier, Blanche (l'orpheline de vingt-trois ans), il y a les comédiennes, les domestiques, les fignoles, tout ce qui passe.

Peu importe le sens exact des phrases codées et des signes qui ornent les *Carnets*. Le fait est que l'art d'être grand-père n'a pas nui à l'art d'être amant. Ce qu'on a moins expliqué, et que Juin laisse dans l'ombre, c'est le pourquoi de ces inventaires et de leur chiffage. Qui Hugo veut-il éblouir ou mystifier, hors lui-même ? Pourquoi ce recours à l'espagnol ? En souvenir du voyage d'enfance qui l'a tant marqué ? Pour égarer les siens, dont Juliette Drouot, s'il venait à lire les *Carnets* ? Il reste à mieux démêler ce que ce réflexe un peu potscha comporte de forfanterie, de dissimulation et de sérénité, en dépit des exploits relatés.

On serait également intéressé par l'avis d'un neurologue sur la possible origine des « frappelements » qu'Hugo croit entendre la nuit, avant et après l'accident cérébral de juin 1878.

LES drames rôdent autour du poète, sinon les esprits. Il n'y a pire épreuve pour un père que d'enterrer deux fils et de conduire une fille à l'asile. Avec l'âge, ça sont, plus banalement, les amis qui disparaissent les uns après les autres. Atteindre quatre-vingts ans, il y a un siècle, est assez exceptionnel pour un homme. Hugo voit mourir tour à tour le comédien monumental Frédéric Lemaître, George Sand, la femme de Louis Blanc. Plus tard, ce seront Blanqui, Juliette Drouot.

Ces deuils et la montée de la vieillesse éclipse le reste, sans l'effacer. On reprend *Ruy Blas* et *Hernani*. La République est votée à une voix de majorité. Mac-Mahon cède la place à Grévy. Et toujours, le sénateur Hugo pleide pour l'amnistie, idée fixe de ses dernières années. Le pardon considéré comme un acte politique majeur ! La phrase ultime tracée sur les *Carnets* donne la clef de cette obsession : « Aimer, c'est agir ! »

Vienrent l'agonie brève, la fin. Hubert Juin ne se risque pas à une rédaction de plus sur les obsèques, de l'Arc de triomphe au Panthéon. Il laisse la parole aux témoins, à Romain Rolland, et surtout aux pages de Barres dans les *Décadences*.

ON n'est jamais assez modeste en ces temps où les auteurs de biographie ont vite fait de refaire en continuant leur propre vie sous prétexte d'en raconter d'autres. Hubert Juin écrit le contraire d'un « moi et Hugo ». Il énumère des faits, semaine après semaine, en connaisseur hors pair du dix-neuvième siècle. Il ne manque pas un voyage, pas une intervention du sénateur, pas un détail intime.

On regrette un peu, à la longue, cet effacement derrière le sujet et derrière les devanciers. Aucune piste nouvelle n'est ajoutée à des sources bien connues et tant exploitées déjà. Trop souvent, l'auteur recense les travaux antérieurs sans apporter son éclairage ni mettre en perspective le strict ordre chronologique. Il se garde de briller, de camper décors et atmosphères, de conjecturer, d'épiloguer. Le lecteur est laissé entièrement libre de rêver, de tirer ses conclusions.

Le Hugo de Juin ne relancera pas la réflexion sur le poète comme le firent, notamment, les ouvrages d'Aragon, Baudouin, Bounoure, Léon Daudet, Guillemin, Meschonnic, Renouvier, Seebacher, Anne Ubersfeld. Mais ces quelques quinze cents pages constitueront le document de base indispensable, « incontournable », comme on dit maintenant, selon une métaphore stratégique qui convient bien à Hugo lui-même.

★ VICTOR HUGO, d'Hubert Juin, tome III ; Flammarion, 444 p., 130 F.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

La fastueuse Anna de Noailles

Une biographie de cette femme qui régnait sur tous les salons, au début du siècle.

PROUST s'est inspiré, en partie, d'elle pour sa duchesse de Guermantes mais il l'a plus directement décrite sous le nom de « Gaspard de Révelon » dans *Jean Seznec*. Barrès, Bourget, Cocteau, Prévert, Benoit ont mis en scène dans des romans à clé ou évoqués dans les pages de leurs *Journaux*. Si Anna de Noailles (1876-1933) fut de son vivant un mythe coloré et fastueux, elle n'est plus guère lue aujourd'hui, payant d'une manière de purgatoire (ses œuvres complètes n'ont pas été éditées, on ne la trouve dans aucune collection de poche et elle n'apparaît guère que dans les anthologies) l'abondance, l'excès et le succès de ses manifestations dans le siècle. Claude Mignot-Ogliastri, qui vient de lui consacrer un ouvrage très complet, enrichi de lettres et *Journaux* inédits, de témoignages et d'archives mises à jour, tente de redresser l'image vacillante de celle qu'Apollinaire saluait comme « un vrai poète » lors de la

Par ses origines, elle avait tout pour nourrir les fantasmes et l'imagination de ses contemporains : fille d'un prince valaque et d'une princesse grecque menant grand train à Paris, Anna de Noailles, née Brancovan, était belle, riche, noble, intelligente et curieuse, douée pour tout, les vers, le piano, la peinture. Comble du romantisme, elle perdit son père très jeune, en 1886, dans des circonstances dramatiques et tomba incurablement malade d'une « appendicite méconne », s'éteignant à six ans.

Par ses origines, son allure et sa poésie, Anna de Noailles participait donc de ce grand mouvement d'intérêt pour l'Antiquité, la Grèce, qui succédait à l'engouement fin-de-siècle pour l'Orient. De plus, ses mœurs en scène austères et langoureuses, dans l'intimité du fameux « boudoir à

crotches », alimentaient savamment la chronique mondaine.

Avec sa sœur, Hélène de Chimay, elle devint un des piliers des nombreux salons littéraires de ce début de siècle : on la voyait chez la princesse de Polignac, chez la princesse Murat, chez la baronne de Pierbourg, chez M^{me} Mühlfeld, chez M^{me} Bulleau, — qui joua le rôle de mentor de sa carrière littéraire, — on la voyait partout et on ne voyait qu'elle : arrivant toujours en retard pour

gauches ».

Au faite de sa gloire et de son rayonnement, elle ne vit pas se former l'esthétique de la vague littéraire suivante ; continuant régulièrement à écrire et publier, dans la *Revue de Paris*, la *Revue des Deux Mondes*, la *NRF*, ses dix-sept livres (dont neuf de poésie), cette intelligence sensible et vive, — qui a su repérer un Proust, un Valéry, un Maugham, un Gide, un Cocteau, — se méprend pour tant totalement sur le sens histori-

sorti catalogué « dépassée » par les plus clairvoyants de son temps. Valéry notait : « *Romantisme à retardement : Barrès, Noailles, D'Annunzio, Rostand* » (1). L'abbé Mugnier, témoin pourtant attendu, voyait également en elle la « *queen de la comète romantique* » (2).

Claude Mignot-Ogliastri s'élève contre cette étiquette idéologique, responsable du déclin d'Anna de Noailles, et souligne le rôle de transition entre formes fixes et libres qu'a joué sa poésie. « On voit mieux aujourd'hui ce qu'elle apportait de neuf, sous sa métrique traditionnelle : elle a brisé la structure coréenne du discours, le corset du sonnet, la gangue du vocabulaire abstrait, remplacé par la verdeur des sensations et l'urgence du cri ». Au-delà de l'analyse de l'œuvre, cette biographie de « *M^{me} Réclamier* » — comme la nommaient les journalistes du *Cri de Paris* — rappelle la place représentative qu'elle occupa au sein du monde intellectuel et politique de son temps, et quel lyrisme exalté s'élève de cette « petite fille » hypersensible, riche et glorieuse.

CLAIRE PAULHAN.

★ ANNA DE NOAILLES, UNE AMIE DE LA PRINCESSE EDMOND DE POLIGNAC de Claude Mignot-Ogliastri (Fondation Singer-Polignac), éd. Métailié-Kailashack, 453 p., 150 F.

(1) Paul Valéry : *Cahiers*, 2 volumes. Collection de la Pléiade, Gallimard, 1972-1974.

(2) Abbé Mugnier : *Journal*, Mesure de France, 1965.



Portrait-souvenir, par Jean Cocteau.

mieux saisir un public qui la jaloussait et la craignait, elle prenait la parole, se lançait dans des dissertations étonnantes et éblouissantes sur n'importe quel sujet jusqu'à l'épuisement.

L'égérie du Cartel des gauches

On imagine alors que sa rencontre avec Valéry, en 1919, dans le salon de M^{me} Mühlfeld, ne fut pas le choc, le duel de titans qu'on espérait, mais une prudente mise à distance de cet autre qui risquait de ternir, par une présence tout aussi charismatique, son propre éclat. Fascinée et dominatrice, cette toute petite femme savait capter les personnalités fortes, particulières, qui la mettaient en valeur. Proust, Lucien et Léon Daudet, Rodin, Barrès, Rostand, Cocteau, D'Annunzio et même un Maurice Chevalier débutant, gravitèrent, plus ou moins éperdus d'admiration et de passion, autour d'elle. Ne cachant guère ses sympathies, depuis les premiers jours de l'affaire Dreyfus, pour certains dirigeants socialistes, elle passa également pour l'égérie du Cartel des

gauches des manifestations des premiers dadaïstes et surréalistes. Enx, raille et entrecroise « la fille de Landru et de Paphos » ; elle, dans son incompréhension, écrit à André Gide, en 1920, pour le supplier d'« assagir » André Breton, qui elle reconnaît le mérite d'avoir écrit dans « cet absurde livre » (*Les Champs magnétiques*) cette phrase : « *Tu m'as blessé avec ta fine cravache d'équatoriale beauté à la robe de feu* ».

Suppléante par « la Garçonne »

Son après-guerre sera donc noir, ce mythe d'aristocrate intellectuelle et cosmopolite qu'elle incarne avec tant de brio, que sa littérature et celle des autres perpétuent encore à l'usage de la société mondaine décrite par Proust, sera violemment suppléée par la *Garçonne* (1922) de Victor Marguerite, qui fait un succès monstre avec 150 000 exemplaires vendus en trois mois, et puis, bien sûr, par *Nadia de Breton* en 1926.

De cette lutte inégale où elle fit figure de bouc émissaire du post-symbolisme, Anna de Noailles

Piano Hanlet.
Le plus petit des grands pianos.

8950* Crédit possible

Venez le découvrir :
Pianos Hanlet
254, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris 47.66.51.94
71, rue George Dore Rose
78140 Velizy 39.46.00.52

Théâtre de la Portille 43 57 42 14

LE TUNNEL d'après Ernesto Sabato
Éditions du Seuil
mise en scène : Christian Colin
du 10 au 31 décembre 86 à 19 h 30

Des inédits de Jean Cocteau

Sous le titre *Embarcadères*, Pierre Calzergues vient de publier, chez Fata Morgana, des poèmes inédits de Jean Cocteau. Ces textes, qui furent écrits très probablement en 1917, repèrent à l'état d'ébauche, de projet. Ils ont été retrouvés à Milly-la-Forêt dans les Archives Cocteau. « *Chaque poème* », dit Pierre Calzergues, « est ce navire qui nous mène ailleurs lorsqu'il ne coule pas ».

Voici un extrait de *La lumière droite* :

« Nous sommes un beau film projeté.
Par le soleil et par la lune
Et là, nous continuons à vivre sans
Être vus.
Comme les cow-boys et les détectives
A droite et à gauche de l'écran ».

★ EMBARCADÈRES, poèmes et ébauches de Jean Cocteau, éd. Fata Morgana, 100 p.

OISEAUX

Un volume 32 x 39 cm.
736 pages, 917 illustrations
dont 435 pleines pages couleurs,
relié toile sous étui.

L'exubérance
finement
et le rap

Éditions
Mazenod

● PHILOSOPHIE

Peut-on traduire Heidegger ?

La nouvelle version française d'*Être et Temps* relance le débat

La parution, en 1927, de *Sein und Zeit* (*Être et Temps*), de Martin Heidegger, fit l'effet d'un éclair. L'œuvre lui valut presque aussitôt une renommée mondiale. Treize éditions se succédèrent du vivant du philosophe.

La démarche heideggerienne s'est infléchie par la suite dans d'autres directions... *Être et Temps* n'en demeure pas moins la voie d'accès unique et nécessaire à une pensée qui domine ce siècle au point d'avoir modifié ce que philosophe veut dire.

Raison de plus pour s'étonner qu'il ait fallu près de soixante ans pour qu'existe une traduction française complète de ce livre sans équivalent. Il y a là, il faut le redire, une scandaleuse carence de notre culture. Les causes en sont multiples, obscures, et si entremêlées que l'analyse en est sans doute aujourd'hui impossible.

La difficulté du texte — à la mesure de son importance — n'y est pas pour rien. Heidegger écrit un allemand très inhabituel, traversé d'extrêmes tensions (il s'en explique à la fin du paragraphe 7). La clarté analytique propre au français ne peut rendre que très imparfaitement ces « formulations inouïes ». Ce qui faisait dire à Jean Beaufret (dont on eût pu attendre qu'il s'attelât à cette impossible tâche) : « Si vous voulez lire *Sein und Zeit*, apprenez d'abord l'allemand ! »

son retard indéfini, de ses aberrations.

Premier constat : la traduction de François Vezin existe, elle est en librairie. Deuxième constat : nous sommes passés de la pénurie

travaillé sur la deuxième édition publiée en 1963 chez Max Niemeyer à Tübingen, la dernière qui ait été revue par Heidegger lui-même. François Vezin a utilisé pour sa part le tome II de l'édition complète des Œuvres de Heidegger

pourrait par endroits douter qu'ils traduisent la même phrase ! Un seul exemple peut suffire : paragraphe 15, page 68 de l'édition originale. Martineau : « Un outil, en toute rigueur, cela n'existe pas. A l'être de l'outil appartient toujours un complexe d'outils au sein duquel il peut être cet outil qu'il est. » Vezin : « [Un] uil n'est — en toute rigueur — jamais. A l'être de l'outil appartient toujours chaque fois un unillage à l'intérieur duquel cet uil peut être ce qu'il est. »

Relever toutes les différences de choix et tenter d'en rendre compte est évidemment impossible ici. Toute traduction est interprétation — en philosophie plus qu'ailleurs, et pour Heidegger peut-être plus que pour nul autre. Il reste que les deux versions semblent obéir à des conceptions fondamentalement divergentes du rôle même de la traduction.

Martineau joue la carte de la lisibilité, expose la cohérence interne de ses choix. Son objectif est de donner au lecteur seulement francophone un accès possible à l'œuvre. Cela n'empêche pas d'apprendre l'allemand, ni de savoir que le recours au texte même demeure, comme toujours, indispensable à toute réflexion rigoureuse.

Vezin, au contraire, donne explicitement à la traduction un rôle *auxiliaire* dans un travail de lecture bilingue. Du coup, il n'hésite pas à buter le sens de la langue qui peut rester à quelques-uns par des néologismes que l'allemand, semble-t-il, n'impose pas. Pourquoi traduire par un très curieux « uil » le très familier *Zeug* (outil, fourbi, « machin ») ? Pourquoi « mon-déité » et « temporelité », qui sont inusités en français, pour rendre *Welthekelt* et *Zeitlichkeit*, très courants dans le vocabulaire philosophique allemand, même si Heidegger modifie leur sens ? Il se peut que les justifications théoriques de ces barbarismes soient fort belles. L'expression « la temporelité de l'ouverture » ne l'est pas.

Face à des options si différentes, je me garderai bien de chercher quelle traduction est la meilleure. Mieux vaut laisser les heideggeriens de métier disputer interminablement de leurs démerites respectifs. Un conseil pratique et plus modeste ressort de ce survol : si vous travaillez avec le texte allemand et plusieurs dictionnaires, prenez Vezin. Sinon — débrouillez-vous pour le trouver — il vous faut Martineau.

ROGER-POL DROIT.

* *ÊTRE ET TEMPS*, de Martin Heidegger, traduit de l'allemand par François Vezin, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 596 p., 190 F.

(1) Voir « Le Monde des livres » du 21 juin 1985.



BERENICE CLEEVE.

Une longue histoire

Il n'empêche que le travail de traduction d'*Être et Temps* en français a déjà son histoire. Dès 1937, Henry Corbin publie les paragraphes 46 à 53 et 72 à 76, dans une anthologie heideggerienne, chez Gallimard. Joseph Rovin, durant les années 40, traduit d'autres fragments dans la revue lyonnaise *l'Arbalète*. Et il faut attendre 1964 pour que paraisse une traduction des paragraphes 1 à 44, soit la première section de l'ouvrage, due à Rudolf Boehm et à Alphonse de Waelhens (Gallimard). Jean Lauze-roy et Claude Roëls préparaient la traduction de la seconde partie.

On en était encore là en 1985. C'est alors qu'Emmanuel Martineau, chargé de recherches au CNRS, ne s'autorisant que de lui-même, imprima à ses frais sa propre traduction complète, hors commerce, et en distribua gratuitement les quinze cents exemplaires (1). Traduction « illégale » plutôt que « pirate », puisqu'elle ne fut jamais mise en vente.

Voici, enfin, la traduction complète « légale », publiée par les éditions Gallimard, et due à François Vezin. Toutes sortes de bruits ont couru à son propos (répandus par qui donc ? Devinez...) Il était question de son inexistence, de

à une relative abondance. On peut aujourd'hui comparer deux traductions françaises intégrales. Essayons — en nous attachant aux textes seuls, en laissant délibérément de côté les aspects juridiques, éthiques ou passionnels de cette affaire.

« Outil » ou « uil » ?

Il faut d'abord remarquer que le texte allemand traduit n'est pas le même. Emmanuel Martineau a

ger, publié par Vittorio Klostermann à Francfort en 1975. Ce n'est pas un détail : plus de trois cents corrections, dont certaines notables, distinguent cette version du texte, sans qu'on ait la certitude qu'elles soient toutes de Heidegger. L'édition Klostermann contient, en outre, les notes de lecture ajoutées au fil des ans par l'auteur sur son exemplaire du chalet de Todtnauberg.

Cela dit, les deux textes français diffèrent tellement qu'on

— LA VIE DU LIVRE —

librairies / bibliothèques / expositions
signatures / conférences / soirées / spectacles
catalogues / revues / avis d'opportunités
Stages / offres et demandes d'emploi

Philippe PIGUET
signera son ouvrage
« MONET ET VENISE »
le mardi 16 décembre
à partir de 17 h
à la librairie **ABENCERAGE**
80, bd Barbès, 75018
M^{arcadet} - Tél. : 42-23-71-17

Livres anciens et modernes
achat comptant
Littérature générale, Bibliophilie,
Beaux Arts, Philosophie, Histoire,
Histoire contemporaine.
Librairie
PHILIPPE-AUGUSTE
Alain LAFFITE
19 rue du Cardinal Lemoine 75005 PARIS
DISTRIBUE UN CATALOGUE
(1) 46.34.73.25

Michel Manière
PRIX DE L'ÉVÉNEMENT DU JEU DE 1986

LE DROIT CHEMIN
Roman

P.O.L.

Spécial Tintin

Concours sur minitel
De nombreux lots à gagner
Chaque jour jusqu'au 23 décembre

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : **LEMONDE**

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER

BELLE ÉTOILE
PRIX FEMINA 86

DU MÊME AUTEUR

Balletto
Le revenant

PRIX DE L'ÉTÉ Roman

Belle Étoile
Sur la terre comme au ciel

LE LIVRE D'OU EST TIRE LE FILM "PÉRIL EN LA DEMEURE"

HACHETTE P.O.L.

L'art baroque
Yves Hertzog

Un volume 25x32 cm
630 pages - 1.000 illustrations
dont 197 grandes planches
couleurs, relié toile sous jaquette

*l'exubérance
et l'harmonie*

**Éditions
Mazenod**

● PHILOSOPHIE

Eclairer
l'existenceSur les chemins de Karl Jaspers
et de Jeanne Hersch

Par PAUL RICCEUR

EN 1931 paraissait en Allemagne un ouvrage de mille pages, en trois volumes, au titre aussi simple qu'ambitieux : *Philosophie*. Il atteignait seulement aujourd'hui le public français dans la traduction limpide et élégante de Jeanne Hersch.

L'auteur, Karl Jaspers, professeur à l'université de Heidelberg, avait déjà publié un ouvrage de psychopathologie, qu'il devait à sa formation médicale, et une esquisse philosophique : *Psychologie des conceptions du monde*. Sans être l'œuvre d'un autodidacte, *Philosophie* n'était pas celle d'un technicien du discours philosophique, comme le néo-kantisme en avait tant produit au début du siècle. L'ouvrage voulait être un témoignage rendu au geste philosophique, à l'acte de philosopher, consigné dans la tradition millénaire. A ce titre, son ambition était double : éveiller le lecteur à la décision libre et responsable, porter à la clarté de la raison les articulations majeures du mouvement de transcendance qui anime une vie pensée.

La première partie, intitulée « Orientation dans le monde », décrit la naissance laborieuse de l'existence humaine aux limites des savoirs positifs. La seconde rend compte du « bond » de la liberté, en proie aux situations-limites de la condition humaine — mort, souffrance, échec, faute, — et ouverte par la communication sur le secret des autres existences : d'où le titre d'« Eclaircissement de l'existence ». La troisième partie, « Métaphysique », montre l'existence aux prises avec une transcendance sans nom propre : la foi philosophique se risque à délivrer des dogmatismes religieux et spéculatifs les « chiffres » que cette transcendance soumet à interpréter à un libre existant. En bref, *Philosophie* était bien, en son temps, une philosophie de l'existence, mise en route par la double secousse de Kierkegaard et de Nietzsche. Mais elle se distinguait de l'existentialisme par son recours à la clarté de la raison et à la continuité de la philosophie perennelle.

Plongée métaphysique

Cette double allégeance à la raison et à la tradition explique, en partie, le déclin qui succéda au vif attrait exercé, pendant une vingtaine d'années, par la philosophie existentielle de Jaspers, plus proche à maints égards de Gabriel Marcel que de Sartre (l'auteur de ces lignes se doit d'attester que ce grand et puissant ouvrage accompagna et dirigea ses pensées pendant ses années de captivité, et l'aidera à maintenir l'idée de l'Allemagne plus haute que la réalité des vainqueurs du moment).

Que s'était-il passé ? Ceci que, quatre ans déjà avant *Philosophie*, avait paru le maître livre de Heidegger : *Être et Temps*. Or, celui-ci marquait une rupture franche avec la tradition philosophique ; il demandait une « destruction de l'ontologie », de cette même ontologie que Jaspers s'employait à revivifier sous les vocables du monde, de l'existence et de la transcendance, et par l'union de la liberté et de la clarté rationnelle.

Jaspers, certes, eut toujours l'élégance de reconnaître en Heidegger le seul vrai philosophe de son époque. Mais, aujourd'hui,

quand on sait ce que furent les vacillations durables de Heidegger face à la pseudo-pensée du national-socialisme, et ses compromissions ponctuelles avec le régime, pour ne rien dire de la violence des interprétations auxquelles il soumit les plus grands philosophes du passé, on ne peut se soustraire à une troublante question : que peut valoir, en fin de compte, une philosophie qui n'arme pas mieux pour la décision morale et pour le jugement politique ? Une philosophie où, dira la traductrice de Jaspers, dans un texte dont il me tarde de parler, se laisse discerner « le don de la plongée métaphysique, mais sans l'engagement existentiel correspondant » ? Pareille interrogation peut conduire à remettre en question ce qui parut d'abord être le jugement de l'histoire, et inviter à relire Jaspers après Heidegger.

L'occasion en est donnée, aux lecteurs de langue française du moins, par la traduction de *Philosophie* en un seul volume de huit cents pages. Que cet immense labeur soit dû à Jeanne Hersch ne peut surprendre. Jeanne Hersch, professeure à l'université de Genève, est, avec Hannah Arendt, à d'autres titres que celle-ci, mais avec un droit égal, l'héritière de la pensée de Karl Jaspers. Du sens qu'elle attache à cette entreprise de dévouement et de sacrifice, elle témoigne, dans ses *Entretiens* avec G. et A. Dufour, publiés en parallèle avec la traduction, sous le titre très jaspersien *Eclairer l'obscur*.

Le bonheur
de grandes amitiés

Entre Karl Jaspers et Jeanne Hersch règne d'abord une affinité de pensée qui date de la première rencontre de la jeune étudiante juive genevoise avec le philosophe de Heidelberg en 1929, et qui ne cessera de s'affermir jusqu'à la mort de Jaspers en 1969 à Bâle (il faut rappeler que Jaspers, qui avait enduré son place en Allemagne les tourments de l'exclusion ainsi que les menaces que le régime nazi faisait peser sur sa vie et celle de Gertrud Jaspers, son épouse juive, s'était volontairement exilé à Bâle, tant il était déçu par le manque de radicalité dans l'aveu par les Allemands de leur culpabilité collective dans l'immédiat après-guerre). Entre Karl Jaspers et Jeanne Hersch se déploie, en outre, un chemin de pensée qui aboutit à une œuvre philosophique très personnelle, jalonnée par plusieurs livres marquants : *l'illusion philosophique*, *l'Être et la Forme*, *Idéologies et Réalité*, *Entretiens sur le temps*, *Problèmes actuels de la liberté*, *Textes*, sans compter de nombreux articles et conférences, dont plusieurs rappellent le passage de Jeanne Hersch à l'UNESCO à la direction des sciences sociales.

Entre Karl Jaspers et Jeanne Hersch se construit enfin une tradition de lucidité et de courage intellectuel, face aux problèmes du présent, qui valut à la seconde le bonheur de grandes amitiés, avec J. Wahl et G. Marcel, le Père Fessard, R. Oppenheimer et J. Starobinski — sans oublier le poète polonais Czesław Miłosz, dont elle avait traduit *la Pensée captive*, bien avant qu'il reçût le prix Nobel de littérature en 1980.

Lisez donc Jaspers dans la traduction de Jeanne Hersch ; et lisez Jeanne Hersch dans ses *Entretiens*.

★ PHILOSOPHIE, de Karl Jaspers, traduction de Jeanne Hersch, Springer-Verlag, Paris-Berlin-Heidelberg-New-York-Tokyo. Diffuseur : l'Age d'Homme, 817 p., 648 F.

★ ECLAIRER L'OBSCUR, *Entretiens* de Jeanne Hersch avec G. et A. Dufour, l'Age d'Homme, 242 p., 93 F.

● HISTOIRE

La ronde étourdissante
des modèles familiauxUne monumentale et passionnante Histoire de la famille nous entraîne
de l'Europe aristocratique aux mariages mélanésiens

IL n'y a sans doute pas de vrai plaisir là où sont absents les problèmes et les surprises. Lire une *Histoire de la famille* pourrait sembler, de ce fait, une entreprise un peu marte. La famille, tout le monde sait ce que c'est. On y est né, on y est lié, elle appartient à notre perception de l'existence la plus intime et la plus complexe. Il n'est bien sûr pas intéressant de connaître les formes qu'elle a pu prendre, ici et là, au cours des temps, ne serait-ce que pour essayer de comprendre où elle va ; mais ce savoir n'est, somme toute, que secondaire comparé à l'expérience vécue que nous en avons. Une manière, pensons-nous, de mesurer le chemin parcouru. Pour nous en plaindre au point nous en réjouir.

Cependant, dès que l'on entame la lecture de ces douze cents pages, dès que Claude Lévi-Strauss, dans les premières lignes de sa préface, s'interroge sur l'objet même d'un tel ouvrage, sur ce que c'est que la famille, notre tranquillité s'évanouit notre perception intime d'un ordre naturel s'effondre. Et la lecture recommence à devenir une aventure.

La création d'une famille appartient-elle, interroge benoîtement Lévi-Strauss, à la nature de l'homme, à son être biologique, ou bien à sa culture, à sa relation avec le groupe des autres ? La famille est-elle la cellule naturelle de base à partir de laquelle s'est édifiée la société des hommes, ou bien ce noyau familial n'a-t-il pu se perpétuer que grâce à un raisonnement artificiel de défenses et d'obligations imposé par le corps social ? La question du statut de la famille, entité naturelle ou objet social, parcourt toute l'histoire des sociétés, alimente les conflits du public et du privé, traverse les philosophies du droit,

construit et sape les dynasties, fait naître les littératures et alimente les joies et les drames les plus quotidiens.

Ce que la Bible ne dit pas

Ce que nous croyons savoir de la famille ressemble, finalement peu ou prou au modèle biblique ; il y a un homme, une femme, ils procréent, ils ont un, plusieurs enfants : c'est une famille. Elle

diverse, si contradictoire, que l'idée même d'une histoire de la famille cède le pas à une description de toutes les situations matrimoniales possibles qui auraient été instituées et expérimentées dès les commencements de l'humanité. L'histoire, en ce sens, ne ferait que dessiner la trajectoire qui va d'un modèle existant à un autre modèle déjà vécu, ailleurs ou hier.

De l'Inde ancienne à la Russie d'aujourd'hui, des peuples « sans

heureusement pas à cette ronde étourdissante des modèles familiaux. La famille, c'est aussi la démographie — la manière dont le groupe contrôle sa fécondité (et il l'a, semble-t-il, toujours fait) — les relations de la femme, de l'homme et des enfants. Bref, c'est la ligne la plus directe entre l'individu et l'universel.

La disparition
de l'estrus

Autant dire que la quarantaine d'historiens qui ont participé à cet ouvrage ont ouvert autant de chemins que le livre comporte de chapitres, sans avoir l'imbécile prétention de vouloir tout dire. Il subsiste, au bout de la lecture, beaucoup plus de questions qu'on ne s'en posait en commençant, ce qui est le signe d'une exceptionnelle réussite.

En voici une, parmi cent autres, et qui repose la question initiale des relations de la nature et de la culture. L'un des fondements de la famille, c'est qu'à la différence des autres familles de mammifères, la femme est sexuellement attractive en permanence. La disparition de l'estrus, l'appel périodique et impérieux du mâle, est intervenue il y a moins de quatre millions d'années. Cette innovation biologique a engendré une réponse de l'espèce : la tendance au couple monogame, peut-être, mais aussi une interminable et omniprésente guerre sexuelle.

PIERRE LÉPAGE

★ HISTOIRE DE LA FAMILLE, ouvrage collectif dirigé par André Burgelin, Christian Kluge, Zoltan, Marthe, Segalen et Françoise Zueland, préface de Claude Lévi-Strauss, Georges Duby et Jacques Godey, Armand Colin, 2 volumes, 640 p., 380 F et 560 p., 350 F.



La publicité au secours des campagnes antialcool.

ressemble à la nôtre. Ce que la Bible ne dit pas, c'est comment les fils et les filles d'Adam et d'Eve perpétuent l'espèce : évidemment, en allant prendre des hommes et des femmes ailleurs, donc en détruisant la cellule initiale. Et c'est bien là que tout se complique. Ethnologues et anthropologues ont, depuis longtemps, décrit et analysé les stratégies matrimoniales à travers lesquelles toutes les sociétés tendent à assurer leur survie, et à accroître leur bien-être et leur sécurité. Mais ces stratégies sont si

histoire, de la forêt amazonienne aux sociétés post-industrielles, des mariages nobles de l'Europe aristocratique aux mariages mélanésiens qui leur ressemblent tant — il s'agit, dans l'un et l'autre cas, de s'assurer des beaux-frères, des alliances politiques et militaires — ces deux gros volumes développent tous les schémas possibles de l'institution, toutes les figures culturelles de la famille.

Mais si ces deux volumes concèdent à l'anthropologie ce qu'ils lui doivent, ils ne se limitent

La vie condamnée
au secretHistoire de la vie privée (suite) : comment, à la Renaissance
et au XVII^e siècle, elle a pris des manières de passer clandestin.

LA paternité est une idée moderne en Europe. Le Moyen Âge se moule avec les doigts, crache au hasard, urine contre les palissades. Il ne sait pas que la chair est une pestilence et chacun de ses lits abrite beaucoup de corps. La vie quotidienne s'accomplit en public, sous le regard de tous, et dans l'immense.

La Renaissance et le dix-septième siècle vont mettre de l'ordre. D'Erasmus à Jean-Baptiste de La Salle, les écrivains énoncent les codes de la civilité. La fourchette, la cuillère, le verre, apparaissent ; on ne mange plus dans un plat commun. Les corps s'éloignent ; on discipline le crachat ; on s'exerce à des gestes furtifs. Discretion et distinction avancent ensemble.

Entre les territoires longtemps indiscernables du public et du privé, une fissure se creuse. Désormais, certains actes, pour échapper au contrôle de la collectivité, s'enveloppent d'ombre, de silence. Jean-Baptiste de La Salle explique que, en se couchant, on doit « se cacher à soi-même son propre corps ». Deux siècles ont suffi pour qu'une part de la vie soit condamnée au secret, à l'inaudible même.

La vie privée est donc matière d'histoire. Elle naît et se transforme, elle se dissimule, se barricade, et il est passionnant d'en suivre les péripéties dans la vaste enquête que publie Le Seuil à partir d'une idée de Philippe Ariès. Philippe Ariès n'est plus, mais d'autres arpentent les domaines qu'il avait balisés. Et le troisième volume de la série, éle-

gant mis en scène par Roger Chartier, couvre une période d'un intérêt exceptionnel : l'âge moderne, c'est-à-dire les trois siècles qui inventent et organisent la notion de vie privée.

L'alcôve, la ruelle
et le cabinet

Les historiens ne sont jamais à court d'explications. Ici, ils nous en donnent deux, tout en nous faisant entendre cependant que le rôle de l'Etat est décisif. A partir de Louis XIII, et surtout avec Louis XIV, l'Etat étend ses méandres. Il se mêle de tout. Il gère le paraître et l'honneur. Par le truchement du roi et de la cour, il régit le costume et le goût. Il interdit le duel, définit la honnêteté. Dès lors, la mécanique est en place qui va repousser l'intimité dans ses cachettes, au sein des maisons, dans des pièces inédites telles que l'alcôve, la ruelle, le cabinet, la bibliothèque.

Cette boulimie de l'Etat est soutenue par des habitudes nouvelles qui contribuent aussi à constituer la sphère du privé. La lecture se répand grâce à l'imprimerie, et les hommes prennent le pli de lire en silence. La solitude, qui avait jadis des allures de malédiction, devient un refuge et une nécessité dès la fin du dix-huitième siècle.

La religion joue son rôle. La foi devient intérieure. Si les cérémonies publiques sont toujours pratiquées, la piété se taille des refuges inviolables chez les catholiques, la confession ; chez les protestants, le journal intime. Dans ces br-

ches, une vaste littérature du privé s'engouffre.

Ainsi, à l'espace unifié du Moyen Âge succède un espace divisé : d'un côté les zones sur lesquelles règne le regard surveillant de l'Etat absolu — triste ; de l'autre, le for privé, qui dessine un monde clos, mystérieux et presque inexpugnable. Dans les commencements, le for privé sert d'abri au seul individu et à sa liberté. Mais, dès le dix-huitième siècle, un nouveau locataire s'approprie à emménager dans ce *off limits*, c'est la famille, bastion du privé.

Reconduit
à la frontière du silence

Le livre sacrifie à un genre qui fait fureur depuis quelques saisons : une collection d'articles demandés aux auteurs les plus variés. Pour cette fois, la méthode est heureuse et cette bigarrure compose des touffes claires, non seulement parce que les figures du privé sont innombrables, mais aussi à cause des distorsions que son histoire subit à chacune de ses étapes. La progression n'est pas linéaire, avec une gare de départ, qui serait le Moyen Âge, et une convivialité, une gare d'arrivée, qui serait le dix-huitième siècle, ses civilités et ses retraits. En vérité, le public et le privé se livrent un combat, avec invasions réciproques, replis provisoires, échanges de postures ou de thèmes.

De ces paradoxes, de ces revers, rien ne témoigne mieux que la littérature. Si le seizième siècle, avec Ronsard ou Montaigne, ouvre des horizons sur

l'intime, le dix-septième déterre la clôture. Le moi devient haïssable ; les belles lettres se voient à l'universel et à l'impersonnel. Pourtant, dès la fin du Grand Siècle, la vogue des *Histoires secrètes* signale un changement. Ces histoires mettent au jour, sous les rideaux majestueux de l'histoire, un sous-sol qui sert de repaire au privé : jalousies, désirs, passions sont reconnus comme moteurs de la vie politique.

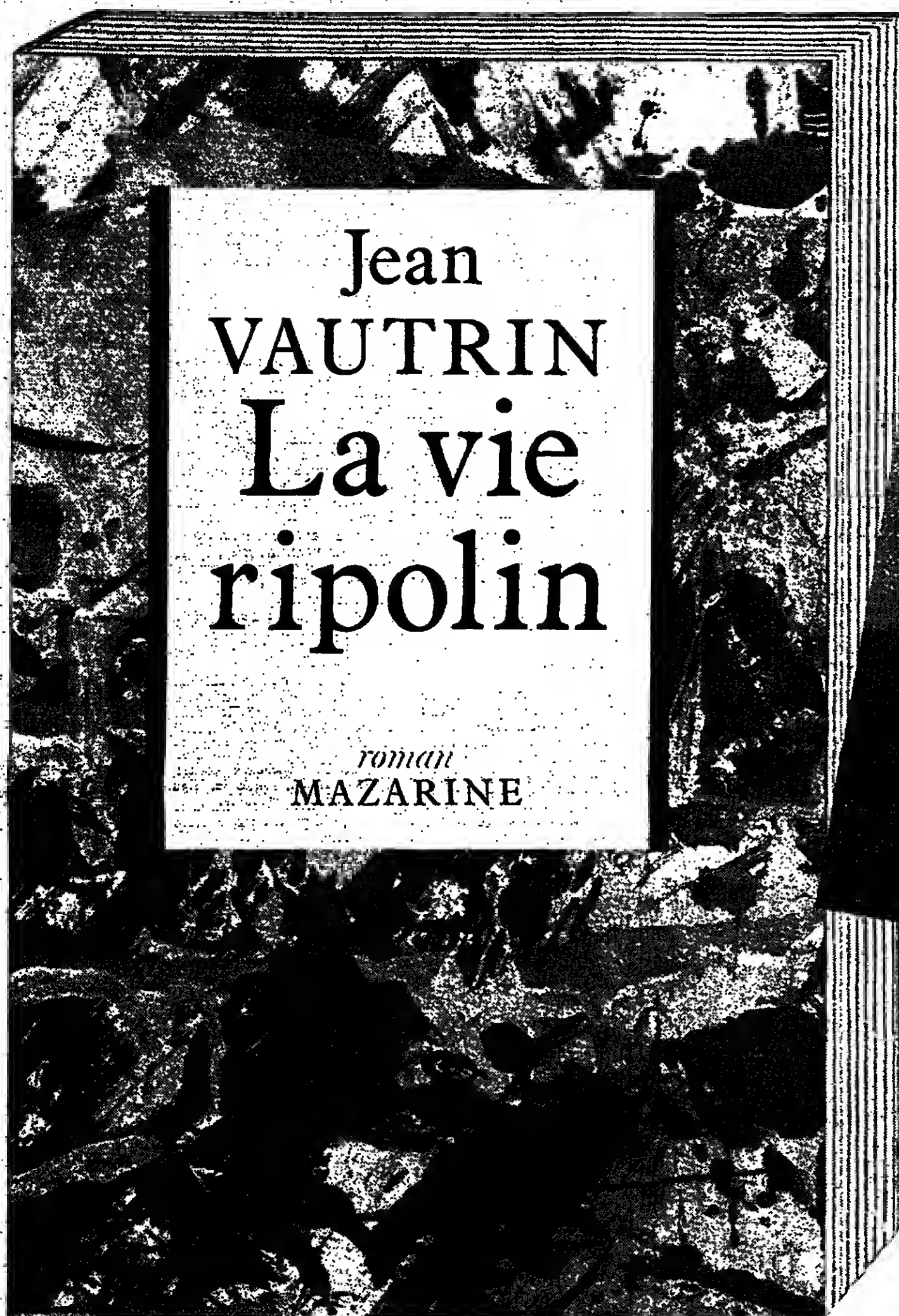
Un peu plus tard, le dix-huitième siècle ouvre un nouvel espace au privé. La littérature explore les ombres. Le roman par lettres, les autobiographies, le roman libertin, autant de voix inédites. Comme le dit Jean-Marie Goulemot, dans un article remarquable, le moi intime, étalé dans les romans par lettres et les autobiographies, devient le garant de la vérité. On voit se former une figure transgressive : le public et le privé échangent parfois leurs rôles. Par cette littérature, le secret de l'espace privé ne trouve son efficacité qu'en cessant de l'être. La littérature s'établit dans un lieu bizarre : elle clame ce que l'on doit taire, elle offre à des milliers de regards ce qu'il convient de dissimuler, elle consume le privé dans les grands feux de la place publique.

GILLES LAPOUGE

★ HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE, sous la direction de Philippe Ariès et Georges Duby, troisième volume : *De la Renaissance aux Lumières*, dirigé par Roger Chartier, Le Seuil, 634 p., 350 F. (Pour les volumes 1 et 2, voir « Le Monde des livres » du 22 novembre 1985 et du 14 février 1986.)

Les déjeuners
les dîners, les soupers de
L'ECHAUDÉ
de GERMANY
21 rue de l'ECHAUDÉ
tel 43.54.79.02

JEAN VAUTRIN



242 p.
79 F

"Un conteur ébouriffant". Pierre Lepape, *Le Monde* ■ **"Un roman prodigieux".** Renaud Matignon, *Le Figaro Littéraire* ■ **"Une sorte de chef d'œuvre".** Nicole Casanova, *Le Quotidien de Paris* ■ **"Un livre-exorcisme".** Antoine de Gaudemar, *Libération* ■ **"Tendre et violent".** Laurent Lemire, *La Croix* ■ **"Oui, La vie ripolin est bien le plus beau, le plus vrai roman d'amour que j'ai lu depuis longtemps".** Françoise Xenakis, *Le Matin* ■ **"Un livre formidablement vivant".** Annie Coppermann, *Les Echos* ■ **"Des pages exceptionnelles".** Michel Grisolia, *L'Express* ■ **"Une formidable rage d'écrire".** Pierre Billard, *Le Point* ■ **"C'est épantant".** François Nourissier, de l'Académie Goncourt, *Le Figaro-Magazine* ■ **"Un tour de force".** Claire Gallois, *Paris Match* ■ **"Superbe et déchirant".** Pierrette Rosset, *Elle* ■ **"Le bouleversant roman d'une vie".** Michèle Gazier, *Télérama* ■ **"Le meilleur livre de cette rentrée".** Dan Franck, *Globe* ■ **"Eblouissant".** Philippe Caloni, *Interire* ■ **"Il y a longtemps qu'un écrivain n'était allé aussi loin, avec un tel courage: total, lucide et pudique".** Michel Caffier, *L'Est Républicain* ■ **"Des pages fulgurantes".** Jean Contrucci, *Le Provençal* ■ **"Un vrai, grand et beau talent".** Danièle Brison, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* ■ **"Une écriture splendide et chatoyante".** Michel Renaud, *Le Dauphiné Libéré* ■ **"L'un des romans les plus surprenants de la rentrée".** Pascale Frey, *La Tribune de Genève*.

M A Z A R I N E

● PSYCHOLOGIE EN MIETTES, par Roland Jaccard

Gisela Pankow à la recherche de l'espace perdu

LA où tant de psychanalystes s'ingénient tristement Freud, Gisela Pankow innove. Depuis plus de trente ans, elle fonde son travail auprès des malades mentaux sur le corps vécu — même s'il est dissocié ou réduit à une dynamique de l'espace — tandis que la recherche officielle analyse les conflits. « J'ai été frappée, écrit-elle, par le message que l'espace peut nous donner, là où les conflits ne sont plus représentables. Alors, l'espace et parole (...) je voudrais faire avec l'espace vécu ce que Freud a fait avec le mythe : l'ouvrir à sa vérité existentielle et symbolisante. »

Cette profession de foi figure dans le dernier livre de Gisela Pankow : *L'Homme et son espace vécu*, où analyses littéraires et psychiatriques se fécondent mutuellement. Qu'elle nous entretienne du *Journal d'un Indien Hopi*, bel exemple d'un homme en har-

monie avec son espace, ou de la *Métamorphose* de Kafka, qui marque l'échec du psychologue pour établir une communication, Gisela Pankow nous rend sensibles aux effets mortifères de la désertion par l'homme de son espace ou de son englobement par sa propre image. « L'homme qui ment, note-t-elle dans un raccourci saisissant, est celui qui n'habite plus dans son corps et qui est devenu étranger à son espace. »

Sur ce point essentiel, Gisela Pankow ne cache pas son inquiétude. La manipulation systématique et la perte d'identité concomitantes lui semblent caractéristiques des technocraties qui commandent nos existences dans les sociétés industrielles avancées.

★ *L'HOMME ET SON ESPACE VÉCU*, de Gisela Pankow, Ed. Aubier, 186 p., 74 F.

Le « trou noir » de Frances Tustin

FRANCES TUSTIN est une autorité dans le domaine de l'autisme infantile. A la suite de Bruno Bettelheim, Donald Winnicott ou James Anthony, elle estime que les psychiatres doivent modifier leur approche clinique de l'enfant psychotique. Ne plus le regarder de l'extérieur, « mais pénétrer à l'intérieur de lui pour regarder le monde à travers ses yeux. »

Après avoir publié un premier livre : *Autisme et psychoses de l'enfant* (Seuil, 1977) où elle distinguait un autisme de la première enfance, normal et provisoire, d'un autisme pathologique, Frances Tustin reprend et précise ce thème dans les *Etats autistiques chez l'enfant*.

Elle raconte comment l'idée s'est progressivement imposée à elle que la psychose infantile résultait d'une prise de conscience intense et prématurée de la séparation d'avec la mère sans que rien permette au nourrisson de faire face à cette expérience. « Quand je

découvrais, écrit-elle, le « trou noir » de la dépression archaïque par la sensation trop précoce, donc « impensable », de séparation, cette découverte fut aussi décisive pour mon activité professionnelle que celle énoncée par Freud pour la vie de ces nourrissons. »

Frances Tustin observe que l'enfant psychotique a tellement exclu le monde extérieur que ses facultés logiques cessent de s'appuyer sur l'expérience, le rendant trop cérébral et l'empêchant par là même de penser. A cet égard, elle souligne combien elle a été frappée par la remarque que Niels Bohr, le physicien nucléaire, adressa à son fils alors que celui-ci se livrait à certaines spéculations vertigineusement théoriques. Il le sermonna en lui disant : « Non ! Non ! Tu es logique, mais tu ne penses pas. »

★ *LES ÉTATS AUTISTIQUES CHEZ L'ENFANT*, de Frances Tustin, trad. de l'américain par C. Cler et M. Davidovici, Ed. du Seuil, 324 p., 110 F.

Melanie Klein, fille bâtarde de Freud

MELANIE KLEIN est née à Vienne le 30 mars 1882. Celle que beaucoup tiennent pour l'une des plus grandes figures de la psychanalyse est issue du même milieu culturel que Freud : l'appartenance à une minorité souvent persécutée a aidé l'un comme l'autre à faire face aux violentes critiques que leurs découvertes suscitaient. « Le sentiment de sympathie que j'éprouve à l'égard d'Israël, confie Melanie Klein avant sa mort, survenue le 22 septembre 1960 à Londres, bien qu'il ait pour origine les persécutions dont les juifs ont été victimes, je le ressens également pour toutes les autres minorités et tous les peuples qui ont été persécutés (...). Cela m'a peut-être donné la force d'être toujours dans une minorité pour mon travail scientifique. »

L'hommage collectif publié sous le titre *Melanie Klein aujourd'hui* nous apporte de précieuses précisions sur la genèse de sa vocation psychanalytique, sur sa personnalité et sur son originalité par rapport à Freud. Aimé, André Green, avec le lumineux talent pédagogique qu'on lui connaît, montre bien comment

l'inconscient selon Freud est traversé par la sexualité infantile de part en part, tandis que l'inconscient selon Melanie Klein est hanté par la destructivité de la pulsion de mort. Peut-être Freud et Melanie Klein ne parlaient-ils pas de la même chose. Ce qui expliquerait sans doute que leur unique tête-à-tête, au début des années 20, se soit soldé par une double déception. Selon Green, Melanie Klein reste cependant avant tout la fille — bâtarde, précise-t-il — de Freud. Et peut-être celle qui apporta à la psychanalyse « quelque chose de comparable à ce que fut la Réforme de Luther par rapport au catholicisme romain. »

★ *MELANIE KLEIN AUJOURD'HUI*, contributions de J. Gamaliel, D. Anzieu, J.-L. Lévy, V. Sémel, A. Green, J. Gillibert, D. Hounz, F. et J. Béguin, Ed. Cérès (16, rue Daguerre, 69006 Lyon), 155 p., 130 F. Signaux, chez le même éditeur, et toujours dans la collection *Éléments*, l'ouvrage de Marcelle Spira : *Créativité et Éléments psychiques*, 166 p., 130 F.

● LETTRES JAPONAISES

Espoirs et traumatismes de l'après-guerre

La période 1945-1955 fut celle d'un intense bouillonnement intellectuel. Un recueil de nouvelles, d'une remarquable unité, en rend compte.

IL est rare qu'un recueil de nouvelles présente une telle unité. La période 1945-1955 (et non 1960, comme il a été malencontreusement écrit sur la couverture du livre), qui a vu naître les textes réunis dans *Les Ailes, la Grenade, les Cheveux blancs* et douze autres récits, ne relève pas, comme c'est souvent le cas, du découpage plus ou moins arbitraire : il s'agit bien d'un moment privilégié de la création littéraire japonaise moderne. Quels que soient la sensibilité et le style des auteurs qui figurent dans ce recueil, leurs récits portent la marque de l'immédiat après-guerre, une époque de traumatismes (ceux de la défaite et de l'Occupation) mais riche en espoirs.

Après des années de repli de la création littéraire, le régime militaire et les hostilités n'ayant pas seulement éteint le pays mais aussi brisé l'élan d'auteurs qui, s'ils écrivaient encore, ne publiaient plus, la décennie précédente l'essor économique du milieu des années 50 fut marquée par un intense bouillonnement intellectuel. Tout se mêlait : les questions existentielles comme les évocations d'un passé douloureux qu'on cherchait à exorciser, ou les interrogations sur l'histoire.

Certains auteurs, moins connus en France, figurent cependant parmi les plus grands. A commencer par cette femme, Fumiko Hayashi, qui sut décrire, avec une sensibilité chaleureuse mais sans concession, la vie des bas-fonds dont elle était issue. Dans *la Ville*, court récit captivant, elle évoque le petit peuple de la « ville basse ».

Ibuse (auteur de *la Pluie noire*, traduit en français), Ooka, Ishikawa sont aussi présents dans ce recueil. Mais on retiendra peut-être davantage un récit de Naoya Shiga, *la Lune grise*. Shiga possède un style dépouillé qui confère une sorte de transparence à ce qu'il écrit.

De Shiga, on vient, par ailleurs, de publier un texte qui passe pour l'une de ses œuvres les plus fortes : *le Séjour à Kinokuni*, suivi du *Crime de Han*. Par la simplicité des moyens, la concision du style, ce récit est d'une incomparable limpidité. « *Chez Shiga, la sensibilité tend à se soustraire au corps*, affirme le critique Hideo Kobayashi.

La plupart prendront pour matériau la guerre, leur expérience, la vie misérable du petit peuple.

On va du jeune Mishima — dont est publié ici un texte de 1951 évoquant une adolescence dans la guerre et l'après-guerre — à une très belle nouvelle de Dazai, l'écrivain de la débâcle esthétique et de l'angoisse, en passant par le fin Kawabata, qui, lui aussi, par touches subtiles et poétiques, dépeint les souffrances de l'époque, dans des récits comme *la Grenade* et *Barque de bambou*.

Une sorte de transparence

Certains auteurs, moins connus en France, figurent cependant parmi les plus grands. A commencer par cette femme, Fumiko Hayashi, qui sut décrire, avec une sensibilité chaleureuse mais sans concession, la vie des bas-fonds dont elle était issue. Dans *la Ville*, court récit captivant, elle évoque le petit peuple de la « ville basse ».

Ibuse (auteur de *la Pluie noire*, traduit en français), Ooka, Ishikawa sont aussi présents dans ce recueil. Mais on retiendra peut-être davantage un récit de Naoya Shiga, *la Lune grise*. Shiga possède un style dépouillé qui confère une sorte de transparence à ce qu'il écrit.

De Shiga, on vient, par ailleurs, de publier un texte qui passe pour l'une de ses œuvres les plus fortes : *le Séjour à Kinokuni*, suivi du *Crime de Han*. Par la simplicité des moyens, la concision du style, ce récit est d'une incomparable limpidité. « *Chez Shiga, la sensibilité tend à se soustraire au corps*, affirme le critique Hideo Kobayashi.

Tous les récits présentés dans *les Ailes, la Grenade, les Cheveux blancs* sont accompagnés de brefs commentaires, mais on ne saurait trop recommander à ceux qui désirent avoir une vision plus globale des lettres japonaises modernes de se reporter au troisième tome de *l'Histoire de la littérature japonaise* de Shunichi Kato, récemment paru.

Ce dernier volume nous mène au milieu du dix-neuvième siècle aux années 70. Kato retrace la genèse d'une littérature désormais travaillée par l'influence occidentale, le marxisme et les idéaux chrétiens. De cette période effervescente et contradictoire, Kato a su broder un tableau vivant et remarquable à plus d'un égard ; même si l'on sent poindre parfois les préférences de l'auteur — ce qui ne donne au livre que plus de force.

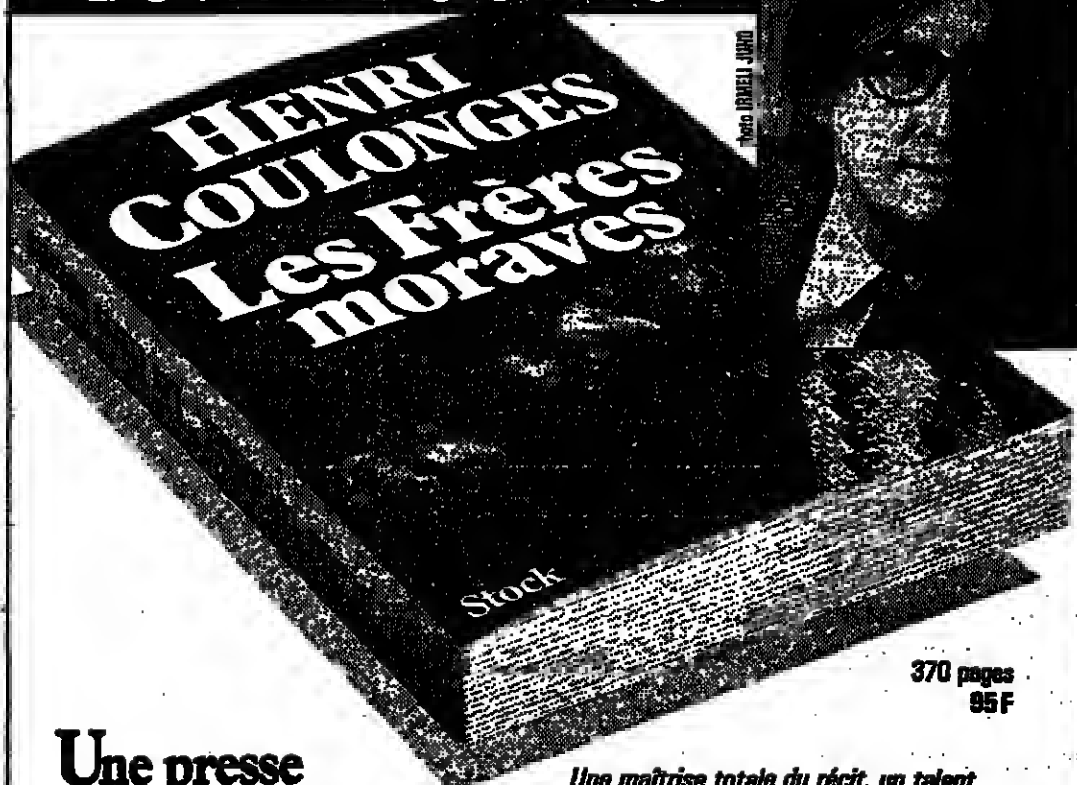
PHILIPPE PONS.

★ *LES AILES, LA GRENADÉ, LES CHEVEUX BLANCS ET DOUZE AUTRES RÉCITS*, traduits par le groupe Kikyo, Ed. La Calligraphe-Présence, préface de J.-J. Tschumi, 254 p., 53 F. (chez le même éditeur, un précédent recueil de nouvelles japonaises, *LES NOIX, LA MOUCHE, LE CITRON ET DIX AUTRES RÉCITS DE L'EPOQUE TAI-SHO*, traitait de la période de l'entre-deux-guerres ; un troisième volume, sur l'époque contemporaine, est en préparation.)

★ *LE SÉJOUR À KINOKUNI*, de Naoya Shiga, suivi du *CRIME DE HAN*, Ed. Arfayen (2, rue du Débarcadère, 75017, Paris), 47 p., 50 F.

★ *HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE JAPONAISE*, de Shunichi Kato (tome III : « l'époque moderne »), Fayard-Intertextes, 374 p., 120 F. (avec les tomes précédents, voir « le Monde des livres » du 16 mai 1986.)

PRIX DES QUATRE JURYS



370 pages
85 F

Une presse exceptionnelle salue Les Frères Moraves :

L'opéra-roman de notre temps.

François Nourissier de l'Académie Goncourt, Le Figaro Magazine

Un superbe roman de la quête et de l'épreuve, écrit sur les sommets.

Jean-Louis Ezine, Le Nouvel Observateur

206 pages absolument fabuleuses, inouïes... haletantes... Lisez ce roman si étrange et si fort.

Françoise Xenakis, Le Matin

Une maîtrise totale du récit, un talent de scénariste hors pair.

Jacques-Pierre Amette, Le Point

Il y a dans LES FRÈRES MORAVES un personnage tellement royal, tellement sublime...

Françoise Rosset, Elle

L'œuvre d'un conteur merveilleux...

Un *Gatsby* qui aurait la Mailer.

Dominique Bona, Le Figaro

Henri Coulonges nous enchante par ce très beau roman. A lire absolument.

Jacques Almira, Pariscope.

Stock

Japon et Traverses...

SOUS le titre « Japon Fiction », *Traverses*, la revue du Centre de création industrielle du Centre Pompidou consacre un numéro double à une passionnante approche du Japon. Ni présentation du pays, ni résumé ou condensé de savoir, ce numéro se place sous le signe d'une phrase de Gilles Deleuze, mise en tête du premier texte : « Autrui, c'est l'expression d'un monde possible. »

« Parler d'un pays de quelque manière que ce soit, c'est entrer dans la fiction », écrit Marc Guillemet, qui, d'emblée, donne le ton de ce cahier et en exprime le projet. Son originalité et sa diversité rendant vaine toute tentative de résumer les trame-

aux textes — tant de japonais que d'occidentaux, écrivains, critiques, universitaires, peintres... Il faut les découvrir un à un : l'étonnant Tokyo Tohoku de Fumi Yonano, ou l'elliptique *Image de la prise d'arme de Marc Le Bot* ou encore les *Mille Jardins d'Italo Calvino* ou... sous les autres, qui répondent parfaitement à la définition de cette revue. « *Traverse* : route particulière, plus courte que le grand chemin ou menant à un lieu auquel le grand chemin ne mène pas (Litté). »

Parallèlement, les cent vingt illustrations en noir et blanc, qui ajoutent à l'intérêt de ce volume la séduction esthétique, on trouve

d'excellentes photos, notamment de François Hugulier, Pierre-Henri Carteron et Chris Marker, dont le texte *Sans soleil* — extraits des lettres de Sander Krasno — dit l'ouvrage. « *Il m'écrit*, dit Chris Marker, « je reviens d'Hokkaido, l'île du Nord. Les japonais riches et pressés prennent l'avion, les autres la ferry ». L'Aube nous sert à Tokyo. » En résumant *Traverses*, une invitation au départ.

Jo. S.

★ *TRAVERSES*, n° 36-39, revue du Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou, 268 p., 85 F.

Une autre manière d'être au monde

Augustin Berque étudie les relations des Japonais avec la nature

« Les Japonais aiment la nature. » C'est là un constat ; mais c'est aussi un lieu commun. Il est certes indéniable qu'il existe au Japon une « expérience émotionnelle » de la nature qui s'inscrit d'une conception singulière du rapport de l'homme à son environnement et que la modernisation ne semble pas avoir entamée. Une telle affirmation n'en relève pas moins aussi du cliché, car, ainsi, on a tout dit et rien dit.

« Les Japonais aiment la nature », mais quelle nature ? D'un côté, ils en ont fait une valeur suprême, et, de l'autre, ils ont sacrifié leur environnement sans la moindre retenue au cours de la période de haute croissance économique.

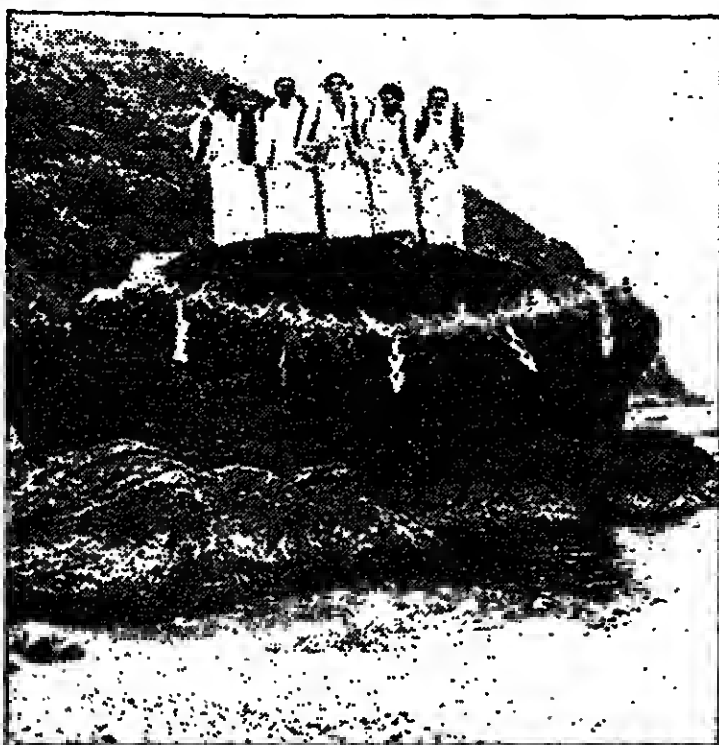
En réalité, les Japonais n'aiment pas n'importe quelle nature : la nature n'est en rien un donné, et leur goût pour celle-ci n'a rien de plus d'inné. Ils aiment une nature qui répond à une certaine idée, c'est-à-dire en dernière analyse une construction culturelle de la nature, un effet esthétique peaufiné par l'homme au cours des siècles. La nature, chez les Japonais, comme la nudité chez les Grecs, relève de l'imaginaire.

Le dernier livre d'Augustin Berque, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et actuel directeur de la Maison franco-japonaise à Tokyo, a le mérite, par le regard à la fois intuitif et érudit qu'il porte sur le rapport qu'entretiennent les Japonais avec la nature, de faire pénétrer, en réalité, au cœur même d'une culture. Car dans une sorte de dépassement de la dichotomie traditionnelle nature/culture, le Japonais cherche à « retrouver la nature à l'extrême de la culture ».

« Habiter en poète »

L'étude d'Augustin Berque tourne autour de la notion de « médiance », c'est-à-dire, selon la définition qu'il en donne, une relation de l'homme avec son milieu qui n'est ni purement objective ni purement subjective, mais qui intègre ces deux pôles.

Savant, d'une lecture parfois difficile par son recours à un langage sophistiqué, ce livre n'en sait pas moins aussi familiariser le lecteur, même non averti, avec un modèle singulier de perception du milieu. Nous sommes en quelque sorte amenés à suivre un cheminement comparable à celui qu'impose un jardin japonais traditionnel : on ne peut embrasser celui-ci du regard, mais il se découvre, pas à pas, au



Cérémonie d'offrandes

fil de ses décrochements et de ses écrans. S'offrant et se dérobant, il finit par imprégner d'autant plus profondément le promeneur de son atmosphère.

La première partie du livre constitue, par exemple, une approche sensible de cette façon propre aux Japonais d'habiter en poètes leur milieu. En recourant au jeu des associations de la tradition du haïku, aux vocabulaires saisonniers, Augustin Berque montre combien les Japonais sont sensibles aux plus infimes variations dans les éléments ou les saisons ; combien, peuvent être, évocateurs, pour eux, les monts et les eaux, le végétal ou le bois.

Variations et évocations qui se reflètent dans la diversité d'un vocabulaire aux nuances subtiles. Ainsi la pluie n'est-elle pas une simple précipitation, mais un thème inséparable de certaines émotions : à ce titre, elle est rendue par des mots différents suivant qu'il s'agit de la bruine, de l'averse du début de l'hiver ou de ces pluies diluviennes de la mousson. De même la hruine de l'automne n'est pas celle de l'hiver, et la neige, symbole de ce vide qui est le champ de l'être pour le zen, signifie autre chose que le simple froid hivernal.

Ces « mots de saison », qui témoignent de la minutie du code régissant le rapport des Japonais à la nature, traduisent aussi le plus souvent des impressions vécues, et ils constituent une sorte de « mémoire flottante » pour tout Japonais.

Augustin Berque met en lumière plusieurs éléments constitutifs de l'appréhension de la nature chez les Japonais. L'auteur souligne d'abord leur répugnance traditionnelle à abstraire le sujet individuel de son environnement. L'homme n'est qu'un élément de l'ordre des choses. Contrairement à la conception chrétienne d'une nature pécheresse et païenne, les Japonais, qui ont une vision du monde essentiellement « immanentiste », pensent que la nature est fondamentalement bonne. Aussi n'envisagent-ils pas la possibilité que l'homme soit retiré de son environnement et, par conséquent, ils excluent a priori une appréhension de la nature comme objet. Bien qu'avec l'occidentalisation soit apparue l'objectivation scientifique, l'appréhension de la nature chez les Japonais reste essentiellement émotive.

L'art du thé

Comment ces mêmes Japonais qui n'ont cessé de chanter la nature ont-ils en même temps dévasté ce point leur patrimoine naturel ? L'auteur avance l'hypothèse suivante : peut-être faut-il chercher les causes profondes de la dégradation écologique de l'archipel dans le rapport même que les Japonais entretiennent avec la nature. Il n'y a pas là que paradoxe. Les Japonais estiment, en effet, que « le naturel c'est aussi ce qui va de soi dans les choses et dans les êtres ». La société japonaise, « nante bruy-

quement de moyens techniques démultipliés qui, de facto, réduisent le monde physique à une collection d'objets manipulables n'en a pas assez vite tiré les conséquences ».

Un autre aspect de l'idée de nature chez les Japonais peut aussi avoir implicitement favorisé de tels errements. La nature que l'on invoque et que l'on vénère n'est pas la nature sauvage : c'est le plus souvent une abstraction de nature. Le bonsai (arbre nain et symbole de la « nature contrainte ») ou le jardin (où l'homme « croit si fort retrouver la nature qu'il en arrive parfois à la préférer à un espace naturel ») en sont des exemples. Les arts qui ont le plus exalté la nature sont au demeurant ceux qui demandent le plus de raffinement (l'art du thé, par exemple).

Perfectionnement

« Dans de nombreux domaines, souligne Augustin Berque, les Japonais sont persuadés qu'un entraînement adéquat permet d'atteindre le naturel. » En d'autres termes, l'artifice est le chemin du naturel. C'est par le perfectionnement de son geste que l'homme de l'art permet à la nature de s'exprimer en lui, dans une sorte d'effacement de l'individualité. Augustin Berque illustre ses propos en analysant la notion de *kata* (littéralement la « forme », la « figure »), sorte de gestuelle codée, par exemple, dans les arts martiaux. La conception qu'ont les Japonais de la nature leur enseigne bien une autre manière d'être au monde.

Ph. P.

* LE SAUVAGE ET L'ARTIFICE, LES JAPONAIS DEVANT LA NATURE, d'Augustin Berque, Gallimard, 312 p., 140 F.

Les rendez-vous du Centre Pompidou

PARIS a rendez-vous avec le Japon en cette fin d'année puisqu'une exposition, « Japon des avant-gardes 1910-1970 », a été inaugurée le 9 décembre et se tiendra jusqu'au 2 mars 1987 au Centre Georges-Pompidou. Les arts plastiques, l'audiovisuel, le cinéma, le théâtre, la littérature, la musique, la philosophie, seront présentés, expliqués, commentés au cours de colloques, débats, rencontres, séminaires, spectacles, conférences qui accompagneront l'exposition elle-même. Flammariion a ouvert une librairie spécialisée réunissant des livres ayant trait à tous les domaines de la littérature à la mode.

Plusieurs ouvrages sont publiés à cette occasion : le catalogue de l'exposition, *Japon des avant-gardes* (Ed. du Centre Pompidou, 530 p., 700 illustrations, 315 F) ; un catalogue, *Vers le Japon*, qui fait l'inventaire d'environ trois cents titres en français pour offrir au public un panorama de la culture japonaise (réimpression augmentée : L'Œil de la lettre, 40, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris, et BPI du Centre Pompidou) ; *Créateurs du Japon*, le Pont flottant des songes, par deux architectes, François Lebbé et Serge Salat (E. Hermann, 200 p., 188 illustrations, dont 120 en couleurs) ; *Le Fusil de chasse*, de Yasushi Inoue, en livre-cassette (du par Gérard Desmethe ; coproduction BPI-Radio-France, 134 F) ; *Écritures japonaises*, dans la collection « Cahiers pour un temps » numéro spécial, sous la direction d'Alain Jouffroy, avec des textes de Jean-Jacques Tschudin, Abe Kôbô, Alain Robbe-Grillet, Takiguchi Shizô, Ooka Shomei, etc. (Ed. du Centre Pompidou, 325 p., 150 F), et *Cinéma et littérature au Japon de l'ère Meiji à nos jours*, ouvrage collectif dirigé par Max Tessier (Ed. du Centre Pompidou, 120 p., 150 F).

Signalons enfin la réédition du roman d'Abe Kôbô : *L'Homme-boîte* (traduction de Suzanne Rosset, Stock, « Bibliothèque cosmopolite », 202 p.).

“Ne résistez pas au plaisir de lire : Japon. La stratégie de l'invisible”

BERNARD TAPIÉ - GAGNER

Le livre choisi par les chefs d'entreprises

JAPON
La stratégie de l'invisible
Michel Random
230 pages
42 illustrations
Prix 89 F

Réussir au Japon — une stratégie — un enseignement

LE FELIN

Éditions du Felin, 10 rue La Vacquerie 75011 Paris. Tél. (1) 43 73 53 00

Régis DEBRAY



Eloges

GALLIMARD

Le Monde

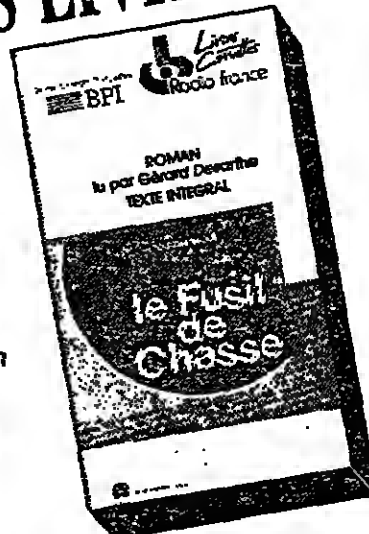
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

ÉCOUTEZ PARLER LES LIVRES!!

Le 1^{er} livre

cassette
édité par
RADIO FRANCE
et la Bibliothèque
publique d'information
du Centre Pompidou
un superbe texte
du grand romancier
Japonais
Yasushi INOUE



Roman publié aux Éditions STOCK Bibliothèque cosmopolite

En vente en librairie, disquaire, grand magasin.
Par correspondance : adressez votre règlement de 152 F (port compris) à :
CASSETTES RADIO FRANCE 75786 Paris Cedex 16.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

A l'occasion de l'exposition au Centre Pompidou sur le Japon

VERB LE JAPON

L'ŒIL
de la lettre

21 librairies du groupement L'Œil de la lettre vous proposent de découvrir la littérature et les arts du Japon.

UN CATALOGUE GRATUIT illustré 52 pages 267 ouvrages présentés vous sera remis dans les librairies

ACTES SUD, Arles — L'AIDE MÉMOIRE, Poitiers — L'AMBRE & LETTRES, Paris 5^e, 7^e et 14^e — AUTREMENT DIT, Paris 5^e — LIB. BLEUE, Paris 11^e — CALLIGRAPHIE, Cahors — COMPAGNIE, Paris 3^e — GERONIMO, Marseille — LA LIBRAIRIE, Montpellier — LA MACHINE À LIRE, Bordeaux — MILEPAGES, Vincennes — DU MONDE MÉDITERRANÉEN, Angoulême — DES NOUVEAUTÉS, Lyon — OMBRES BLANCHES, Toulouse — LA RÉSERVE, Mantes-la-Jolie — LES SANDALES D'EMPEDOCLE, Besançon — TROPISMES, Bruxelles — DE L'UNIVERSITÉ, Grenoble — VENT D'OUEST, Nantes — VENTS DU SUD, Arles-Provence

Des récits, des événements,
des témoignages, des poèmes, des correspondances,
des bibliographies, des dates, des archives,
des analyses, des anecdotes, des légendes,
des contes, des critiques, des textes littéraires...

Des documents, des photos, des croquis,
des gravures, des cartes, des schémas, des pastels,
des calligraphies, des plans, des dessins,
des aquarelles, des œuvres d'art...

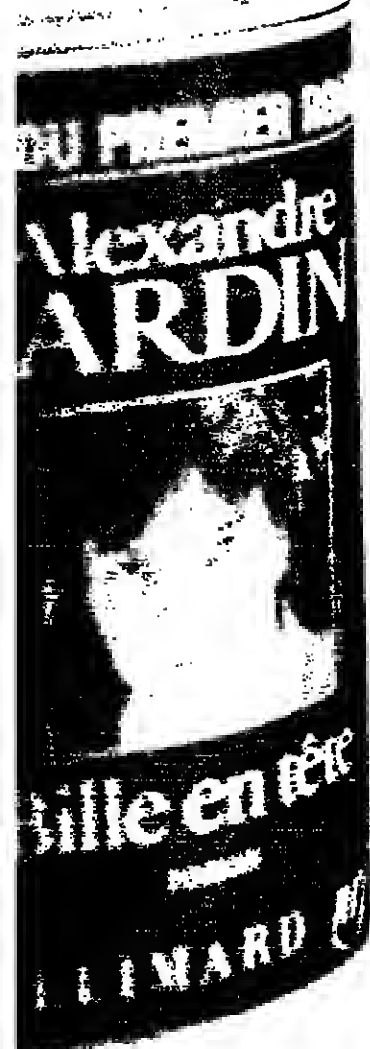
Des passions, des conflits, des réussites, des échecs,
des exploits, de l'histoire, du présent,
du passé, du futur, des explorations,
du rêve, de l'évasion, de la science, des aventures,
des héros et des inconnus.

Découvertes
Gallimard



On n'a jamais vu autant de choses entre la première
et la dernière page d'un livre.

Découvertes Gallimard : la première encyclopédie illustrée en couleurs au format de poche. 12 titres chez votre libraire.



Culture

Un entretien avec M. Léotard

(Suite de la première page.)

« Les théâtres nationaux, les centres dramatiques nationaux, les jeunes compagnies, les compagnies conventionnées et les théâtres privés retrouveront l'intégralité des crédits qui leur étaient consacrés en 1986. Mais il est vrai que nous avons voulu mener à bien la réforme, décidée en 1983, des modalités de soutien aux metteurs en scène et aux compagnies indépendantes. Ils pourront bénéficier désormais de l'aide aux projets, dont les crédits seront doublés en 1987, aide qui a déjà permis l'émergence de grands talents. Cela concerne vingt-huit compagnies sur les quatre cent trente subventionnées. Encore faut-il préciser qu'elles pourront bénéficier de mesures de transition. Je vous rappelle qu'aujourd'hui nous subventionnons plus de quatre cents compagnies. Deux fois plus qu'en 1981. C'est énorme.

« Mais qui sera en mesure de juger de la valeur et de l'importance des projets ?

« Ce n'est pas le « fait du prince » mais la décision d'une commission extérieure à l'administration et composée de professionnels. Je veux qu'il y ait un maximum de transparence. Qu'on ne puisse pas dire que l'on privilégie un « théâtre de droite » ou un « théâtre de gauche ». Pour ma part, je soutiendrai toujours, quels qu'ils soient, les créateurs de talent et de passion : les Chéreau, Mnouchkine, Vitez, Strécher et bien d'autres encore.

« La culture, lorsque y entre une part d'argent public, doit être un lieu de rencontre, de dialogue, de question, pas d'affrontement politique.

« Comment alors expliquer vos réactions du Syndicat qui se plaint beaucoup de votre politique ?

« Je connais leur revendication. Ils ont déjà été reçus au ministère, et je viens moi-même de les recevoir. J'ai vu également le placard publié dans vos colonnes. D'abord, ils évoquent une diminution globale du budget de la culture de 8%. Cette réduction concerne exclusivement le budget des grands travaux pour une raison simple : certains sont terminés ou en passe de l'être ; Orsay, l'Institut du monde arabe. Si l'on voulait faire une vraie critique (et il fallait le faire avant le mois de mars), c'est qu'ils favorisent trop Paris. Ainsi, 60% de mon budget global est consacré à la capitale. Ce déséquilibre est véritablement malsain. Il est nouveau : Paris ne représentait que 50% du budget de la culture il y a cinq ans. Il faudra à l'avenir rééquilibrer l'action du ministère vers les régions. Certains chantiers sont déjà ouverts à Grenoble, Nice ou Lyon. Mais il faut poursuivre ce redéploiement.

« Deutisme rétrograde : contrairement aux affirmations de certains, les crédits affectés cette année dans mon budget à la création sont plus importants qu'en 1986 : 40,6% du budget contre 38,4% l'an dernier. Je veux poursuivre cet effort en faveur de la création.

« Mais au-delà des subventions, il faut interroger sur le public du théâtre et sur les moyens d'augmen-

ter son audience. Je peux vous annoncer un ensemble de mesures et de projets. Nous avons lancé une vaste enquête d'opinion, par sondages, sur ce sujet. Cela nous permettra, ainsi qu'aux professionnels du théâtre, d'y voir plus clair. Ensuite, nous préparons une loi pour moderniser la législation sur les spectacles soumis à l'ordonnance de 1945, texte qui ne correspond plus aux réalités des activités du spectacle. Enfin, je veux faire en sorte que les rencontres entre la scène et l'écran puissent se multiplier. La première réalisation en ce sens est l'aide que nous avons apportée à Planchon pour qu'il puisse réaliser son cycle *Mulière*. La septième chaîne devra être l'un des instruments de ce rapprochement. D'autre part, nous allons informatiser progressivement la billetterie de l'ensemble des salles parisiennes. On pourra ainsi réserver ses places par Minitel. Ma politique à l'égard du théâtre s'ordonne notamment autour de deux principes : le respect de la profession (de sa liberté et de son indépendance), mais aussi le refus de la démagogie.

« La danse est en train de conquérir en France un énorme public. Va-t-elle continuer d'être un département minuscule de la direction de la musique, sans budget propre ?

« Je n'ai pas l'intention de créer une nouvelle direction. Au contraire, j'ai tenté de les concentrer. En revanche, il est certain que la danse mérite d'être mieux traitée. On assiste actuellement à un renouveau des talents chorégraphiques en France avec des créateurs comme Régine Chopinot, Maguy Marin, Jean-Claude Gallota. Nous avons également avec le Ballet de Paris, sous la direction de Rudolf Noureov, la plus prestigieuse compagnie de danse du monde occidental.

Une délégation à la danse

« J'ai donc décidé de créer une délégation à la danse au sein de la direction de la musique. Son budget, insuffisant, sera augmenté. J'ai décidé de faire de 1988 l'Année de la danse en France. Aussi, allons-nous mettre en œuvre des lieux de formation et d'expression dans tout le pays. Poursuivons l'effort entrepris dès 1987 à Lyon et à Nanterre, à Marseille, à Châteauroux. Par ailleurs, j'ai demandé que soient étudiées les modalités de création d'un théâtre contemporain de la danse à Paris, offrant aux chorégraphes les locaux de travail dont ils ont besoin.

« Ce redéploiement du budget de la musique est-il à l'origine du départ de son responsable, Maurice Fleuret ?

« Les crédits de la musique sont globalement maintenus. Ils représentent près de 2 milliards de francs. Ils vont permettre notamment au Conservatoire de musique de Paris de s'installer à La Villette, dans des locaux uniques au monde et dignes de ce prestigieux établissement. Cette opération était menacée, je l'ai sauvée. Quant au départ de Maurice Fleuret, je ne peux

m'exprimer à sa place. Mais je ne suis pas magicien. Si je dégage des crédits pour certaines priorités, il faut bien que je les trouve ailleurs. Aussi ai-je supprimé la direction du développement culturel, engagée dans un processus de diffusion de subventions incontrôlées et incontrôlables. Ainsi l'association Octet, dissoute en février 1986, a reçu plusieurs milliards de centimes, dont les mécanismes d'attribution et les destinations restent encore bien obscurs.

« Depuis 1982 le budget de la culture — hors grands travaux et sans tenir compte des défectualités — oscille autour de 0,70% du budget national. Il y a fort à parier qu'il restera longtemps à ce niveau. Même si l'opposition revenait aux affaires. Notre rôle est donc de concentrer notre effort sur les secteurs prioritaires. Ceux où l'Etat a un rôle irremplaçable.

« Ce 1 % est un mythe »

« Il n'y a pas très longtemps, tout le monde, à droite comme à gauche, semblait d'accord pour que la culture bénéficie à moyen terme de 1 % du budget national.

« Ce 1 % est un mythe. Il n'y a aucune espèce de rapport, dans aucun pays du monde, entre le niveau de la création et le volume de l'argent public dépensé. Il faut d'ailleurs savoir que l'Etat ne subvient actuellement qu'à 25 % des dépenses culturelles en France. Il y a, enfin, un objectif national : celui de la réduction des prélèvements obligatoires. Nous ne réussirons jamais contre le chômage si nous ne faisons pas baisser la dépense publique. Aujourd'hui, la fiscalité est au cœur de ma démarche. Il ne faut pas donner plus sans enlever moins. C'est vrai, bien évidemment aussi, pour la culture.

« La défectualisation est non seulement plus efficace, elle est aussi plus impartiale vis-à-vis du créateur, qui n'a pas l'impression d'être soumis à un quelconque « bon plaisir » de l'Etat. Il est évident qu'il faut faire tomber la TVA du disque de 33 % à 18,6 %. Je me battra pour y parvenir. J'ai créé, au sein de mon ministère, une cellule qui travaille sur ces problèmes, en liaison avec la direction générale des Impôts. Je suis confiant.

« Le prix des places de l'Opéra vient d'augmenter de 20 %. C'est en complète contradiction avec votre politique.

« L'augmentation du prix des places est une solution d'urgence, décidée à partir du constat que j'ai fait à mon arrivée sur la situation de l'Opéra. Elle a été prise pour faire face à un gouffre financier. Je rappelle qu'à mon arrivée le budget 86 de l'Opéra n'était toujours pas approuvé. Mais ce n'est pas la bonne solution. Pas plus que d'augmenter les cotisations de la Sécurité sociale au lieu de la réformer. Le budget 86 va se solder par un déficit de 12 millions de francs malgré plus de 300 millions de francs de subventions. C'est avec la baisse de fréquentation du public le signe d'un mal profond. La réforme de l'Opéra sera en 1987 un dossier prioritaire. Il y aura d'ici les prochaines semaines des changements importants au palais Garnier.

Le départ des finances du Louvre est un objectif

« Vous évoquez tout à l'heure vos rapports avec la Rue de Rivoli. On en a-t-on avec le ministère des finances qui vient de se réinstaller dans l'aile du Louvre qu'il aurait dû abandonner ?

« Je partage totalement — et sans arrière-pensée — l'objectif du président de la République tout simplement, parce que c'est celui de beaucoup de Français : faire du Louvre le premier, le plus grand musée du monde. C'est un projet que j'ai soutenu quand j'étais dans l'opposition. M. Poi est un très grand architecte.

« Son projet répond aux divers maux que le Louvre connaît. Il s'inscrit dans une volonté illustrée par mes prédécesseurs et plusieurs présidents de la République : créer une sorte de « voie royale » des grands équipements culturels parisiens, du Centre Georges-Pompidou au Grand Palais en passant par Orsay et le Jeu de Paume. La première tranche des travaux du Grand Louvre est financée. Elle sera terminée d'ici deux ans. J'ai défendu cette orientation.

« En 1987, 80 millions de francs seront affectés aux études de la deuxième tranche. Je considère donc que le départ du ministère des

finances est un objectif qu'il faut poursuivre. Je ne vois pas comment les préoccupations d'une administration, fût-elle aussi illustre que celle des finances, pourraient prévaloir sur la réalisation du plus merveilleux musée du monde, sur la plus belle opération de réhabilitation de notre patrimoine. L'administration



est là pour servir. Plus vite le Louvre recouvrira sa vocation culturelle, y compris l'aile Richelieu, mieux ce sera.

« C'est très réconfortant ce que vous dites là, mais la décision prise, le départ du ministère des finances, n'a pas été exécutée.

« Rien n'est bloqué. Les travaux continuent normalement. Je me suis personnellement engagé pour cela. Si, un jour, il y a un risque de blocage, je m'exprimerai.

Redonner une âme au Jeu de paume et au Grand Palais

« Vous avez évoqué le Jeu de Paume et le Grand Palais, que comptez-vous y faire ?

« J'ai deux projets pour redonner une âme à ces palais abandonnés. Le Musée d'art moderne, au Centre Georges-Pompidou, étouffe. Il faut lui trouver de la place dans le bâtiment même du Centre. Soit en installant ailleurs certains locaux administratifs, soit en élargissant sur les espaces destinés aux expositions temporaires. M. Mahen est en train d'étudier ce problème. J'ai décidé que le Jeu de Paume serait affecté à des expositions temporaires de l'art du vingtième siècle et, particulièrement, de l'art contemporain, notamment étranger. En liaison avec le Musée d'art moderne, qui doit rester bien évidemment la grande vitrine de l'art moderne. Le Grand Palais

est d'une architecture admirable. Mais il est envahi par toutes sortes d'institutions parasites dépendant de divers ministères.

« Mon but est de lui redonner totalement sa vocation première : être lui aussi un espace d'expositions et de manifestations temporaires. J'ai un troisième objectif qui est la rénovation de l'aile gauche du palais de Chaillot. Aujourd'hui, c'est une sorte de palais de la Belle au bois dormant. Demain, en sera, je l'espère, un lieu vivant affecté d'une part au Musée des monuments français, transformé en musée de l'architecture et, d'autre part, à la future école du patrimoine. Je veux parler de l'Ecole du Louvre, qui est en cours de transformation, en une école supérieure de la conservation et qui sera installée à la fois dans l'aile de Flore du Grand Louvre et un palais de Chaillot.

« A propos de musée, je voudrais que vous nous disiez un mot sur celui des plans-reliefs.

« Il faut maintenir l'unité de la collection, la faire revenir dans la capitale et améliorer sa présentation. Je ne céderai sur aucun de ces trois objectifs. La réalisation de copies devrait permettre de concilier l'intérêt des parties en présence.

Encourager le mécénat

« Vous avez trouvé, en arrivant Rue de Valois, un dossier explosif, celui de Buren. On en a-t-on avec la commande publique ?

« Les colonnes de Buren sont l'exemple type d'une affaire engagée dans des conditions fâcheuses, mal conduite et qui a des conséquences très négatives sur la commande publique. Cette œuvre, qu'il importait cependant de terminer par respect du droit moral de l'artiste, a suscité une grande irritation, dont risquent malheureusement de pâtir les projets de qualité comme ceux de Poirier et de Garouste. Les crédits de la commande publique sont maintenant — 46 millions de francs — mais je sais que quantité d'artistes ont reçu des lettres de commandes du précédent ministre en février et en mars sans qu'aucun crédit budgétaire n'ait été prévu pour elles. Nous avons déjà réussi à en sauver certaines. C'est le cas du peintre Bazine, dont une œuvre doit orner la future station de métro Cluny.

« La commande publique doit désormais être transparente. Les commissions composées d'experts, aussi imparfaites soient-elles, sont toujours préférables à la volonté du prince.

« Un nouveauté en France, certaines entreprises semblent s'inté-

resser beaucoup à l'art contemporain. Le mécénat va-t-il se substituer à l'Etat ?

« Le mécénat, c'est très bien mais il ne faut pas que cela devienne une tarte à la crème. Aujourd'hui, il ne représente globalement que 350 à 500 millions de francs. A peu près le budget du seul Opéra de Paris. Il doit donc être encouragé, amplifié, suscité, mais il ne peut immédiatement s'appliquer à tous les éléments de la vie culturelle. Néanmoins, des exemples comme celui du palais Grassi à Venise, restauré par Giovanni Agnelli, doivent être médités. Mon objectif constant sera de susciter aux côtés de l'Etat de nouveaux partenaires pour l'initiative culturelle. C'est le sens du rapport qui m'a été remis par M. A.-D. Perrin, le PDG de Cartier, qui a analysé ce très vaste dossier en proposant des orientations que je fais mienne.

« Quels peuvent être ces nouveaux partenaires ?

« Les entreprises, nous venons de le dire, les associations et fondations, mais aussi les citoyens par le biais de la délocalisation et également les collectivités locales, municipalités, départements, régions. Le dialogue exclusif de l'Etat et du créateur est dépassé. La tâche essentielle de l'Etat, c'est celle que personne d'autre ne peut remplir à sa place. Par exemple, l'enseignement artistique qu'il faut développer dès l'école primaire. C'est une de mes priorités.

« Qu'aimeriez-vous laisser comme image si vous deviez quitter ce ministère à la fin du septennat ?

« S'il fallait résumer en une boutade, je dirais ceci : je veux être un bon gestionnaire de l'ingérable : la création artistique ou intellectuelle ne peut pas être l'objet d'une gestion ; elle est l'accomplissement d'une liberté. A partir de cette réalité, je dois gérer au mieux les fonds publics que m'ont confiés les contribuables français. Je serais heureux si je réussissais à faire passer les trois grandes lois pour lesquelles je me suis battu.

« La première, elle a été votée, c'est la loi sur la modernisation de l'audiovisuel la deuxième, c'est la loi de programme sur le patrimoine, une des trois lois programmes retenues par le premier ministre, et la troisième à faire passer, celle sur l'enseignement artistique, que je viens d'évoquer. Si j'arrive à cela, j'aurai accompli une grande part de la mission qui m'a été confiée.

Propos recueillis par
DANIELE HEYMANN
et EMMANUEL DE ROUX.

Le congrès de l'Union des sociétés théâtrales

Liberté sous surveillance en Union soviétique

La « relente » souhaitée par M. Gorbatchev dans toutes les sphères de la société soviétique ne s'effectue pas sans remous dans le monde du théâtre.

Le congrès constituant l'Union des sociétés théâtrales s'est ouvert vendredi 5 décembre au Kremlin en présence du numéro un et du bureau politique, quasiment au complet, y compris — ce qui ne surprendra qu'un Occidental — le maréchal Sokolov, ministre de la défense. Il s'est terminé samedi sans que les huit cents délégués représentant les six cent trente-quatre théâtres que compte l'URSS aient pu se mettre d'accord sur les statuts de leur nouvelle organisation.

Un vent de libéralisation souffle incontestablement sur le théâtre soviétique. Acteurs, metteurs en scène et régisseurs étaient donc animés d'un zèle démocratique qui était officiellement encouragé d'en haut, mais dont l'ampleur a surpris. Il y a eu apparemment un quiproquo : tout le monde souhaite publiquement en finir avec la tutelle bureaucratique et la censure. Mais que faire des bureaucraties ? Les mettre en échec ? Et par quoi remplacer la censure puisqu'il est hors de question de tout laisser dire ?

La solution proposée est l'auto-censure des directeurs de théâtre... De fortes paroles ont certes été prononcées. « Seul le théâtre lui-même peut être habilité à interdire une pièce », a dit l'écrivain biélorusse Alexandre Doudarev. Le célèbre metteur en scène de Léningrad Gueorgui Tsvetkov a raconté ses tribulations avec les censeurs du ministère de la culture. Ces derniers ne lui avaient pas fait moins de cent

quarante-deux observations à propos d'un de ses spectacles, dont ils avaient en outre arbitrairement changé le titre : « Il faut en finir une fois pour toutes avec ces pratiques », a-t-il déclaré devant le congrès.

La vedette est revenue à l'auteur dramatique Mikhaïl Chaitov, qui avait en résumant l'audace de comparer devant des journalistes occidentaux le climat politique actuel avec le « dégel » Khrouchchevien qui avait suivi le vingtième congrès. Sa pièce, *La Dictature de la conscience*, se joue depuis cent mois à guichet fermé à Moscou au Théâtre du Komsomol, et a été citée en exemple en août dans la revue *Théâtre* par M. Ligatchev, numéro deux du parti et responsable à l'idéologie. Il s'agit d'un procès imaginaire du léninisme qui fait courir un frisson iconoclaste dans les rangs du public, avant de se terminer par un triomphe de l'accusé.

Une expérience dans soixante-neuf salles

Cette pièce confuse et bizarre appliquée à sa façon les règles de la tragédie unique puisqu'elle suscite une « terreur salutaire » et provoque une « purgation » des éventuelles passions négatives de l'auditoire. Mikhaïl Chaitov, qui est en passe de devenir l'auteur dramatique utopique du régime, a rendu implicitement hommage à M. Gorbatchev en invoquant « les hommes courageux et sages qui sont apparus dans les moments dramatiques de notre histoire ». « Notre devoir sacré est de servir la chance qui se présente et de faire en sorte que le processus social de démocratisation devienne réellement irréversible », a-t-il affirmé.

M. Ligatchev, qui suit de près ces questions, s'intéresse pour

sa part à l'origine d'une expérience en cours dans soixante-neuf salles. Celle-ci consiste à donner à ces théâtres une plus grande autonomie, non seulement esthétique, mais financière. Les salaires des acteurs sont désormais fonction des recettes (ces acteurs restent cependant comme les autres des fonctionnaires du ministère de la culture). Ces établissements ont, en outre, reçu le droit de fixer eux-mêmes le prix des places et d'acheter les accessoires nécessaires aux mises en scène.

Dans la revue déjà citée, M. Ligatchev affirmait que la société soviétique avait besoin « qu'on lui dise ses quatre vérités ». Il ajoutait, dans un bel élan dialectique : « Cela nous fait mal lorsqu'on montre des spectacles et des films où notre vie est présentée de façon étroite comme à travers un trou de serrure. Parfois en quittant le théâtre on se pose la question : pourquoi ne crée-t-on pas des pièces mettant en scène avec brio des communistes, alors que ceux-ci constituent notre principale force politique, le parti qui dirige notre société ? Pourquoi ne présente-t-on pas ceux qui combattent véritablement pour notre mode de vie soviétique ? »

Le général Volkonov, sous-chef de la direction politique de l'armée rouge, lui a fait écho en exprimant devant le congrès « l'espérance que le thème de la défense de notre patrie socialiste occupera la place qu'il mérite dans les recherches artistiques des personnalités de notre nouvelle Union ».

Faute de statuts définitifs, les congressistes ont adopté un règlement provisoire et ont élu à leur tête M. Kirill Lavrov, un acteur de Léningrad âgé de cinquante et un ans, qui doit sa célébrité à ses interprétations sur la scène et à l'écran du personnage de Lénine.

DONIQUE DUMORET.

Les professionnels du théâtre protestent

Le jury du Grand Prix national du théâtre a décidé de ne pas désigner de lauréat, en signe de protestation contre la politique du ministère de la culture. En juin 1986, les organismes du service public ont vu leurs subventions de l'année diminuer de 4,75 % ou de 5,80 %. Le collectif budgétaire a simplement été reconduit en 1987, avec 10,5 millions de francs affectés aux « mesures nouvelles ». Soit : 2,5 millions de francs pour l'installation de la Comédie-Française à l'Odéon, 1 million de francs pour le TEP, 3 millions de francs pour l'Ecole du cirque, 500 000 F pour l'Ecole du marionnettiste à Châteauroux-Mézières, 1,25 million de francs pour le centre dramatique de Caen et celui de Bordeaux en préfiguration, 750 000 F pour l'Ecole de Patrice Chéreau à Nanterre, 1 million de francs — en réserve — pour l'installation de l'École d'humorisme à l'Atchénou en janvier 1988. 1 million de francs devraient être attribués en priorité aux compagnies indépendantes — hors commission — dont les subventions ont été supprimées et qui ont le droit de demander une aide au projet (le Monde du 18 novembre). Les 4,6 millions de francs supplémentaires affectés à cette aide au projet ne sont jamais qu'un peu plus de la moitié des 8 mil-

lions de francs retirés au budget des compagnies.

Cela peut sembler absurde, et c'est : d'autant plus que douze nouvelles compagnies doivent être désignées pour passer hors commission en 1987. Le ministère reconnaît d'ailleurs que ces diffamantes mesures ont été prises sans concertation et qu'il devient urgent de réorganiser l'ensemble du service public, de l'adapter aux nouvelles données économiques afin d'éviter le gaspillage de talent et d'argent.

La ministre souhaite organiser en janvier 1987 des séances de travail avec les professionnels, et étudier les possibilités d'aménagement des salles afin d'améliorer la diffusion des spectacles à travers la France. Il est dommage qu'il n'ait rien proposé à la Ville de Paris quand le Théâtre de la Gaîté-Lyrique pouvait encore être sauvé.

Les compagnies indépendantes, c'est aussi bien Robert Hossain, le Théâtre du Soleil, Claude Regy, René Luyon, Stuart Seide, Hans Peter Cloos, Chantal Morel... Des équipes dont les subventions ont été supprimées et qui ont le droit de demander une aide au projet (le Monde du 18 novembre). Les 4,6 millions de francs supplémentaires affectés à cette aide au projet ne sont jamais qu'un peu plus de la moitié des 8 mil-

lions de francs retirés au budget des compagnies.

COLETTE GODARD.

Opéra de Paris

Culture

THÉÂTRE

« La Mouette », à la Bastille

Tchekhov au vitriol

Pierre Pradinas donne à Tchekhov une violence, de la dureté du cynisme et un humour qui frôle la caricature

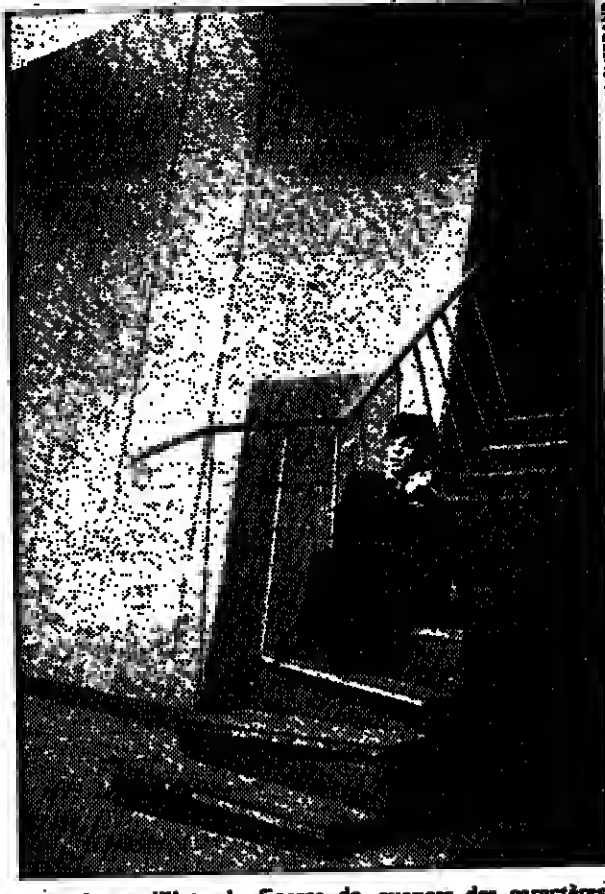
« A quel bon expliquer quoi que ce soit au public ? Il faut l'effrayer et c'est tout », écrit Tchekhov en 1891. Dans la *Mouette*, montée par Pierre Pradinas au Théâtre de la Bastille, des images frappées comme des clous, le turban empourpré de sang, l'oiseau mort, les cheveux trempés et les chemises blanches sont les accessoires d'une pièce dont la violence agrippe pendant près de trois heures. C'est Constantin Grigorievitch (Denis Lavan), qui mène cette danse macabre, l'enfant poète humilié par une mère écrivain apparue en monstre à guenilles, tel un *Elephant Man* décapité. Il nous avait déjà donné un aperçu de ses talents guignolesques dans *Boy Meets Girls* et *Mauvais sang*, de Léo Carax. Là, ses cheveux sont toujours aussi humides, son corps se tord de plus belle, frissonne, et les mots glaciés s'échappent d'une vilaine boîte à rire.

Le ton est donné : celui du cynisme, de la décadence totale, qui balafre les dix personnages murés dans un huis-clos champêtre, et leur donne des airs compacts, des expressions d'acteurs de cinéma muet. La

tension est toujours contenue, on la sent peser sur les têtes comme un ciel d'orage. Il y a une mère, blasée, castratrice, qui se déshabille comme un ex-mannequin de haute couture (Brigitte Catillon), secouant son amertume comme un vieux manteau démodé. Face à cette félicité comblée, défrisée, Macha, Laure Duthilleul, incarne à merveille le dépit frustré : elle est là, avec ses pieds en dedans, sa jupe qui l'étrangle, sa bouille malheureuse et pas maquillée, traînant derrière elle Sélim l'instituteur (François Monié), un petit tas chauve, épris d'amour.

Dans la salle, les rires dérapent, nerveux. Trigrine (Daniel Jégou) multiplie les poses d'intellectuel à la Brétcher. Le régisseur (Patrick Ronnel) éveille, avec sa cravate large comme une serviette de table et son ventre en avant, des souvenirs de Dupont la Joie. La *Mouette* (Catherine Fren) dissimule son rôle en le montrant du doigt : Pim-pance égarée et déclamatoire, elle se retrouve au second acte, en vieille jeune fille à chignon. Elle porte l'échec de l'amour comme un fardeau dont elle ne peut se débarrasser.

Mais Tchekhov sublime ce « non futur ». Donnage que dans cette mise en scène au vitriol, on voit des acteurs se gratter une fesse, d'autres écraser des tartes aux fruits



avec des godillots, la finesse de l'écriture soit sacrifiée par l'art de la caricature. Pierre Pradinas dit préférer voir en Tchekhov « un ami plutôt qu'un classique ». Sa familiarité, son parti pris BD comment les nuances des caractères, les noient dans un verre de mezzal.

LAURENCE BENAIM.

* Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette.

NOTES

« Hironde de saucisson », de et par François Rollin

Toujours drôle, souvent très drôle, quelques fois irrépressible, tel est cet homme que nous présente François Rollin, seul sur la scène du Théâtre de l'Escalier d'or pendant une heure chaque soir.

Hironde de saucisson, drôle de nom pour un spectacle. Pourquoi pas *arrivage*, ou *papillon* ? François Rollin o de la première la pugnacité, l'agressivité et cette vilaine manie de s'emparer des mots et de les dévorer ; du second, cette façon toute en légèreté, de servir les mille fleurs vénéreuses de notre univers, manifestement trop étiqueté pour lui.

Alors, très vite, on pense à ses amis, ces hommes de peine qui courent à notre joie, au premier rang desquels Raymond Devos, dont il pourrait, devrait être le fils. Et puis, tout de suite après, et comme l'indique le titre de son spectacle, on se souvient des orfèvres de cet

alliage précieux, le comique de l'absurde, Dubillard, Ionesco ou Jerry. Le tout est servi sur un plateau par Jean-Michel Ribes qui, juste avant nous, a découvert non seulement un humoriste fin mais aussi un comédien. Tant mieux.

OLIVIER SCHMITT.

* Le Théâtre de la Ville au Théâtre de l'Escalier d'or, A 18 h 30, jusqu'au 13 décembre. Tél : 45-23-15-10.

« Les Salons » au Rond-Point

Malgré son titre *Les Salons*, le spectacle de Jean-Pierre Grunval au théâtre du Rond-Point ne renvoie à aucune évocation nostalgique de la modernité au siècle des Lumières. Il évoque la vie parallèle de deux femmes illustres, M^{me} de Delfand et M^{me} de Lespinasse.

La seconde a trahi la première, dont elle était dame de compagnie, pour ouvrir un salon rival. Mais Bernard Minoret et Claude Arnaud, auteurs des volumineuses correspondances des deux dames, ne s'attardent pas sur leur célèbre bouillie. Voilà deux femmes situées dans l'oisiveté nécessaire à la culture des passions et aux douloureux et piquants exercices du narcissisme.

Il y a, d'une part, le bastingage froissant le cynisme de la vieille marquisse avengée s'adressant à son vieil amoureux Horace Walpole. De l'autre, la passion folle d'une fille pauvre pour Gajubert, écrivain militaire et sénateur froid, passion qui s'étend en érotisme cérébral à partir de son impossibilité même.

La scène se partage en deux côtés qui s'éclairent alternativement. Le côté jardin est celui de M^{me} de Delfand, Madeleine Renaud, étonnante avec des coquetteries d'infirme baidant avec la mort. Le côté cour est occupé par Julie : Nicole Corcel

très en beauté dans robe pourpre à la Watteau, mais elle joue plus les nerfs que la passion et son désespoir se n'émue guère. Mais la construction en huis clos racine fonctionnelle avec efficacité.

BERNARD RAFFALLI.

* Théâtre du Rond-Point, grande salle, 20 h 30, le dimanche à 15 heures, en alternance avec le Théâtre de Foire.

« L'Enterrement du soleil » de Nagisa Oshima

En 1960, Nagisa Oshima a vingt-huit ans. L'esprit nouvelle vague a cessé d'être un peu paroxysme. Il a déjà tourné deux films. Il plaie au public jeune. Il a les moyens de tourner en toute liberté.

L'Enterrement du soleil, son troisième film, est la vision hallucinée d'un bidonville où se font encore sentir les séquelles de la guerre et de la défaite. Il y a plus que les ivrognes pour éprouver la nostalgie de l'ordre impérial.

Ouvert à tous les vices, à tous les trafics (de sang, de peupiers d'identité), à toutes les déchéances et à toutes les exploitations des plus faibles par les plus forts, le quartier de Kanagasaki est une « zone » au-dessus de laquelle l'asile de nuit des *Bes-fonds* de Gorki pourrait passer pour un établissement humanitaire. Ici, on ne plaint personne, on survit par tous les moyens, et mille lieux de mysticisme ou d'idéalisme n'éclaire la condition humaine. Qu'un adolescent, recruté de force par des voyous, s'attire l'amour d'une prostituée et la protection d'un chef de bande d'est qu'épisodique.

Avec une colère froide, Oshima a filmé la misère et la violence implacable, les chocs et les cris de personnages voués à la nuit, au crime, à la mort. Les images cadrées au fil du rasoir ou emportées par un grouillement interne s'empourprant des couleurs du sang ou de l'incendie. C'est étonnant, sans doute, mais comme un document lié à un contexte historique, et que l'on a intérêt à connaître, ne pas y chercher, surtout, l'annonce des grands films auxquels le cinéaste devra, plus tard, son succès international.

JACQUES SICLIER.

Le retour aux sources de Claude Nougaro

Après plus de deux ans de galas à travers les régions, Claude Nougaro a voulu retrouver le climat d'une époque (les années 60) où ses chansons atteignaient surtout un public souterrain. Ainsi a-t-il pris pension au Petit Journal, un jazz-club restaurant d'à peine deux cents places, près de la tour Montparnasse. Et là, il romonne de plaisir, swingue, balance ses chansons-potemes un peu folles et tendres, poise avec bonheur dans ses émotions et ses délices pour marier, toujours avec superbe, le son, les images et le rythme.

A cœur à cœur avec un public qui le presse, Claude Nougaro a rarement paru aussi imprégné de jazz. Ni peut-être aussi amoureux fou des mots et de la vie. Le petit taureau de Toulouse se ressourait et nous mijote encore de longs et beaux potemes.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Jeudi 11 décembre à 22 h 30, du lundi 15 au jeudi 18 décembre.

Communication

Les problèmes de l'AFP et de l'ACP

M. Ian Maxwell candidat au rachat de l'ACP

La première agence de presse française, l'Agence France-Presse (AFP), attendait, jeudi 11 décembre, les résultats du vote de sa rédaction concernant la grève contre le plan de restructuration élaboré par son PDG, M. Henri Pigat. Cette grève pourrait débiter dès ce 11 décembre, à 13 heures, si le vote est positif.

En outre, une pétition demandant le départ de M. Pigat circule au sein de l'agence. Lancée à l'initiative d'un groupe de journalistes, elle explique que les rédacteurs de l'AFP, « constatant que la gestion et les objectifs du PDG sont catastrophiques, estiment que cette gestion et ces objectifs ne peuvent conduire l'agence qu'à un recul considérable de ses positions dans le monde. Ils demandent le départ de M. Henri Pigat ».

La cadette de l'AFP, l'Agence centrale de presse (ACP), doit aussi faire face à de graves difficultés financières (le Monde du 18 octobre). Son déficit pour 1985 serait de l'ordre de 9,03 millions de francs et l'agence aurait perdu entre 300 000 francs et 1 million de francs par mois en 1986, selon sa direction. Placée depuis octobre sous la responsabilité d'un mandataire de justice, l'ACP a cependant reçu des propositions de rachat. La dernière en date, annoncée au conseil d'administration de l'agence réuni le 10 décembre, émane de M. Ian Maxwell, l'ainé des enfants du

patron du groupe de presse britannique Pergamon Press, M. Robert Maxwell, qui édite en Grande-Bretagne le *Daily Mirror*, le *Sunday People*, etc.

Le conseil d'administration de l'ACP devrait se réunir à nouveau le 12 décembre pour examiner les propositions de M. Ian Maxwell. Ce dernier apporterait des « fonds largement suffisants » pour éponger le déficit cumulé de l'agence et « favoriser son développement d'agence française », explique sa direction. Le comité d'entreprise de l'ACP devrait en être informé ce 11 décembre.

La proposition de reprise de l'ACP par M. Maxwell, qui bénéficie de la double nationalité française et britannique et qui a choisi de résider en France, a suscité la réaction de M. Georges Bérard-Quellin, dirigeant de la Société générale de presse (SGP), et qui est, lui aussi, candidat au rachat de l'ACP. Se déclarant « toujours intéressé », M. Bérard-Quellin a indiqué qu'il ne serait pas « inactif » au cas où un « groupe étranger » prendrait le contrôle de l'agence. Le patron de la SGP envisage de faire de l'ACP une agence de presse nationale filiale de sa société, qui répondrait aux besoins d'information de la presse française « sans pour autant s'opposer à l'AFP ».

YVES-MARIE LABÉ.

M. Michel Meyer est nommé directeur de l'information de Radio-France

M. Roland Faure, nouveau PDG de Radio-France, a nommé M. Michel Meyer, quarante-quatre ans, à la direction de l'information, en remplacement de M. Jean-Pierre Farkas. Celui-ci s'est vu proposer d'autres fonctions à Radio-France, mais il a préféré quitter la société. La nomination de l'ancien correspondant à Bono d'Antenne 2 et de Radio-France a été bien accueillie par la rédaction. Le PDG l'a présenté comme « un homme d'une très grande qualité professionnelle, humaine et morale », en ajoutant : « le fait que la majeure partie de sa carrière se soit déroulée à l'étranger lui a permis d'échapper aux querelles partisanes et de considérer la politique française avec une certaine hauteur ».

Le PDG annonce « aucun bouleversement » dans le secteur des programmes, car, dit-il, « la stabilité

de la grille (de Franco-Inter) est indispensable ». L'un des premiers dossiers auxquels M. Roland Faure s'attaquera sera celui des radios décentralisées, « dont il faut sauvegarder — dans la mesure de nos moyens — deux acquis essentiels : leur ancrage dans la vie régionale et la source inestimable d'informations qu'elles représentent en provenance de toute la France ».

Né le 21 décembre 1941, à Schirrhein (Bas-Rhin), Michel Meyer a été journaliste, de 1966 à 1970, puis rédacteur en chef adjoint, de 1970 à 1972, du bureau régional d'information de Strasbourg, avant d'être nommé rédacteur en chef de celui de Bourgogne-Franche-Comté. En 1973, il devient correspondant permanent de l'ORTF à Bonn pour la RFA, la RDA, la Pologne et le Danemark, et correspondant d'Antenne 2, il est aussi correspondant permanent de l'Express. Michel Meyer est l'auteur de plusieurs livres sur l'Allemagne de l'Ouest.

Après le refus d'insérer un texte du Livre CGT

Plusieurs quotidiens ne sont pas parus

Trois quotidiens régionaux, *Paris-Normandie*, *Le Havre libre* et *Le Havre-Presse*, qui appartiennent au groupe Hersant, ne paraissent pas ce jeudi 11 décembre, en raison du refus de leurs directions de diffuser un communiqué du Syndicat du livre CGT, manifestant sa solidarité avec les mouvements étudiants et dénonçant les violences policières.

Pour des raisons similaires, plusieurs autres titres régionaux n'ont pas été imprimés mercredi 10 décembre. *Le Bien public* (Dijon), qui n'a pas paru hier, ne sera pas diffusé non plus ce jeudi.

L'Indépendant, de Perpignan, ne devrait pas paraître non plus, mais pour une raison différente : son personnel est en grève pour manifester son hostilité au rachat éventuel de la société par le *Midi Libre* de Montpellier (le Monde du 11 décembre).

Parmi les quotidiens nationaux, seuls *Libération*, *Le Matin*, *L'Humanité*, *le Monde* et *la Croix* ont accepté d'insérer le texte du Livre CGT. Mais *le Figaro* et *France-Soir*, qui avaient refusé l'insertion, ont été imprimés et distribués avec retard.

● **Démision à RMC.** — M. Simon Monceau a annoncé son départ de Radio Monte-Carlo, où il était directeur des programmes depuis avril 1982. Cette décision « a été prise en plein accord avec M. Patrick Barvo, directeur général de la station », précise un communiqué. M. Simon Monceau se consacrera à partir de janvier à la mise en place d'un projet de télévision, dont le nom n'a pas été communiqué.

● **Michel Polac primé en Belgique.** — Les journalistes Michel Polac et Bernard Langlois, du magazine d'information « Taxi », de Philippe Alloué, ont reçu, mardi 9 décembre, à Liège, une Antenne de cristal attribuée pour 1985-1986 par un jury belge composé de critiques professionnels de télévision.

● **STAGES : Bons parleurs.** — L'Association de recherche d'animations culturelles de quartiers (ARACQ) propose deux stages à toute personne désirant acquies les bases essentielles à la pratique radiophonique. Un stage intensif de cinq jours du 15 au 19 décembre inclus. Un autre stage de deux mois débutera le 6 janvier.

* **Renseignements et inscriptions :** ARACQ, 3, rue de Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : 43-70-54-68.

CENTRE D'INITIATION DE LA COURNOUVE
L'INVASION COMIQUE
Cécile MONTAUDO
Cap de MAUPASSANT
13 novembre au 14 décembre
Centre Culturel Jean-Houdremont
LA COURNOUVE 48.36.11.44

Alpha Fnac présente
Madame de Sade
Mishima Mandiargues
Louchachevsky
Prix de la révélation théâtrale 1986
Les acteurs de Madame de Sade sont tout simplement sublimes. C'est d'ailleurs le thème de la pièce : à ce niveau de perfection la pièce exerce une fascination absolue. Gilles Corvazier et autres.
Un chant superbe sur l'érotisme et la nuit, 93, 100 francs
7 dernières
mardi 19h mercredi jeudi vendredi samedi 20h30
THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE 4742.67.97 et 3 FNAC

Recruter, bâtir une image ou faire vivre l'esprit d'une entreprise.
Nous avons la passion et la méthode pour créer des messages et des images qui touchent au but.
Annonce ponctuelle ou grande campagne.
média-system
55 place de la République 69002 Lyon
Tél. 78.62.21.14
Aujourd'hui en 1^{ère} ligne, demain au 1^{er} rang
Techno-Commercial
Sodice
Assistants
Chef de produits

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 11 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.30 Série : Colombo.
Magazine : L'enjeu.
Émission de France de Closets, Emmanuel de La Taille et Alain Weiller.
Au sommaire : L'homme du mois, Jacky Sottin ; Les campagnes de Chine : quelques grosses sociétés françaises et ce qu'elles ont fait dans ce pays ; La chasse à l'emploi : SOS Industrie ; Financement français subit d'inquiétants revers ; L'usage de l'innovation ; Vies justes ; Le bon crédit.

23.35 Journal.

23.40 C'est à lire.
Émission de Luce Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.35 Cinéma : C'est dur pour tout le monde ■ Cycle comédies à la française.
Film de Christian Gion (1975), avec Bernard Blier, Francis Perrin, Claude Pépère, Caroline Cartier, Robert Castel, Hubert Deschamps.
22.05 Journal.

23.20 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 Cinéma : L'Heritage ■ Film italien de Mauro Bolognini (1976), avec Anthony Quinn, Dominique Sanda, Luigi Prioretti, Fabio Testi.
22.30 Journal.
22.55 Documentaire : Les modernes.
De Jean-Paul Aron ; réal. : Daniel Costello. 2^e volet : Le gel.
23.45 Prélude à la nuit.
Deuxième balade, de Frédéric Chopin, par Karoly Moseray, piano.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Tanguy, Péri de Cordel ■ Film franco-argentin de Fernando Solanas (1985), avec Marie Laforêt, Philippe Léotard, Miguel Angel Sola, Marina Vlady.

Georges Wilson, Laurent Murat, Michel Etchevery. 22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : De la tige, tu seras par la barbelette ■ Film français de Jean Yanne (1978), avec Jean Yanne, Mimi Casteller, Michelene Proulx, Michel Duchaussey, Jean-Pierre Cassel, Carlos, Jacques François. 0.15 Cinéma : La Nuit de l'épave ■ Film américain de Frank Di Folita (1981), avec Charles Durning, Tony Crowe, Jocelyn Brando, Larry Drake, Tom Taylor, Robert F. Lyons. 1.45 Documentaire : Le royaume des glaces. Portrait de l'Arctique : la banquise.

LA « 5 »
20.30 Série : Mike Hammer. 21.25 Série : Supercopier. 22.15 Série : Les Grands. 23.10 Série : Mike Hammer. 0.05 Série : Supercopier. 0.55 Série : Star Trek. 1.50 Série : K 2000.

TV « 6 »
14.00 6 Toile. 17.00 Système 6. 18.30 NRJ 6. 19.20 Festival : Le temps des copains. 19.35 Série : Max la menace. 20.10 Cinéma : Pensez les haut et court, avec Robert Mitchum. 21.50 6 Toile.

FRANCE-CULTURE

20.30 Proses et poèmes, de Michel Leiris. Voyages.
21.30 Musiques limitées : musique innovatrice avec Lol Keshill, saxophones et band.
22.30 Nuits magnétiques. La nuit et le moment ; Marcel Blecher.

0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés) : Les enfants à Bethléem, de Gabriel Pionni, par la Maîtrise de Radio-France, Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Michel Lasserre de Rozel ; premier violon : Roland Dugard ; chef de chœur : Monique Penhou ; sol. : Jocelyne Chamois, Hanne Scherz, Jean-Claude Ortic, Jean-Marie Fremont ; Paul-Timothée Deber, récitant.
23.00 Les soirées de France-Musique. Le bœuf, le griot et les autres : la musique de film et la musique radiophonique (Jean Wiener) ; à 24.00, Alain-Fournier (Le grand Meaulme) ; œuvres de Debussy, Dukas, Moussorgsky, Puccini, Stravinski, Schoenberg.

Vendredi 12 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20.00 Journal.

100 ARTISANS VENDENT LEURS CREATIONS
JUSQU'AU 3 JANV.
SAMARITAINE
MAGASIN 1

20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Variétés : Grand public.
Avec Michel Sardon, Daniel Lavoie, Patrick Broel, Victor Lazzio, Pierre Cosso, Swe t'Karva, Mondo Kane.

-25 %
T.V. COULEUR 42 cm
120F* au lieu de **150F**
APPELEZ MIE GRANA DA
30.04.30.00

22.00 La séance de 10 heures.
Avec Richard Bohringer et Michel Galabru, pour le film Kamikaze de Didier Grunet.
22.30 Feuilletton : Shogun (11^e épisode).
23.30 Journal.
23.45 Magazine : Premier balcon.
Actualité théâtrale.
0.05 TSF (télévision sans frontières).
Tropical parade ; zoom sur le rock irlandais.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.00 Journal.
20.35 Série : Deux filles à Miami.
21.25 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Sur le thème « La voix au chapitre » sont invités : Baptiste Marrey (Ehlers) ; Pierre Grimal (Closely) ; Jean-Pierre Miquel (le Théâtre et les jours) ; Fanny Ardant, Pierre Bellemare et Eve Ruggieri.
22.40 Journal.
22.50 Ciné-club : L'étrange incident ■ Film américain de William Wellman (1943), avec Henry Fonda, Dana Andrews, Anthony Quinn, Harry Davenport, Jane Darwell (v.o.).
En 1893, les habitants d'une bourgade du Nevada, pris de fureur collective, décident de lyncher trois hommes qu'ils suspectent d'avoir tué un fermier. Western rare (une seule diffusion à la télé il y a vingt ans), révisé particulièrement avec d'un des de justice. La mise en scène fait le tour de la bestialité d'une société qui prétend avoir le bon droit pour elle. Au dénouement, c'est toute la conscience humaine qui se trouve concernée.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.04 Feuilletton : Le trois secrets.
21.25 Magazine : Taxi.
De F. Alfonsi et M. Dugowson.
Dossier spécial étudiants : La chronique des événements. Enquête sur les violences. L'acte politique. Zorro : Henri-François Rey. Rubrique : 24x36. Révélations : Michel Naudy et Konka Schirinsky.

22.25 Journal.
22.50 Décibels.
23.35 Prélude à la nuit.

Madame, Monsieur
Dimanche
14 Décembre
à 12 H 15 sur FR3
Nous vous invitons à découvrir PARIBAS
émission animée par PHILIPPE GILDAS

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Puffin ■ Film français de Maurice Pialat (1985), avec Gérard Depardieu, Sophie Marceau, Richard Anoujou, Pascal Rocard, Sandrine Bonnaire. 16.05 Cinéma : Dédé d'Amers ■ Film français d'Yves Allégret (1948), avec Simone Signoret, Bernard Blier, Marcel Dalio, Jean Marais, Marcel Dieudonné, Marcello Pagliaro. 17.30 Côté Café. 18.00 Flash d'informations. 18.45 Des infos. 18.45 J'ai : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Football : Couffins. 20.30 Football. 21^e journée de championnat de France : Toulouse-Marseille (en direct du stade municipal de Toulouse). 22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Malgrat et l'affaire Saint-Fiacre ■ Film français de Jean Delannoy (1959), avec Jean Gabin, Michel Auclair, Valentine Tessier, Robert Hirsch, Paul Frankeur, Jacques Morel. 0.15 Cinéma : PCSI de cinéma ■ Film américain de Peter Yates (1981), avec William Hurt, Sigourney Weaver, Christopher Plummer, James Wood, Irene Worth, Kenneth Mac Millan. 2.00 Cinéma : Rencontres de troisième type ■ Film américain de Steven Spielberg (1977), avec Richard Dreyfuss, François Truffaut, Teri Garr, Melinda Dillon, Bob Balaban, Cary Guffey (v.o.). 4.05 Cinéma : Jelle la douce ■ Film français de Jean-Luc Bruzet (1982), avec Cathy Minard, Sabine Karna, Sophie Laruy, Gabriel Pionni. 4.15 Cinéma : Les Grands. 4.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 23.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 0.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 1.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 2.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 3.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 4.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 5.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 6.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 7.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 8.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 9.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 10.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 11.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 12.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 13.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 14.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 15.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 16.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 17.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 18.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 19.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 20.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.05 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.10 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.15 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.20 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.25 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.30 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.35 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.40 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.45 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.50 Cinéma : La Nuit de l'épave. 21.55 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.00 Cinéma : La Nuit de l'épave. 22.05 Cinéma : La Nuit de l'épave.

كنا من اجل

Le Carnet du Monde

Décès

M. Henri Amoureux, son épouse, M. et M^{me} Charles Clavier, M. et M^{me} Jean-Michel Rati, M. et M^{me} Jean-François Amoureux, M. et M^{me} Alain Antoine, ses enfants, Stéphane, Aurélie, Coline, Julien, Marine, Pierre, Clément et Sylvain, ses petits-enfants, M^{me} Alice Bancheron et M. et M^{me} Jean Desmieux, M. Jacques Amoureux et M. et M^{me} Berque, M. et M^{me} Pierre Andoie, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri AMOUREUX, née Charlotte Bancheron, survenu à Paris le 10 décembre 1986, dans sa soixante-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise. La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 12 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, à Paris-6, où l'on se réunira. L'inhumation aura lieu au cimetière de Farges-Saint-Hilaire (Gironde). 5, rue Soufflot, 75005 Paris. — Reims. M. Henri Brion, son épouse, M. et M^{me} Jacques Brion, M. Claude Brion, M. et M^{me} Daniel Brion, ses enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Brion, M. et M^{me} Olivier de Ribespière, M. Denis Brion, M. Michel Brion, M. et M^{me} Gilles de Ribespière, M. René Brion, M. et M^{me} Annie Brion, M. Gérard Brion, ses petits-enfants, Coralie, Marie et Pascal Brion, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri BRION, survenu des suites d'un accident, le 9 décembre 1986, à l'âge de soixante-seize ans.

Les familles Poupert et Pailles, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Germaine BRION, née Schneider, chevalier des Palmes académiques, survenue à Reims, le 6 décembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Les obsèques ont eu lieu le mercredi 10 décembre, dans la plus stricte intimité. 12, rue de Verdun, 51100 Reims. — M. Yves Buisson, son fils, M^{me} Thérèse Viel, M^{me} Madeleine Viel, M. et M^{me} Françoise Viel, ses belles-sœurs et beaux-frères, M^{me} Pascale, sa nièce, Toute la famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Henri BUISSON, survenu des suites d'un accident, le 9 décembre 1986, à l'âge de soixante-seize ans.

Le service funéraire sera célébré le vendredi 12 décembre, à 15 h 15, en l'église de Mitainville, 78120 Rambouillet. Réunions à l'église où un livret pour les signatures sera déposé. Cet avis tient lieu de faire-part. 47 bis, avenue Haendel, 94340 Joinville-le-Pont. — Ses enfants, Francis, Pascal et Jeanie, ses petits-enfants, Valérie, Marion, Arpad-André, Fabrice, Eric, Alexandre, Sa famille, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} André BUISSON, née Andrée Derout, chevalier des Arts et Lettres, chargé de mission au musée Guimet, à titre bénévole, veuve du docteur André Buisson. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 61, rue des Saints-Pères, 75006 Paris. — Nous apprenons le décès de M. Pierre DESNUELLE, membre de l'Institut et directeur honoraire du centre du biochimie et de biologie moléculaire de CNRS à Marseille, survenu le 8 décembre 1986.

M. et M^{me} Jacques Elie, M. et M^{me} Michel Elie, Le colonel et M^{me} Bruno Elie, Reigiste et Pierre Rogery, Chantal et François Racot, Monique et Philippe Lejalle, Et tous ses petits-enfants, font part du décès accidentel, le 8 décembre 1986, de M. Jacques ELIE, commandeur maître à la Cour des comptes (ER), officier de la Légion d'honneur. Les obsèques auront lieu le vendredi 12 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Orlans (Orne). Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris. 6, rue Michel-Ange, 75016 Paris. — Ses Gères ont le regret d'annoncer le décès, le 17 novembre 1986, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de Doris HALPHEN, professeur de gymnastique. Elles lui garderont une grande reconnaissance pour le remarquable enseignement qu'elle leur a dispensé jusqu'au bout. M. et M^{me} Jean Joly, son épouse, a la douleur de faire part du décès de Jean JOLY, symboliste de la croix de guerre 1939-1945, architecte DPLG, survenu le 6 décembre 1986, en son domicile, muni des sacrements de l'Eglise, à l'âge de soixante-cinq ans. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église de Montréal (Yonne). De la part de : M^{me} Maurice Joly, sa mère, Luc et Marie-Françoise Joly et leur fille, Des familles Joly, Barrot, Dallery, Laplane, Lemoine et Isabel. Cet avis tient lieu de faire-part. 40, rue Didot, 94300 Vincennes. — Luc, Marie-Dominique, Etienne, Anne-Thérèse, Xavier, Séverine, Marie-Emmeline, Jérôme, Frédéric, Claire-Elisabeth, Jean-Marie et Jean-Marie Mouton, Jacques et Yvonne Julien, Rémi et Magali Julien, Martine Julien, ses petits-enfants et enfants, Ainsi que ses proches et fidèles amis, ont la douleur de faire part du décès de Maurice JULIEN, officier de la Légion d'honneur, inspecteur général honoraire, ancien directeur de l'administration générale du ministère de l'Industrie, qui lui a quitté, à l'âge de quatre-vingt ans, le 10 décembre 1986. La messe des obsèques sera célébrée le samedi 13 décembre, à 10 heures, à Saint-Rémy de Vaux (Haute-Saône). 37, avenue Marcel-Martinie, 92170 Nanterre.

M. François Morette, M^{me} Claudine Morette, M. et M^{me} Patrice Morette, M. et M^{me} Joël Morette, M. et M^{me} Dominique Morette, M^{me} Françoise Chantrel-Riché, M. et M^{me} Jacques Morette, M. et M^{me} Rayon De Wit, M. et M^{me} Louis Verlet, son épouse, ses enfants, ses beaux-frères et belles-sœurs, leurs enfants et petits-enfants, Toute la famille et les nombreux amis, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de M^{me} Françoise MORETTE, née Geneviève Chantrel, décédée le 8 décembre 1986, dans sa soixante-cinqième année. « Que la lumière perpétuelle brille pour elle. » Un service religieux sera célébré le lundi 15 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard (place Gerbert, à Paris-15), suivi de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière Bouillon de Chantilly (Orne). — Le comte et la comtesse de Famille de Chaurin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Kail, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Didier Moreau-Néret, M. Stéphane Moreau-Néret, M^{me} Karine Moreau-Néret, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Olivier MOREAU-NERET, née Rose-Marie Salomonstein, survenu le 8 décembre 1986. La cérémonie religieuse aura lieu dans l'intimité, le samedi 13 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Gros-Cailhou, à Paris-7. — Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants annoncent la mort de Michel SAILLARD, journaliste, survenu à Paris, le 10 décembre 1986. La levée du corps aura lieu le 12 décembre, à 7 h 30, à la clinique de la paroisse de Choisy. L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Pierre-Langues (Manche), le 13 décembre, à 14 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part. — Anniversaires. — Il y a trois ans, le 12 décembre 1983, disparaissait Louise DESMAS, née Edeline. Ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'avoir une pensée pour elle. — Pour le cinquantième anniversaire du décès de Léon LAUNOY, professeur honoraire à la faculté de pharmacie de Paris, membre de l'Académie de médecine, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, ou un lien avec la messe qui sera dite le vendredi 12 décembre 1986, à 17 h 45, en la chapelle de l'abbé-Roussel, Orphelinat des apprentis d'Autueil, 40, rue La Fontaine, à Paris-16.

Services religieux

Un service religieux sera célébré le samedi 13 décembre 1986, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre d'Avon (Seine-et-Marne), face à la statue d'Avon, à la mémoire de

M. François GOMEZ, directeur honoraire de la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne, chevalier de l'Ordre du Mérite national, croix de guerre 1939-1945, décédé le 19 novembre 1986.

Avis de messes

Ses amis sont priés de rappeler qu'un Service sera célébré à la mémoire de

Raymond PAGES, par l'abbé Thorel, en l'église de la Madeleine, à Paris, le lundi 15 décembre 1986, à 18 heures.

Page La Verrière-de-Velay, 41, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 47-20-71-21.

Communications diverses

SE le docteur Marcel Roche, ambassadeur, délégué permanent du Venezuela auprès de l'UNESCO, donnera le vendredi 12 décembre, à 18 heures, une conférence : « La science a-t-elle contribué au développement ? », à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-97-60.

Soutenances de thèses

DOCTORATS

Université Paris-II, vendredi 12 décembre, à 11 heures, salle 116, M. Jean Galasso : « Journalisme et culture, contribution à l'histoire de la presse culturelle de langue française en Afrique noire (1927-1960). »

Université Bordeaux-III, vendredi 12 décembre, à 14 h 30, M. Ronald Shusterman : « Critique et poésie selon I.A. Richards : de la confiance poétique au relativisme naissant. »

Université Paris-II, lundi 15 décembre, à 14 h 30, salle des Conférences, M. Gérard Guyard : « La réglementation des investissements directs en droit français. »

Université Paris-IV, lundi 15 décembre, à 10 heures, salle 326, M^{me} Nicole Felty, née Bourdel : « Balzac et ses éditeurs (1822-1837). Essai sur la librairie romantique. »

Université Paris-I, salle 4, centre Paul-Henri, lundi 15 décembre, à 15 heures, M^{me} Martine Lafon, épouse Boizard : « Washington DC, contribution à l'étude du régime juridique des capitaux. »

Université Paris-I, mercredi 17 décembre, à 17 heures, salle des Conférences, centre Panthéon, M^{me} Martine Lafon, épouse Boizard : « Le régime juridique et fiscal des intérêts. »

A l'occasion de la parution du tome III de « L'HISTOIRE DE LA VIE PRIVÉE » (Éditions du Seuil) RENCONTRE-DEBAT avec M. Roger CHARTIER directeur de l'ouvrage et Mme Ariette FARGE, à la BOUTIQUE DE L'HISTOIRE 24, rue des Ecoles, Paris-5^e jeudi 18 décembre 1986 à partir de 18 h 30

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Télécopie : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu les jours de ventes, de 11 à 18 heures sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 13 DÉCEMBRE

S.1 et 7. - Imp. tableaux mod., art nouveau, art déco. - M^{me} MILLON, JUTHEAU, Expert M. Camard.

LUNDI 15 DÉCEMBRE

S.1-7. - Dessins et tabl. anc. souvenirs historiques, bel amebit des 17, 18, 19^e. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S.2. - Bij. art déco, tabl. anciens meubles 18^e. - M^{me} RIBEYRE.
S.4. - Tableaux, dessins, aquarelles, estampes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. Experts M^{me} Châles, M. Blanchet.
S.5-6. - 14 h 30 importants tableaux anciens notamment par Canella, Cramach, Desportes, Le Troy, Leveque, Magnasco, Mandry, Moly, Mompou, Parini, Teniers, Willaert, Objets d'art et de très bel ameblement principalement des XVIII^e - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Experts pour les tableaux MM. Herdheban et Latreille, Ryau, de Bayser. Pour l'ameblement MM. Dille, Levy-Lacaze, Berthéol, Lefebvre.
S.10. - Saines et douces. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.11. - Tableaux mod., meub. - M^{me} BOISGIRARD, M. Marano.
S.13. - Fourrures, Tableaux anc. et mod., obj. mod., mbes anc. et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S.15. - Tableaux mod. - M^{me} CHAYETTE, CALMELS, M. Camard.
S.16. - Art antique précolombien, océanien, Art d'Extrême-Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Experts MM. Fortier, Le Voe.

MARDI 16 DÉCEMBRE

S.5-6. - (Suite de la vente du 15 décembre). - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S.10. - (Suite de la vente du 15 décembre). - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.16. - (Suite de la vente du 15 décembre). - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MERCREDI 17 DÉCEMBRE

S.1-7. - Tableaux anciens, objets d'art, très beaux meubles des 17^e, 18^e. - M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY.
S.2. - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.4. - Autographes, tableaux modernes. - M^{me} OGER, DUMONT.
S.8 bis. - Cartes postales - M^{me} MORAND.
S.10. - (Suite de la vente du 16 décembre). - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.12. - Beaux bijoux, art 1900-1925. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S.14. - Objets d'art et de bel ameblement des 16^e, 17^e, 18^e et 19^e siècles. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Experts MM. Dille, Levy-Lacaze, M. Brucet.
S.16. - (Suite de la vente du 15 décembre). - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 18 DÉCEMBRE

S.8. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Experts M. Fromanger, Véronique Fromanger.
S.9. - Art nouveau, art déco. - M^{me} BOISGIRARD, M. Marcelline.
S.12. - Autographes. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Bodin expert.
S.16. - Sciences et techniques, Curiosités. - M^{me} CHAYETTE, CALMELS. Experts MM. Randier, Turner.

VENREDI 19 DÉCEMBRE

S.2. - Précieuses manuscrits, livres anc. livres du 19^e siècle bibliographie documentation. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S.3. - Ex-Orient - M^{me} BOISGIRARD, Expert M. Roussat.
S.4. - Tableaux mod. et anc., faïences et porcelaines anc., bij. armes et obj. d'art. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S.10. - Militaria. - M^{me} DELAVENNE, LAFARGE.
S.11. - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. Experts MM. Déchaud et Stetten.
S.12. - Trinqu. poste France. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S.13. - Tableaux de Drolling, Martin, portraits de Marceline Desbordes-Valmore, huile sur cuivre, Commode à 2 tiroirs sans traverse, estampilles de Fléchy. - M^{me} de CAGNY.
S.14. - Bibelots, mobilier. - M^{me} OGER, DUMONT. MM. Bourdeley.
S.15. - Tableaux, dessins, gravures, argie, bijoux, bronzes, luminaires, glaces et belle jardinière Empire, bon mob. d'ép. et style, lit ép. Empire. - M^{me} MORELLE.
S.16. - (Suite de la vente du 18 décembre). - M^{me} CHAYETTE, CALMELS.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 22, rue Duport (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-61-36.
de CAGNY, 4, rue Drouot (75009), 42-46-00-07.
CHAYETTE, CALMELS, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.
DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue Grange-Batelière (75009), 49-24-71-60.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (successeurs de RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lesclap (75009), 42-41-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
MORAND, 7, rue Ernest Renan (75015), 47-34-81-13.
MORELLE, 50, rue Sainte-Anne (75002), 42-96-69-22.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

Pompes Funébres Marbrerie CAHEN & C^e

43-20-74-52

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES BILLETTS À PAYER
TOUTES COMBINAISONS AUX BILLETTS ENTIERES

TERMINAL	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERMINAL	PRIMAIRE	SECONDAIRE
1	2 011	2 011	5	3 000	3 000
2	2 011	2 011	6	3 000	3 000
3	2 011	2 011	7	3 000	3 000
4	2 011	2 011	8	3 000	3 000
5	2 011	2 011	9	3 000	3 000
6	2 011	2 011	0	3 000	3 000

LOTTO

8 10 11 14 15 16 27

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

TRANCHE DU SIGNES DU ZODIAQUE

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES BILLETTS À PAYER
TOUTES COMBINAISONS AUX BILLETTS ENTIERES

Le règlement du TACO-TAC se trouve dans le journal (L.O. de 27/02/86)

Le numéro **560457** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant à 500 000 F

numéro	différence	numéro	différence
060457	100 000 F	460457	100 000 F
160457	100 000 F	560457	100 000 F
260457	100 000 F	660457	100 000 F
360457	100 000 F	760457	100 000 F

Les numéros approchant aux

numéro	différence	numéro	différence	numéro	différence
500457	50 000 F	560057	50 000 F	560407	50 000 F
510457	50 000 F	560157	50 000 F	560417	50 000 F
520457	50 000 F	560257	50 000 F	560427	50 000 F
530457	50 000 F	560357	50 000 F	560437	50 000 F
540457	50 000 F	560457	50 000 F	560447	50 000 F
550457	50 000 F	560557	50 000 F	560457	50 000 F
560457	50 000 F	560657	50 000 F	560467	50 000 F
570457	50 000 F	560757	50 000 F	560477	50 000 F
580457	50 000 F	560857	50 000 F	560487	50 000 F
590457	50 000 F	560957	50 000 F	560497	50 000 F

Tous les billets de 500 000 F gagnent

numéro	différence	numéro	différence
0457	5 000,00 F	457	1 000,00 F
457	200,00 F	57	100,00 F
57	100,00 F	7	100,00 F

TACOTAC

TRANCHE DU SIGNES DU ZODIAQUE

صكنا من الامل

... Le Monde • Vendredi 12 décembre 1986 31

H A P P Y

*"Chacun a pour le Champagne
les yeux des enfants pour Noël."*

Photo Jean Larivière



ÊTRE POMMERY, C'EST TOUT UN ART.

POMMERY

DTAL

tembre, aux douze propositions pour les masses maximales et tous les constructeurs à égalité.

Affaires

Changement d'état-major aux P et T

- M. Roulet directeur général des télécommunications
- M. Delage directeur général des postes

Le conseil des ministres du vendredi 10 décembre a remplacé, comme prévu, les deux directeurs généraux des P et T (le Monde du 9 décembre). M. Marcel Roulet a été nommé directeur général des télécommunications à la place de M. Jacques Dondoux qui « sera bientôt nommé conseiller-maire à la Cour des comptes » indique un communiqué du ministère M. Roulet, qui était directeur général des postes, est remplacé par M. Gérard Delage.

[Né en 1933 à Chambéry (Savoie), M. Roulet est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur de l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST). Il a fait toute sa carrière aux PTT. L'ancien directeur en 1977, il est directeur général adjoint en 1981 chargé du développement et en mai 1983 chargé de la direction des programmes et des affaires financières. M. Delage, ministre des PTT, l'a nommé directeur général des postes en novembre 1984.]

[Né en 1934 à Tourcoing-Saint-Pierre (Nord-et-Loire), M. Delage est ancien élève de l'École supérieure des PTT. Il a fait toute sa carrière aux PTT comme contrôleur puis inspecteur (1960). Sorti de l'École supérieure des PTT en 1970, il est nommé administrateur. Entre 1980 et 1981 il est conseiller technique au cabinet du ministre M. Ribes, et en 1982 sous-directeur à la direction financière. En 1985, il est nommé chef de service du réseau financier à la direction générale.]

Vingt mille exploitations tentées par le tourisme rural

Le temps n'est plus où les agriculteurs descendaient de leur tracteur pour aller pointer à l'usine. Le secteur secondaire ne recrute plus. Alors le monde agricole se tourne vers le tourisme, seul moyen de fixer des emplois sur place. Objectif d'ici à dix ans : créer la moitié des emplois dans le secteur. Sur les huit cent mille exploitations agricoles, vingt mille ont fait le pari du tourisme « vert ». Le monde rural, qui représente 84 % de la surface de l'Hexagone, pourra accueillir, sans dommages pour l'environnement, les vacanciers, dont le nombre, selon les experts, devrait doubler d'ici à 1995. Telles sont les constatations faites lors des Assises européennes du tourisme rural qui ont eu lieu à Dijon le lundi 8 et le mardi 9 décembre.

Le tourisme rural est encore souvent considéré comme un pis-aller. Ce sont les Français les moins fortunés qui passent leurs vacances chez leur grand-mère à la campagne ou qui plantent leur tente dans le champ du cousin fermier. Avec la démocratisation des vacances, le tourisme rural a perdu dix points de 1964 à 1984, tombant de 35 % à 25 % des destinations choisies par les Français.

Il cherche aujourd'hui à conquérir une clientèle nouvelle. Des initiatives ont été prises par des agriculteurs qui aménagent une chambre

d'hôte et partagent leur repas avec le touriste auquel ils louent une maison inséparable. Ils accueillent aussi tentes et caravanes. Les pouvoirs publics accordent des prêts bonifiés et considèrent ces revenus comme ceux de l'exploitation.

Mais le tourisme rural est à 50 % pris en charge par les professionnels, épaulés par les pouvoirs publics, notamment dans le cadre des contrats Etat-régions. Ceux-ci permettent le cofinancement des équipements nécessaires aux « pays d'accueil ». En Anjou, le maire d'une bourgade a renoncé à attendre l'installation hypothétique d'une industrie, il a construit un village de vacances qui occupe trente-six salariés. En Auvergne, des hôteliers ont formé une chaîne volontaire et attirent les touristes par des équipements sportifs.

Le tourisme « vert » représente désormais deux cent dix millions de nuitées par an et les vacanciers dépensent 21 milliards de francs. Unanimes, des associations comme Agriculture et tourisme (regroupant des chambres d'agriculture et des syndicats d'exploitants), l'Etat et les instances européennes se proposent d'aider au développement du tourisme « vert », qui devrait intéresser cent mille exploitations en France au cours des dix années à venir.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Télécommunications : feu vert pour la fusion ITT-CGE en RFA

L'Office fédéral des cartels a autorisé la fusion des activités télécommunications de l'américain ITT et du français CGE pour ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne. En effet, Standard Elektrik Lorenz (la principale filiale européenne d'ITT) et Kabelmetal Elektro (groupe CGE) ne déclinent à eux deux que 16,5 % du marché des câbles téléphoniques du pays, en concurrence avec Siemens, AEG ou Philips. La filiale d'ITT a, d'autre part, annoncé qu'elle s'attendait à une croissance « à deux chiffres » de son bénéfice net pour 1986, qui avait atteint 77 millions de deutschemarks (253 millions de francs) l'an passé, déjà en augmentation de 50 % par rapport à 1984.

Suez : 2 milliards de francs de bénéfice cette année

Pour la première fois depuis sa nomination à la présidence de la Compagnie financière de Suez, M. Renaud de La Genière a présenté à la presse, le mercredi 10 décembre, la politique qu'il entend mener. Elle est axée sur l'amélioration de la rentabilité du groupe et le renforcement de sa cohésion. M. de La Genière a indiqué que le résultat net consolidé (part du groupe) de la Compagnie devrait dépasser pour 1986 les 2 milliards de francs (contre 1,5 milliard l'an dernier). Le groupe dégagera cette année d'importantes plus-values sur la cession de participations. Affirmant qu'il n'y avait pas, au sein du groupe, de « cadavres inconnus », le président de Suez a indiqué qu'il envisageait une politique plus active, n'hésitant pas à céder les participations à faible rentabilité.

Second axe de sa politique, M. de La Genière souhaite renforcer la cohésion du groupe, d'une part, en coordonnant les interventions de Suez dans des opérations communes, comme le tunnel sous la Manche, d'autre part, en levant des fonds propres pour le groupe.

Privatisation

En vendant de gré à gré 20 % du capital le gouvernement veut constituer un noyau stable pour l'actionnariat de Paribas

Le ministère de l'économie et des finances a fait connaître qu'il avait décidé, après avis de la Commission de la privatisation, de procéder à la vente de gré à gré de 20 % au plus du capital de la Compagnie financière de Paribas. Cette vente sera effectuée parallèlement aux autres procédures de privatisation qui seront mises en œuvre prochainement : offre publique de vente, vente aux enchères, tranche internationale.

Les investisseurs intéressés par cette vente de gré à gré disposent d'un délai d'un mois pour faire parvenir leurs offres au ministre, qui rendra public son choix. Les offres ne pourront porter que sur un minimum de 1 % et un maximum de 4 % du capital de Paribas, et chaque acquéreur s'engagera à conserver pendant deux ans au minimum 80 % des actions qui lui seront attribuées. En outre, il devra consentir, pendant trois années supplémentaires, un droit de préemption sur ses titres ainsi acquis, au bénéfice de la Compagnie financière Paribas ou de tout acquéreur que celle-ci désignera. Compte tenu de l'ensemble de ces

éléments, la vente de gré à gré, donc « hors marché », s'effectuera au prix de la future offre publique de vente, majorée de 2,5 %.

La volonté du gouvernement de constituer un « noyau dur » d'actionnaires « nationaux » pour le futur Paribas privatisé, apparaît donc avec netteté, de façon beaucoup plus marquée que pour Saint-Gobain. Dans le capital de cette dernière société, certes on trouve, d'ores et déjà, un tel « noyau dur » avec les 12,5 % détenus par les banques après la dissolution de la Société française de participation industrielle, holding créé au moment de la nationalisation. L'objectif des dirigeants de Saint-Gobain étant de porter ce pourcentage à 20 % ou 25 %, avec le concours de la Compagnie des eaux (5 %) et de Suez, notamment. Dans le cas de Paribas, néanmoins le « noyau dur » est institutionnalisé de manière contraignante : une banque d'affaires est un secteur trop « sensible » pour qu'on laisse son capital sans point d'amarrage.

F. R.

Ceux qui investiront pour économiser l'électricité verront leur note réduite

Les particuliers seront, à partir du 1^{er} janvier, incités à réaliser dans leur logement des économies d'électricité. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, a déclaré, le mercredi 10 décembre, au cours d'une colloque organisé à Paris par le Centre de formation des élus locaux, le mécanisme d'incitation mis au point avec EDF.

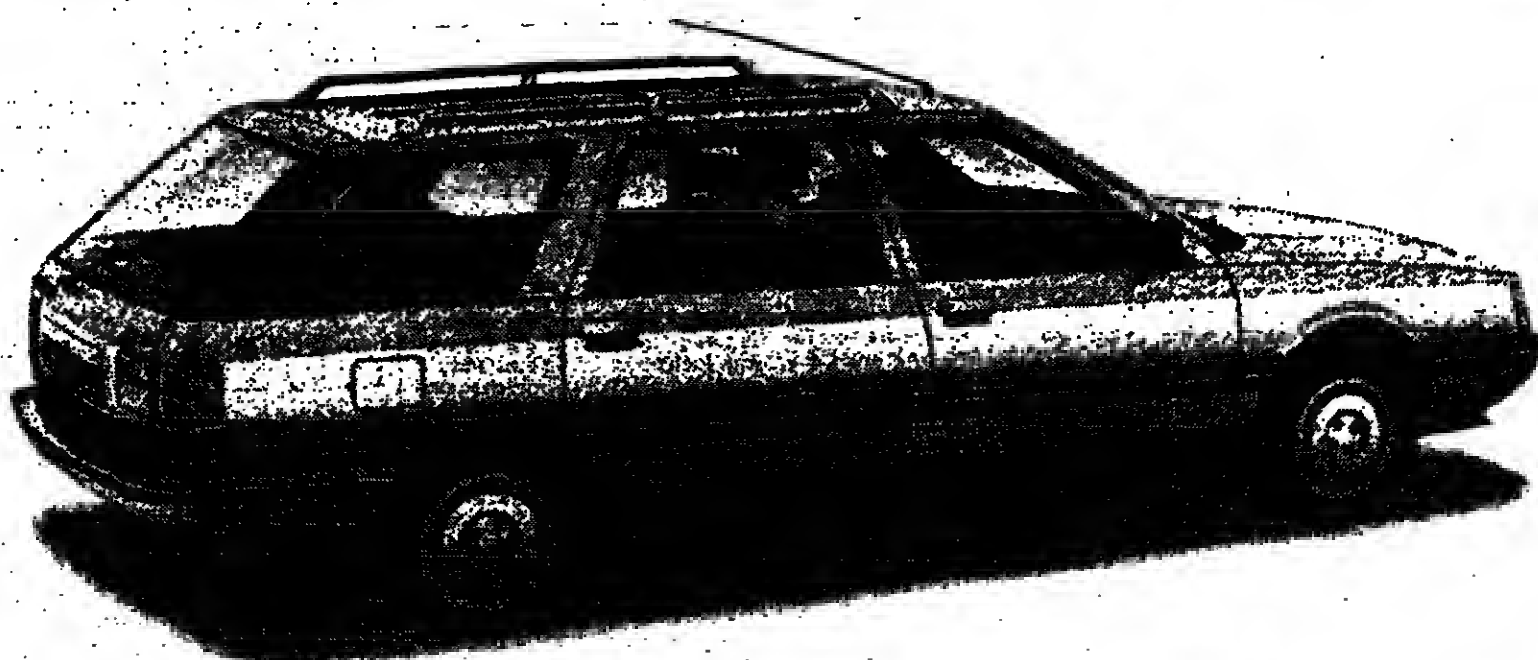
« Tout particulier qui réalisera un investissement d'économies

d'électricité choisit sur une liste d'opérations fléchées à l'avance, pourra bénéficier d'une réduction de facture, correspondant à 25 % de l'investissement, plafonnée à 1 500 F par foyer », a expliqué le ministre. « Si le résultat est de conférer à l'habitat des caractéristiques de performance énergétiques qui seront rassemblées dans un label négocié avec les professionnels, cela pourra aller jusqu'à 2 500 F, voire davantage. »

[Au moment où M. Madelin obtenait que l'EDF consente des tarifs préférentiels à un gros consommateur industriel comme Pechiney, il était habile de faire un geste symbolique en faveur des particuliers. Cette mesure se substitue au système de réduction d'impôt, supprimé dans le projet de loi de finances 1987, qui prévoyait une déduction de 12 000 F, plus 2 000 F par personne à charge. Le taux de la réduction d'impôt était de 25 %.]

NEVADA, GRANDEUR NATURE.

Agrandir les frontières, aller encore et toujours plus loin, c'est cela la Renault 21 Nevada. Perfection des formes (CX 0,33), puissance de la motorisation: 120 ch DIN (86,5 kW ISO), 193 km/h sur circuit pour la Renault 21 Nevada 2 litres injection. En Nevada, la nature du confort prend une autre dimension. 5 ou 7 places, banquette arrière rabattable 1/3-2/3 et un espace de chargement parfaitement dégagé: plancher plat, 1,75 m de longueur totale. 515 à 595 kg de charge utile, la Renault 21 Nevada, c'est l'équilibre parfait: train AV à déport négatif et train arrière 4 barres de torsion. La nouvelle Renault 21 Nevada, c'est: 16 versions, 5 ou 7 places, 5 motorisations, essence ou diesel. A partir de 76.000 F.*



NOUVELLE RENAULT 21 NEVADA.

*Prix au 01/01/86. Modèle présenté Renault 21 Nevada TXE. Consommations: 6L à 90 km/h, 7,5L à 120 km/h, 10,5L en ville. Garantie anti-corrosion 5 ans sur tous les véhicules neufs de tourisme 87. Discutez votre financement. RENAULT vous aide.



DOSSIER NOEL : CHOISIR SON MICRO-ORDINATEUR PERSONNEL

5 constructeurs essentiels mis à nu.

Marchés financiers

La facturation des services bancaires

Les Associations de consommateurs ont obtenu d'importantes compensations

Le « protocole d'accord » sur la tarification des chèques, mis au point par les associations de consommateurs et les représentants des banques a été rendu public, le mercredi 10 décembre. Il marque d'importantes concessions de la part des banques. Pour des raisons de « procédure », treize des dix-huit associations de consommateurs ont pourtant décidé « d'interrompre les négociations en cours ».

L'opération « chèques bricolés » (le code magnétique barré ou rédigé sur papier libre) lancée par les associations de consommateurs le 25 novembre dernier avait été, aux dires des banques, un échec. Un échec payant pourtant. En effet, conscients de ce que leur attitude dans cette affaire avait été très mal perçue dans l'opinion — mais aussi sous la pression des pouvoirs publics — les banques ont pratiquement accepté toutes les revendications des associations de consommateurs. Le protocole d'accord rendu public, mercredi 10 décembre, par M. Denis Kessler, le président du Comité des usagers des services bancaires en témoigne.

Ainsi, ce protocole prévoit le report au 1^{er} avril de la tarification des chèques, de « la facturation des services bancaires » dans le langage des banques. D'ici là, une campagne commune (banques et consommateurs) destinée à sensibiliser les clients à un meilleur usage des chèques sera organisée. Une « facturation en blanc » sera proposée dans les différents banques. Les modalités de la facturation devront respecter les principes de « transparence, de pédagogie et d'équité ».

Les représentants des banques ont également accepté le principe de contreparties en faveur de la clientèle des particuliers. Certaines seront communes à l'ensemble des réseaux, et nécessiteront parfois des modifications législatives ou réglementaires. Il en est ainsi pour les horaires d'ouverture des guichets. La profession aurait ainsi l'intention d'annoncer très prochainement la suppression de l'accord de place en vertu duquel toutes les agences d'une même ville se peuvent ouvrir qu'à une même heure.

L'amélioration du service à la clientèle passerait également par le développement du parc des distributeurs automatiques de billets et des guichets automatiques des banques.

Le perfectionnement des systèmes de virement et l'étude des obligations de paiement par chèque. La garantie de chèque jusqu'à 100 francs — une incitation à faire des petits chèques — pourrait ainsi être supprimée. Chaque réseau, ensuite, devrait annoncer des compensations propres. Plusieurs banques envisagent ainsi une baisse des taux des prêts aux particuliers de un à deux points.

La rémunération des comptes à vue

Plus significatif encore sans doute, le « revirement » des banques, celles-ci ont accepté la mise à l'étude de « deux règles générales » très sensibles : l'examen des dates de valeur pour les particuliers et l'étude de l'opportunité et des possibilités de la rémunération des dépôts à vue. Sur ce dernier point, l'attitude des autorités monétaires a, semble-t-il, évolué au cours des derniers jours. M. Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, comme M. Edouard Balladur s'étaient déclarés vivement hostiles à l'égard de ce qui est la principale revendication des clients. Le ministre de l'économie est désormais nettement moins défavorable. On peut penser que la

perspective du marché commun unifié des services financiers — prévu pour 1992 — n'est pas totalement étrangère à cette évolution. La rémunération des comptes « étant pratiquée dans plusieurs États de la communauté, la France sera un jour ou l'autre amenée à s'aligner ».

Quel est maintenant l'avenir de ce protocole d'accord ? Les négociateurs, représentant les consommateurs, ont pratiquement obtenu tout ce qu'ils demandaient. Pour des raisons de procédure, treize associations ont annoncé le 10 décembre qu'elles avaient décidé « d'interrompre les négociations en cours ». Elles demandent en effet une signature en bonne et due forme de l'accord entre banques et consommateurs. Les banques, prêts à « communiquer par écrit leur adhésion à la démarche prévue par l'accord » ne souhaitent pas cependant s'engager dans un processus de contractualisation permanente avec ces organisations. Ils pourraient, dans ces conditions, décider de s'adresser directement aux consommateurs, et de montrer leur bonne volonté en mettant unilatéralement l'accord prévu en application.

ÉRIC IZRAELEWICZ

La Bourse de Paris au meilleur de sa forme

(Suite de la première page.)

Selon la Banque Neufilze, Mallet Schlumberger, ce mouvement représentera « environ cinq fois le montant des offres publiques de ventes lancées par le gouvernement de Mme Thatcher, sur un marché cinq fois plus large que le nôtre ». N'est-ce pas là un traitement indigeste pour une place déjà très sollicitée (les émissions d'actions depuis le début de l'année représentent 73 milliards de francs), d'autant plus exposée à un retournement que ses performances — + 45,7 % l'an passé, + 62,40 % depuis janvier 1980 — annoncent une pause inévitable ?

Pour les boursiers, qui gravissent chaque jour les marches du palais Brongniart, se bousculent à la corbeille et traitent parfois jusqu'à 2 milliards de francs d'actions (1) en une seule séance, la réponse ne souffre aucune discussion. « Les liquidités sont considérables », affirme le syndicat de la compagnie des agents de change, M. Xavier Dupont. S'il est impossible de les chiffrer, l'idée est admise rue Vivienne que le marché pourra absorber tout le « papier » offert dans le cadre des privatisations. L'argent est là. Il s'investira en Bourse, pour peu que le rythme des opérations soit mesuré et les prix attractifs, souligne en substance, M. Guignard de la charge Yves Soulié. Le succès de l'opération Saint-Gobain et la mobilisation de très grosses sommes lors de récentes introductions au second marché, le renfort dans sa conviction, largement partagée au demeurant par la communauté financière.

Pourquoi tant d'assurance ? M. Dupont ne manque pas d'arguments : « Les clients étrangers se multiplient. La reprise de l'immobilier, localisée à Paris, n'est pas à l'échelle du phénomène mondial ; les rapatriements de capitaux s'accroissent à l'approche du 31 décembre, pour bénéficier de l'amnistie fiscale ». L'opération Saint-Gobain a aussi attiré de nouveaux investisseurs, de petits porteurs qui ont ouvert

pour l'occasion un premier compte. « Il s'agit de ne pas les décevoir », remarque un professionnel, conscient de l'enjeu économique — et électoral — représenté par ces ophéophytes. Quant aux investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, banques, assurances), ils disposent d'une manne de liquidités qui n'ont pu s'investir dans le groupe verrier, tant les demandes des particuliers ont été nombreuses.

Ces trésors de guerre inemployés sont la promesse d'une animation accrue du marché. L'arrivée à échéance, en décembre et janvier, d'un certain nombre d'obligations à haut rendement va aussi donner de nouvelles munitions à leurs porteurs. Il y a fort à parier que cet argent frais rejoindra la corbeille, faute de placement meilleur (2). Il s'ajoutera aux 1 000 milliards de francs déjà détenus par les organismes de placement collectif (SICAV, Fonds communs de placement).

« Un phénomène irréversible »

Dans ce contexte, les boursiers ne semblent pas s'émouvoir des heurts de la cohabitation. L'analyse technique et économique prime — pour l'instant — sur les considérations politiques. Le marché espère encore une baisse des taux d'intérêts, il se félicite du recul de l'inflation, de la levée du contrôle des changes et des prix, de l'abaissement de l'impôt sur les sociétés.

Surtout, nul ne veut croire, sous les lambris du palais Brongniart, qu'un retour de la gauche au pouvoir en 1983 signifierait l'abandon du programme de privatisation. « C'est un phénomène mondial irréversible », s'exclame M. Dupont. Son confrère Jean-Jacques Perquel rappelle que les socialistes ont, les premiers, donné le « la » d'une certaine dénationalisation, par l'émission de certificats d'investissement (actions sans droit de vote) d'entreprises du secteur

publié (3). Un consensus sur la privatisation ? M. Victor Volcoume de la Banque Neufilze l'admet volontier : « Une fois réel, M. Mitterrand devrait tenir compte du succès de Saint-Gobain et de l'urgence d'un capitalisme populaire ».

Si toutes les privatisations font la part très belle aux petits porteurs, elles pourraient même séduire les anciens dirigeants de gauche, dont les conceptions aux règles capitalistes n'ont pas été minces, dans un récent passé.

« L'idée du gouvernement n'est pas de dénationaliser, au sens de remettre les entreprises publiques entre les mains de quelques gros investisseurs », précise un agent de change. A ses yeux, il s'agit seulement de remplacer une créance de l'Etat par une autre, répartie entre des milliers d'actionnaires, donc plus facile à gérer. L'analyse est astucieuse. Qui peut oser que la Bourse demeure, depuis 1985, le point de passage obligé des entreprises, le poumon d'une économie mixte en mal d'argent frais ?

Le mouvement s'accroît et la Bourse est aujourd'hui « à la veille d'un changement de dimension », prévoit M. Dupont. Comme l'observe Paribas dans une étude de novembre, « la privatisation fera du marché parisien une place financière majeure, susceptible de renforcer l'intérêt des investisseurs nationaux et étrangers pour les actions françaises ».

Un virage sera cependant délicat à négocier, lorsque les sociétés nationalisées aux résultats moins encourageants seront proposées à la cotation. A la charge Yves Soulié, on s'appréhende pas cette

échéance outre mesure. « La privatisation doit se faire au coup par coup, et les conditions financières offertes doivent être individualisées en fonction de chaque affaire », estime un analyste. « Dès lors qu'un bon prix est fixé, poursuit-il, toute volée peut devenir une bonne affaire boursière ». Nul doute qu'il faudra au gouvernement ou ses aînés de la persuasion pour placer des titres Usinor, si la privatisation va jusque-là.

En attendant, le marché vit dans l'espoir de nouveaux records. Le gouvernement compte sur son nouveau plan d'épargne retraite pour servir, sur le moyen terme, de relais à l'engouement actuel des petits porteurs. Encore devra-t-il en alléger la fiscalité, jugée dissuasive par les boursiers. Au moment où les places agglomérées sont durement secouées par les scandales d'intériorité, Paris bénéficie, au contraire, d'un capital de confiance croissant. Depuis les SICAV Monory de 1978 et les comptes d'épargne en actions Delors de 1983, les Français ne considèrent plus la Bourse comme une pure spéculation. Les officines « soufflant la ruine », jadis décriées par Zola, ont gagné en prestige, à gauche comme à droite. La Bourse sera peut-être, demain, le dernier endroit où l'on cohabite...

ÉRIC FOTTORINO.

La Bourse sur minute Ludique et pratique

« La Bourse... c'est ma vie ». Par cette annonce-clin d'été publiée ces dernières semaines dans nos colonnes, l'équipe télématique du Monde offre aux lecteurs en possession d'un minitel un accès direct à la corbeille. Mis en place le 17 septembre, ce nouveau « service Bourse » du Monde fournit le cours de chaque valeur inscrite sur le marché à règlement mensuel (RM) et une sélection des autres compartiments de la cote officielle. Avant la fin de l'année, c'est une cote complète qui sera proposée. Il s'agit d'une simple manipulation (voir encadré sur le mode d'accès) pour faire défiler à sa guise les 200 titres du second marché, les 600 à 900 actions du « comptant », mais encore toutes les SICAV traitées (une prestation unique en télématique, qui porte sur 500 produits), les fonds communs de placement, les emprunts d'Etat et le fameux indice CAC (Compagnie des agents de change).

Chacun peut d'ores et déjà puiser dans ce vivier de valeurs pour se constituer un portefeuille fictif dont l'actualisation est faite tous les jours avant 17 heures. L'intérêt de l'opération ? Il n'est pas directement son-

nant et trébuchant. Mais, au milieu de ce supermarché qu'est devenue notre place financière, ce système inédit tient lieu de grand calculateur, capable de mesurer le risque lié à la détention de telle ou telle valeur. Grâce à cette boussole, le « lecteur » peut limiter son usage de la télématique boursière à une activité ludique et initiatrice. Mais il peut aller plus loin et utiliser ce support comme auxiliaire préalable d'une intervention réelle à la corbeille. La mise à disposition prochaine de brefs commentaires boursiers et d'informations (augmentations de capital, résultats) ayant trait à « la vie de la cote » sera aussi susceptible de nourrir les conversations de l'utilisateur avec... son agent de change.

Depuis le lancement du 17 septembre, le service boursier est interrogé chaque jour par 1 000 personnes, et 8 000 portefeuilles ont été constitués. Un démarrage prometteur pour une spécialité au fort potentiel de croissance : se comptent pas en France 2,6 millions de minitels et 3,5 millions environ de détenteurs de vrais portefeuilles ?

PARIS, 10 décembre

Nouvelle hausse : + 0,58 %

La Bourse a confirmé le 10 décembre qu'elle disposait des ressources intrinsèques suffisantes pour poursuivre son mouvement de hausse, malgré la tension universitaire et politique.

A l'approche du coup de cloche final, l'indice instantané progressait de 0,58 %, dans un marché actif.

Parmi les valeurs le mieux orientées, on notait SEB (+ 9,28 %), Fromageries Bel, Bie, Crêdit national et L'Oréal. En baisse, figuraient le Crédit foncier de France, Pofet, Esso et Navigation mixte.

Autour de la corbeille, les boursiers insistent sur la grande faiblesse du marché, qui se rapproche peu à peu de son meilleur niveau historique. Un certain attentisme était cependant relevé, l'issue des manifestations prévues pour ce mercredi n'étant pas encore connue en séance.

Mais, fondamentalement, les investisseurs restaient confiants. Les liquidités ne manquent pas rue Vivienne. Le succès déjà anticipé de l'opération Saint-Gobain laisse penser qu'une nouvelle catégorie de petits opérateurs, incarnant le « capitalisme populaire » est en train de se former. Le marché a montré le 10 décembre qu'il était de plus en plus sélectif, à mesure que la cote se renchérisait. Peut-être créait une certaine surprise en se raffermissant, alors que le titre était plutôt délaissé ces temps derniers.

Le marché obligataire émit pour sa part en léger repli, après l'augmentation des taux d'affaires. Au Matif, le contrat à échéance septembre 1987 se traitait à 106,95, en baisse de 0,33 %.

Lingot : 82 700 F (+ 300).
Napoleon : 515 F (- 1).

NEW-YORK, 10 décembre

Reprise

Après un repli de trois jours consécutif à la récente montée des cours au sommet, Wall Street s'est redressé mercredi. Bien qu'assez irrégulier, le mouvement s'est développé durant la plus grande partie de la séance, et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 932,93, avec un gain de 16,03 points. Le bilan de la journée a été nettement positif. Sur 2 028 valeurs traitées, 581 ont monté, 683 ont baissé et 464 n'ont pas varié.

Le raffermissement du marché obligataire, également l'absence d'une véritable pression vendeuse ces derniers jours ont été autant d'encouragements dont les investisseurs ont tenu compte pour reprendre des positions. La Bourse a quand même manqué de vigueur, comme en témoigne le niveau relativement bas de l'activité. Au total, 159,7 millions de titres seulement ont été échangés, contre 128,7 millions la veille.

Autour du Big Board, une grande incertitude a, en effet, régné. Beaucoup s'interrogent sur ce qui va se produire le 19 décembre prochain quand vont en cours les négociations à échéance les contrats à terme sur les indices boursiers, les options à terme et les options sur actions. « Quel sera le ? Quel sera le ? », disait un professionnel.

VALBURE	Cours de 9 déc.	Cours de 10 déc.
Alcoa	34 1/2	34 3/8
A.T.T.	27 1/8	27 3/8
Boeing	51 5/8	52 3/8
Chenieres Bank	36 3/8	37 5/8
Du Pont de Nemours	83 1/8	84 1/4
General Electric	67 3/8	68 1/4
Goodyear	69 5/8	70 1/4
Ford	37 3/8	37 7/8
General Motors	38 1/2	38 3/4
IBM	70 1/2	71
Goodyear	42 3/4	43
K.T.	53 3/4	54 1/4
Mobil Oil	38 3/4	39 3/8
Pfizer	82 7/8	83 1/4
Schlumberger	53 3/8	54 1/4
Tesco	34	34 1/4
U.A.L. Inc.	58 7/8	59 3/4
Rockwell	52 1/2	53 1/4
U.S.S.	21 1/4	21 1/8
Westinghouse	58 7/8	59 3/8
Yarn Corp.	81 3/8	81 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar : léger repli à 6,59 F

Sur des marchés très calmes, le dollar a légèrement régressé, pour des raisons essentiellement techniques. A Paris, le cours du dollar-chaque, qui avait bondi, lundi 8 décembre, de 3,2760 F à 3,29 F, pourrait son repli à 3,2750 F, contre 3,28 F mercredi 10 décembre, sans intervention de la Banque de France.

FRANCFORT 10 déc. 11 déc.
Dollar (en DM) .. 242 2/1

TOKYO 10 déc. 11 déc.
Dollar (en yen) .. 162,70 162,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (cotes parités)
Paris (11 déc.) .. 81/2-85/8 %
New-York (10 déc.) .. 53/4 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
9 déc. 10 déc.
Valeurs françaises .. 1547 155,5
Valeurs étrangères .. 1149 115,4
Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général .. 467,9 410

NEW-YORK

(indice Dow Jones)
9 déc. 10 déc.
Industrielles .. 1916,96 1932,93

LONDRES

(indice Financial Times)
9 déc. 10 déc.
Industrielles .. 1284,4 1285,5
Mines d'or .. 328 312,4
Fonds d'Etat .. 81,53 81,44

TOKYO

10 déc. 11 déc.
Nikkei .. 1876,3 1873,2
Indice général .. 1553,5 1553,78

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 décembre

COURS	ÉCHEANCES			
	Déc. 86	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dollar ..	107,30	107,20	106,95	107
Précédent ..	107,60	107,50	107,20	107,50

AUTOUR DE LA CORBEILLE

REORGANISATION DU GROUPE SCHNEIDER. — Le groupe industriel et financier Schneider a annoncé, le 9 décembre, l'approbation par les actionnaires des projets d'absorption par Schneider SA de deux sociétés, la Sodif et la L.F.D.E. Les parités retenues pour la fusion ont été fixées sur la base de trois actions Schneider SA pour trois actions L.F.D.E. et huit actions Schneider SA pour trois actions de la Sodif. Le capital social pourra être porté au maximum à 2 milliards de francs (contre 900 mil-

lions de francs actuellement). Schneider SA pourra aussi émettre des obligations remboursables en actions et en obligations, avec bons de souscription d'actions pour un montant de 700 millions de francs.

ERC : ACOMPTES SUR DIVIDENDE. — La société BCF distribuera un acompte de 5 F par action, à valoir sur le dividende global payable au titre de l'exercice 1986. Il sera mis en paiement le 15 janvier 1987.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



IENA-BAIL

Le 4 décembre 1986, une nouvelle Sicom, Iena-Bail, au capital de 110 600 000 F, a été créée à l'initiative de la Banque financière parisienne-BAFIP, qui assure la gestion.

Le conseil d'administration est ainsi composé :
— Président-directeur général : M. Jacques Vandier ;
— Administrateurs : M. Henri Darmas, Banque financière parisienne-BAFIP, représentée par M. Hugues Lasserre ; COFACE, Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur, représentée par M. François des Noyers ; Docks Lyonnais, représentée par M. Elie Katschelt ; MACIF, Mutuelle assurance des commerçants et industriels de France, représentée par M. Jean-Paul Moreau.

M. Pascal Fabre a été nommé directeur. Une partie du capital a été libérée par voie d'apports en nature représentée par un patrimoine localisé en région parisienne. Iena-Bail a également vocation à développer une activité de crédit-bail.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Butor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE
DUBLIN - EDIMBOURG - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE
LONDRES - ROME - SÉVILLE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

10 DECEMBRE

**Cours relevés
à 17 h 30**

Quota	VALEURS	Cross	Prémier	Deuxième	%	Compara-	Quota	VALEURS	Cross	Prémier	Deuxième	%	Compara-	Quota	VALEURS	Cross	Prémier	Deuxième	%	Compara-
1548	A.S. 95 1975	1567	1565	1570	-4.8	78	1549	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1550	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1480	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1481	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1482	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1483	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1484	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1485	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1486	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1487	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1488	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1489	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1490	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1491	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1492	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1493	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1494	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1497	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1498	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1499	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1500	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1501	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1502	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1503	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1504	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1505	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1506	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1507	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1508	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1509	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1510	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1511	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1512	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1513	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1514	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1515	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1516	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1517	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1518	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1519	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1520	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1521	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1522	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1523	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1524	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1525	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1526	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1527	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1528	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1529	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1530	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1531	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1532	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1533	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1534	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1535	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1536	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1537	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1538	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1539	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1540	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1541	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1542	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1543	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1544	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1545	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1546	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1547	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1548	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1549	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1550	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1551	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1552	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1553	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1554	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1555	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1556	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1557	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1558	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1559	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1560	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1561	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1562	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1563	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1564	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1565	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1566	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1567	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1568	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1569	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1570	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1571	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1572	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1573	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1574	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1575	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1576	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1577	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1578	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1579	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1580	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1581	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1582	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1583	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1584	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1585	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1586	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1587	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1588	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1589	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1590	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1591	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1592	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1593	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1594	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1595	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1596	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1597	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1598	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1599	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1600	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1601	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1602	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1603	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1604	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1605	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1606	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1607	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1608	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1609	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1610	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1611	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1612	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1613	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1614	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1615	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1616	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1617	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1618	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1619	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1620	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1621	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1622	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1623	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1624	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1625	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1626	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1627	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1628	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1629	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1630	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1631	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1632	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1633	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1634	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1635	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1636	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1637	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1638	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1639	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1640	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1641	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1642	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1643	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1644	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1645	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1646	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1647	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1648	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1649	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1650	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1651	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1652	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1653	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1654	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1655	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1656	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1657	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1658	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1659	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1660	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1661	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1662	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1663	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1664	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1665	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1666	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1667	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78
1668	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1669	C.M.F. 25	1567	1565	1570	-4.8	78	1670	Dr. P. 25	1567	1565	1570	-4.8	78

Comptant (selection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du cote	% du coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours
Obligations						Étrangères					
Emp. 7 1/2 1973	86.45		Compagnie	1007	1000	Alus	188	204.90			
Emp. 8.80 7/2 1977	122.48	4.870	Compagnie	9513	9513	Bechtel-Winter	101	102		A.E.G.	6038
Emp. 8.80 7/2 1982	103.10	4.081	Compagnie	498	498	Opus	383	383		Alcan	442
Emp. 8.80 7/2 1986	59.92	5.778	Comp. Lynd-Alcan.	3808	3750	Opus	383	383		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 1994	108.80	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 1998	103.25	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2002	104.52	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2006	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2010	105.94	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2014	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2018	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2022	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2026	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2030	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2034	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2038	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2042	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2046	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2050	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2054	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2058	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2062	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2066	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2070	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2074	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2078	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2082	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2086	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2090	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2094	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2098	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2102	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2106	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2110	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2114	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2118	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2122	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2126	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2130	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2134	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2138	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2142	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2146	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2150	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2154	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2158	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2162	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2166	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2170	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2174	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2178	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2182	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2186	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2190	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2194	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2198	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2202	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2206	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2210	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2214	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2218	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2222	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2226	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2230	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2234	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2238	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2242	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2246	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2250	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2254	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2258	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2262	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2266	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2270	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2274	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2278	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2282	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2286	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2290	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2294	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2298	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2302	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2306	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2310	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2314	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2318	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2322	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2326	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2330	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2334	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2338	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2342	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2346	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2350	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2354	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2358	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2362	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2366	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2370	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2374	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2378	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2382	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180		Alcan Alcan	182
Emp. 8.80 7/2 2386	110.22	2.903	Comp. Lynd-Alcan.	489	489	Opus	3180	3180	</		

Second marché (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.
A.S.P. S.A.	1650	1620	Dacia	212 30	208	M.M.S.	780
Asie Maritime	585	593	Despret O.T.A.	2695	2615	M.H.	791
Aut. Marit.	320	420	Dinard	2285	2285	M.H.	760
BAPF	730	750	Dualla	1000	1025	Ormes-Langheut	437
B.C.M.	523	523	Dunco-Assurances	563	559	Or. Com. Fin.	480
B.P.	1100	1120	Dunco-Industrie	563	559	Or. Ind.	478
B.P.	1114	1114	Edifices Belge	255	255	Pavot	220
Bulloni	570	580	Elect. S. Demest	821	820	Petit Bateau	220
Cablot de Jette	1135	1135	Emphy	524	540	Petitguy	506
Café de Commerce	700	719	ESR	30	30	Rea	1349
C.A.P.	800	800	Garanti	1590	1537	S. G. Ind.	2462
Cay. Roub. Belg.	2200	2230	Hay Degreter	978	976	S. H. M. P. M.	269 30
C.M.E.	800	805	I.C.C.	236	236	S. J. M. P.	1350
C. Equit. Belg.	245	250	IN Informations	350	354	S. J. M. P.	1341
C.E.A.D.	790	790	Le Petit Evénement	258	300	S.E.P.R.	1830
C.E.P. Com. Belg.	325	313	Luxe-Journalisme	346	340	S.M.T. Escop	254
C.G.I. Informations	730	730	Morin Laine	487	435	S. J. M. P.	327
C. Océit. Forstall	111	110	Mokkum, Molkem	139	145	S. J. M. P.	1240
						Valeurs de France	345 50

SICAV (adición)

100

10/12

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS		MARCHÉ OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
	Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	COURS 10/12	Actes	Vente		Cours prix.	COURS 10/12	
Attribution			Euro-Unit 5 11	6 886	6 823	6 320	6 320	Or fin 100 on troy	82350	82350	
Air Liquide	89 10	---	Stock-Exchange	5 827	6 828	---	---	Or fin 100 on troy	82400	82700	
Canal	276	---	Alcatel 1100 DM	327 380	327 860	278	38	Prix 1000 (20 10)	518	518	
Cable	256	256	Pays (100 10)	15 767	15 757	278	18 100	Prix 1000 (20 10)	518	518	
Cold. Poudre France	256	256	Demeter 100 10	230 180	230 070	278	236	Prix 1000 (20 10)	518	518	
Total	740	6 06	Paycom (100 10)	36 860	36 810	82 500	80	Prix 1000 (20 10)	476	476	
			Naviger 100 10	87 470	87 630	85	88 500	Souverain	801	857	
			Grande-Bretagne (1 1)	3 384	3 430	3 800	4 600	Prix de 20 dollars	2580	2505	
			Grande-Bretagne (1 1)	4 682	4 682	3 800	4 600	Prix de 20 dollars	1400	1380	
			Suisse (1 000 franc)	4 730	4 731	4 800	5	Prix de 10 dollars	1000	1000	
			Suisse (1 000 franc)	382 120	381 860	361	401	Prix de 10 pesos	3105	3100	
			Suisse (1 000 franc)	356 050	355 050	361	36 500	Prix de 10 francs	488	480	
			Suisse (1 000 franc)	4 680	4 680	4 600	4 600	Or Londres	389 20	387 20	
			Portugal (100 esc)	4 418	4 420	3 700	4 600	Or Zurich	389 20	387 20	
			Portugal (100 esc)	4 418	4 420	3 700	4 600	Or Hongkong	389 26	387 05	
			Canada (100 cent)	4 732	4 870	4 800	5	Argent Londres	8 37	8 35	
			Japon (100 yen)	4 082	4 080	3 820	4 700				

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

36.15 Tapes LEMANDE plus BOURSE

Marché libre de l'or

Expansive-Cross.	1457 32	1418
Expansive-Industry.	775 30	740
Expansive-Int.	626 21	608

Argentine	50025 92	50025 86	Mexico-Lima S.M.	157 90	152 82	Uruguay	5336 26	5275 76
Brazil-Lima	1769 77	1721 43	Mexico-Venez.	639 03	638 28	USA-Brazil	1400 11	1422 04
Brazil-Lima	230 08	195 31	Mexico-Santiago	1362 02	1366 76	Uruguay	4951 43	4951 43
Brazil-Santiago	723 03	723 03	Mexico-Venez.	155 50	155 50	Venezuela	1426 04	1347 57
Brazil-Venez.	422 54	417 82	Mexico-Colombia	150 47	150 47	USA-Rio Negro	2191 42	2288 08
Brazil-Venez.	1317 04	1314 41	Mexico-Colombia	1412 87	1305 05	Uruguay	2229 55	2234 80
Brazil-Venez.	8953 78	8707 82	Mexico-Peru	6539 92	6539 92	Venezuela	172 88	172 88
Brazil-Colombia	357 31	341 84	Mexico-Haiti	3034 19	3072 45	Mexico-Colombia	1032 26	1032 26
Brazil-Colombia	2207 70	2547 70	Mexico-Haiti	705 75	705 75	Venezuela	91 15	800 85
Brazil-Peru	6300 70	6385 19	Mexico-Guyana	6382 91	6662 13	Venezuela	1662 53	1663 19
Brazil-Peru	1131 77	1114 45	Mexico-Sud. Soudan	1211 40	1208 88	Venezuela	1461 78	1467 20
Brazil-Venezuela	5242 08	2293 38	Colombia-Haiti	1018 09	1031 58	Venezuela	7700 83	7700 22
Brazil-Venezuela	1145 88	1117 03	Colombia-Haiti	1459 81	1459 80			
Brazil-Venezuela	268 81	263 33	Colombia	1144 58	1144 04			
Brazil-Peru	10255 32	10153 78	Cyprus	947 82	918 44			
Brazil-Peru	6464 72	5218 52	Cyprus or Roudoud	51117 17	52091 74			
Brazil-Peru	315 09	314 40	Cyprus-Guyana	158 61	152 11			
Brazil-Peru	535 15	530 47	Peru-Haiti	536 45	511 17			
Brazil-Peru	123 04	123 04	Peru-Haiti	730 31	742 48			
Brazil-Colombia	495 10	492 47	Peru-Haiti	15038 35	15234 30			

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 La président Mubarak à Paris. - Philippines : au premier jour de trêve, communistes et militaires s'observent avec méfiance. 5 L'aviation hondurienne a bombardé des positions en territoire nicaraguayen.	6 Turbulences au sein du gouvernement et de la majorité. 8-9 La manifestation des étudiants et des lycéens à la mémoire de Malik Oussekine. 10-11 La polémique sur l'attitude des forces de l'ordre.	12 Au tribunal de Nanterre : un crime de la route. - Le projet de loi sur le jugement des terroristes peut-être au Parlement dès la semaine prochaine. DÉBATS 2 La « révolution prénatalique ».	26 Un entretien avec M. Léotard. - Le théâtre en Union soviétique. 27 La Mouette à la Bastille. - Communication.	32 Selon l'INSEE, la situation du marché du travail se serait améliorée entre mars 1985 et mars 1986. 33 Vingt mille exploitations tentées par le tourisme rural. 34 La facturation des services bancaires. 34-35 Marchés financiers.	Radio-télévision 29 Annonces classées 32 Carnet 30 Météorologie 30 Mots croisés 30 Loto, Loterie nationale 30 Programmes des spectacles 28

L'Acte unique européen est définitivement adopté Le plus petit dénominateur commun

Après le vote du Sénat, intervenu dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 décembre, la France est autorisée à ratifier l'Acte unique européen. Seuls les quinze suffrages des sénateurs communistes ont fait défaut à l'approbation d'un texte souhaité et par M. François Mitterrand et par M. Jacques Chirac.

Si l'Acte unique européen est le « plus petit dénominateur commun » entre les pays de la Communauté, comme le constatent tout autant M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime) que M. Robert Pontillon (PS, Hauts-de-Seine), il l'est aussi en France au sein de la classe politique. Chacun convient de la modestie de cet accord entre les Douze, l'UDF et les socialistes pour le regretter, le RPR pour ne pas s'opposer à sa ratification.

Que pouvait apporter un énième débat sur l'Europe dans l'incertitude de l'élection ? Non sans ironie, M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) se demandait si l'émancipation

du palais du Luxembourg abritait des « gaullistes historiques » comme celui du Palais-Bourbon. La réponse lui a été apportée : à l'exception des communistes, tous les sénateurs, y compris MM. Maurice Couve de Murville (RPR, Tarn) et l'amiral Philippe de Gaulle (RPR, Paris), ont approuvé la ratification.

« Sans enthousiasme », la formule a fait florès dans les propos des orateurs, même si elle recouvre des analyses différentes. Pour M. Couve de Murville, il s'agit de « scepticisme » sur l'efficacité de l'Acte unique. Pour M. Philippe de Bourgoin (RI, Calvados), une telle approbation ne manifeste que le refus d'un « repliement frileux et stérile ». M. Josselin de Rohan (RPR, Morbihan) se contente de constater qu'il ne contient « aucun piège diabolique ».

« Les avantages l'emportent sur les inconvénients, les espoirs sur les craintes », estime M. Jacques Genot (Un. cent., Cher), président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes. A elle seule, cette argumentation suffit à expliquer que les « européens » ont mis plus en avant les lacunes de l'Acte unique que son contenu.

M. Maurice Foure (Gauche dém., Lot) est apparu plus « européen » que jamais en mettant l'accent sur les trois « lacunes régionales » : défense, monnaie, diplomatie. Il a empêché que le négociateur du traité de Rome voit dans l'Acte unique une « chance à saisir », ce qui ne lui interdit pas le « scepticisme » sur le sort qui lui sera réservé. Pragmatique, il reconnaît que « mieux vaut un mauvais arrangement qu'un désaccord ».

Pour son président de groupe, M. Jacques Feller (Aisne), il a une valeur : celle de donner un « sursaut à un espoir longtemps étouffé » qui se manifeste par la « timidité » de l'Europe sociale, les « balbutiements » de l'Europe de l'éducation et l'assoupissement de l'UEO.

Modeste mais utile comme le qualifie M. Pierre-Christian Taittinger (RI, Paris), l'Acte unique « concrétise des avancées », juge M. Louis Jung (Un. cent., Bas-Rhin), tandis que M. Daniel Hoefel (Bas-Rhin), président du groupe de l'Union centriste, n'y voit que le « minimum indispensable » pour éviter que l'Europe ne s'écroule.

Avant de se livrer à un plaidoyer pour une politique de défense commune, M. Lecanuet a sans doute donné l'explication d'une certaine morosité : que MM. Bernard Bosson, ministre délégué, chargé des affaires européennes, et Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, se sont efforcés de combattre — dans le débat : « L'Europe vit de ne pas vouloir mourir ».

A. Ch.

La session de l'OTAN à Bruxelles M. Shultz veut s'employer à « restaurer la confiance » entre Washington et ses alliés

Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'alliance atlantique tiennent, à partir de jeudi 11 décembre à Bruxelles, leur traditionnelle session d'hiver, prévue pour durer deux jours. M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, a en avant cette session de nombreux entretiens à Londres, où il a entrepris ce qu'il a lui-même appelé « un travail de restauration de la confiance » entre les Etats-Unis et l'Europe.

Selon des sources diplomatiques, l'exercice vise avant tout à rassurer des partenaires inquiets devant la perspective d'un affaiblissement de l'exécutif à Washington, à la suite de l'affaire des fournitures d'armes à l'Iran. Il s'agit par la même occasion de tenter de mettre un terme aux inquiétudes rétrospectives des Européens en matière de désarmement, après le sommet américano-soviétique de Reykjavik.

Se faisant l'écho des craintes européennes, le général Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a déclaré devant une sous-commission du Congrès américain que l'élimination de tous les missiles balistiques — proposée par M. Reagan à Reykjavik sur une période de dix ans — poserait de graves problèmes à l'alliance atlantique.

Les discussions à la session du conseil atlantique de Bruxelles porteront notamment sur le choix par les alliés d'un forum de négociations avec le pacte de Varsovie sur l'équilibre, voire la réduction, des forces conventionnelles en Europe, après l'accord Est-Ouest conclu en septembre à Stockholm sur les modifications des manœuvres. La France a accepté au mois de mai d'entrer dans des discussions Est-Ouest portant sur les forces stationnées « de l'Atlantique à l'Oural », mais elle entend que le sujet soit débattu au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), c'est-à-dire collectivement par les trente-cinq pays qui ont signé les accords d'Helsinki (tous les Européens sauf l'Albanie plus les Etats-Unis et le Canada).

Les Etats-Unis sont de leur côté en faveur de négociations dites « bloc à bloc », c'est-à-dire directement entre l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie, indique-t-on de

sources diplomatiques. Ils font valoir que la structure des dispositifs de défense garantissant la sécurité nationale de chacun est en cause et qu'il ne s'agit plus de « simples mesures de confiance ». Ils veulent également éviter qu'à un moment de la négociation les pays neutres ou non alignés d'Europe ne puissent se retrouver en position d'arbitres.

Le pacte de Varsovie, lui, a suggéré récemment d'ouvrir une conférence « Stockholm II » à trente-cinq pour débattre de réductions de forces en Europe (le Monde du 10 décembre), ce qui va dans le sens des positions françaises, mais le Kremlin n'a pas moins proposé, d'autre part, une rencontre entre le général Rogers et le maréchal Koulikov, commandant des forces du pacte de Varsovie, pour une discussion sur les mêmes sujets.

A Vienne, l'Union soviétique a formellement proposé, mercredi, devant les participants à la Conférence-bilan sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE), la tenue, à Moscou, d'une conférence des trente-cinq Etats signataires de l'Acte d'Helsinki sur les problèmes humanitaires.

Interrogé sur le sort du dissident Anatoli Marchenko, le chef de la délégation soviétique, à la CSCE, M. Youri Kachiev, a déclaré que sa femme et son fils avaient reçu l'autorisation d'émigrer en Israël mais « n'avaient pas profité de ce droit ». Il a affirmé par ailleurs que, lors des onze premiers mois de 1986, quelque quatre mille cinq cents personnes avaient définitivement quitté l'Union soviétique dans le cadre de la réunion des familles, soit 60 % de plus qu'en 1985. Il a ajouté que, depuis le début de la réunion de la CSCE, quatre-vingt-dix cas de complot séparés avaient été réglés. (AFP, Reuters)

L'ancien directeur de Renault-Sport inculpé d'abus de biens sociaux

M. Gérard Toth, quarante-cinq ans, ancien directeur de Renault-Sport, a été inculpé, mercredi 10 décembre, à Paris, d'abus de biens sociaux par le juge d'instruction Jean-Pierre Michau, mais il a été laissé en liberté.

Responsable de la société Renault-Sport en 1985, alors que les voitures de la Régie couraient encore en formule 1, M. Gérard Toth est accusé d'avoir détourné des fonds à l'occasion de la fourniture de moteurs Renault à l'écurie britannique de Tyrrell pour la fin de la saison, 1985 et pour l'année 1986. 660 000 dollars devaient être versés en 1985 et 1,6 million de dollars en janvier 1987.

IRAN M. Montazeri dément tout lien avec M. Hachemi

Téhéran (AFP). — Le bureau du successeur désigné de l'imam Khomeini, l'ayatollah Hussein Ali Montazeri, a démenti le mercredi 10 décembre que les écoles théologiques qu'il dirige à Qom (ville sainte à 150 km au sud de Téhéran) et son propre bureau aient été en liaison avec M. Mehdi Hachemi, actuellement emprisonné.

Ce démenti fait suite aux « ouïes » publics, mardi soir à la télévision, de M. Hachemi, ancien responsable du bureau de l'Aide iranienne aux mouvements islamiques dans le monde, affirmant que, pendant plusieurs années, il avait « abusé de la confiance » de l'ayatollah Montazeri. « Nous », les écoles théologiques de Qom dirigées par le successeur désigné de l'imam et « incité leurs étudiants à commettre des attentats contre les responsables du pays » (le Monde du 11 décembre).

D'autre part, on Britannique, M. John Roger Cooper, arrêté le 7 décembre 1985 à Téhéran, a été accusé d'espionnage. M. Cooper effectuait régulièrement des voyages en Iran en qualité de représentant des intérêts commerciaux du quotidien britannique Financial Times pour la région du Golfe et l'Iran. Basé à Abou Dhabi, M. Cooper travaillait également pour la compagnie britannique d'ingénierie et d'équipement Mac Dermott.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Sur le vif On nage...

Bravo, les enfants, félicitations ! Vous avez fait du beau boulot. M. mine de rien, avec vos airs de premiers communistes et vos défilés bien sage, dans la confiance d'abord, la tristesse ensuite. Ça, pour foutre en l'air les cartes truquées de la partie de poker-manteau disputée par nos politiques, vous êtes champions. C'est un sacré coup de pied dans la fourmilière !

Moi, je suis à la fête, je l'avoue. Je quitte plus mon atelier. C'est un vrai régal. Ils se bousculent tous au micro, faut voir. Hier c'était le père Barre, gros Remington ronronnant de plaisir gourmand, patte de velours effilée en griffes. Et ce matin, m'sieur Valéry, tout fier, tout content. C'est lui qui a tiré Chirac de la mer, en lui passant le coup de fil de la dernière chance, pas plus tard que lundi. Faut mieux de la naïveté, vous le croyez-moi !

Et je vous raconte pas le fameux discours du trône prononcé, au châtelet, par Sa Majesté Mimi P. l'autre jour avant dîner. Il marchait littéralement sur les ondes. Heureusement qu'il est là, dit-on. Il a l'œil à tout. Il est à l'écoute de tous. C'est notre guide, notre chef, notre stratège général. Notre Père qui êtes aux cieux, qui régné sans partage

sur votre bon peuple et qui promettez de nous servir, de nous protéger jusqu'à ce que la mort nous sépare.

Et modestie avec ça. Jamais il dira l'Etat c'est moi, non, pour-quoi voulez-vous ? Lui, c'est la nation. Modeste et généreux. Il ne lui viendrait pas à l'idée de démissionner son premier ministre. Pas question qu'il en dise du mal. Simplement, faut bien reconnaître, Chirac, il est toujours à côté de la plaque.

Pauvre Jacquot, qu'est-ce qu'il dénoue en ce moment ! Chaque fois que Pasqua l'ouvre, c'est lui qui en prend plein le poire. Il est vraiment au fond du trou, non ? Non, pas du tout. Ce matin au café, le chef du service étranger — il l'a vu hier à l'Elysée au dîner pour Mubarak — nous racontait qu'il avait une pêche pas croyable. Il pète le feu. Pas inquiet pour deux sous. Il dort sur ses deux oreilles et il mange comme quatre. Inconscience ou sagesse ? Ils sont incroyables les politiciens. Ils surmontent toujours. Si on vous avait dit au lendemain de l'Observatoire ou de la démission de 1978 que mon Mimi serait un jour président à lui, vous l'auriez cru ? Moi non plus. Pourtant...

CLAUDE SARRAUTE.

Ouverture de la conférence annuelle sur le revenu agricole

La conférence annuelle sur le revenu agricole tient sa première réunion jeudi 11 décembre au ministère de l'Agriculture, à l'initiative de M. François Guillaume, en présence des représentants des quatre grandes organisations professionnelles reconnues : FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture) et CNMCCA (Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole). Elle se poursuivra lundi 15 décembre à Matignon sous la présidence du premier ministre, M. Jacques Chirac. La conférence annuelle traite particulièrement des problèmes de l'élevage, des agriculteurs en difficulté et de la loi d'orientation agricole préparée par M. François Guillaume.

Une semaine d'action a précédé cette réunion. Des manifestations ont eu lieu en plusieurs endroits, à Châteaubriant (Loire-Atlantique), à Chaumont (Haute-Marne), par exemple. Vendredi 12 décembre, à Ligny (Haute-Vienne), ce sont les éleveurs de bovins de plusieurs régions qui se réunissent.

De leur côté, les syndicats agricoles « minoritaires », qui n'ont pas été invités à la conférence annuelle, ont convié les paysans à tenir des

assemblées pour ne pas rester absents du débat sur l'avenir de ce secteur. Des réunions seront organisées dans les cantons durant le mois de janvier et des assemblées départementales auront lieu le 31 janvier, une conférence nationale devant se tenir les 17 et 18 mars, indique le comité national d'appel.

Le numéro de « Monde » daté 11 décembre 1986 a été tiré à 544 281 exemplaires.

L'Apple IIc nouveau est arrivé chez Duriez

384 Ko DE MEMOIRE + Souris + Logiciel tableur + Fichier + Traitement de texte avec disquettes d'autoformation (sauf pour l'installation, le manuel d'utilisation est presque surfeut) : les disquettes suffisent ! En plus, Duriez vous offre 10 disquettes vierges. Prix : 6.790 F TTC chez Duriez, 132, Bd St-Germain, Paris 6°.

REGALI CADEAUX & HALOGÈNES
Importation directe du monde entier

1^{er} CENTRE FRANÇAIS DE L'HALOGÈNE
100 MODELES EXPOSES

JAMAIS VU !
299 F
SUR PRESENTATION DU JOURNAL

EXCLUSIVITE REGALI

500 W AVEC VARIATEUR

CET HALOGÈNE A 2 FONCTIONS
— Lampe de lecture
— Lampe de lecture
20 et 50 W

PARIS :
6° : 180, bd St-Germain.
8° : 57, bd Hausmann.
8° : 85, bd Hausmann.
8° : 8, av. de Wagram.
8° : 57, rue Pierre-Charron.
13° : C.C. Galaxie, rlv. 2.
15° : C.C. Beaugrenelle, rlv. 2.
16° : 45, av. Victor-Hugo.

16° : 95, rue de Passy.
17° : 58, av. des Ternes.
ASNIÈRES :
82, rue des Bourguignons.
BOULOGNE :
125, bd Jean-Jaures.
EVRY : C.C. Evry II, rlv. 2.
ST-GERMAIN-EN-LAYE :
24, rue du Vall-Abravau.

395F

« FLEX »
Lampe de bureau
halogène
à bras
orientable.
12 V - 20 W
2 intensités

**CONTRE
COURANT**

22, rue de la Victoire
35000 Rennes - Tél. : 99.35.11.72
12, rue des Halles
75001 Paris - Tél. : 42.33.33.04

A B C D E F G

Enfin ouvert au public !

**1000 Tissus
dégriffés chez
Artirec-Murs**

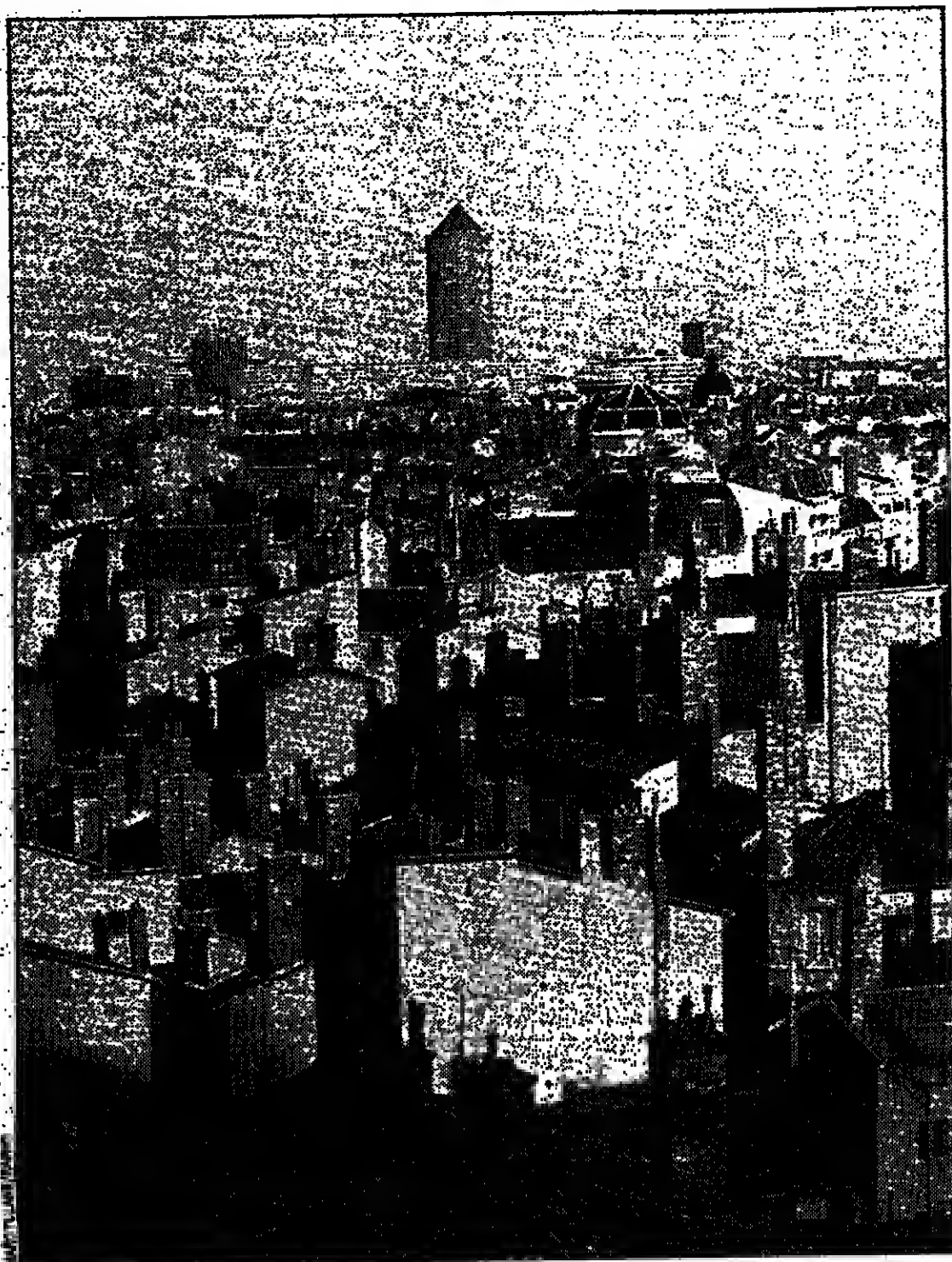
**Agréé Fnac
et Guides
Paris-Pas-
Cher, etc...**

CHIC ! CHOIX ! PAS CHER !

MOQUETTE MORALE, anti-
feu, 11,50 F le m² • Tapis en
sérail anti-feu, 8,50 F le m² •
Linge naturel 16,50 F le m² •
Miroirs à coller 135 F le m² •
Dalle de béton, 19,50 F le m² en
70 cm • Crevasses • Sol de Densité
plané • Plaque • Matériaux •
Miroir • Lin • Sole • Tapis •
Paille chimie • Vitrines •
Les matériaux 2,70 m •
Choix tissus Géo Largeur •
180 F le m² en 2,70 m •
Où, c'est la fête des yeux et
des prix pour habiller la maison !
Pour son inauguration, la Pre-
mière Grande Surface du Murai-
fait des prix pas possibles !
Artirec-Murs est pas un faux sol-
deur : son statut de créateur, éditeur,
manufacturier, fournisseur,
exportateur-importateur, monde
entier lui permet de donner les
prix les plus bas !
Prenez le Guide Paris-Pas-
Cher lui a décerné le Prix de la

Fnac, son Label (qui ne se donne
pas à la légère) ! Qui dit mieux ?
De plus, en ce moment, Artirec
solde d'énormes surplus à prix
d'usine : fins de séries et/ou légères
défauts.
ARTIREC-MURS (Artisan-
Régistré), 1000 m² d'expo-
sition, 1000 m² de revêtements muraux,
6-10, Imp. St Sébastien, 11c, M²
R. Lenoir 43,55-66,50. En vé-
ture, par le 87, bd R. Lenoir,
prendre r. St Sébastien puis tour-
ner 2 fois, 1ère gauche. Parking
assuré dans la cour. Remise 5 %
sur tout achat. Fournisseurs
des Administrations.
ARTIREC-SOLS, à 5 minutes
pour coordonner, A. bd Bastille,
12c, M² Quel de la Rapée,
33,40, 72, 72.
Même maison à Paris : 30,55,
55,15 et St-Maur (48,55, 19,97).
Guides Artirec-Murs et Sole
10 F : gratuits si achat.
Artirec vaut cent fois le déplé-
cement !

VILLES AU FUTUR



Lyon, avec son agglomération plus que millionnaire, n'a pas à revendiquer son rôle de grande métropole française. Personne ne le lui dispute. Faute d'être devenue comme elle aurait pu l'être, la capitale de la France elle reste celle d'une région riche, puissante. Appuyée sur des traditions commerciales, industrielles, bancaires ancestrales, elle n'a guère de mal à tenir son rang dans l'Hexagone.

Ses responsables voient plus loin. Ils souhaitent confirmer et renforcer sa vocation internationale. Ici encore, la tradition justifie cette prétention. Mais le défi est plus lourd à relever. Il suppose des efforts d'imagination, des capacités d'investissement et d'équipement que la ville seule n'est peut-être pas à même d'assurer.

Lyon, métropole internationale a-t-elle les moyens de ses ambitions ? C'est principalement à cette question que les journalistes du Monde et, en particulier, ceux qui, sur place, sont en charge depuis dix mois de notre édition quotidienne Rhône-Alpes, se sont efforcés de répondre.

Dans ce numéro

PAGES II et III

La ville pour ceux qui la font

PAGE IV

Dans les rues de l'an 2000

PAGE V

L'argent a sa place

PAGE VI

Soies nouvelles

PAGE VII

Marchés de plein vent

PAGES VIII et IX

Des universitaires à la rencontre de leur siècle

PAGE X

Chercheurs sans ceillères

PAGE XI

Le théâtre d'abord

LYON

L'ambition tranquille

LYON capitale des Gaules. La naïveté nostalgique de ces panneaux autoroutiers plantés aux portes de la ville ne prête pas à sourire. Les plus ambitieux des Lyonnais rêvent effectivement de redonner à leur cité le rang d'une puissante métropole de taille européenne. Ils veulent rivaliser avec Barcelone, Milan, Francfort, Manchester. Et d'énumérer les dizaines de banques, les centaines d'hectares, les milliers de chercheurs et les milliards de kilowatts qui accueillent ici les « entrepreneurs » ayant la bougeotte. Fort bien, mais les managers et leurs familles exigent aussi qu'on leur garantisse une certaine qualité de vie.

Francisque Colomb, soixante-seize ans, maire de Lyon, a parfaitement compris cela. « Gérer cette ville, dit-il, c'est concilier ses qualités antagonistes : le souci de l'ouverture au monde et le sens du bonheur domestique. Pour que Lyon soit une ville internationale il ne faut surtout pas sacrifier le quotidien au prestige. »

Y est-il parvenu ? Écoutez Daniel Coccoli, cinquante ans, directeur du Novotel de New-York, qui est repassé récemment dans sa ville natale après avoir longtemps roulé sa bourse à travers le monde. « Après vingt ans d'absence, dit-il, j'ai trouvé Lyon rayonnante, embellie, réveillée, dynamique. »

Il est vrai que, depuis l'élection des maires d'arrondissement, en

1983, on a dépoussiéré les maires, jeté à la poubelle les hygiaphones et supprimé les guichets rébarbatifs. « Entrez, citoyens, et parlez à cœur ouvert. »

Les associations, déjà fort nombreuses à Lyon, ont été accueillies, hébergées, subventionnées, encouragées de cent manières. En janvier 1986, elles ont tenu leur troisième forum : formidable ker-messe avec les stands de huit cents comités différents et plus de cent mille visiteurs. On s'est aperçu que les budgets additionnés de ces entreprises non lucratives atteignent 1,6 milliard de francs (budget municipal, 1,8 milliard), et qu'elles emploient 4 800 personnes, soit autant que la Courty, la communauté urbaine de Lyon.

La force de la vie associative permet à la ville d'alléger certains de ses services sociaux. Il lui suffit de subventionner les bénévoles qui s'occupent à secourir leurs compatriotes. Coût 14 millions de francs par an. Ainsi « l'opération été », qui consistait à s'occuper des gens du troisième âge et des jeunes qui restent en ville pendant la grande migration des vacances, a été entièrement assurée par les militants de cent quarante associations.

« Lyon est en tête des villes françaises pour sa politique sociale », affirme, avec une foi qui soulèverait des montagnes de scepticisme, Simone André, adjoint au maire chargée des affaires sociales. Par comparaison avec Paris, Lyon est mieux pourvue en résidences pour le troisième âge mais tout aussi déficiente en matière de crèches. En revanche, Francisque Colomb ne garantit pas à ses vieilles gens l'équivalent du SMIC, et ne verse pas à ses nûres de famille au foyer une allocation pour élever leur troisième enfant, deux pratiques dont s'enorgueillit Jacques Chirac.

Agrément, vitalité, diversité

Celui-ci, en revanche, a dû envoyer ses urbanistes à Lyon pour y examiner la manière exemplaire dont on a élaboré le plan d'occupation des sols adopté en 1984. Dans chaque quartier un « comité de pilotage » où siègent des élus, des professionnels et des représentants d'associations l'ont étudié longuement et avec minutie. Il en est sorti un document simplifié, pragmatique, et qui tient compte des souhaits de la population.

Les Lyonnais ont compris que l'agrément et la vitalité d'une cité tiennent à la diversité de ses fonctions et de ses couches sociales. Lyon a perdu près de cinquante mille habitants en dix ans mais n'aspire pas à redevenir une ville demi-millionnaire. Pas plus qu'elle n'ambitionne de se transformer en centre exclusif d'affaires, de tourisme et de culture. Elle veut sagement réoccuper son centre-ville, accroître son parc de logements sociaux (vingt-sept mille appartements, soit proportionnellement deux fois plus qu'à Paris), développer ses rues commerçantes, et même retenir usines et laboratoires. Garder l'équilibre, en somme.

La ville a également un programme quinquennal de réhabilitation et de construction qui porte sur huit mille trois cents logements, dont 60 % d'HLM. Cela se fera au gré d'opérations de petite taille. En profitera-t-on pour remédier aux carences évidentes comme celle de la chlorophylle ? Les Lyonnais bénéficient de deux fois moins de jardins et de trois fois moins d'avenues ombragées que les Parisiens. Et il serait temps qu'ils songent — s'il n'est pas trop tard — à reconquérir les quais de la Saône et du Rhône — site unique en Europe — sottement sacrifiés à l'automobile.

Ce sacrifice au moins permet à la municipalité d'affirmer que « Lyon est une des villes de France où l'on circule le mieux ». Ce sera de moins en moins vrai si elle s'obstine dans l'erreur, hélas fort commune, qui consiste à construire des parkings en pleine ville sans traquer le stationnement en surface. Et si elle ne se résout pas enfin à détourner de Perrache le flot que l'autoroute A 6 vomit sur les quais par le tunnel de Fourvière. Lyon, heureusement, corrige cette folie grâce à un système de taxi-radio super efficace, un réseau de bus égal à celui de Paris et un métro dont les 25 kilomètres de parcours mettront, en 1989, les quartiers excentrés de cette immense commune à vingt minutes de Bellecour.

Des écoles primaires que l'on rénove au rythme d'une demi-douzaine par an, des lycées d'excellente réputation, la deuxième concentration française en matière d'universités et de grandes écoles (soixante-dix-neuf mille étudiants), Lyon accueille fort bien les enfants de ses cadres. Quant à ceux-ci, ils ont six fois plus de stades, trois fois plus de gymnases et deux fois plus de piscines que les malheureux Parisiens. Sans compter que l'hiver, Courchevel est une banlieue de

Lyon, et que l'été, les plages de la « grande bleue » sont à trois heures des Terreaux.

« Lyon est la ville de France qui fait le plus gros effort pour la culture », énoncent, en toute modestie, Francisque Colomb et ses adjoints. Il est vrai que c'est le premier poste du budget municipal, mais celui-ci n'est pas non plus établi comme les autres. Il est allégé de bien des tâches vulgaires et coûteuses. La voirie, la propreté, la défense contre l'incendie, l'assainissement, l'adduction d'eau sont pris en charge par la communauté urbaine. Il est non moins vrai que, avec Jérôme Savary à l'Opéra, Planchon à Villenbranne, une maison de la danse unique en Europe, le Festival Berlioz, vingt musées, dont celui des frères Lumières, et cent trente-deux salles de cinéma, on ne peut bailer d'ennui dans la patrie de Guignol.

Mais comment faire admettre aux visiteurs que les salles les plus intéressantes de l'admirable musée des Beaux-Arts soient closes un jour sur deux, faute de gardien ? Dommage aussi qu'il ait fallu attendre jusqu'à ces dernières années pour voir croître un embryon de musée d'art contemporain. Et pourquoi avoir attendu si longtemps pour rénover le vétuste Opéra ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 11.)

سكنا من الجدل



Une communauté millionnaire

La deuxième agglomération française, la communauté urbaine de Lyon, compte, selon le recensement officiel de 1982, un million cent vingt mille huit cent soixante-trois habitants. Stabilité étonnante en sept ans — entre 1975 et 1982 — puisque les cinquante-sept communes de l'ensemble administratif ont gagné... mille huit cent cinquante habitants. Mais cette constance démographique cache de profondes mutations internes : explosion démographique

des communes de la « seconde couronne », stabilité de la première ceinture urbaine, baisse spectaculaire de la population du centre-ville tombée, dans le même délai de référence, de quatre cent cinquante six mille sept cent seize habitants à quatre cent dix-huit mille quatre cent soixante-seize (soit une perte de trente-huit mille deux cent quarante habitants).

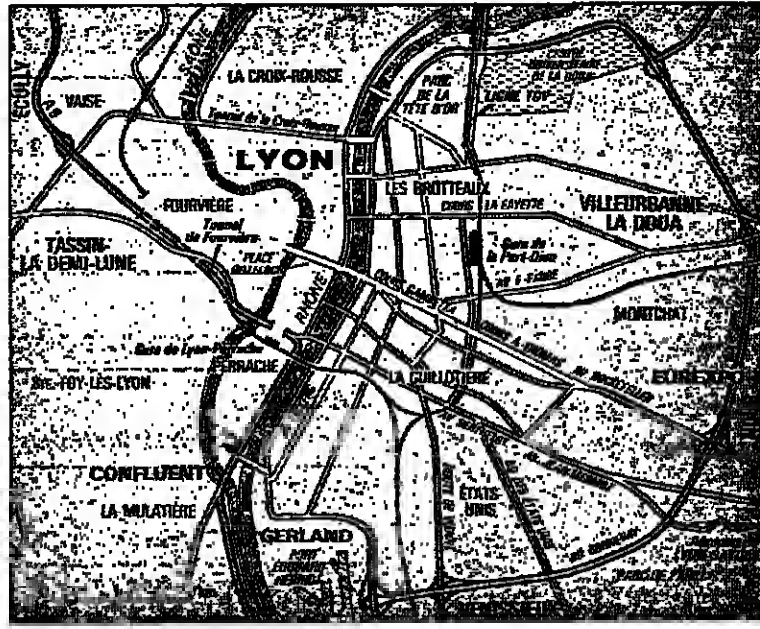
L'agglomération évolue très vite dans le domaine économique. Lyon

est une ville de plus en plus « tertiaire ». Mais les points forts historiques demeurent : quinze mille salariés chez Rhône-Poulenc ; onze mille à Renault-Véhicules industriels ; Les « secteurs de pointe » en flèche : la pharmacie et la para-pharmacie, la biologie, l'agro-alimentaire, l'électronique.

La ville reste politiquement très stable. Avec un balancier solidement armé à droite. La forte poussée de la gauche, en 1977 — qui était cependant restée globalement minoritaire dans la Courly, — a été plus qu'effacée après les derniers scrutins. Exemples : pour la ville de Lyon, trente-huit conseillers UDF et centristes et vingt-cinq conseillers RPR contiennent facilement la gauche et ses neuf conseillers socialistes (dont deux ont été exclus du P.S.) et un seul élu communiste.

Pour la Courly, l'avantage de la droite est là aussi très net : quatre vingt-dix conseillers de droite (avec une majorité d'UDF et de non-inscrits par rapport au RPR), trente-six socialistes et divers gauche, et quatorze communistes.

Soul le département du Rhône est, du fait de la proportionnelle, plus équilibré, mais toujours à l'avantage de la droite : un député communiste, cinq socialistes, trois UDF, trois RPR et deux députés du Front national, le nouveau venu — en mars 1986 — sur la scène politique locale. — C.R.



La ville

Comment les responsables politiques lyonnais voient-ils l'avenir de leur ville et... le leur ? Il nous manque une image de marque, disent-ils souvent.

Il faut donner une image de marque à la ville. Devenir beaucoup plus communautaire. Car l'homo-économique lyonnais est ouvert à l'international, sait qu'il faut innover. Il a le goût d'entreprendre, de faire sérieusement les choses... Sans faire tellement de bruit.

Il faut inverser l'image de marque de Lyon. En terminant avec les stéréotypes de Lyon-le-studieux. Car le résultat, c'est qu'il s'agit d'un effort collectif, appuyé sur les techniques modernes, nous devons faire bouger les choses.

Voilà deux idées étonnamment proches émises par deux responsables politiques du même camp « majoritaire », mais appelées à s'opposer pour s'asseoir un jour dans le fauteuil d'Edouard Herriot ou de Louis Pradet, aujourd'hui occupé par François Collomb. Les deux hommes, Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur, Gu de la Croix-Rousse, et André Soulier, premier adjoint, ont, il est vrai, un autre point commun : ils démentent — souvent mal — leurs ambitions municipales ! Appliquant une règle non écrite — « Y penser toujours, n'en parler jamais » — ils refusent, au regard de l'éloignement des échéances, de se proclamer ouvertement candidats. Ce répit permet d'entamer avec eux et les autres responsables politiques de la capitale des Gaules un débat de fond sur l'avenir.

La faiblesse démographique relative de l'agglomération, le raccourcissement des distances, la concurrence française et européenne sur le thème du « carrefour » — quelle ville française, si l'on en croit les

dépliants touristique-promotionnels, n'est pas un « incontournable carrefour européen » ? — imposent de conforter la puissance économique de Lyon. La réponse est ici unanime chez tous les élus : la ville doit s'appuyer sur la région, et plus précisément sur les deux autres pôles de Saint-Etienne et de Grenoble. Au « triangle de force » évoqué par le président du conseil régional, Charles Bérardier, s'ajoutent les chefs-lieux des cinq autres départements rhodaniens, qui forment une « constellation efficace ».

Le résultat reste malgré tout modeste (« Sur le plan de la crise, nous sommes un petit peu moins malades que les autres », dit Charles Bérardier), même si, à l'inverse, de bien d'autres régions françaises, Rhône-Alpes a toujours maintenu un solde de son commerce extérieur positif avec les grands pays industriels, Japon excepté. L'essentiel, selon le président de la région, c'est de prendre conscience que « l'image de marque de Lyon est bonne à l'étranger » et qu'il s'agit « de la mériter et de la développer ». Il appelle cette certitude sur les conférences de ses interlocuteurs étrangers, prenant ainsi le contrepied de certaines idées en cours : « Tout le monde sait très bien que Lyon n'est pas sur la Côte d'Azur ».

Un « non-politique », Jean Chevalier, l'empêche cette vision optimiste. « Il faut bien constater que l'image véhiculée par les Français à l'étranger, c'est Paris d'abord, la province ensuite », ce qui conduit, par exemple, à l'exportation de fou-lards « made in Paris » alors qu'ils sortent d'ateliers créatifs on ne peut plus lyonnais.

L'ambition tranquille

(Suite de la première page.)

Malgré ces bavures, il fait bon vivre à Lyon. C'est aujourd'hui une condition sine qua non pour séduire et retenir. La région ne manque pas non plus d'atouts économiques. Quelle est la ville qui, située à mi-chemin entre l'Europe du Nord et celle du Sud, voit converger vers elle autant d'autoroutes, voit autant de longs courriers internationaux, naviguer autant de chalands lourds, défilent autant de trains ultrarapides ?

Aucune autre métropole régionale ne peut rivaliser non plus avec sa Bourse et ses soixante banques. Si Grenoble est à égalité pour les laboratoires de recherche, ceux-ci vivent, pour les deux tiers, de crédits publics alors que la vitalité du privé triomphe à Lyon. Toutes les grandes villes de l'hexagone organisent des foires internationales, mais il n'en est pas une qui puisse proposer à tant d'exposants et tant de visiteurs un parc aussi vaste et aussi moderne qu'Eurexpo.

Si Lyon est en tête des villes de province pour le nombre de firmes étrangères installées dans son orbite, ce n'est pas un hasard. Elle leur offre un réseau de bureaux d'ingénierie, de conseils aux entreprises, et de sous-traitants exceptionnels. Lyon est, avec Strasbourg, la ville qui a la réputation de savoir présenter dans les meilleurs délais le dossier le plus sérieux lorsque se présente un investisseur étranger.

N'est-il pas encourageant d'apprendre que, dans son bassin d'emploi, le taux de chômage est l'un des plus bas de France, que le taux de scolarisation des dix-sept-dix-neuf ans y est l'un des plus élevés, et qu'on y trouve un nombre record d'étudiants et d'élèves des grandes écoles ?

Il n'est pas une seule métropole régionale qui ait le culte de projeter simultanément trois technopôles : Ecully-Dardilly à l'ouest, Gerland au sud, La Doua au nord et une « cité internationale » quasi Achille-Lignon. Sur le croissant de 15 hectares s'incurvant entre le parc de la Tête-d'Or et le fleuve, l'architecte italien Renzo Piano — qui s'est déjà illustré à Beaubourg — a été chargé d'imaginer cette cité internationale. Autour d'un nouveau centre des congrès de deux mille places, on projette aux trois-majors de multi-nationales 170 000 mètres carrés de bureaux, un hôtel de grand standing, des espaces de détente. Lyon est la seule ville française de province qui puisse se lancer dans une telle aventure avec quelque chance de succès, estime-t-on à Paris.

Fort bien, mais c'est aussi la seule ville de France où le pouvoir régional a une configuration de fuscé spatiale. Il compte six étages : les mairies d'arrondissement, l'hôtel de ville, le siège majestueux de la Courly, le conseil général, le conseil régional, et les représentants de l'Etat. Chacun a ses compétences, son budget, ses fonctionnaires. Les frontières de la région militaire, des académies, de la région pénitentiaire et du diocèse ne coïncident ni entre elles ni avec les précédentes. On se croirait en 1789. « Nous sommes en état d'obésité administrative », s'indigne André Soulier, premier adjoint au maire. « L'impotence fonctionnelle nous guette ».

Déjà les trois quarts des budgets de la ville, de la communauté et du département sont engloutis par des tâches de gestion sur lieu et place des investissements. Le projet de centre international d'achille-Lignon, qui jouxte Villeurbanne, s'arrête d'une manière absurde au ras de la frontière communale. Mais comment justifier que, pour mobiliser un camionneur dans un village rural, il faille en appeler au siège central de la Courly, qui s'accommode à cette importante responsabilité ?

On se demande donc comment les rouages d'une mécanique aussi sophistiquée arrivent à tourner. « Parce que nous sommes à Lyon », répond-on. « Parce que Francisque Collomb est à la fois maire de la ville et président de la Courly ; que l'un de ses adjoints est aussi président du conseil régional et que, centre gauche ou centre droit, tout le monde ici pratique le radicalisme, arrangeant d'autrefois... Bravos, mais on se demande ce qui restera de la machine lyonnaise si bien huilée par le consensus lorsque les hommes politiques locaux divergeront dans leur appréciation de l'intérêt collectif ».

Autre faiblesse, celle-là tout à fait actuelle : Lyon, qui prétend rayonner sur l'Europe, ne parvient même pas à régner sur sa propre région. Rhône-Alpes, est un patchwork de provinces sans histoire ni culture communes, tiraillées entre quatre pôles : Genève, Grenoble, Saint-Etienne et Lyon. Résultat : Contraintes concurrentielles, Sainat, et Grenoble, sans citer sa voisine, veut « relever le défi de ces métropoles régionales qui créent des centres de recherche de dimension internationale ». L'Isle-d'Abeau, cité nouvelle et bien vivante de quatre-vingt-dix mille habitants, n'est qu'à 25 kilomètres de Bellecour, mais de l'autre côté de la frontière départementale. On n'en

parle jamais dans les grands projets lyonnais.

Et puis, il y a l'éternelle querelle avec Paris, accusé d'avoir « volé » à Lyon sa prééminence en France et de porter des mauvais coups à l'ancien chef-lieu des Gaules. Le dernier serait cette fameuse loi P.L.M. (Paris-Lyon-Marseille), créant les mairies d'arrondissement, et la facilité récemment accordée aux entreprises parisiennes de s'agrandir sur place. Et l'on compare les milliards engloutis dans les grands chantiers présidentiels à Paris avec les pinces de millions octroyés aux projets lyonnais.

Il est vrai que la capitale a retrouvé ces dernières années une formidable vitalité que la régionalisation ne parvient pas à contrarier. Comment les Lyonnais répondent-ils à ce nouveau défi ? « Nos dossiers sont sérieux et d'intérêt national », confesse un haut fonctionnaire régional, « mais nous n'avons ni, pour l'instant, ni les flottes ni les vendeurs à Paris ». Pourquoi Francisque Collomb, unique patron de la ville et de la communauté, en-à-dire discret ? Ses amis prétendent qu'il ne dépense en sous-main et avec efficacité. Peut-être, mais on ne gagne plus aujourd'hui une compétition sans imposer son image médiatique. Les silences lyonnais sont d'autant plus surprenants que l'amplificateur est désormais sur place. Cinq quotidiens, dont quatre appartenant au groupe Héraud, et quinze périodiques nationaux consacrent des pages spéciales à l'actualité rhodanienne.

Tout cela revient, en définitive, à poser tout haut une question que chacun ici ne fait que murmurer tant elle paraît sacrilège. Quel est l'homme politique de dimension nationale qui se fera enfin le héraut de la deuxième cité de France ? Gaston Defferre a personifié Marseille. Manroy, défend Lille. Chaban-Delmas fait scintiller Bordeaux. Bandit vend Toulouse. Chirac illustre Paris. Depuis Herriot, Lyon reste anonyme.

Elle ne manque pourtant pas d'hommes éminents. Mais Francisque Collomb déteste le publicité, Charles Herriot qui l'adore se réclame qu'il n'est encore qu'un prétendant mal-équilibré. Avec son air sérieux, Raymond Barre, lui, camperait un « Monsieur Lyon » fort représentatif. Manque de chance, il ne tient pas — ambition nationale oblige — à jouer ce rôle. Mais, compte tenu de ses nouveaux appétits, Lyon peut-elle se passer encore longtemps d'un homme de prestige et de médias ?

MARC AMBROISE-RENDU.



Au cours de ces dernières années un nombre impressionnant de sociétés et d'organismes de réputation internationale se sont laissés séduire par les charmes de Lyon : Hewlett Packard a choisi l'Isle d'Abeau, Unilever la Plaine de l'Ain, Schering Plough inc., Framatome, Novatome, Rhône-Poulenc, Septen, l'Ecole Nationale Supérieure et Interpol. Et dans leur sillage de nombreuses entreprises moyennes dans tous les secteurs d'activités.

Un résultat brillant mais logique : Lyon dispose d'atouts remarquables et aujourd'hui remarquables. Parmi ces atouts, un rayonnement culturel et une qualité de vie qu'elle a su construire et conserver au cours des siècles. Aujourd'hui, ce mélange réussi d'authenticité, de tradition et d'audace explique le succès que Lyon rencontre auprès des entreprises les plus dynamiques.

Pour plus d'informations, envoyez votre carte de visite, ou téléphonez à l'ADERLY : Association pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise, 20, rue de la Bourse - 69289 LYON CEDEX 2 / FRANCE. TEL : 00-33 78.38.10.10 Téléc 340828 Cocomex Lyon.

POLITIQUE

pour ceux qui la font

Michel Noir affirme la nécessité d'avoir, à l'avenir, des élus qui ne soient pas « une tête en forme d'hexagone lyonnais ». Les actifs de la ville, il les rencontre « un peu partout dans le monde, sur le front de l'innovation et de la réussite internationale ». Il restera donc à réduire le « décalage » qui existe encore avec des représentants politiques qui ont « à se mettre au diapason, à innover, à réussir l'armature qui permet de soutenir cette vocation ». Et de fustiger l'attitude de l'élite qui ne serait pas « obsédée » par l'idée d'avoir un « vrai » palais des congrès, qui permettrait à Lyon d'abandonner sa « vingt-troisième place française sur ce créneau ». Sa critique, jamais nominative — on n'est jamais trop prudent, — porte aussi sur une certaine timidité en matière de recherche et d'« osmose » avec l'industrie. Ainsi, le lycée international, qui a « bien plus vocation » à être dans l'agglomération lyonnaise qu'en « duplicata » avec deux établissements « marginaux » à Lyon et à Grenoble.

André Soulier, avocat, premier adjoint au maire, qui se refuse politiquement et stratégiquement à « trahir le père » (Francisque Collomb), préfère mettre Lyon en perspective européenne. Avec une observation de bon sens : la nouvelle dimension de l'Europe, plus « sudiste » qu'à sa naissance, pourrait selon lui modifier la position « sujette » de Lyon par rapport à Paris. Et de donner enfin les influences néfastes du traité de... Cascais-Cambrésis (1559), ce moment où la « chance lyonnaise » — alors que la ville était tournée vers Turin, Milan et Genève — de devenir capitale du royaume venait de passer.

Hors Paris donc, André Soulier pense à des liens internationaux autonomes, par exemple avec Bar-

celone et la Catalogne. Par ailleurs, pour évoquer le devenir lyonnais des « vingt prochaines années », il plaide pour de grands projets : « Quand, dit-il, on survole la ville en hélicoptère, on s'aperçoit que sa superficie n'est pas aussi réduite qu'on le pense ». André Soulier s'inspire à l'évidence très bien dans le rôle de celui qui négocie — par exemple avec le ministère des armées — pour disposer de réserves foncières. Et pour réaliser le futur quartier de l'avenir, à l'extrême sud de la « presqu'île », le quartier Perrache-Charlemagne.

Les craintes du PS : le centre vieillit

Tous ces projets devraient passer par une évolution des structures administratives de Lyon. En d'autres termes, André Soulier, qui compare pourtant la ville à un « oiseau mazzout », enligné dans des structures paralysantes à force de se vouloir complémentaires (arrondissements, mairie centrale, communauté urbaine, département, région, Etat). Beaucoup plus radicalement si l'on suit Gérard Collomb, député socialiste et conseiller municipal d'opposition.

A courte échéance, avec une vision prospective réaliste, la gauche — avec un Parti communiste devenu quasi groupusculaire dans la ville centre — n'a pas le pouvoir municipal à portée d'urnes. Le raisonnement du chef de file des socialistes lyonnais prend donc une distance non souhaitée, mais n'est pas pour autant dépourvu d'intérêt. Idée centrale de Gérard Collomb : « Lyon ne sera une ville

internationale que si elle continue à être peuplée de gens jeunes, avec des enfants », bref, si elle modifie sensiblement sa sociologie actuelle.

La ville est, selon lui, limitée à deux catégories de population : les « gens riches » et les personnes âgées. Raccourci qu'il explique par un « urbanisme politique » qui a consisté, il y a dix ans, à tout faire sur le plan sociologique pour « limiter la percée de la gauche ». Le résultat, c'est une « catastrophe démographique » à envisager dans les vingt ans à venir avec une population trop importante dans la « seconde couronne ».

Ce vieillissement de la population du centre conduit l'élite socialiste à émettre des réserves pour le développement international de Lyon : « Il ne faudrait pas, dit-il, qu'en parlant de Lyon ville internationale — ce qui est d'ailleurs un truisme — on aboutisse à faire... Vichy ! ». Il enfonce d'autres clous. La comparaison avec Montpellier ? « Elle ne sera pas forcément à notre avantage si on continue à faire les choses de façon timorée ». L'engagement insuffisant de la majorité actuelle dans le domaine économique est à ses yeux « prouvé » par le fait que l'on a confié la responsabilité des affaires économiques à... Michel Noir.

Car, pour le porte-parole du PS, « la lutte RPR-UDF risque d'être terrible », et cette rivalité porte en germe la « paralysie de tout projet nouveau ». L'exemple de la rénovation de l'Opéra — qui a vu les conseillers des deux groupes majoritaires s'opposer entre « rénovateurs » et « conservateurs » — vient à point pour étayer sa démonstration : « J'ai des doutes sur la capacité de développement de Lyon... »

L'élite socialiste s'inquiète également d'un phénomène « gravissim » : « Le système urbain qui s'est constitué ne correspond plus au cadre institutionnel ». Il réveille donc l'idée d'un « grand Lyon », avec une structure aux compétences très larges, seule capable de mener à bien des grands projets intéressants l'ensemble de l'agglomération. Au niveau « intermédiaire » — de vingt mille à quarante mille habitants, — des structures administratives décentralisées auraient pour tâche de gérer les fonctions de proximité. C'est comme cela, affirme Gérard Collomb, que l'on pourrait s'adapter au plus près à des questions comme les difficultés des grands ensembles ou comme le « risque d'une maladie pavillonnaire » dont il voit poindre les prémisses, notamment dans l'Est lyonnais.

Le système Collomb : bouger sans bouleverser

« Trop tard. » La réponse de Francisque Collomb face à cette proposition fut : « On a perdu l'occasion au début des années 60, au moment où Lyon a véritablement décollé ». Sur tous les points litigieux, le maire — qui tient toujours autant à sa « non-étiquette » politique de sénateur non inscrit malgré un engagement

Coordination : Jacques-François Simon et Bernard Elie.
Rédaction : Renaud Besson.
Chef de publicité : Karen Koke et Jacques Tallon.

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Jean Chemain joue l'international

« POUR être une ville internationale, il faut faire partie d'un réseau de villes internationales. » Jean Chemain, cinquante et un ans, directeur de l'Association pour le développement de la région lyonnaise (ADERLY), aime les formules simples, apprécie les actions concrètes. C'est un des plus lucides « aménageurs » de Lyon.

La structure tripartite qu'il dirige (Communauté urbaine, chambre de commerce, Groupement des industriels lyonnais)

Pas d'hésitation pour ce « grand aménageur » : le futur de la ville se joue sur les marchés mondiaux.

peut se prévaloir de nombreux succès, d'un nombre appréciable d'entreprises nationales ou internationales attirées vers le pôle lyonnais.

Le futur ? Il est à construire à partir de données commerciales et concurrentielles : « Toute nouvelle technologie a immédiatement une implication internationale. Le marché est immédiatement mondial. De plus, nous devons travailler dans des domaines de plus en plus « pointus », dans des créneaux certes mondiaux, mais étroits et éphémères », affirme Jean Chemain.

Dans ces conditions, faire partie d'un « réseau » de villes internationales, c'est être présent dans le plus grand nombre possible d'activités. Les exemples contemporains de réussites désastreuses tant que solides (voir les recherches dans des domaines aussi divers que le catalyseur ou le collage) ainsi que les « coups » partis et arrivés à leur but (Interpol, Ecole normale supérieure Euroco) montrent la voie.

Les prochaines années verront se multiplier les efforts dans le secteur financier. « Pourquoi ne pas créer, au niveau boursier, des

produits nouveaux à notre portée ? Pourquoi, à l'heure des cotations en continu, Lyon ne serait-elle pas un des points d'entrée des capitaux internationaux ? », s'interroge Jean Chemain.

Les technopoles de Gerland, La Doua et Ecullay, qui ne sont pas des « zones à vaches » — autrement dit une simple exploitation des zones industrielles ou autres « parcs d'activités », — intègrent déjà les cinq éléments obligatoires pour leur réussite : la recherche, l'Université, la grande

industrie, la petite et moyenne industrie existante et à créer, les moyens financiers. Un fonctionnement en cinq dimensions que rappelle sans cesse le directeur de l'ADERLY, si l'on veut obtenir « un accroissement considérable du nombre des entreprises » tout en mesurant les risques : « Il y aura du déchet... ». Les nouvelles zones, celles où se jouera l'avenir économique du Lyon du futur, devront aussi permettre de rassembler la ville avec des liens physiques entre l'habitat, le commerce et l'industrie.

Restent les « outils » nécessaires à l'accueil d'activités internationales. La formule lapidaire de Jean Chemain — « Rien ne va et tout va bien » — résume la situation lyonnaise. Beaucoup a été fait en dix ans (une gare et un quartier modernes à la Part-Dieu, un métro, un TGV moins « contrôlé » qu'on ne le craignait) et beaucoup reste à faire. Ainsi l'absence d'un palais des congrès performant est un handicap. Mais l'engagement d'en construire un — « et d'un chouette » — dans les cinq ans rappelle une constante lyonnaise. Prendre son temps, oui. Mais pour un « plus ».

C. R.

Raymond Barre : les voies du progrès

Raymond Barre, ancien premier ministre, député du Rhône, indique dans ce texte ses options essentielles pour l'avenir de Lyon et de la région :

« La région Rhône-Alpes est, avec la région Ile-de-France, la seule région française qui, par sa dimension et sa consistance, soit capable de rivaliser avec les grandes régions européennes. »

« Lyon est, avec Paris, la seule ville française qui puisse aspirer au statut de métropole européenne ou de ville internationale. »

« En ce qui concerne la région Rhône-Alpes, sa préoccupation principale doit être d'éviter que son hétérogénéité soit un frein à sa structuration interne et à des relations ordonnées avec les régions d'autres pays européens ou extra-européens. Elle a moins besoin de « jumelages » que de relations enrichissantes à tous égards. »

« Quand nous parlons de Lyon ville européenne et internationale comme Milan, Zurich, Francfort, il est plus important de mesurer ce qui doit encore être fait pour réaliser cet objectif que de se satisfaire des progrès passés. Lyon doit exploiter ses atouts et s'engager résolument sur quatre voies : »

« — Raccourcir les distances avec les autres grands centres internationaux : par exemple, la liaison autoroutière directe Lyon-Genève et les relations aériennes internationales à partir de Seteles ; »

« — Devenir une « technopole » solidement ancrée sur trois pôles réunissant activités économiques, enseignement et recherche : Lyon-Gerland (autour de l'Ecole normale supérieure) ; Lyon-Ouest avec l'Ecole centrale, l'Ecole supérieure de commerce et l'Ecole vétérinaire ; Lyon-La Doua avec

la Cité internationale de Lyon et le Centre universitaire de La Doua ; »

« — Edifier, à partir de ce qui existe (banques — SIFAREX — second marché) une « place financière », s'insérant progressivement dans le réseau mondial des activités financières capable de fournir tous les services financiers modernes aux entreprises et aux particuliers, et établissant des relations spécifiques avec d'autres centres financiers européens grâce aux technologies ; »

« — Offrir une « qualité de la vie » inséparable des autres dimensions du développement, par une politique de structures d'accueil appropriées telles que le Palais des congrès, hôtels de grande capacité et de grande classe (dont Lyon manque particulièrement) et que l'aménagement du quai Achille-Lignon peut contribuer à édifier, à condition de se placer résolument dans la perspective du vingt et unième siècle ainsi que par une politique ambitieuse d'équipements et d'événements culturels. »

« J'ai, depuis 1978, voulu à assurer, dans la mesure de mes possibilités, le rayonnement international de Lyon. Appréhendant à leur juste valeur les atouts dont dispose Lyon et la région lyonnaise, je me suis efforcé de contribuer à leur valorisation tant interne qu'internationale. J'ai trouvé, à Lyon, un écho favorable à mes intentions et un appui à mon action. »

« Je souhaite que les années à venir permettent à Lyon — tout en restant en France la « capitale de la province » — de devenir la ville internationale que ses traditions, ses ressources et son ambition lui permettent d'être. »

L'ENVOL D'UNE REGION



AEROPORT INTERNATIONAL

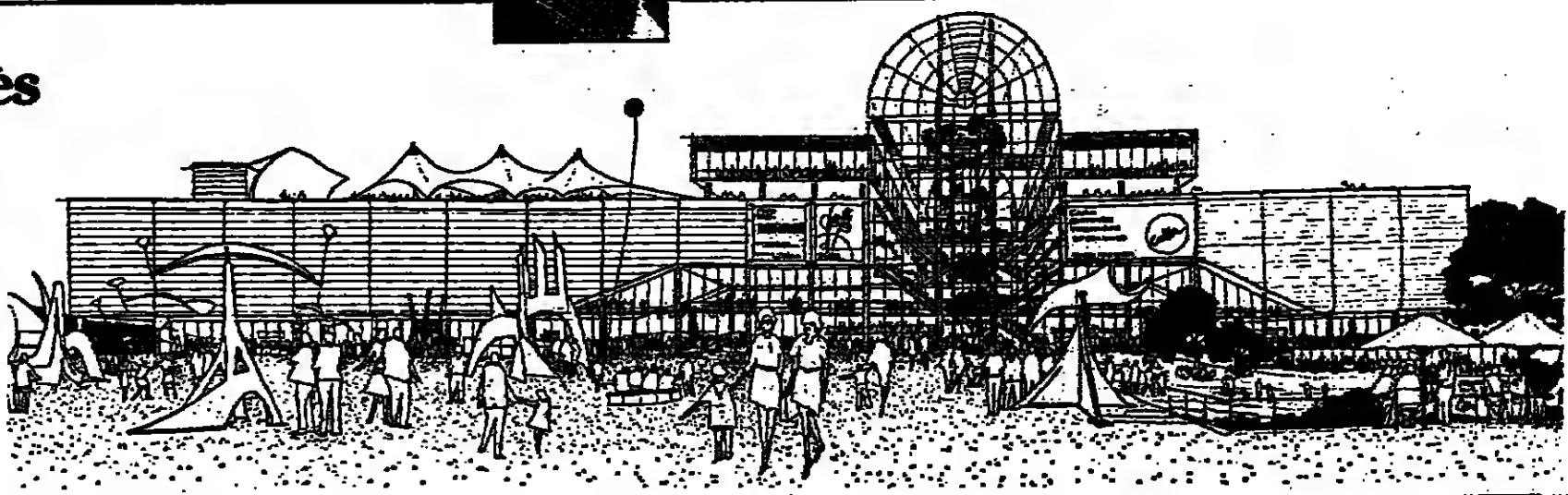
45-55-91-82

لکڑی کے ایک حصہ



Pour les congrès

Après l'achèvement des bureaux d'Interpol, le deuxième grand chantier mis en œuvre dans le cadre de la « Cité internationale de Lyon », qui Achille-Lignon, devrait être celui du nouveau « Centre des congrès » et de l'esplanade attenante. L'objectif est de commencer les travaux en 1988. L'architecte Renzo Piano, retenu sur concours pour l'aménagement du site, en association avec Richard Plattier (2° prix), a dessiné une esquisse de ce futur centre qui abritera notamment une salle de deux mille places, une de cinq cents, un restaurant et des salles de commissions. Exploitant au maximum les ressources naturelles du site le projet joue sur les transparences pour assurer une continuité visuelle entre le Rhône (à gauche sur l'esquisse que nous reproduisons) et le parc de la Tête d'Or.



Dans les rues de l'an 2000

Ce serait une fois... Robert Belleret s'est déguisé en piéton du futur pour imaginer ce que serait sa ville au début du XXI^e siècle.

L'AVENIR n'est plus ce qu'il était. Particulièrement à Lyon où le tiraillement entre les ambitions du rêve et les contraintes de la réalité est fort et prégnant.

Dans le domaine de l'urbanisme — qui peut déterminer, accompagner ou simplement suivre le développement et les mutations des cités — la dichotomie est nette, parfois déchirante. Ce n'est pas un hasard si le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) fait actuellement l'objet d'une profonde révision.

Avant même que les orientations de ce nouveau schéma — en discrète gestation — ne soient révélées, les « coups partis » — projets mûris ou arrêtés, chantiers en cours — donnent une idée de la physionomie que pourra avoir

l'agglomération d'ici vingt ans. A partir de là les extrapolations sont permises.

Projetons-nous donc en 2006. Quitte à conjuguer le futur au conditionnel, faisons un rêve. Optimiste. Il serait une fois...

Les trois technopôles de Villeurbanne-La Doua (sciences exactes), de Lyon-Gerland (biotechnologies) et d'Ecully-Dardilly (informatique et management) ont trouvé leur vitesse de croisière. Succès obligé, les pépinières d'entreprises qu'ils accueillent vont devoir être transférées aux Minguettes, au pied des tours réaménagées en cité universitaire. Une stimulante rivalité se dessine entre le biopôle de Gerland et le médicopôle qui s'est spontanément développé autour des hôpi-

taux Edouard-Herriot et cardiopneumologique et de la fac de médecine, mais des relations étroites se sont nouées entre le technopôle de La Doua et le campus scientifique voisin. On envisage, enfin, de les relier à la « Cité internationale du quai Achille-Lignon » dont le centre de congrès (signé Renzo Piano-Richard Plattier) a essaimé dans l'ancien palais de la foire fraîchement réhabilité.

Depuis la rive droite du Rhône, la végétation qui enserrait le siège d'Interpol, l'hôtel cinq étoiles et l'annexe de jeunesse de trois cents lits (cherchez l'erreur) — donne l'impression que le parc de la Tête-d'Or baigne dans le fleuve. Le barrage que la Compagnie nationale du Rhône (CNR) a construit juste en amont faisant office de pont routier, l'essentiel de la circulation du boulevard périphérique est détourné vers la voie rapide de Saint-Clair, rive droite.

La porte sud de la ville bénéficie d'un environnement aussi verdoyant. Depuis le démantèlement de la raffinerie de Feyzin et la reconversion des unités polluantes

du « couloir de la chimie », l'air y a retrouvé une certaine pureté qu'appréciaient les riverains et les golfeurs de l'île de la Chèvre. Les arbres du parc des Quatre-Rives (100 hectares) connaissent une première luxuriance, le port de plaisance voisin a favorisé le développement des activités nautiques, et la Cité des communications de la halle Tony-Garnier — avec sa salle de projection Imax — constitue une halte enrichissante pour les promeneurs débarquant des navettes fluviales urbaines ou interurbaines.

Rêvons un peu plus fort.

Si on se déplace fréquemment en bateau à Lyon, le réaménagement et l'animation des berges (promenades, pistes cyclables, jeux de boules, bouquinistes, guinguettes « pieds humides ») y sont évidemment pour beaucoup. Mais c'est la restructuration du confluent — lieu mythique entre tous — qui, à la fin du deuxième millénaire, donnera l'impulsion décisive. Après la disparition des prisons de sinistre mémoire et le transfert du marché de gros dans le Sud-Est lyonnais, les polymiques furent vives autour des diffé-

rents projets. Le creusement, en cours, des trois canaux destinés à donner une dimension « vénitienne » à la pointe de la presqu'île consacre la victoire des « nautistes ». Face à la Cité des éditeurs — implantée sur les anciens casernes du quartier Général-Frère — le futur centre Bernard-Pivot symbolisera bientôt la renaissance de Lyon comme capitale littéraire. Les problèmes d'identité et d'image seront rayés d'un trait de plume.

Revenons un peu sur terre, ou plutôt en dessous. Le réseau du métro — entièrement automatisé — a trouvé sa vraie cohérence avec ses prolongements vers Vaise-Minguettes, La Doua, le centre du quartier de Vaise (définitivement désenclavé depuis le creusement du deuxième tunnel de la Croix-Rousse et l'achèvement de la rocade nord-nord-ouest). La création des centres d'échanges, qui sont aussi des pôles d'animation et de commerce, a permis la réactivation des lignes de chemin de fer périurbaines à l'est, au nord et à l'ouest, et favorisé l'organisation des ruptures de charge vers des moyens de transport plus légers :

bus, tramways et surtout super-télécabines. Berceau des légendaires « ficelles », Lyon devait naturellement se laisser séduire par le câble, créneau « porteur ».

En cette fin 2006, la circulation automobile reste problématique. Les flots piétonniers et les parkings souterrains se sont multipliés bien au-delà de la presqu'île, sans constituer pour autant une nette dissuasion. Malgré le contournement nord-est de l'agglomération — qui vient d'être inauguré — le boulevard urbain sud et les rocade en tout genre, le tunnel de Fourvière reste engorgé par le trafic local, et il n'est toujours pas question de raser le centre d'échanges de Perrache, insolent vestige des années-béton.

Ne nous polarisons pas sur les fleuves, supports coruscants des projets de prestige. Les lendemains improbables sont ailleurs, aussi. Zoom arrière.

Après des décennies de gâchis, l'urbanisme rime timidement avec humanisme. La réhabilitation-revalorisation des quartiers « socialement lourds » ou dégradés — à Vénissieux, à Vaulx-en-Velin et à Lyon : Mermoz, Stas-Union, La Duchère — est presque achevée. Pour équilibrer la préservation des coulées vertes et des balcons de l'Ouest lyonnais — résidentiel et historiquement privilégié — un nouveau grand parc péri-urbain a été créé à l'est, autour d'Eurexpo-Classien.

Des petits espaces verts adhérent le centre-ville, et le parc archéologique — enrichi par la mise au jour de thermes romains — s'est étendu sur les flancs de la « colline qui prie ». Toujours assoupie, l'ancienne gare des Brotteaux, devenue galerie marchande, rêve optiquement à Orsay. La sortie de terre de la cité judiciaire Loch-Ness est prophétisée par les augures. La grille du « centre directionnel » de la Part-Dieu a réussi à prendre sur les quartiers grisillants de l'est. A côté du Vieux-Lyon superstar et de la Croix-Rousse au somptueux caméléon, on entreprend de mettre en scène et en espace d'autres quartiers typés et chargés d'images. On envisage d'utiliser les machineries théâtrales pour réenvelopper « Mirelingue » de brumes artificielles. Avec son air de n'en pas avoir, Lyon s'emploie à cultiver — réinventer ? — son supplément d'âme, ses différences ostentatoires, sa gnôle d'atmosphère...

Fin de la « projection ». Lumière. Vertiges.

Vertige de la page blanche, des années vierges. Vertige des chiffres aussi. Opération Achille-Lignon, 1,5 milliard de francs ; Nouveau-Gerland, 3 milliards de francs ; kilomètre moyen de métro, 400 millions de francs. Trop facile de jouer les devins en perdant de vue les devis...

ROBERT BELLERET.



UNIVERSITE JEAN MOULIN

1 RUE DE L'UNIVERSITE BP 0638
69239 LYON CEDEX 02

Tél. : 78-58-88-88

**DES FILIÈRES PROFESSIONNELLES
DEUG - LICENCE - MAÎTRISE - DOCTORAT**

DOSSIER

DOSSIER ET SOCIAL

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

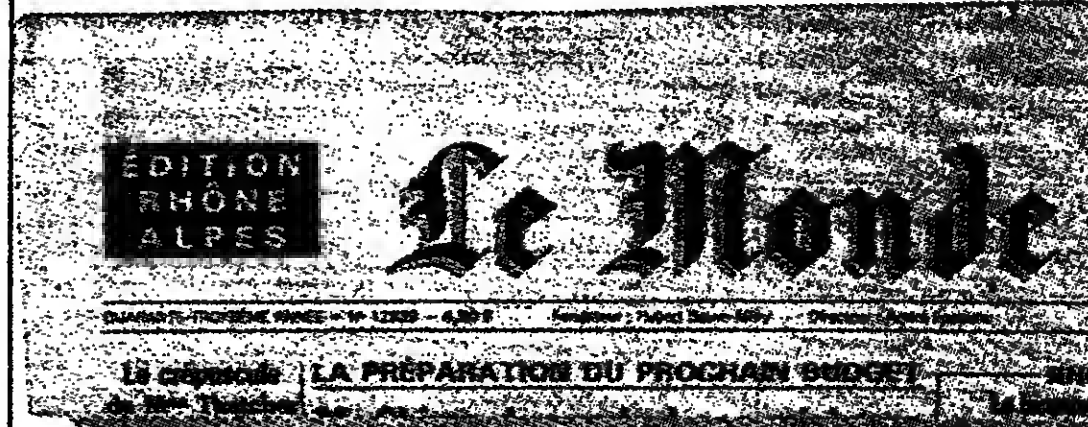
DOSSIER

DOSSIER

DOSSIER

UN QUOTIDIEN POUR LES LYONNAIS

Tous les jours dans le Monde,
la rubrique Rhône-Alpes.
L'actualité politique, économique
et culturelle de la région.



Les enquêtes, les analyses,
les reportages des journalistes
du bureau lyonnais du Monde.

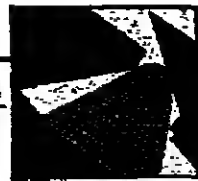
Chez votre marchand
de journaux

LA VILLE PREND DE LA HAUTEUR



MEDIACITE - AGENCE DE MARKETING URBAIN - 45, GRANDE RUE DES CHARPENNES - 69100 VILLEURBANNE - 78.94.21.21

ÉCONOMIE



L'argent a sa place

Une Bourse des valeurs revigorée. Une situation géographique exceptionnelle : deux atouts pour nourrir les ambitions de la place financière lyonnaise.

VILLE de marchands et de banquiers, héritage de ces foires et des ces payements qui, quatre fois l'an, rassemblaient entre Rhône et Saône l'essentiel des capitaux européens au temps de la Renaissance, l'ancienne capitale des Gaules sent qu'elle dispose à présent d'un nouvel atout : une Bourse des valeurs qui, brusquement revigorée par l'explosion de son second marché — cette essence réservée aux petites et moyennes entreprises qui ne veulent pas accéder directement à la cote officielle, — se permet de jouer les coquettes jusqu'à vouloir se donner des airs de place financière internationale, suivant le vocabulaire à la mode, rue de la République.

Nous n'en sommes pas là. Si la capitalisation boursière de la plus importante (et de la plus ancienne, car elle doit son existence à une lettre patente du 29 avril 1464) des places régionales françaises dépasse les 80 milliards de francs, ce chiffre ne représente jamais que 2 % du « poids » de Paris, et la moindre comparaison internationale met aussitôt un sérieux bâton aux ambitions lyonnaises. Qu'à cela ne tienne ; puisqu'il est difficile de singer la capitale, autant jouer à fond la position géographique stratégique qu'occupe au cœur de l'Europe l'antique Lugdunum pour aller chercher ailleurs des alliés à sa taille.

Trop peu de « zinzins »

Ailleurs, c'est tout près. A Genève, où banquiers et agents de change, pour une fois, ont su miser à fond sur les incertitudes que suscite la place financière de Zurich et inciter les riverains du lac Léman à établir une étroite coopération sur les valeurs cotées dans l'une et l'autre enceinte. La même opération de séduction a été entreprise récemment sur Barcelone et Turin, confrontées au poids de leurs capitales respectives.

Entre Barcelone, choisie pour les Jeux olympiques d'été, et Albertville, pour ceux d'hiver, Lyon peut jouer sur une forme nouvelle de partenariat financier et, dans le domaine purement boursier, notre ville peut participer activement au futur club des Bourses délocalisées avec vocation de club pour PME, affirme un familier du temple de l'argent. « Sur un plan purement hexagonal, il est indiscutable que, lorsqu'il s'agit d'envisager une introduction en Bourse, l'attraction naturelle des chefs d'entreprise, quelle que soit leur région, va naturellement vers Lyon », admet volontiers Roger Michaux, syndic des agents de change de Lyon (et de toutes les places de province).

Emporté par l'élan, ce jeune homme de seize ans n'hésite pas à envisager pour son marché les techniques mises sur pied par les « Parisiens ». A savoir le marché en continu (en dehors des heures de Bourse), les options sur valeurs mobilières, voire l'ECU, qui permettrait à Lyon de développer un produit original. En oubliant un passage que, l'informatique aidant, la première Bourse régionale risque fort de voir filer vers Paris les transactions sur les plus belles valeurs ; y compris lorsque la Lyonnaise de banques et la Banque régionale de l'Ain devront réintégrer la cote

après leur privatisation. En omettant aussi de dire que, dans la rude compétition que vont se livrer les marchés financiers au cours des prochains mois, au nom d'une déréglementation qui laisse peu de place aux timides et aux « petits riches », tous les agents de change lyonnais ne sont pas armés de la même façon.

Sur les huit charges, employant deux cent cinquante personnes, que compte la bonne ville de Lyon, seule la moitié sont d'origine locale, les quatre autres étant des ramifications parisiennes. Et l'on sent bien que certains jeunes agents, tel Edmond Richard, un ancien cadre supérieur de la BNP et de la Banque Verres, se sentent un peu à l'étroit sous cette double casquette d'officier ministériel et de commerçant en produits financiers. Depuis le « Big Bang » qui a résonné fin octobre à Londres, les vitres continuent à trembler sur

les marchés financiers, et les plus audacieux n'hésitent pas à prendre quelques longueurs d'avance dans ce qui apparaît d'abord comme un grand bouleversement des habitudes. A cet égard, la décision de deux analystes réputés, Jean-Claude Garretti et Jean-Claude Bourtron, de quitter la charge Girardet pour jouer les premiers « brokers » indépendants à l'américaine incite à quelque réflexion.

Comme c'est le cas pour l'ensemble des autres marchés, tout le scénario repose sur la pérennité de l'actuelle prospérité boursière. Mais gare aux vents contraires ! « Les beaux jours du marché obligataire sont derrière nous ; c'est un phénomène général », fait remarquer Régis de Lagrevol, secrétaire général de la Bourse locale. « En matière d'actions, nous avons raté les années de retard et il est possible que le courant porteur continue, compte tenu de l'intérêt manifesté par une clientèle étrangère qui réalise parfois jusqu'à 15 % ou 20 % des achats. En attendant l'essor du « troisième marché », destiné aux toutes petites sociétés, le succès du second marché ne se dément pas, avec trente

et une valeurs introduites sur la seule place lyonnaise sur les cent soixante-cinq cotées à l'échelon national », ajoute-t-il en voyant là une vocation spécifique de la Bourse de Lyon, laquelle est « trop bien placée au sein de l'Europe pour ne pas en tirer parti ».

L'arrivée des Japonais

Mais l'importance d'une place financière ne se mesure pas seulement à l'aune de ses banquiers et agents de change. Elle doit aussi compter sur des investisseurs institutionnels susceptibles de drainer les capitaux nécessaires à l'animation d'un marché et de créer le lien avec l'ensemble de la communauté internationale. « C'est encore un point faible », reconnaît Patrick Bertrand, directeur local du Crédit lyonnais. Les établissements bancaires ont certes créé des SICAV et des fonds communs de placement avec pour mission de drainer l'épargne locale vers les entreprises de la région, mais les « struts » (non familialisme des investisseurs institutionnels) sont trop peu nombreux.

Le train aidera l'avion

PARMI toutes les dépendances à l'égard de la capitale qui agacent tant les Lyonnais, l'asservissement aérien occupe une place non négligeable. Les liaisons aériennes avec l'étranger ne sont pas inexistantes, tant s'en faut, puisque trente-six villes du monde sont déjà reliées à Lyon. En 1987, Munich, Nuremberg, Düsseldorf, et Turin seront accessibles, sans escale, depuis l'aéroport de Satolas.

Cela ne satisfait pas pour autant les responsables lyonnais. « Aujourd'hui, notre but n'est pas de multiplier les 2,7 millions de passagers aériens que nous recevons chaque année », explique M. Jean Chamaix, directeur de l'ADERLY,

mettrait de décongestionner les lignes abouissant à la gare de la Part-Dieu et de raccourcir encore le temps de transport entre Paris et la Méditerranée. M. Jacques Douffin, le ministre des transports, s'est rendu, le 2 décembre, dans la région lyonnaise pour poser des questions aux élus à ce sujet. « Le contournement est de Lyon par la TGV représente 121 kilomètres de voies nouvelles, dit-il. Il permettra de ramener à 4 h 05, soit 35 minutes de moins, la durée du trajet Paris-Marseille, à 2 h 30, soit 20 minutes de moins, celle du trajet Paris-Genève, et à 1 h 20 celle du trajet Satolas-Albertville. Mes questions sont les suivantes : peut-on accé-

Paradoxalement, c'est le détournement du TGV qui permettrait à Satolas de devenir un grand aéroport international.

Nous voulons améliorer notre réseau de relations aériennes pour qu'il soit commode pour les hommes d'affaires qui demandent des fréquences quotidiennes, y compris le week-end. En fait, notre problème est de développer, au départ de Satolas, le trafic long-courrier, notamment vers les États-Unis.

C'est là que le bât blesse. UTA l'est bien convaincu de longue date de faire transiter par la capitale rhodanienne ses long-courriers en provenance d'Abidjan ou de Libreville. Air France s'envole directement vers Dakar ou Nairobi. Pour New-York, c'est une autre affaire : Air France fait décoller de Lyon quatre fois par semaine un Boeing 737 qui se place bord à bord, à Roissy-Charles-de-Gaulle, avec un Boeing 747 en partance pour Kennedy Airport.

Ce montage ne fait guère l'affaire des Rhodaniens, qui estiment perdre du temps dans ces transbordements. Lorsque l'antenne Lyon-Genève par Bollégarde mettra l'aéroport de Genève-Collin à une heure et demie de Lyon, il y a gros à parier que la Suisse attirera bien des Rhodans-Alpins avec ses vols confortables, quotidiens et non-stop, pour le monde entier. La parade ? Ce sera paradoxalement le TGV qui, dans le passé, tant fait de tort au trafic aérien entre Lyon et Paris. L'occasion de la contre-attaque ? Les Jeux olympiques de 1992.

La SNCF avait de longue date dans ses cartons un projet de contournement de la capitale rhodanienne par l'est afin de prolonger la ligne du train à grande vitesse vers Marseille. Cette infrastructure per-

rer cette réalisation en raison des Jeux olympiques d'hiver qui se tiendront en 1992 aux abords d'Albertville ? Est-il possible d'envisager des financements d'origine régionale ?

Le débranchement de la nouvelle ligne est prévu, au nord de Lyon, à Civrieux. Elle rejoindra la voie Lyon-Marseille via l'aéroport de Satolas, à la hauteur de Saint-Marcel-lès-Valence. Quatre variantes ont été étudiées dans une étude remise en juillet dernier au président de la SNCF. Cette étude a chiffré le coût des travaux d'infrastructures : 1,5 milliard de francs pour la portion de voie nouvelle entre Civrieux, l'aéroport de Satolas et le branchement sur la voie Lyon-Genève ; mais 1,4 milliard de francs pour la totalité du contournement. L'accroissement du trafic est évalué à 1,8 million de voyages par an. L'investissement serait remboursé en une quinzaine d'années.

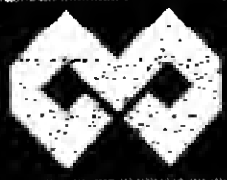
On voit tout de suite le renfort que le TGV apporterait à la plateforme aéroportuaire lyonnaise. La voie ferrée drainerait les Alpes vers Satolas ; elle permettrait aux passagers des avions détournés vers Lyon par le brouillard parisien de regagner la capitale en deux heures ; surtout, les adieux étrangers n'auraient plus aucune appréhension à l'idée d'emprunter des charters pour Lyon puisque le train le plus moderne du monde se trouvera au pied de l'avion pour les emmener vers Val-d'Isère, Tignes, La Plagne, Courchevel et autres hauts lieux de la « glisse ».

ALAIN FAUJAS.

"RHONE-ALPES UNE RÉGION OUVERTE SUR LE MONDE"



CONSEIL RÉGIONAL RHONE-ALPES



ROGER MICHAUX
AGENCE D'ÉCONOMIE



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

Soies nouvelles

Des entreprises inventives travaillant dans les textiles techniques sont en train de prendre le relais des traditionnels canuts

A U commencement, ou presque, il y avait déjà la dynastie des Brochier. Dans les années 50, Joseph - qui faisait partie de la deuxième génération de ces « textiles » - tissa dans la même usine la robe de mariée d'Elisabeth II d'Angleterre et les revêtements muraux aori-feu du paquebot France, lancé en 1961.

Les Brochier sont encore là. La société anonyme qui tissa le nez pointu du Concorde est bien passée dans le giron du groupe suisse Ciba-Geigy, avec armes, bagages et patronyme, mais elle prospère encore à Décines, aux portes de Lyon.

Joseph, lui-même fils unique, s'était assuré une nombreuse descendance. Quatre de ses fils travaillent encore à la chaîne et à la trame, dans des sociétés indépendantes. Deux sont « soyeux », deux fabriquent des tissus à usages techniques.

Ainsi fructifie à Lyon l'héritage de la soie. Lorsque l'on est capable de tisser sans le rompre ce fil des plus fragiles, on peut tisser à peu près d'importe quoi, et en mettre à peu près d'importe où. Aéronautique, barrages, antipollution, bâtiment, travaux publics, construction nautique, vêtements de protection ou sanitaires, espace...

L'erreur grossière serait de croire que le textile technique est l'empire seule dynastie. Le Centre textile de Lyon, créé en 1985

sur l'initiative de professionnels, a recensé dans la grande région une trentaine d'entreprises qui explorent cette voie d'avenir. Les têtes d'affiche du textile du futur ont aussi pour noms Tissus techniques Ferrari, Hexcel-Genin, Porcher Textiles.

Elles feront encore parler d'elles - même si c'est encore un Brochier, Mielbe, le dernier venu à l'aventure industrielle à son compte propre, qui tendit en octobre à Eurexpo un dais inattendu au-dessus de la tête du pape Jean-Paul II, venu célébrer la messe de béatification du Père Antoine Chevrier. S'il l'avait fallu, cet abri aurait résisté à une couche de neige pesant 20 kilos au mètre carré, et à des vents soufflant à 180 kilomètres à l'heure.

C'est aussi grâce à une entreprise lyonnaise, la société Notex, que les chercheurs français ont pu, voilà quelques semaines, vaquer à leurs occupations à la cime des arbres de la forêt amazone, dont les secrets botaniques ne sont plus restés impénétrables. Sous un ballon dirigeable était accroché un « radcan » formé d'un fil tissé de fibres aramidées - connues chez Du Pont de Nemours sous le nom commercial de Kevlar - et soutenu par un cadre de « boudins » pneumatiques. Léger, résistant, le fil était l'œuvre de la société Notex, qui voilà trois ans à peine

N'oubliez pas
MA COMMANDE
POUR AIRBUS!



ne fabriquait encore que des voilages. Les tissus techniques sont arrivés à point nommé et ont tout à fait remplacé le rideau.

Les textiles Notex se destinent maintenant à des usages surprenants : disposés en nappes, ils permettent par exemple de construire des autoroutes sur des terrains jusqu'ici trop spongieux pour accueillir de lourds édifices.

Un tissu intelligent

Avec de tels matériaux, seuls, conduits, imprégnés ou contrôlés, il devient possible d'édifier - comme à Cergy-Pontoise - un chapiteau de cirque d'une longévité prévue de vingt ans. Comme il fut possible à Brochier Espace de donner la rigidité souhaitée au géoïde du voilier France-III, engagé dans la Coupe de l'Amérique. Pour demain, les industriels lyonnais travaillent sur des tissus chauffants grâce à des piles photovoltaïques souples. On dit même que l'un d'entre eux porte soigneusement plié dans son portefeuille un échantillon sur lequel sont disposés des circuits imprimés. Ce tissu intelligent est classé « secret défense ». Il pourrait intéresser beaucoup de monde.

« Le marché du textile technique est en train de se chercher », estime Louis-Bernard Hornecker, le directeur du Centre textile de Lyon. « Certains de nos clients ne soupçonnent pas même que nous pouvons trouver pour eux une solution textile », confirme Jean-Paul Duol, le jeune directeur de Notex. L'industrie textile lyonnaise a su accumuler les références - y compris celles à fort retentissement médiatique. Sa capacité d'innovation et son imagination sont indéniables.

Elles lui viennent d'un passé dévolu à la haute nouveauté, à la confection, à l'ameublement, dans lesquels les goûts et les couleurs ne se discutent guère. Et ça change. « Dès maintenant, 40 % des contrats de recherche que nous signons avec des partenaires privés portent sur les usages techniques des tissus », indique Michel Sotton, directeur de l'établissement de Lyon de l'Institut textile de France.

La délégation régionale de l'Agence nationale de la valorisation de la recherche (ANVAR) ne ménage pas son soutien. La chambre de commerce et d'industrie de Lyon fait figurer en bonne place le textile technique dans les programmes de visites bâties à l'intention des investisseurs ou des clients.

L'enjeu est simple : Lyon doit prendre rang pour ces produits à forte valeur ajoutée, sur des marchés où le risque sera moindre de voir arriver à grande vitesse des concurrents versés de bas salaires à leur main-d'œuvre. Le

textile lyonnais a l'avantage de pouvoir travailler avec « sa » chimie.

Les tissus à usage technique emploient déjà, selon certains spécialistes, 15 % des salariés du textile lyonnais, mais le compte est difficile car cette activité est souvent le fait de petites ou de moyennes entreprises, dans lesquelles chacun change d'emploi facilement.

La partie n'est cependant pas gagnée, car nombre de villes industrielles tiennent le même raisonnement. Certains professionnels estiment même que Lyon s'en tort de se laisser devancer par Francfort, sa ville jumelle de République fédérale d'Allemagne, pour l'organisation d'un Salon spécialisé en juin 1986, comme par Manchester, au Royaume-Uni, pour juin 1987.

L'antenne textile lyonnaise par la profession à Düsseldorf préconisait de longue date l'organisation d'une telle manifestation commerciale sur les bords du Rhin. « Si un tel Salon n'a pas eu lieu ici, c'est en raison de problèmes typiquement gaulois. » Et sous les empires Auguste et Agrippa, Lyon a été tout à la fois la capitale politique et la capitale économique des Trois Gaules...

GÉRARD BUÉTAS.

Impressions grand teint

DANS un coin de son grand bureau, perdue au beau milieu de divers échantillons de tissus, une affiche jaune indique « Pas de discours. De la méthode ». Celle qui a conduit André Guillaud, licencié d'une entreprise de textile en 1984, à créer Mont d'Or SA dans le quartier de Vaise à Lyon, s'avère convaincante.

André Guillaud avait suivi avec intérêt les recherches d'une société suisse, Substanc, sur la « thermo-impression ».

La procédure, opérationnelle depuis la fin des années 60 sur le polyester, consiste à transfé-

rer sous l'effet de la chaleur l'impression d'un papier, spécialement apprêté, sur du tissu. Les deux supports passent sous un gigantesque cylindre chauffé à 210 degrés, par réaction chimique, la couleur quitte le papier pour les fibres du tissu. La qualité et la résistance de l'impression sont, ainsi, bien supérieures à celles obtenues par simple décalque.

En 1983, le transfert, perfectionné, peut s'appliquer à la soie. Après une petite enquête sur Lyon pour évaluer les besoins de professionnels, André Guillaud décide de faire le pas. Il achète les brevets et deux machines, embauche six personnes, toutes actionnaires de l'entreprise. Huit jours après son installation, les commandes affluent.

Le principe de Mont d'Or SA séduit les fabricants textiles pour les collections. Ceux-ci font imprimer sur tissu des échantillons de couleurs et de motifs ; ils ne retiendront, pour la production sur grande échelle, que ceux qui ont trouvé preneur.

Mais Mont d'Or SA ne s'est pas arrêtée là : se définissant davantage comme un atelier de recherche, elle cherche à multiplier les possibilités de transfert et fait travailler en amont des chercheurs sur les différents types de papier et d'encre. En contrepartie de l'exclusivité des brevets de Substanc, elle assure sur ses machines tous les nouveaux essais techniques.

Elle a ainsi mis au point le transfert sur le coton, sur le polyester plastifié (ce qui lui ouvre le marché des voiles pour planches et bateaux), sur bois. C'est une autre technique, plus spectaculaire et opérationnelle depuis peu, qui attire, aujourd'hui, dans l'atelier de Vaise des clients inhabituels. Publicitaires, capitaines d'industrie métallurgique, semblent s'intéresser de très près à la thermo-impression sur aluminium.

Déjà, la société d'horlogerie Swatch a passé des commandes à Mont d'Or SA pour la réalisation de 300 000 petits supports en aluminium, renouvelés tous les trois mois, pour présenter ses nouvelles collections de montres jetables dans les boutiques.

PASCALE ROBERT-DIARD.

Ce licencié d'une entreprise de textile exploite à son compte un nouveau procédé d'impression sur tissu et... sur aluminium

DEMANDEZ
VOTRE VISA
POUR L'ISLE D'ABEAU

Le développement de votre entreprise va vous conduire à étudier le lieu de votre nouvelle implantation. Vous aurez à choisir un site vous garantissant les meilleures conditions d'exploitation, y compris à long terme.

L'ISLE D'ABEAU, au centre de la région Rhône-Alpes, à 30 km de Lyon, à 10 min de l'aéroport international de Lyon-Macdonald sur l'axe Lyon-Grenoble, doit faire partie de votre sélection.

L'ISLE D'ABEAU vous offre :

- l'accès au marché de l'Europe du Sud-Est.
- un réseau de communications exceptionnel.
- une réserve foncière unique en Rhône-Alpes, vous permettant d'assurer votre développement sur place.
- un réseau de sous-traitance performant.
- de nombreux services facilitant tout type d'installation.

Avec son golf, ses étangs, ses forêts, son habitat varié... L'ISLE D'ABEAU offre une qualité de vie qui séduira votre personnel. 170 entreprises ont déjà choisi L'ISLE D'ABEAU pour ses atouts et ceux de Rhône-Alpes (centres de recherche, universités, environnement économique...). Et vous ?

Brochure d'information : EPIDA (Etablissement Public d'Aménagement) Département Développement Industriel L'Isle d'Abeau BP 208 38317 BOURGOIN-JAILLIEU CEDEX Tél. 300 638 F.

Tél. 74 27 25 00

L'ISLE D'ABEAU
TERRE D'AVENIR

ÇA S'EST PASSÉ
A
EUREXPO!

Concert rock avec le groupe
Dire Straits.
Novembre 85.

Eurexpo.
Le Parc des Expositions de Lyon.

LYON, CARREFOUR INTERNATIONAL
DES IDEES ET TECHNIQUES DU FUTUR.

LYON

Rendez-vous avec le Monde du Futur.

CONGRÈS, SÉMINAIRES, COLLOQUES :
UNE APPROCHE DYNAMIQUE, PROFESSIONNELLE, DE QUALITÉ

- UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE, SCIENTIFIQUE, TECHNOLOGIQUE, MÉDICAL ET TOURISTIQUE DE HAUT NIVEAU
- LES RESSOURCES D'UNE CAPITALE INTERNATIONALE :
- UN PALAIS DES CONGRÈS • 10 000 CHAMBRES • 800 RESTAURANTS
- LE BUREAU DES CONGRÈS ACCUEILLE, CONSEILLE LES ORGANISATEURS DE CONGRÈS ET LES ORIENTE VERS LES PRESTATAIRES PERFORMANTS ET QUALIFIÉS

BUREAU DES CONGRÈS
OFFICE DE TOURISME DE LYON-COMMUNAUTÉ
B.P. 2254 - 69214 LYON CEDEX 02 - TÉL (33) 78 42 25 75 - TÉLEX 330 032

ÇA S'EST PASSÉ
A
EUREXPO!

Grand rassemblement avec le Pape.
Octobre 86.
350 000 personnes.

Eurexpo.
Le Parc des Expositions de Lyon.

ÇA S'EST PASSÉ
A
EUREXPO!

Congrès National de la Mutualité
Française avec le Président
de la République. Mai 85.

Eurexpo.
Le Parc des Expositions de Lyon.

Marchés de plein vent

Lyon participe de longue date aux échanges internationaux. Elle sait accueillir les entreprises étrangères et exporter ses produits.

Lyon vient d'obtenir confirmation, à quelques jours d'intervalle, que le vent du grand large est capable de gonfler les voiles, mais également de souffler en tempête. Le 15 novembre, la ville apprenait que le groupe nationalisé Rhône-Poulenc est parvenu à acquiescer aux États-Unis les activités agrochimiques de la firme multinationale Union Carbide, mettant un pied plus assuré sur les marchés d'outre-Atlantique. Or la division agrochimique du géant français a son siège et un établissement de recherche dans le quartier de Vaise à Lyon.

A l'opposé, le 28 novembre, le groupe à capitaux américains Black et Decker, constructeur d'outillage électroménager, coté à la Bourse de New-York, annonçait à la surprise générale sa décision de cesser en France toute activité industrielle à compter de juin 1987. La filiale française continuera de vendre, mais ses activités de construction sont confiées à des usines anglaises ou allemandes. Six cent cinquante emplois disparaissent, à Dardilly dans la banlieue lyonnaise, et à Brezins, près de Grenoble.

Forta présence des capitaux étrangers

Ce sont là les grandeurs et les servitudes des échanges internationaux auxquels Lyon participe de longue date. La plupart des groupes français « transfrontaliers » sont représentés à Lyon ou dans la proche région. Certains, comme Rhône-Poulenc, y ont pris leur essor. Beaucoup ont soin de maintenir dans la ville leur siège social, afin de modérer les effets du centralisme. Mieux, des géants économiques ont établi ici les états-majors de divisions, ou de filiales, assumant en pleine responsabilité des implantations à l'étranger — comme l'Institut Mérieux. Les statistiques ont peine à distinguer les contours de cette « lyonnitude » économique. Il est clair cependant que la région est accueillante aux intérêts étrangers, dotée même d'un institut de promotion fort actif, l'Association pour le développement de la région lyonnaise (ADERLY) (1).

An total, la chambre régionale de commerce et d'industrie Rhône-Alpes a recensé, dans les huit départements de la région, en 1986, cent quatre-vingt-quatre entreprises de plus de cinquante salariés, à capitaux étrangers. Ces sociétés possèdent dans les huit départements rhodaniens de la région deux cent vingt-quatre établissements industriels.

A lui seul, le Rhône en compte soixante-dix-neuf (35 % du total) — ce qui est à peu près proportionnel à son poids démographique dans Rhône-Alpes.

L'Institut de recherche sur les multinationales de Lausanne, en Suisse, a cependant établi, en 1985, qu'entre 1980 et 1983 l'effectif salarié des entreprises à capitaux étrangers s'était inscrit en baisse nette dans le Rhône (- 17 %), revenant de 17 235 personnes à 14 229, avec de fortes régressions dans les entreprises d'origine américaine (2 900 emplois perdus) et suisses (2 700 emplois de moins). La

crise n'a épargné personne; les lois de la concurrence non plus.

Elles contraignent de plus en plus les Lyonnais à boucler leurs valises pour aller chercher les clients au-delà des frontières. Un organe officiel, le *Moniteur du commerce international* (MOCI), a recensé en France, voici quelques semaines, mille cent trente entreprises réalisant à l'exportation un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de francs. Selon le MOCI, cent quarante-trois de ces sociétés étaient installées en Rhône-Alpes.

En consultant sa banque de données « informatisées », la lettre économique *Bref Rhône-Alpes* a pu ajouter trente et une sociétés

au décompte. Total : cent soixante-quinze grands exportateurs. Mais soixante-trois exactement pour le département du Rhône, où Lyon tire avantage de sa position de métropole.

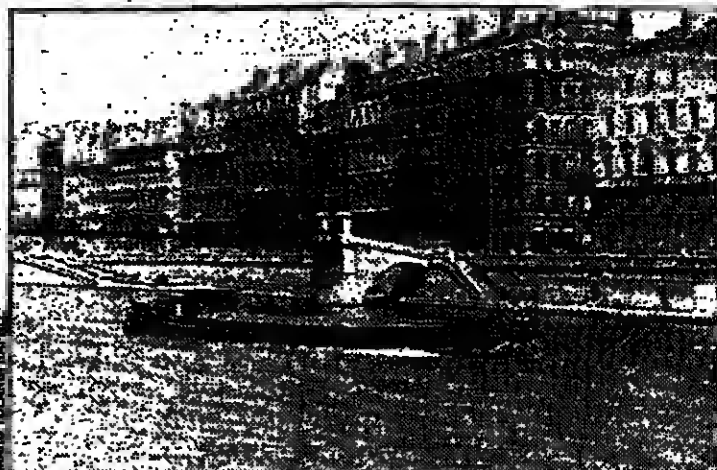
La ville contribue à « tirer vers le haut » la moyenne régionale de la part de chiffre d'affaires réalisée à l'exportation — estimée à 36 % pour l'industrie rhodanienne, selon le service d'études de la préfecture de région.

L'honnêteté commande cependant d'ajouter que les statistiques ne connaissent guère que les lieux de fabrication.

Elu de Lyon, l'actuel ministre français du commerce extérieur, Michel Noir, a réservé sa première visite — en qualité de membre du nouveau gouvernement — à une entreprise du cru, les Câbles de Lyon, installée dans le quartier de Gerland. Filiale du groupe nationalisé de la Compagnie générale d'électricité (CGE), cette société compte plus de la moitié de ses usines au-delà des frontières. Elle prévoit de multiplier par deux, ou par trois,

son chiffre d'affaires aux États-Unis dans les prochaines années, notamment avec une usine de fibres optiques de technologie française. Des discussions sont également en cours pour une nouvelle implantation en Asie du Sud-Est. « Les Câbles », comme disent les Lyonnais, emploient onze mille personnes dans le monde, et un peu plus de la moitié en France. Mais 63 % de leurs commandes totales viennent de clients étrangers. « Les Câbles de Lyon sont une entreprise exemplaire », dit Michel Noir.

L'entreprise de fabrication de revêtements de sols, de transformation de plastiques, et de travaux publics Gerland, cotée à la Bourse de Lyon, n'hésite plus à se présenter comme « une grande régionale, et une petite mondiale ». Même s'ils ont en leur lot de difficultés économiques, des groupes de dimension respectable font état d'implantations nombreuses à l'étranger — comme le constructeur de matériel électroménager SEB, ou le constructeur



de grues à tour Potain, qui ont tous deux leurs sièges sociaux à Ecullly, à deux tours de roue du centre de Lyon. Ou comme les laboratoires homéopathiques Biron, notamment, installés en Inde et aux États-Unis.

Filiales commerciales surtout, mais souvent établissements de production, ces implantations à l'étranger sont de plus en plus

unanimentement considérées comme un indispensable « ticket d'entrée » sur les marchés de demain.

GÉRARD BUÉLAS.

(1) L'ADERLY a notamment beaucoup œuvré pour l'installation du constructeur informatique Hewlett-Packard sur la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau (Isère), à 35 kilomètres de Lyon.

Notre agent à New-York

COMPRENANT qu'il fallait aller chercher les investisseurs américains... aux États-Unis, l'ADERLY, l'Association pour le développement économique de la région lyonnaise, a ouvert un bureau en plein centre de New-York, dans le superbe Helmsley Building.

Rien de fastueux pourtant, plutôt le genre « économie », une directrice à plein temps dans une pièce (Patricia Lapierre, une

conseil municipal, les impôts, le climat, les gens. Et des contacts directs, grâce aux excellents rapports que Dan Friedkin entretient avec la mairie et les milieux d'affaires lyonnais. Il n'y a pas si longtemps encore, il savait aussi peu sur Lyon qu'un autre Américain, mais « depuis quatre ans, j'y retourne sans cesse, j'ai même ouvert une ferme ». Pas question, pour lui, de jouer la concurrence jusqu'au bout :

C'est sur place qu'il faut séduire les investisseurs américains !

Franco-Américaine - originaire d'Arney, bien sûr, mais recrutée sur place) et deux « consultants », ces personnes dévouées de l'Amérique moderne. Dan Friedkin et Dana Peters sont les véritables « bras armés » des chasseurs de capitaux lyonnais.

« D'autres villes et régions françaises font la même chose avec davantage de moyens, mais nous sommes les plus efficaces », affirme Dan Friedkin, qui ne dira jamais combien de sociétés sont « passées par lui » avant Lyon. « C'est compliqué », avoue-t-il, il faut dire qu'il est à la tête d'un réseau très enchevêtré autour de Radio, une petite banque commerciale, assurant aussi le transport de marchandises et des activités de transit, quinze personnes à New-York, des bureaux dans quatorze villes des États-Unis.

« Avant, explique-t-il, on envoyait des jolies lettres aux entreprises susceptibles de s'installer à Lyon et on attendait. Bien sûr, personne ne répondait jamais. Maintenant, nous bombardons le directeur de coupe de fil, jusqu'à ce que — la secrétaire partie prendre un café — il réponde lui-même. » Dan Friedkin est sûr de sa méthode. « Il faut parler aux gens. Pas de contacts directs, pas de résultats. Vous savez, Lyon, c'est loin, si loin que la plupart des industriels américains ne savent même pas où ça se trouve... »

Pas de voyages organisés, car c'est ceux qui sont réellement intéressés qui leur filent, mais des informations en pagaille et très précises. Tout, abouissant tout sur Lyon et sa région : les terrains disponibles, les routes, les télécommunications, le patronat, le

conseil municipal, les impôts, le climat, les gens. Et des contacts directs, grâce aux excellents rapports que Dan Friedkin entretient avec la mairie et les milieux d'affaires lyonnais.

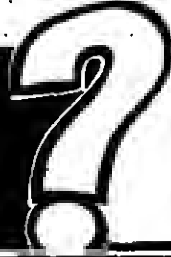
Pourtant le budget de la promotion lyonnaise aux États-Unis : 1 million de francs par an, tout compris, est très modeste comparé aux habitudes américaines. « Friedkin est non seulement totalement honnête, mais aussi très modeste », affirme Robert Maury de la chambre de commerce de Lyon. Il nous aide à maintenir le contact avec environ trois cents sociétés américaines qui, un jour peut-être, seront intéressées par une implantation. Il assure également le suivi, ce qui nous vaut quelquefois l'agréable surprise de voir une société déjà installée chez nous envisager un agrandissement.

Pour les deux consultants, Lyon est « merveilleusement bien placée du point de vue européen, superbement desservie (il ne manque qu'un vol direct pour les États-Unis), remplie de gens sérieux et dynamiques ». La ville est aussi belle que sa région; les restaurants connus jusqu'à Los Angeles, les rapports politiques faciles et directs.

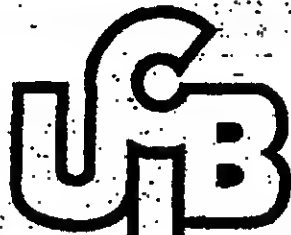
Il ne manque réellement que des écoles bilingues et un personnel international plus nombreux. Ce n'est donc pas une surprise que de voir un peu plus de cent sociétés américaines présentes aujourd'hui, d'une manière ou d'une autre, dans la région. Un questionnaire, rempli récemment par les responsables des maisons mères américaines, a permis de découvrir que la plupart des sociétés considèrent que les résultats obtenus à Lyon sont meilleurs que prévu. La plus belle des compléments.

CHARLES LESCAUT.

ÇA SE PASSERA A EUREXPO!



Votre prochain événement à Eurexpo. Le Parc des Expositions de Lyon. SEPEL - B.P. 87 69683 Chassieu Cedex. (78) 72 22 33 44 - Télex 375 425.



UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD LYON

♦ l'Université scientifique et médicale ♦

♦ 23 000 ÉTUDIANTS et une gamme complète d'enseignements dans tous les secteurs de formation initiale et continue en « sciences-santé » (15 licences, 39 maîtrises et magistères, 25 DEA). 3 100 stagiaires en formation continue. Filières professionnalisées (paramédicales, MST, DESS).

♦ RECHERCHE 300 laboratoires (2 000 publications par an). 40 unités mixtes ou associées au CNRS. 21 unités INSERM... au sein de 6 instituts et 7 unités de formation et de recherche.

♦ OUVERTURE SUR LES ENTREPRISES

Industrie : filiales ; plus de 22 MF de contrats en cours, notamment dans les secteurs : agro-alimentaire, automatique, chimie industrielle, informatique, matériaux, mécanique, pharmacie...

Technologie : Instituts universitaires de technologie, biotechnologies, ingénierie, lasers, robotique...

Technique de la santé : pôle génie biologique et médical, médicaments (pharmacologie clinique).

♦ OUVERTURE SUR LE MONDE EXTÉRIEUR

30 accords de coopération avec des pays d'Afrique francophone et anglophone, d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, du Maghreb, du Moyen-Orient, du Sud-Est asiatique.

Présidence : 78-83-92-82

Relations Extérieures : 78-89-11-31

ÇA S'EST PASSÉ A EUREXPO!



Foire de Lyon, le monde des idées neuves. Avril 86. Salons professionnels.

Eurexpo. Le Parc des Expositions de Lyon.

ÇA VA SE PASSER A EUREXPO!



Euromotor avec les grands de la Formule 1. 17-21 décembre 86.

Eurexpo. Le Parc des Expositions de Lyon.

دولت اسلامی

LES TELECOMS

LE FIL CONDUCTEUR DE VOS AFFAIRES

Avec le Télec, le Télétex, la Télécopie, le Minitel, la transmission des données, les liaisons satellites et bien sûr le Téléphone, les Télécoms vous mettent en relation directe avec vos partenaires du monde entier. Pour favoriser vos communications internationales les Télécoms ont décidé de baisser leurs tarifs. Les Télécoms sont au cœur de l'action. La proximité de votre entreprise, le réseau commercial Alpes, 100 attachés commerciaux sont au service des entreprises. Pour toute question concernant vos télécommunications appelez gratuitement votre attaché commercial en composant le 14.



APPEL GRATUIT
14



ÉDUCATION

Des universitaires à la rencontre

Création de nouvelles formations, multiplication des instituts spécialisés, liaison constante avec les entreprises... un programme très ambitieux mais des moyens trop souvent limités.

La loi Devaquet, contre laquelle se sont mobilisés les étudiants et les lycéens lyonnais, était-elle déjà appliquée avant la lettre dans les établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Lyon ? On peut le penser en analysant la façon dont, depuis trois ans, de nouvelles formations se sont créées localement. Sélection à l'entrée des filières, liaison avec les entreprises, éclatement des universités en instituts spécialisés, la plupart des ingrédients qui ont été le ferment des mouvements de jeunes étaient déjà présents dans l'enseignement supérieur.

Un détour s'impose d'abord par Lyon-I qui, avec 26 000 étudiants en sciences, médecine et pharmacie, est la première université de province par le nombre d'inscrits. Pour faciliter le travail pédagogique et la constitution d'équipes enseignantes, des instituts spécialisés ont été constitués dans les différentes disciplines. On assiste à une véritable prolifération de nouvelles filières. Seize nouveaux diplômes ont été créés depuis deux ans : deux DEUST (1) ; cinq diplômes de second cycle (2) ; enfin, dans le troisième cycle, sept DEA (3) et deux DESS (4).

La création de la maîtrise de génie biologique et du magistère de biologie moléculaire et cellulaire P est typique d'un comportement nouveau de certains enseignants qui se sentent investis d'une responsabilité particulière quant aux débouchés professionnels autorisés par la filière qu'ils mettent en place. On commence d'abord par identifier un besoin nouveau sur le marché du travail : « Nous assistons, explique le professeur Jacques Dailly, fondateur du magistère, à une demande nouvelle des entreprises : créer une recherche intermédiaire entre la recherche fondamentale, prise en charge par des laboratoires extérieurs aux entreprises, et la recherche appliquée qui privilégie les ingénieurs dans les laboratoires des entreprises. Or les écoles d'ingénieurs ne sont pas à même pour l'instant de répondre à cette demande. »

Une fois ce projet de formation défini, les entreprises sont associées à sa mise en place. C'est ainsi que plusieurs groupes de la chimie ou de la pharmacie, particulièrement bien représentés dans la région (Mérieux, Lipha, Rhône-Poulenc agro-chimie, etc.) feront partie du conseil de perfectionnement du magistère ; les entreprises se sont aussi engagées à prendre des étudiants stagiaires. L'articulation entre la maîtrise et le magistère a été pensée de façon concertée.

Pas question de solder

Une partie des enseignements seront communs aux deux formations, le magistère étant réservé aux étudiants les plus « rapides », « qui ne seront pas forcément, précise Jacques Dailly, les meilleurs chercheurs ». Simplement, l'engagement dans le magistère signifie que l'étudiant pense entrer dans la foule d'une thèse de troisième cycle pour atteindre le niveau requis par les laboratoires. Quant aux titulaires de la maîtrise ils trouveront, selon Jean-Claude Prud'homme, professeur, des débouchés professionnels dans les PME du secteur, qui ne peuvent se « payer » des diplômés de niveau bac + 5.

Enfin, l'accès de la maîtrise et du magistère est fortement contingenté. « Pas question, dit Jean-Claude Prud'homme, de solder une formation, exigeant de nombreux TP, des stages et un tutorat permettant un suivi individuel des étudiants qui sont tous associés au travail d'un laboratoire. » La sélection s'opère donc sur la base de l'examen des dossiers et d'entretiens avec les candidats.

A l'Ecole supérieure de commerce de Lyon, l'une des toutes premières écoles de gestion françaises, la sélection à l'entrée n'est évidemment pas nouvelle. A la rentrée prochaine, l'école d'Ecally va créer un master de « management des sociétés de services aux entreprises ». La mise en place de

ce diplôme a été précédée d'un accord ratifié par plusieurs entreprises de service dans les domaines de l'informatique, du transport et du travail temporaire. Associés depuis plusieurs années à une équipe de recherche de l'ESCL, les représentants de ces entreprises ont identifié leur besoin : former des managers compétents en marketing, en relations humaines et en gestion financière, dans le secteur des services.

La première promotion du master comprendra des jeunes diplômés sortant de grandes écoles ou d'universités, des cadres travaillant dans des entreprises de service et des étudiants étrangers. C'est une formation alternée : les étudiants (une quinzaine la première année) passent un jour et demi à l'école et le reste du temps dans leur entreprise. Pour être accepté, chaque étudiant candidat doit donc être parrainé par une entreprise dans laquelle il effectuera son stage et qui lui paiera sa formation (60 000 F par an) par le biais d'un contrat d'adaptation (5) ou de la formation continue. Ici, le débouché professionnel précède et conditionne l'accès à la formation.

Créé en 1985-1986, le DESS de gestion de patrimoine de l'université Lyon-III obéit lui aussi aux nouveaux critères de management des diplômés universitaires : les étudiants accueillis l'an passé ont été sélectionnés à l'aide de tests en anglais et en économie générale et d'entretiens de motivation.

Mais l'originalité de ce diplôme, dont l'habilitation a été refusée par le ministre de Jean-Pierre Chevènement comme par celui d'Alain Devaquet, vient de ce qu'il fonctionne sans subsides, que ce soit de l'Etat ou de l'université. La formation est financée par la taxe professionnelle (250 000 F), les droits d'inscription (5 000 F par étudiant) et par la formation continue. L'ensemble est mis sous la bannière du Centre lyonnais universitaire de banque et de bourse (CLUBB).

Sur les dix-huit étudiants de la promotion de 1986, douze ont déjà trouvé du travail, souvent dans des banques ou des compagnies d'assurances où ils avaient effectué leur stage. Rien d'étonnant : avec l'explosion de la Bourse et la crise du système de retraite, la gestion des placements se diversifie et les établissements financiers cherchent des techniciens capables de faire du « sur-

mesure » en matière de conseil financier.

Ces premiers résultats prometteurs seront-ils encouragés par le ministère ? L'habilitation du DESS, pour lequel une troisième demande a été faite, n'empêche pas Max Crochat de dormir, le professeur qui l'a initié : pour lui c'est « le marché qui permet au diplôme d'exister ».

Les 5 000 F d'inscription ne justifient-ils pas, a posteriori, les craintes d'une « sélection par l'argent » des étudiants contestataires ? Max Crochat a obtenu des banques des prêts étudiants à taux préférentiel.

Pas de diplôme sans marché

Les nouveaux réflexes universitaires en matière de création de diplôme sont aussi présents à Lyon-II, malgré l'opposition « formelle » de la majorité des enseignants à la sélection. Ici aussi, la devise « Mieux vaut moins mais mieux » préside à la création des diplômes comme le DEUG de culture et communication (96 inscrits en première année) et la licence d'études cinématographiques et audiovisuelles (30 étudiants), créés respectivement en 1984 et 1985.

« On ne peut pas laisser entrer n'importe qui dans ces formations », reconnaît Jean-François Téta, professeur à Lyon-II et à l'Institut d'études politiques. Ne serait-ce que pour des questions de capacité d'accueil : comment, avec moins de dix caméras vidéo, former les 336 étudiants candidats à l'entrée dans un DEUG d'autant plus attirant qu'il se situe dans une région où le secteur de la communication est en plein développement ?

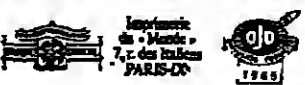
Cela n'a pas empêché la sélection de s'opérer sur des critères originaux : les bacheliers candidats sont ainsi invités à joindre à leurs dossiers d'inscription des articles, des photos, des cassettes ou des films réalisés au lycée ou dans le cadre de leurs loisirs.

A côté de la licence de Lyon-II, qui reste une formation générale, plusieurs enseignants de sciences humaines ont endossé une réflexion de fond sur les débouchés professionnels dans le secteur de la communication. La création d'une filière de communication à l'IEP de Lyon est le premier résultat de leurs investigations ; la mise en place d'une

79 000 étudiants

Avec soixante-dix-neuf mille étudiants, l'académie de Lyon est la deuxième de France, derrière celle de Paris. L'université regroupe 70 % des effectifs, les sections de techniciens supérieurs 2,8 %, les écoles d'ingénieurs 7,4 %, les IUT 4,5 %, les facultés privées et les classes préparatoires aux grandes écoles 4,1 % et les écoles de commerce 1,2 %.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Bourne-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Lacroix (1992-1995)
Administrateur général : Bernard Wouze



Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

LES TRANSPORTS URBAINS DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE



La volonté politique d'offrir aux habitants un réseau de transport moderne et performant, grâce au dynamisme des forces économiques de l'agglomération, grâce aussi à l'imagination et au savoir-faire de nos techniciens du transport.

SEMALY Société d'Economie Mixte chargée par SYTRAL de la construction du métro. Tél 78 93 90 09

METRAM SARL (Filiale de la SEMALY) Société de conseil et d'ingénierie du Groupe C.D.C. dans le domaine des transports en commun. Tél 78 93 90 09

SLTC-TCL S.A. Société Lyonnaise de Transport en Commun, chargée de l'exploitation du réseau TCL bus-métro pour le compte de SYTRAL. Tél 78 60 25 53

SYTRAL, SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS POUR LE RHONE ET L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE
PROPRIÉTAIRE DU RÉSEAU, AUTORITÉ CHARGÉE DE L'ORGANISATION DES TRANSPORTS EN COMMUN

ABONNEMENT D'ESSAI 1 MOIS : 100 F SEULEMENT

(Offre exceptionnelle réservée aux lecteurs de « LYON AU FUTUR »)

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle et recevoir le Monde pendant un mois
Période choisie : du au
Nom
Prénom
Adresse
Localité Code postal
C'est-à-dire, en résumant, un chèque de 100 F à l'ordre du Monde.

Le Monde chez vous, dans votre boîte aux lettres, tous les jours. La certitude de pouvoir suivre toute l'actualité. L'assurance de ne manquer aucun numéro et de recevoir le Monde et tous ses suppléments (« le Monde de l'économie », « le Monde des sciences et de la médecine », « le Monde des arts et des spectacles », « le Monde des livres », « le Monde sans visa », « le Monde radio-télévision »). Choisissez vous-même votre période d'abonnement et faites l'essai pendant un mois pour 100 F seulement. Remplissez le bulletin ci-contre et renvoyez-le nous en y joignant votre paiement. A l'issue de cet essai, vous resterez totalement libre de prolonger ou non votre abonnement.

Le Monde

ÉDUCATION



de leur siècle

Normale sup vise le meilleur

licence et d'une maîtrise de culture et communication pourrait suivre, peut-être dès la rentrée prochaine.

Bouts de ficelle

Au total, l'analyse des nouvelles formations révèle l'apparition d'une véritable méthodologie de la création de diplômes, qui respecte trois impératifs. Premièrement, créer des formations permettant l'acquisition de savoir-faire correspondant à une demande sociale, quitte à associer dès le départ les professionnels à la définition et à la mise en œuvre du diplôme. Deuxième impératif : ne pas accueillir plus d'étudiants que ne le permettent des moyens financiers et pédagogiques extrêmement faibles : partout, la création d'un diplôme se fait avec des bouts de ficelle en faisant de l'équilibre pour trouver les locaux et les enseignants. Enfin, le troisième impératif des universitaires est de concevoir des formations en harmonie avec ce qui se fait dans les autres établissements d'enseignement supérieur.

A l'instar du magistère créé par Lyon-I et l'Ecole normale supérieure, plusieurs formations font l'objet d'accords entre universités ou entre universités et grandes écoles.

PHILIPPE COHEN

(1) Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques : il s'agit d'un diplôme créé par Alain Savary et devant permettre aux étudiants une insertion professionnelle rapide sur un créneau très spécialisé. Les deux DEUST créés à Lyon-I sont ceux d'informatique industrielle et professionnelle et de micro-informatique et logiciels industriels.

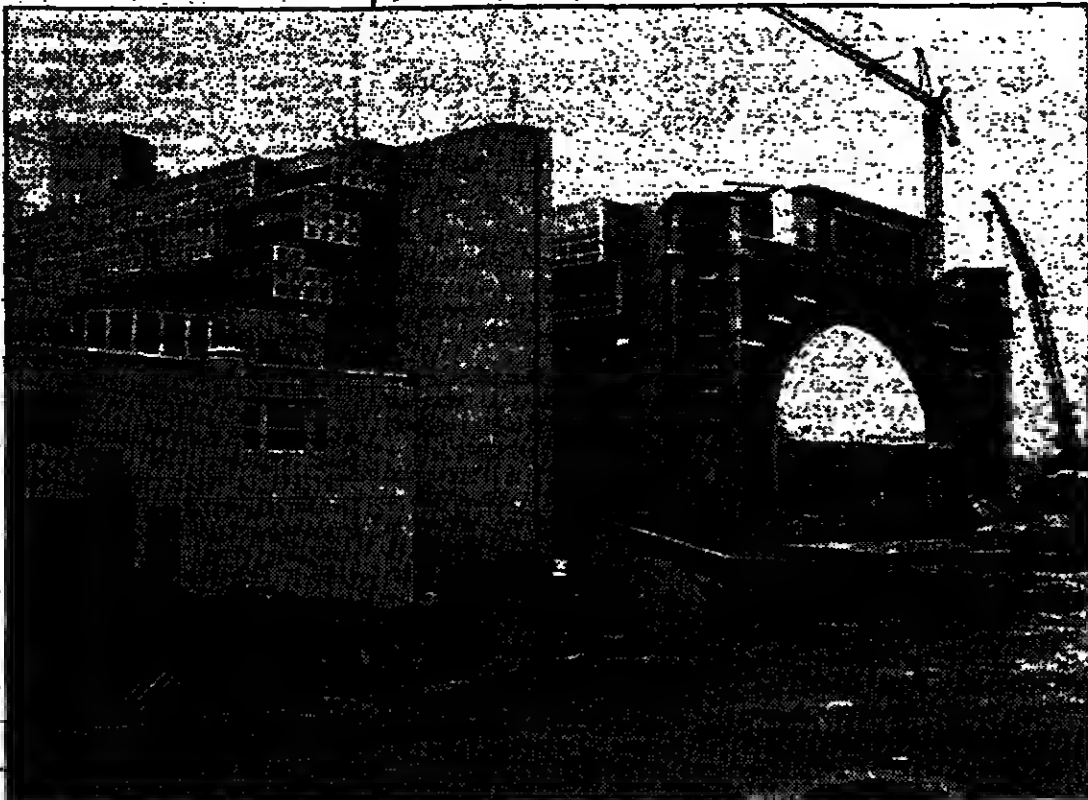
(2) Maîtrise d'ingénierie mathématiques : maîtrise de mathématiques décrites pour l'informatique ; maîtrise de production appliquée aux industries mécaniques ; maîtrise de génie biologique et maîtrise de biologie moléculaire et cellulaire.

(3) Diplôme d'études approfondies. Les sept DEA créés sont ceux de biologie des disciplines scientifiques, génie biologique et médical, analyse et modélisation des systèmes biologiques, physiologie du développement, biologie de l'environnement, méthodes d'analyse des systèmes de santé, sciences de l'information et de la communication.

(4) Diplôme d'études supérieures spécialisées. Les deux DESS sont ceux de méthodes modernes de la production et de matériaux et composants pour l'électronique et la micro-électronique.

(5) Ces contrats relèvent du dispositif d'aide à l'emploi des jeunes mis en place par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Le chantier de l'Ecole normale supérieure dans le quartier de Gerland : 70 000 m² de laboratoires.



Dès la rentrée 1987, un centre de recherche compétitif spécialisé dans les sciences « dures »

Après une sortie de terre, l'Ecole normale supérieure de Lyon se « vend » déjà sur la scène internationale. La carte solide et l'œil décidé, Guy Aubert fait montre d'un dynamisme inépuisable. Directeur à Grenoble du laboratoire franco-allemand du CNRS, cet homme de quarante-huit ans semble avoir choisi l'excellence comme règle de vie. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure de Saint-Clément, il a reçu en 1981, Guy Aubert a un penchant pour les sommets. Selon lui, Normal sup doit les atteindre le plus rapidement possible.

Implantée dans le quartier de Gerland, la nouvelle école abritera les sections scientifiques, aujourd'hui dispersées entre les ENS de Fontenay et de Saint-Clément. Rhône-Alpes a été choisi pour la richesse de son environnement scientifique et culturel. Suscitant l'intérêt de la classe politique (« Les ENS, ça bouge du monde », explique Guy Aubert), le projet ne manque pas d'ampleur. Installée sur 38 197 mètres carrés, l'école sera soumise sur trois grandes disciplines : mathématiques et informatique, sciences de la matière et de l'univers, sciences de la nature, de la vie et de la santé. Les étudiants formés à ces sciences « dures » pourront trouver des débouchés dans la recherche (publique ou privée), dans l'enseignement ou dans l'animation scientifique.

Pas de turbo-profs

Pour l'éducation nationale, confie Guy Aubert, c'est l'investissement du siècle. Bien décidé à valoriser cette mise de fonds, l'administrateur de Normale sup souhaite donner toutes ses chances à son établissement. L'ENS de Lyon sera une école à part entière et non un satellite placé sur l'orbite de Paris. « Je ne refuse par exemple d'admettre les turbo-profs », déclare Guy Aubert avec un autoritarisme tranquille. Les enseignants doivent habiter sur place et ne pas passer leur temps en trajets : nous aurons besoin d'eux pour que les élèves puissent entretenir des contacts permanents avec les laboratoires.

Convaincu des vertus de la compétition, Guy Aubert compte aussi s'appuyer sur des principes de gestion proches de ceux des entreprises. D'abord, il insiste sur l'importance d'une « dynamique non fonctionnaire ». « Je tiens à encourager une concurrence franche et amicale entre les différentes ENS », explique-t-il. Ensuite, la future école entretiendra, dans la mesure du possible, des contacts étroits avec les laboratoires et les entreprises de la région. Certaines sociétés ont du reste déjà proposé de parrainer officiellement l'ENS à naître.

Enfin, Normale sup Lyon sera délibérément élitiste. « L'élite élitiste post-soviétique doit s'estimer », estime Guy Aubert. Sinon, nous devrions un pays sous-développé. L'ENS ne devra pas de diplômés, ses élèves doivent fréquenter l'Université : « Pas question pour autant de quel que de la faculté », souligne Guy Aubert. Des filières spécifiques, les « magistères », accueilleront donc les normiens et les élèves les plus brillants de Lyon-I. « Je ne vois pas pourquoi ce qui est admis pour le haut de la pyramide ne serait pas pour les sciences. Tout le monde ne saute pas 5 mètres de haut, de même, tout le monde n'a pas un don pour les mathématiques. »

Pour encourager le génie de ses élèves, l'école offrira un environnement plus que performant : un établissement entièrement informatisé, des études personnalisées, 7 000 mètres carrés de laboratoires et des bâtiments assez luxueux. « Cela ressemblera plus à une cathédrale qu'à un CES », confirme Guy Aubert. Je préfère les réalisations qui tiennent vers le haut.

L'ensemble de ces réalisations devrait servir d'épine dorsale au nouveau technopôle de Gerland. Au-delà, l'ENS de Lyon favorisera le rayonnement international de la ville. « Je compte bien recevoir en permanence des enseignants étrangers et encourager mes élèves à effectuer des stages hors de leurs frontières », souligne Guy Aubert.

Conscient de l'enjeu que représente Normale sup, la ville de Lyon a décidé d'apporter sa contribution au projet en finançant un amphithéâtre de six cents places. Ce bâtiment permettra de créer un centre de congrès de haut niveau. « Nous organiserons à intervalles réguliers des « entretiens de Lyon » sur le thème « l'informatique et la vie », explique Guy Aubert. Le premier aura lieu en mars 1988 et le suivant en sera : « l'informatique et l'intelligence artificielle en médecine. »

RAPHAËLE RÉROLLE

LYON: LE POLE DE L'INGENIERIE NUCLEAIRE

ELECTRICITE DE FRANCE

Une ingénierie lyonnaise

Responsable

- de la conception et de la construction de centrales nucléaires
- des études de base pour l'ensemble du programme nucléaire français

Implantée

dans la Région Rhône-Alpes où sont localisés 5 sites nucléaires

BUGEY	- 4 tranches 900 MW 1 tranche UNGG 500 MW
ST ALBAN	- 2 tranches 1300 MW
CRUAS	- 4 tranches 900 MW
TRICASTIN	- 4 tranches 900 MW
CREYS-MALVILLE	- 1 surgénératueur 1200 MW (maîtrise d'ouvrage NERSA)

EDF SEPTEN
Service Etudes et Projets
Thermiques et Nucléaires
12 - 14, avenue Dutriévoz
69628 Villeurbanne cedex / France

EDF REAL
Région d'Équipement
Alpes-Lyon
35-37, rue Louis Guérin
69611 Villeurbanne cedex / France

FRAMATOME Framagma novatome

La Division Maintenance Lde Framatome

Spécialiste des interventions de haute technologie assure la sûreté, la fiabilité et la disponibilité des flots nucléaires en France et à l'étranger.

La Division Combustible Lde Framatome

Conçoit et développe les combustibles nucléaires des réacteurs à eau sous pression français et étrangers, garantissant ainsi la souplesse d'exploitation et de gestion, et la meilleure économie du combustible.

Framagma, association de Framatome et Cogema

Commercialise les assemblages combustibles destinés à recharger les réacteurs à eau sous pression.

Novatome

Spécialiste des chaudières de réacteurs à neutrons rapides, prépare l'électronucléaire de l'avenir, illustré par la mise en route de Superphénix, en 1986.

FRAMATOME
10, rue Juliette-Récamier
69398 Lyon cedex 3 / France

هذا من الاول

X Le Monde • Vendredi 12 décembre 1986 •



- L'ensemble le plus important de formations de la région Rhône-Alpes.
- Un potentiel de recherche au premier rang des universités françaises dans le secteur des sciences humaines et sociales.
- Un réseau serré de relations avec les milieux professionnels régionaux et avec les universités étrangères.

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON-2 un atout pour la région!

Lettres et Arts - Langues - Histoire, géographie, tourisme, aménagement - Psychologie, sociologie - Sciences économiques - Gestion - Sciences juridiques - Sciences politiques - Centre international d'études françaises.

86, rue Pasteur - 69365 LYON CEDEX 07
Téléphone : 78-69-24-45
Téléc : UNILUMI 330637 F



CeraLion
Spécialiste du développement des hautes technologies et de la VIDÉO RELIEF
recherche en France
un investisseur intéressé par une usine
de 5 millions de Compact-Discs / AN
livrée clés en main par un très important groupe japonais
INVESTISSEMENT DE L'ORDRE DE 80 MILLIONS
CERALION/Tél. : 78-09-03-85

FONDS RÉGIONAL D'ART CONTEMPORAIN

UNO SGUARDO : Un regard de Bruno Cora sur les œuvres d'art de la région Rhône-Alpes
8 novembre 1986 - 11 janvier 1987
CNAC - Le magasin Gracioso
UN REGARD : Uno Sguardo di Bruno Cora sulla collezione del frac Rhône-Alpes
febbraio - marzo 1987
ACADEMIA DI BELLE ARTI NAPOLI
FRAC Rhône-Alpes
23, rue Roger-Radisson 69005 Lyon - Tél. : 78-25-60-25

Le CRÉDIT LYONNAIS

est né en 1863 à LYON, son siège social aujourd'hui.
Il est leader sur son marché
et dans les dix premières banques mondiales.

Il met au service de l'économie de la VILLE DE LYON et de la COURLY les compétences de 60 Agences et une équipe spécialisée pour les financements de haut de bilan :

le BUREAU INDUSTRIEL ET FINANCIER
18, rue de la République, 69002 LYON -
Tél. : 78-92-25-19

- qui :
- intervient en créations, transmissions d'entreprises, dont R.E.S. (L.M.B.O.), introductions au second marché
 - gère un fonds commun de placement spécialisé : INVESTILION RHONE-ALPES
 - construit votre avenir avec le CRÉDIT LYONNAIS comme partenaire, grâce à LYON EXPANSION PME - INNOLION.



CREDIT LYONNAIS

LE POUVOIR DE DIRE OUI



SCIENCES

Chercheurs sans œillères

Les laboratoires de la région
se sont toujours efforcés de travailler en liaison
avec ceux des autres régions européennes.

LYON et ses environs immédiats n'abritent sur leur sol aucun laboratoire multinational (1) comme peuvent l'être l'Institut Laue-Langevin de Grenoble ou l'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) de Genève. Faut-il pour autant exclure la ville des grands pôles de la recherche internationale ? Sans doute pas. La question doit en fait être posée en d'autres termes. « Pour être crédible sur le plan international, une ville doit disposer des laboratoires de taille critique et abriter des chercheurs de qualité », souligne François Juillet, directeur de recherche au CNRS et depuis peu directeur scientifique et technique de la Société lyonnaise de banque. En ce sens, ajoute-t-il, « Lyon, en Rhône-Alpes, peut être considérée comme un pôle international, car la région a toujours joué la complémentarité » entre les compétences existantes dans les différents villes.

Bel exemple de complémentarité en effet que la mise en place autour de Grenoble, Lyon et Saint-Etienne, d'un véritable pôle laser. Ce dernier

regroupe le centre laser médical et des groupements scientifiques du CNRS de création récente : le CALFETMAT, travaillant sur les applications des lasers de forte énergie à la transformation des matériaux et le CELPHIRA, spécialisé dans la physique des lasers.

Ce pôle est aussi ouvert sur l'extérieur. Ainsi, dès la mise en place du CALFETMAT il y a deux ans, les équipes qui le constituent - à Lyon, à l'INSA, à l'université Claude-Bernard et à Grenoble - ont travaillé en collaboration avec le constructeur automobile italien Fiat, ainsi qu'avec un important centre laser ouest-allemand. Il est d'autre part engagé, avec la firme Pechiney, dans un contrat Euréka et il projette d'établir des coopérations avec un centre de recherche suisse de Lausanne et une université portugaise.

Les laboratoires « crédibles » sur le plan international ne manquent d'ailleurs pas à Lyon. Non seulement dans le domaine de la recherche médicale - l'un des points forts de la ville - mais aussi dans les autres disciplines. Lyon n'était-elle pas, par exemple, « la capitale mondiale de la catalyse », selon les termes de Raymond Maurel, directeur de l'Institut de recherche sur la catalyse (IRC) du CNRS à Villeurbanne ? Cet institut, qui abrite deux cents personnes, dont quatre-vingts chercheurs confirmés, n'a en effet pas d'équivalent dans le monde, par sa taille, si l'on excepte le laboratoire soviétique de catalyse à Novosibirsk. Quant à son rayonnement en France et à l'étranger, il se manifeste par les très nombreuses collaborations que l'IRC a établies non seulement avec l'industrie française - pétrolière et gazière surtout - mais aussi avec des universités ouest et est-européennes, sud-américaines, maghrébines ou asiatiques (qu'il s'agisse du Japon ou de la Chine).

Par l'intermédiaire de l'IRC, la France a ainsi pu nouer des collaborations bilatérales avec divers pays soucieux de développer des recherches sur les catalyseurs, ces substances indispensables à la bonne marche de la plupart des procédés de la chimie industrielle.

Autre exemple ? On peut le trouver au laboratoire de biologie et technologies des membranes (LBTM) du CNRS installé dans les locaux de l'université Claude-Bernard. Cette équipe, qui s'est fait une spécialité de l'étude des membranes des mitochondries (les « usines énergétiques » de la cellule), a développé il y a quatre ans des anticorps monoclonaux spécifiques permettant d'élucider les mécanismes bioénergétiques par lesquels fonctionnent ces corpuscules cellulaires. Depuis quatre ans que ces recherches sont en cours, le laboratoire, qui entretient des relations suivies avec la société allemande Hoechst, est devenu l'un des « spécialistes mondiaux de cette approche ». « Ces anticorps monoclonaux, tout le monde nous en demande », ajoute le directeur du LBTM, Danièle Gautheron.

La liste des collaborations internationales engagées par les laboratoires lyonnais serait fort longue, tant il est vrai qu'une recherche de qualité ne saurait restée repliée sur l'Hexagone. Autre question : la ville peut-elle présenter un attrait pour un laboratoire ou un service qui, par nature, se doit de travailler au-delà des frontières nationales ? La réponse semble positive si l'on en juge par l'implantation récente, sur le campus de la Doua, du centre de calcul de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3) du CNRS. Lorsque, à la fin des années 70, le schéma directeur informatique du ministère de l'éducation nationale a recommandé que cesse le développement de matériel dans les centres parisiens au profit du reste du pays, le centre de calcul de l'université Paris-VI, qui « étouffait » avec ses ordinateurs trop peu puissants pour répondre aux besoins, a décidé de déménager. Le choix de la nouvelle

implantation s'est immédiatement porté sur la région Rhône-Alpes et notamment sur Lyon qui offrait l'avantage d'être « une grande plate-forme de télécommunications internationales », explique l'actuel directeur du centre, Jacques Cohen-Gansou.

Calculs en dialogue

Conçu pour répondre presque exclusivement aux besoins en calcul des chercheurs de physique des particules et de physique nucléaire, ce laboratoire a en effet comme principaux « clients » les équipes de l'IN2P3 et celle du CERN à Genève, auxquelles il devait pouvoir être aisément relié. A cette fin a été installé un réseau informatique privatif - dénommé JANET (Joint Academic Network) - qui permet aux ordinateurs lyonnais de dialoguer directement avec les machines des différentes équipes de l'IN2P3 dispersées aux quatre coins de la France. Par l'intermédiaire du CERN, le centre est en outre en liaison avec les principaux centres de calcul européens, notamment en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne.

Il ne faudrait pas pour autant en conclure que le tableau est idyllique. S'il est au CNRS, à l'INSA, dans

les universités, à l'Ecole centrale, nombre de laboratoires ouverts sur l'étranger, d'autres hésitent encore à tisser des liens hors des frontières nationales. Frilosité qui peut s'expliquer, selon François Juillet, d'une part par un manque de moyens, d'autre part par la tutelle parfois lourde qu'exerce le CNRS et l'université sur la planification des contacts internationaux et qui vient contrecarrer certaines initiatives locales.

Sur ce chapitre, il y a donc encore à faire. A Lyon, comme dans l'ensemble de la région, on paraît être conscient que les choses doivent évoluer, et cette amorce ont notamment été créées plusieurs bourses destinées aux échanges de chercheurs entre la France et les pays étrangers. Cela n'est qu'un début car, si l'on en croit François Juillet, dire qu'en matière de recherche Lyon est une ville internationale « n'est pas une utopie ». Mais il faut maintenant, précise-t-il, « passer à la vitesse supérieure » et donner aux laboratoires des moyens pour les aider à aller plus loin.

ELISABETH GORDON.

(1) A l'exception du Centre international de recherche sur le cancer, de l'OMS, qui fait toutefois peu de recherche proprement dite.

Peau de rechange

LA peau est une spécialité lyonnaise. Médicalement parlant, s'entend. C'est en effet à l'hôpital Edouard-Berriot de Lyon que l'équipe du professeur Jean Thivolet (unité 209 de l'INSERM) a, pour la première fois en France, réussi à traiter des malades grands brûlés, grâce à des greffes de peau obtenues après culture de cellules en laboratoire (le Monde du 27 avril 1985).

Aujourd'hui cette technique, mise au point avec l'équipe du professeur Howard Green de Boston, a été adoptée par plusieurs grands

la biologie cutanée. En approfondissant les mécanismes de cette tolérance, on obtiendra sans doute des informations intéressantes sur l'immunologie de la transplantation. Les greffes de panaris, en particulier, pourraient, elles aussi, être concernées par ce type de phénomènes.

Les travaux de l'équipe du professeur Thivolet ont, d'autre part, permis d'explorer deux autres voies de recherche. Tout d'abord, l'épiderme de culture se révèle être un excellent modèle pharmacologique. Il est intéressant d'étudier à son

Une vraie première médicale :
des greffes de peau obtenues
après culture de cellules en laboratoire.
Un espoir pour les grands brûlés.

services européens (c'est le cas en particulier à Lausanne (Suisse) et à Valence (Espagne)). Le principe en est relativement simple : on prélève 1 à 2 centimètres carrés de peau que l'on met immédiatement en culture. En trois semaines, il est ainsi possible d'obtenir 1 à 2 mètres carrés de lambeau épidermique qu'il ne reste plus qu'à greffer.

Schématiquement, cette mise en culture peut se faire selon deux techniques distinctes : soit l'on prélève des cellules cutanées sur le malade lui-même et le risque de rejet se trouve ainsi quasiment réduit à zéro. Mais l'inconvénient de ce genre de greffe, que l'on appelle autogreffe, est qu'elle nécessite un laps de temps nécessaire à la culture, quelques jours pendant lesquels peuvent survenir de graves infections. Autre solution, celle qui consiste à utiliser de l'épiderme provenant d'un donneur.

A priori, dans ce genre de greffe (allogreffe), se pose un évident problème de tolérance, immunitaire. Tout porte à croire en effet que ce greffon, sauf exception découlant par un groupement tissulaire, sera incompatible. Or, et c'est ce sur quoi travaille actuellement l'équipe du professeur Thivolet, lorsque l'on greffe de l'épiderme seul - il ne s'agit donc pas d'une peau totale qui comprendrait à la fois du derme et de l'épiderme - il ne se produit pas de réaction de rejet, même lorsqu'il s'agit d'une allogreffe. « A chaque fois, explique le professeur Thivolet, les malades ont toléré de manière prolongée et semble-t-il, stable, les allogreffes. Et ce, alors même que les receveurs étaient particulièrement incompatibles avec les donneurs, tant pour ce qui est des groupes sanguins HLA que pour les groupes sanguins ».

L'explication de ce phénomène est relativement complexe. Il semble en réalité que ce soit certaines cellules particulières de la peau, les cellules de Langerhans, qui puissent déclencher des phénomènes de rejet en ne mettant en culture que des cellules cutanées de type kératinocytes, on « sature » en quelque sorte les cellules de Langerhans.

Ainsi que l'a écrit le professeur Thivolet (1) « les perspectives ouvertes par l'étude du phénomène de tolérance des épidermes produits en culture dépassent le domaine de

niveau l'action de certaines substances (comme, par exemple, des toxines staphylococciques). L'industrie pharmaceutique, mais aussi le centre de recherche des armées, travaillent actuellement sur ce sujet.

Autre utilisation pratique de ces épidermes de culture, l'étude des maladies cutanées à transmission génétique. Sont-elles d'origine dermatique ou épidermique ? En greffant des lambeaux épidermiques bien spécifiques sur une certaine race de souris (Nude), on apprendra certainement beaucoup sur l'origine de ces maladies.

Reste que la possibilité de recourir massivement à des allogreffes d'épiderme impose la création de véritables banques de peau. Une telle structure a déjà été mise en place à Lyon, en collaboration avec le Centre de transfusion sanguine de Gerland. La peau artificielle y est stockée grâce à des techniques de cryoconservation. Seul problème : le financement de cette structure.

La subvention du conseil régional n'étant pas suffisante, pourquoi ne pas envisager de faire payer ces peaux artificielles de la même manière que n'importe quel flacon de sang fourni par un centre de transfusion sanguine ? La Sécurité sociale, en ces périodes de vaches maigres, ne voit pas, paraît-il, ce genre d'idée d'un très bon œil. Pourtant, n'y va-t-il pas de l'intérêt de la collectivité, et au premier chef des quelques trois mille cinq cents victimes qui, chaque année, en France, subissent de graves brûlures ?

En bon pionnier qu'il est, le professeur Thivolet observe tout cela avec philosophie. « Ce qui m'intéresse, vous savez, c'est la recherche. Les perspectives offertes par ces travaux sont fascinantes. Quant au reste, que voulez-vous, je suis lyonnais... » Sous-entendu, pas vraiment du genre à arperter le couloir du ministère, à Paris, pour quémander une rallonge budgétaire ou la nomination d'un ou deux chercheurs supplémentaires. Ainsi va, bien souvent, la recherche médicale en France. Fût-elle de pointe et internationalement reconnue.

FRANCK NOUCH.

(1) Pour la science (mars 1986).

CULTURE

Le théâtre d'abord

Roger Planchon, Marcel Maréchal, Jérôme Savary: des pionniers qui ont su créer une sorte de tradition.

Sil la deuxième ville de France, est une métropole culturelle ; si elle est la capitale d'une région riche en activités artistiques ; si dans ces domaines on peut espérer un avenir florissant, cette situation ne relève pas d'une volonté politique affirmée, cohérente, encore moins de la générosité avisée de mécènes publics ou privés.

En matière de culture, Lyon vit sur une solide tradition. Lyon : cité très ancienne - les vestiges de l'époque romaine en témoignent, - qui a toujours été très puissante - on l'apprend en classe - et à l'avant-garde des conflits sociaux - preuve d'un esprit de liberté sans lequel ne peut se développer l'esprit créatif.

La gloire de Lyon, c'est l'art et le luxe : l'industrie de la soie. La bourgeoisie lyonnaise c'est une légende — riche, secrète, cache ses trésors dans ses splendides maisons. On ne doit pas croire tout ce que disent les légendes, mais il n'y a pas de fumée sans feu, et l'architecture de la vieille ville est somptueuse, c'est un fait.

Naître et vivre dans un environnement de beauté — même si on n'en profite pas directement — éduque et stimule le goût. Prions pour que les horreurs bétonnées de la Part-Dieu et celles qui défigurent les alentours de Perrache ne gâchent pas le goût des générations futures.

Tout cela est important, car, grâce à cette tradition, ce sont les Lyonnais qui, chez eux, ont mené les mouvements artistiques. Il en est ainsi pour le plus important mouvement de l'après-guerre.

celui de la décentralisation dramatique, commencé dans les années 50. En général, les pionniers n'avaient pas d'attaches particulières dans les villes où ils se sont installés, et d'ailleurs — mais après qu'ils eurent réussi — certains ont été taxés du péché de « parachutage ».

Lyon est restée, en dehors du combat pour le défrichage des déserts culturels. Il s'y passait des choses, c'est vrai, mais pas brillantes, pas neuves en tout cas. Sur ce sujet, les souvenirs de Roger Planchon et Marcel Maréchal concordent. Ils ont connu les films d'art et d'essai, mais, pour voir au théâtre autre chose que des tournées de boulevard, ils devaient sortir de Lyon.

C'est Roger Planchon qui a commencé. Il est lyonnais et a voulu le rester. Théâtre de la Ville ou Comédie-Française, il a refusé des directions prestigieuses. Pourtant sa ville ne lui a pas fait de cadeau. Il a bataillé pour y survivre. Sa notoriété a atteint un niveau national, son talent novateur a été reconnu par l'Etat (le ministère de la culture), et par les autorités : culturelles lyonnaises. Quand il a voulu s'élargir, sortir de la petite salle des Marronniers, c'est à Villeurbanne qu'il a dû déménager.

L'importance de Roger Planchon pour le théâtre en général et Lyon en particulier n'est plus à découvrir. Son action et sa réussite ont eu un grand pouvoir d'entraînement, ont servi de modèle. La chance a voulu que Marcel Maréchal, venu après lui,

possède une dimension nationale et internationale. La municipalité ne pouvait plus ignorer le rôle du théâtre, Marcel Maréchal a eu le sien, celui du VIII^e. Beaucoup d'espoirs sont nés à Lyon — baignées comprises, — beaucoup de talents s'y sont révélés ; on y a connu Bruno Coignin, Ligeon-Ligeonnet, l'Attroupement, Jean-Louis Martinielli, La Grenette, Chavassieux, entre autres.

A présent, la situation n'est plus la même. Le théâtre prédomine encore, les Céléstins - salle municipale - font de la création à part entière, les structures demeurent. Mais si Chavassieux conserve ses ateliers, il est question de donner à Martinielli la direction du Théâtre de l'Ouest lyonnais, Bruno Bogelin a été nommé à Grenoble et Georges Lavandant appelé au TNP par Roger Planchon, qui souhaite renouveler l'expérience tentée avec Patrice Chéreau en 1972, lequel, pour sa part, se tourne vers le cinéma. Après trente ans de carrière, on peut avoir envie de changer !

Marcel Marschal est à Marseille, sa succession n'a pas été facile. Elle est aujourd'hui assurée par Jérôme Savary, qui travaille autant en Allemagne et presque autant en Italie et en Espagne qu'en France.

**Ouvrir ses portes
avec prudence**

Lyon carrefour européen ? Pourquoi pas, puisque c'est possible dans d'autres activités grâce à la situation géographique. Mais, pour l'instant, c'est un projet, et qui tient seulement à la personnalité de Jérôme Savary, à l'organisation de son travail et de ses coproductions. Si, grâce à Michel Bataillon, collaborateur de Roger Planchon, qui connaît parfaitement la scène allemande, les

Lyonnais ont reçu en premier ou presque et Heiner Müller et les spectacles de Pina Bausch ainsi que ceux de Karge et Langhoff, l'Allemagne n'a pas fait venir ceux de Planchon.

An théâtre, les échanges internationaux sont des opérations de prestige, à effet limité. Question de langage certainement, mais aussi d'institution. Et d'argent. Le prix de déplacement d'un grand spectacle se révèle d'un démesuré. Les Etats allemands acceptent de subventionner en partie l'exportation théâtrale, mais les théâtres allemands, qui ont des équipes permanentes nombreuses, peuvent difficilement supporter le coût supplémentaire d'un spectacle étranger. Quant aux Italiens, aux Espagnols, aux Anglais, ils sont aussi désargentés que nous, sinon plus.

Par nécessité, Lyon a ouvert ses portes. Prudemment. Ni Savary ni Lavandant n'étaient des inconnus quand ils sont arrivés. Ce n'était pas l'aventure, mais c'est la preuve que la ville échappe au piège de l'orgueilleux repli sur soi-même. Avec prudence toujours, elle se met en ligne pour regarder au-delà de l'Hexagone. Elle a son Opéra, à vocation par nature internationale. Un Festival Berlioz, qui se diversifie. L'Octobre des arts, plus cosmopolite encore, tout comme la danse sur la Biennale.

Celle-ci est une opération volontariste mais pas gratuite. L'essor des compagnies chorégraphiques est le phénomène des années 80. A cause de leur style de travail, les balletomanes les évitent. En revanche, leur public se mêle à celui du théâtre, du rock, du jazz, de la mode, de tout ce qui bouge. Les activités de la maison de la danse, malgré la faiblesse de son budget, sont significatives.

Dans la confusion actuelle, les barrières techniques sont ébranlées et l'avenir appartient à ceux qui sauront délimiter de nouveaux espaces tout en sachant utiliser leurs traditions.

COLETTE GODARD.

Hier la province ?

Si Lyon a pu se croire à tort ou à raison « capitale du théâtre », ses rapports avec l'art d'aujourd'hui étaient marqués, jusqu'à l'ouverture de l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC), par un provincialisme complaisant. En créant l'ELAC en 1976, le municipalisme et les critiques qui le conseillaient entendaient informer le public sur les nouvelles aventures des plasticiens.

En fait, l'impact des premières expositions de l'ELAC — sur l'art américain par exemple — a été beaucoup plus fort : elles ont suscité un engouement inespéré chez les amateurs éclairés, transformés en pro-

*Il y a moins de dix ans
Lyon méprisait l'art d'aujourd'hui.
Ce n'est plus vrai.*

pagandistes des recherches les plus pointues. Dans la foulée allaient naître le Nouveau Musée de Jean-Louis Maubant à Villeurbanne et la section Art contemporain du palais Saint-Pierre, que dirige Thierry Raspail : deux autres institutions ouvertes à la jeune création internationale, qui célèbrent comme « ancêtres » Joseph Beuys ou les artistes de Fluxus et font les yeux doux à l'arte povera, rejoignant dans leurs choix le Fonds régional d'art contemporain (FRAC) Rhône-Alpes.

Cette carte a-t-elle définitivement déspécialisé Lyon ? L'avenir le dira. Pour l'heure, les institutions lyonnaises présentent des œuvres d'intérêt européen, voire international, mais il leur reste à vendre leurs expositions en Europe. C'est leur voisin suisse, Bern, le Museum für Kunst und Kunstgeschichte, qui a réagi en accueillant les plus beaux « coups », dont l'actuelle exposition Burin, qui va beaucoup tourner hors de France. Le FRAC a fait des percées encourageantes en Suisse et en Belgique, et Jacques Odudot, son président, compte beaucoup sur le rayonnement

de la ville Gillet, siège du Fonds prochainement inauguré, dont il veut faire un grand centre de documentation, de réflexion et d'échanges.

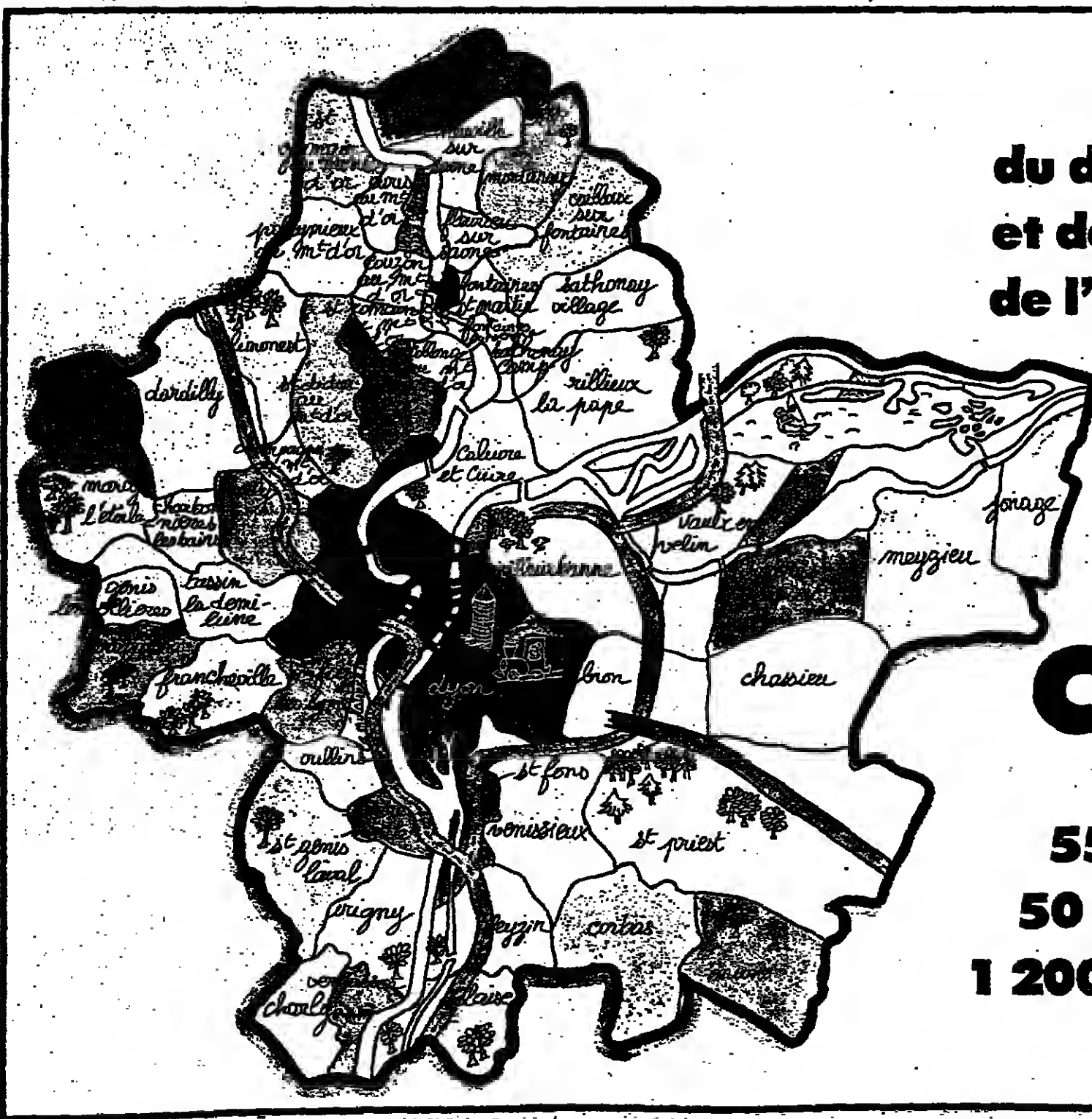
Les marchands lyonnais ne suivent guère ce mouvement ambivalent. Un seul, Jacques Verrière, s'efforçait de promouvoir ses artistes au-delà des frontières, en participant notamment à la Foire de Bâle : sa déparition brutale vient de mettre fin à cette tentative. Il reste aux artistes, dès lors, à passer par Paris pour trouver une audience nationale ainsi internationale. Fusaro e pu ainsi accéder au marché japonais, qui le fait vivre. Les plus jeunes doi-

vent convaincre les galeries parisiennes. Ils ont des atouts : une génération prometteuse est apparue, inventive dans la fidélité au métier le plus exigeant. Patrice Giorda, un de ses représentants les plus doués, a pu ainsi entrer dans l'écurie Tem-
plon.

Parti quelque temps à Paris, il est cependant revenu travailler dans son atelier de la Croix-Rouge. D'autres artistes de talent, comme Gérard Puvia, ont jugé plus facile de s'installer à Paris. Pour eux, Lyon demeure encore la province.

Plus pour longtemps ? En fait, la vraie déprovincialisation dépend moins des seules forces d'une ville que de celles de la région. Avec Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Villeurbanne bien sûr, et même des villas moyennes comme Bourg ou Romans, récemment serties par la fièvre de l'art contemporain, Rhône-Alpes peut espérer devenir un des pôles majeurs de l'art contemporain en Europe. Les échanges engagés déjà dans plusieurs de ces villes avec l'Italie sont de bon augure.

BERNADETTE BOST.



**Au cœur
du développement
et de l'équipement
de l'agglomération
lyonnaise,**



la Courly

55 communes
50 000 hectares
1 200 000 habitants

مكتبة في الزاوية



De la table comme rite

**Nulle part ailleurs
on a poussé aussi loin
et depuis aussi longtemps
l'art et le plaisir du bien manger.
Et la gastronomie, c'est aussi une réclame.**

EXISTE-T-IL une autre ville au monde où l'homme a su — a osé — pousser aussi loin et depuis aussi longtemps l'art et les plaisirs de la table? Etonnante histoire que celle de Lyon. Histoire rentable aussi, donc murale, puisque grâce aux choses de la bouche, cette métropole austère et bourgeoise réussit, mieux que d'autres, à appâter l'homme d'affaires comme le touriste étranger. « La gastronomie? Oh! on s'en lasse », confie-t-on, entre deux pots de morgan. « Les Lyonnais acceptent mal qu'on les réduise régulièrement à la bouffe. Un peu comme les Marseillais se fatiguent de Marius et Olive », assure Bernard Frangin, grand aîné du Progrès et récent auteur chez Albin Michel d'un croustillant *Lyon à table*, fidèle radiographie des appétits de sa ville.

Ainsi, donc, cette capitale serait fatiguée qu'un la résume à cette gastronomie qui a fait — qui fait encore — sa gloire? Propos d'après boire, sans doute. A moins qu'il n'y ait là, bien masquée, la peur de se voir trop vite et trop bien analysée.

Lyon mange et sait manger. Tout se passe ici comme si l'intendance devait toujours précéder. « Comment voulez-vous qu'il en fût autrement? », interroge Raymond Fulchiron du fond de son justement célèbre Café des fédérations. Lyon n'est entourée que par des produits de qualité. Il y a la Bresse et ses volailles, les viandes du Charolais, les fromages du Limousin. Pour le vin,

nous sommes coincés entre les beaujolais et les côtes-du-rhône. » Tout cela était nécessaire. Etait-ce pour autant suffisant? Sans doute pas puisqu'il s'est ici passé un phénomène qu'on ne retrouve pas plus à Marseille qu'à Lille, Paris ou Bordeaux : l'émergence de rites alimentaires et, au-delà, l'élévation de la table au rang de l'autel.

Ce furent les « mères », souvent anonymes, travaillant aux fourneaux pendant que l'homme trônait au bar. Ce furent aussi les « bouchons », version améliorée et lyonnaise du bistrot français. « Pourquoi les bouchons? Au départ, il s'agissait d'auberges, de relais qui avaient choisi pour enseigner une gerbe de paille, explique Raymond Fulchiron. On signalait ainsi qu'on bouchonnait les chevaux. » On rassasiait dans le même temps l'amateur.

Car le bouchon était aussi, était surtout, le casse-croûte du milieu de la matinée. Casse-croûte en forme d'andouillettes, de tripes ou de tabliers de sapeur. Mais que sont aujourd'hui ces machons devenus? La hantise du trop-plein calorique et l'uniformisation des horaires de travail ont en la peau du rite. L'estomac n'y est plus, pas plus que le cœur. « Aujourd'hui », confie Bernard Frangin, il faut téléphoner la veille pour organiser un machon. Et finir avant 11 heures car le patron s'impatiente pour son service du midi. » Les bouchons eux-mêmes ont été réduits au stade de la réserve d'Indiens. On en

compte moins d'une dizaine à avoir eu le courage de conserver tel quel leur fonds de commerce. Moins d'une dizaine, mais qui suffisent pourtant à faire de Lyon autre chose qu'une ville comme les autres.

Et l'avenir, dira-t-on, puisque ce fabuleux passé s'effiloche? Sans doute est-il encore difficile à cerner. Le Café des fédérations — que le *New York Times* vient d'encenser — sera-t-il bientôt classé monument historique au milieu des fast-food de la presqu'île? La ville sature-t-elle au contraire exporter son savoir-faire et conserver son âme? Deux personnages, deux auteurs, deux véritables institutions lyonnaises peuvent aider à comprendre. Paul Bocuse d'abord, Maurice Bernachon ensuite.

La passion du cacao

On ne présente plus depuis longtemps le premier, tant l'humme s'est attaché depuis toujours à se faire tirer le portrait. Bocuse statufié vivant, empereur et commandeur réunis, Bocuse, l'ambassadeur international de la cuisine lyonnaise, l'un des Français les plus connus des États-Unis et du Japon. Bocuse, l'ancien élève de Point à Vienne, qui a séduit Lyon avant de conquérir le monde. Bocuse encore qui, avec deux compères (Vergé et Lendtre), sert trois mille cinq cents repas tricolores quotidiens (bœuf bourguignon, coq au vin, blanquette...) de l'autre côté de l'Atlantique et qui, dans le même temps, tremble de perdre l'une de ses étoiles à Collonges. L'avenir, pour lui, c'est bien sûr cet « après-Bocuse » sur lequel le tout-Lyon n'en finit plus de s'interroger. La question ne le surprend pas. « Après Beethoven, explique-t-il en toute modestie, il n'y a pas eu beaucoup de monde. »

Si l'on pouvait comparer cuisinier et chocolatier, on dirait de Maurice Bernachon qu'il est, trait pour trait, l'anti-Bocuse. Bernachon instituteur, plus de cinquante employés et autant de Noëlés passés à faire du chocolat. Bernachon, l'un des derniers grands chocolatiers français, un physique à la Davidoff et une politesse de Lyonnais. « Mon succès? De l'ambition, beaucoup de travail et une passion absolue pour le cacao. » En retour, le bel et juste orgueil a pris d'autres chemins que celui de Bocuse.

Car Maurice Bernachon a décidé, une fois pour toutes, de ne jamais quitter son cours Roosevelt. Décidé que c'était aux autres, à tous les autres, ministres ou ambassadeurs, de faire le voyage, et, puisque les grandes surfaces d'Osaka veulent ce qui coûte cette année du chocolat Bernachon, on sera dur sur les prix, car les chocolats voyagent — qualité oblige — en avion.

Ainsi va Lyon et sa gastronomie. Lyon qu'un gouvernement de gauche avait, dans une belle envolée cohabitationniste, choisie pour berceau de la future Ecole nationale des arts culinaires.

Cette école avait, dans la tourmente du changement de gouvernement, disparu ou presque. On la retrouve aujourd'hui sous une nouvelle forme. Le député UDF et maire d'Ecullay Jean Rigaud a en effet aujourd'hui bon espoir de voir sa commune devenir le centre de l'Hexagone gourmand grâce à la fondation Brulat-Savarin, une émanation des groupes BSN, Carrefour et ACCOR. Le schéma précédent, bâti sous Jack Lang, prévoyait que le cursus des futurs grands chefs comporterait une année d'étude à Lyon et une année à Paris. Aujourd'hui, de Paris il n'est plus question. Côté cuisine, Lyon avoue des fringales de capitale.

JEAN-YVES NAU.

Leur ville? une ville

LYON des villes d'images. Lyon en est une. Un carrefour de fleuves fait pour l'imaginaire.

Ville riche, elle est secrète. Ville qu'on croit fermée, mais qui s'ouvre, quand elle l'a décidé. Rêve, un rien hautaine, ville au destin amputé par l'histoire qui lui refuse de devenir capitale de la France après avoir été celle des Gaules. Elle s'en est sauvée par l'orgueil, et non par l'amertume.

Ville pour les clichés qu'elle entretient avec une auto-ironie gourmande qu'on ne perçoit pas assez, de loin. Croirait-on sérieusement qu'elle puisse se contenter de ces lieux communs à profusion répandus : les traboules, le bœuf à la miche, le Gnafron les bruns et la soie?

C'est sûrement par finesse qu'elle appuie d'elle-même le trait de ces rides, léguées par le temps, et somme toute secondaires. Comme pour cacher le jeu

teurs pressés mais, en face, à la Part-Dieu, Lyon s'en soucie comme de Colin-Tampon! Elle n'a pas besoin des regards pour couvrir.

Et puis Lyon sait vivre. Moins bruyamment, moins spectaculairement que Paris certes, et les dimanches y sont spécialement ternes, mais que d'étouffes culturelles, pratiques et naturelles, que d'échappées possibles pour cette ville qui est sa propre capitale et n'a pas besoin d'une autre! Qualité de la vie : il n'est que de prendre le métro pour voir la différence et sentir qu'ici on y est accueilli, attendu et pas seulement transporté.

VIDEMMENT il y a les erreurs et les horreurs. Les siècles n'en finiront pas de maudire le blockhaus de Perrache où l'on s'attend, à chaque instant, à tomber dans une embuscade. Quant au gros

Paris est un monstre et Lyon reste une ville.

que, par dessous, elle mène : la course à la modernité, l'efficacité méthodique, la haute de gamme, le siècle, quoi!

LYON, pour Paris, est une énigme. Fort bien dissimulée. On la croit molle et ternie, elle s'active à compter pour l'Europe, traitant avec Milan, Barcelone et Francfort. La TGV la met à deux jets de pierre de la capitale? Elle s'efforce d'aspirer, d'attirer, pour éviter de devenir la plus grande ville de la banlieue parisienne. Elle même contre Paris un combat sournois où elle ne manque pas d'armes. A commencer par la vanité parisienne qui, croyant tout savoir, tout pouvoir, tout détenir, se « plante » ici parfois superbement, les Lyonnais ramassent les morceaux.

C'est une ville liquide qui file entre les doigts de qui veut la contraindre. Si l'on prend la mesure poétiquement à ses quatre rives du Rhône et de la Saône, voire à sa presqu'île en forme d'épée immense et effilée, on s'interdit d'y rien comprendre. Lyon s'attache à Saint-Jean, mais se construit à Gerland. Fourvière stocke les traditions sur quoi se focalisent les regards des visi-

« crayon » de la Part-Dieu, on espère le géant qui pourra s'en saisir et l'user pour écrire sur le ciel l'histoire d'une ville qui mériterait mieux que ce gros piquet à l'envers, orgueilleux et mastoc.

A Lyon, il y a aussi les Lyonnais. L'approche en est malaisée, mais le plaisir n'en est que plus grand quand ils vous consacrent tout ce temps qu'à Paris, vous est méritoire. De la chaise, finalement, dans cette ville qui est à la fois la plus méridionale de la France du Nord et la plus septentrionale de la France du Sud. Si l'on ne vient pas pour leur donner des leçons, leur apprendre la vie ou l'industrie, ni pour leur expliquer leur ville, ils vous ouvrent les bras, qu'ils ont larges.

Ils sont comme leur ville, les Lyonnais : ironiques, prudents, solides. La seule crainte qu'ils expriment, c'est que Paris, dans sa mégalomanie hexagonale attisée par l'Etat et ne les considérât que comme des villageois, vienne décider ce qui est bon pour Lyon, ce qu'il lui faut. A de telles tentatives ils se ferment. Et ils ont bien raison, car Paris est un monstre et Lyon reste une ville.

BRUNO FRAPPAT.

"Discuter technologie et valorisation des recherches avec une banque?"

C'est facile. Parlons-en...

Créer une entreprise, valoriser vos recherches, opérer un transfert de technologie ou une mutation, etc...

A chaque événement industriel, à chaque développement technique ou scientifique correspond un autre type de besoins financiers...

C'est pourquoi la Société Lyonnaise de Banque s'est dotée de spécialistes scientifiques et financiers compétents dans le

domaine :

- du droit des affaires,
 - du rapprochement d'entreprises,
 - du haut de bilan,
 - du capital-risque,
- pour examiner ou mener à bien vos projets.

Alors, pour tous les problèmes d'ingénierie financière, n'hésitez pas à consulter la Société Lyonnaise de Banque :

Direction Scientifique et Direction des Affaires Industrielles.

SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE

Siège social : 8, rue de la République. 69001 Lyon. Tél. 78 92 02 12

Groupe CIC

